BOURSE

r Sur · telle

me à dans

r le rait

; de xté-de

ntei du
noiles
e les
tc.)
les
de

OLJARANTE-NELIVIÈME ANNÉE - Nº 14887 - 7 F MARDI 8 DÉCEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

En disant « non » à l'Espace économique européen La Suisse prend ses distances

et isolée

EN rejetant, dimanche E6 décembre, le traité insti-tuant l'Espace économique européen, les électeurs suisses ont conforté un « euroscepticisme » dont on avait pu, après le anons danois, constater la force lors du référendum sur Maastricht en France et dans les divers son-dages réalisés sur ce thème en Allamagne et en Grande-Bre-tagne. Ce résultat, déploré en chour par tous les partenaires de la Suisse au sein de l'AELE, ris-que de faire école dans le petit lechteratein et influence l'arti-Liechtenstein, et influencer l'atti-tude de voisins autrichiens qui devront se prononcer sur leur inésion à la CEE.

Géographiquement située au cœur de l'Europe, dépendants économiquement de ser échanges avec les pays de la CEE, la Confédération a préféré défendre coûte que coûte le sta-tut exceptionnel que l'Histoire lui avait légué dépuis la défeite de ses troupes à Marignan. Sa neutralité, sa réserve en politique ktérieure, lui ont garanti près de

A grande mejorité des dis-geants du pays avaient mpris que les boulevarsements. compris que les bouleversements intervenus en Europe ces dernières années avalent, ôté un
borne partie de sa raison d'être à
l'« exception suisse ». Si ce
« superbe isolement » na lui avait
pas trop mai réusal jusqu'ici, la
Suisse se retrouve sujourd'hui
menacée d'immobilité dans une
Europe en mouvement. Cela fait
longtemps que le système bancaire helvétique n'est plus la seul
à assurer asile et protection aux
capitaux en quête de sécurité, et
les effets de la crise économique les effets de la crise économique atteignent maintenant un paya jusque-là épargné par la réces-sion et le chômage.

En refusant de se rapprocher de la Communauté européanne, les électeurs suisses ont également porté un coup sérieux à ce consensus qui permettait une coexistance plurôt harmonieuse en consensus de circuse de la present de consensus de la commune de la present de la commune de la co entre des citoyens de langues et de culture différentes. La «vota-tion» du 6 décembre a révété une divergence profonde entre des Romands messivement favoues romands massivament ravo-rables à l'Europe, et des Aléma-niques qui — à l'exception nota-ble des Bâlois — ont fourni les gros bataillons du refus.

4474 (N. 1

3.34

التهوي مدادات

5 mil *

والمراوسي

8 . C. 1944

L'encore foir d'étre compara-ble à celle de la Belgique, mais on a semé les germes d'un res-sentiment qui pourrait s'accen-tuer avec les effets économiques néfastes de l'isolement. Pour des raisons différentes, l'Allemagne et l'Italie ont servi de repoussoir aux électeurs suisses parlant la lengue de ces pays. Le déair de marquer sa différence avec le puissant voisin allemand est une constante dans les cantons alé-maniques depuis le seconde guerre mondiale. Le spectre de l'Italie en prole au « maigo-verno», à la Mafia et à la corrup-tion a incité les Tessinois à se tion a incité les Tessinois à se réfugier plus que jamais dans le giron protecteur de Berne.

Les pertisans suisas d'un rap-prochement avec la Commu-neuté ne désespèrent cependant pas totalement. Certains pensent même que le détour par l'EEE ne sera plus nécessaire, et qu'une adhésion directe à la CEE s'impo-sera bientôt. Mais d'ici là, comme la précisalt un éditoriacomme le précisait un éditoria-liste de Zurich, « les chiens auront mordu les trainards».



Prenant leurs distances à l'égard de la Communauté européenne, 50,3 % des électeurs suisses et 16 cantons sur 23 ont rejeté, dimanche 6 décembre, l'adhésion de leur pays à l'Espace économique européen, rassemblant les pays de la CEE et de l'AELE, à compter du 1= jenvier prochain. Le scrutin a révélé l'opposition entre des Romands, favorables à l'intégration européenne, et une majorité alémanique qui y est hostile.

de notre correspondant

La Suisse reste décidément pareille à elle-même, recroquevillée sur ses certitudes et rebelle au vent du large, du moins dans sa partie de langue allemande. Désavouant à la fois le gouvernement, l'essentiel de la classe politique, des

milieux économiques et de la presse, les électeurs ont refusé par référendum, dimanche 6 décembre, l'adhésion au traité sur l'Esprévoyant, à partir du le janvier prochain, un marché unique entre les Douze de la CEE et les Sept de

JEAN-CLAUDE BUHRER Lire la suite page 4

Allemagne : Munich contre le racisme

300 000 personnes ont formé, le 6 décembre à Munich, une chaîne contre le racisme et l'extrême droite. Par alleurs, le gouvernement et l'opposition sont pervenus à un accord restreignant le droit d'asile. Lire page 32 l'article d'HENRI DE BRESSON A la veille de l'intervention militaire en Somalie

Une partie des bandes armées ont évacué Mogadiscio

Des milliers de soldats, en divers points du mardi. Le calme régnait dans la capitale somamonde, parachevaient, kındi 7 décembre, les lienne évacuée par une partie des bandes préparatifs de l'opération « Rendre l'espoir » en armées, mais celles-ci ont été plus actives, Somalie, alors que deux avions de combat ces derniers jours, en province. Pour la preaméricains survolaient Mogadiscio, au cours mière fois depuis près d'un an, un convoi de la matinée. Les premiers éléments améri- d'aide humanitaire a pu quitter le port de cains et français pourraient être sur place dès Mogadiscio, dimanche, sans avoir été pillé.

Washington

de notre correspondant

M. George Bush a donné le départ de l'opération Somalie, M. Bill Clinton devra en assurer la conclusion. Personne ne garantit que la tâche de ce dernier sera plus aisée que celle du premier. D'autant que l'opération « Rendre l'espoir» soulève déjà ici un vaste débat sur la portée du «pré-cédent» créé par la décision d'intervenir en Somalie.

Comme il est à peu près acquis que la mission de la force d'intervention durera plus de deux mois, c'est-à-dire au-delà de la

date de la passation des pouvoirs dent George Bush dans l'affaire entre les deux présidents, le 20 janvier, M. Clinton devra prendre le relais. Pas un instant, il n'a laissé entendre qu'il avait la moindre réserve sur l'initiative de M. Bush. A quelques très rares exceptions près, celle-ci est d'ailleurs unanimement approuvée par la classe politique, la

micro trottoir, par l'opinion. De Little-Rock, la capitale de l'Arkansas, où il prépare la «transition» du 20 janvier, M. Clinton a rendu hommage au leadership manifesté par le prési-

presse et, à en croire de nom-

breuses séquences télévisées de

somalienne. Le président élu l'a fait avec d'autant plus plus de bonne volonté que, candidat, il avait réclamé plus d'initiative dans l'aide au tiers-monde et dans les Balkans. Mais s'il n'a pas d'arrière-pensée, M. Clinton, qui entendait se concentrer comme « un rayon laser » sur la situation économique du pays, ne s'en retrouve pas moins avec un gros dossier de politique étran-

> **ALAIN FRACHON** Lire la suite et l'article de JEAN HELÈNE page 3

La destruction d'une mosquée par une foule déchaînée pourrait préluder à de nouvelles émeutes intercommunautaires

AYODHYA

de notre envoyé spécial

Les astrologues avaient fixé midi et quart, le dimanche 6 décembre, comme étant l'heure propice pour commencer la céré-monie rituelle. Elle consisterait à jeter des poignées de terre sur l'espace devant servir de fondations au temple de Rama. Assis en tailleur dans leurs longues robes safran, les sadhous, ces moines de l'hindouisme, atten-

L'ÉCONOMIE

en chantier

nomistes.

12 h 05.

Depuis un moment déjà, des « pèlerins » défilaient en hurlant le long des fragiles barricades en bambou, érigées pour contenir une foule estimée à 200000 personnes. Mais tout a vraiment commencé quand un groupe de jeunes a brisé le premier cordon policier, débordant le service d'ordre. Un autre détachement a

daient patiemment. Le « déra-page » tant redouté en Inde a eu lieu dix minutes avant, à cette mobilisation. Alors les pierres voient. La police décampe. C'est la ruée.

Même les organisations extrémistes hindoues avaient pourtant tenu à montrer leur déterminatant leurs ouailles à la retenue. On avait essayé de les convaincre de respecter la loi.

> BRUNO PHILIP Lire in suite page 6

L'opposition et les primaires



Discrètes prud'homales

Les syndicats s'efforcent de vaincre l'indifférence des électeurs appelés aux urnes le 9 décembre

par Jean-Michel Normand

Si l'on en juge par le peu d'écho qu'elles ont jusqu'à présent suscité, les élections prud'homales risquent fort de laisser indifférents une bonne partie des qua-torze millions d'électeurs (salariés français et étrangers des entre-prises de droit privé, chômeurs et employeurs) appelés à se rendre aux urnes mercredi 9 décembre. Chacun en convient : si des records de participation sont bat-tus, ce sera à la baisse. Pourtant, ce scrutin, placé en porte-à-faux entre le référendum européen de septembre 1992 et les législatives de mars 1993, n'a rien d'une consultation secondaire.

Mercredi, il ne sera pas sculement question d'indiquer une pré-férence syndicale. Il s'agira d'abord de vaincre l'indifférence et de faire vivre une justice unique en son genre, dont la légitil'élection au suffrage universel de conseils où siègent à parité des juges représentant les salariés et des juges représentant les employeurs. Malgré leur dénomi-

nation anachronique - l'origine de cette institution fondée au dixneuvième siècle remonte en fait au treizième siècle, lorsqu'il fallut trancher les litiges commerciaux entre producteurs et marchands. les prud'hommes sont au cœur de la vie sociale.

Charges de trancher les litiges individuels du travail, qu'il s'agisse des licenciements, des rémunérations ou des sanctions disciplinaires, leur activité ne cesse de croître (160 000 affaires nouvelles en 1982, 195 000 en 1990), et ils sont parvenus, bon an mal an, à maintenir la durée moyenne de jugement en dessous de dix mois. De plus en plus solfi-cités par les cadres, il leur faut également statuer sur des affaires d'un type nouveau, comme les clauses abusives de non-concur-rence ou les licenciements pour « perte de confiance », dont la législation n'a pas su prévoir l'émergence. Or, si les salariés demandent plus fréquemment justice aux prud'hommes, ils se mobilisent de moins en moins pour en désigner les membres.



■ Comment percevez-vous is difficile construction d'un ordre international post-guerre

2

- L'ère post-guerre froide me paraît un « désordre ordonné ». paraît un « désordre ordonne». Une combinaison paradoxale de stabilisation du cadre global et de désordre dans la substance même de ce nouvel ordre. Globalement, le monde est devenu plus homogène (unipolarisation militaire, extension de l'économie de marché capitaliste à l'ensemble du elobe ou presone, diffusion univerglobe ou presque, diffusion univer-selle des nationalismes et globali-sation de la démocratie). Mais se sont multipliés les nouveaux conflits.

» Ainsi, comparé à l'état antérieur où deux puissances rivali-saient, le danger d'un conflit généralisé a certes diminué et, en cela, le monde paraît plus stable. De bipolaire, il est en outre devenu ipolaire sous la suprématie mili-

* Cependant, bien que les plus puissants, les États-Unis ne sont pas omnipotents: leur hégémonie se traduit par une impuissance relative à faire régner un ordre général. La guerre du Golfe a montré que cette superpuissance a besoin du soutien financier des autres nations pour mener sa guerre; quant aux conflits régio-naux (Yougoslavie par exemple), ils révèlent également son impuis-sance. De ce point de vue, le monde est plus instable : autrefois, la rivalité entre les Etats-Unis et l'URSS les poussait à intervenir dans les conflits régionaux, voire à imposer une certaine discipline imposer une certaine discipline. Autre élément d'instabilité : la montée des nationalismes qui rend la question de l'identité nationale plus complexe, voire impossible à gérer dans les termes dans lesquels elle s'était posée jusqu'à présent.

- Par comparaison à l'Europe, l'Asie ne vous semble-t-elle pas plus stable?

Superficiellement, oui. En Asie, la guerre froide et les conflits idéologiques se poursuivent. La droite japonaise s'est-par exemple opposée à la visite de l'empereur s'agit d'un pays communiste; au Cambodge, les forces en présence se réclament d'idéologies opposées comme d'ailleurs les deux Corées. En outre, n'existe pas dans cette partie du monde un cadre régional, un forum de concertation. Il n'y a rien ici de comparable à la Communauté européenne ou à l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA). Il prévant, par ailleurs, parmi les nations ssiatiques un moindre sens d'appartenance à une com-munauté. L'hétérogénéité des racines culturelles, les stigmates de la guerre froide et aujourd'hui des inégalités dans le développement, qui engendrent des phénomènes de dépendance et de domination, en sont les raisons principales.

t-elle moins en fonction d'une dynamique régionale propre que comme réaction de défense face aux constructions européenne ou nord-américaine. L'Asie paraît donc stable parce qu'elle vit encore sur l'héritage de la guerre froide. Le jour où il y aura une libéralisation en Chine, se posera de marière aigué le question du de manière aigue la question du Tibet. Quant à la Birmanie, elle peut devenir demain une Yougos-lavie. Les conflits manifestes ou latents sont là : Timor, la frontière sino-russe, Sri-Lanka...

- Voyez-vous des conflits se dessiner entre les trols grands pôles de l'ère post-guerre froide : Etats-Unis, Europe et

- Coopération et interdépendance accrues conjuguées à des frictions me semblent un schéma plus probable. En revanche, il me semble que ces trois pôles sont en train de constituer une sorte d'oli-garchie mondiale dominant le reste de la planète, qui assiste impuissant à l'émergence du nouremedier du'ils imposent. A terme, le grand problème sera de remédier à une disparité crois-sante entre Nord et Sud.

- Quel est l'impact de cette globalisation du monde sur la démocratisation?

 Deux phénomènes récents sont sans précédents. Les globali-sations de la démocratie et du système capitaliste. L'homogénéisa suite de la chute des régimes socialistes, est, à première vue, un facteur de stabilité, Mais cette conomie reposant sur le principe de la libre concurrence n'a plus de contre-modèle. Elle règne sans parlage précisément à un moment du, troniquement, la situation économique aux Etats-Unis montre que les Américains, dont le système l'emporte, et qui sont donc «vic-

versité de Tokyo et actuelle-ment directeur de l'Institut de recherche sur la paix internatio-nale Meigaku (PRIME), de l'uni-versité Melji Gakuin, l'un des plus anciens établissements privés chrétiens au Japon, où il enseigne les relations internationales, M. Yoshikazu Sakamoto (né en 1927) se situe dans la ligne des intellectuels progressistes du lendemain de la

Une école de pensée où se côtoyaient libéraux et mar-xistes, qui fut personnifiée par l'éminent historien des idées M. Masao Maruyama, chez qui l'approche historique se conjugue à un empirisme empreint d'un fort souci éthique. Une école qui non seulement marqua toute une génération mais demeure une des ossatures de la pensée contemporaine.

Actif lors des grandes luttes populaires de 1960 contre la reconduction du traité de sécu-rité avec les Etats-Unis, M. Sakamoto fonda alors un groupe d'études des questions internationales qui s'employa à sensibiliser l'opinion publique. Fortement impliqué dans le mouvement des intellectuels pacifistes, M. Sakamoto participe également à plusieurs organisations académiques Europe et aux Etats-Unis.

Créé en 1986, PRIME, qui travaille sur les différentes formes de violence, de pauvreté et d'injustice sociale ainsi que sur



leurs remèdes, fait partie de ce tissu dense de groupements et de mouvements civiques qui constituent sur l'archipel une alternative au discours domi-

Collaborateur réquiler de différents journeux et revues, M. Sakamoto est l'auteur d'une

dizaina d'ouvrages en japoneis et en anglais sur la guerre froide, le désarmement et la démocratie. Permi ses livres en anglais, on peut citer: Stategic Doctrine and Their Alternatives (Gordon and Breach, 1987), Asia: Militarization and Regional Conflict (Zed Books, 1987),

Democratizing Japan: the Allied Occupation (University of Hawai Press, 1987). Il a en outre publié, lors de la mort de Hirohito, une stimulante enalyse : The Emperor System as a Japan Problem (Peace Research Institute Meigaku).

libre marché. La menace n'est plus l'URSS mais l'économie néo-libéexcessive se traduisant, entre autres, par un chômage entraînant des conflits-exciaux.... » D'une manière générale, cette obalisation de l'économie néo-

libérale a pour conséquence une aggravation de la disparité entre les riches et les pauvres à l'intérieur des Etats, mais aussi entre les nations du Nord et du Sud. Les pays en voie de développement n'ont plus l'URSS comme levier pour obtenir davantage d'aide des nations riches, moins généreuses peut-être que soucieuses de contrer l'influence communiste. C'est là un facteur d'instabilité potentielle.

Le second phénomène est la globalisation de la démocratie. Même les régimes qui ne prati-quent pas la démocratie s'en récla-ment ou justifient leurs pratiques non démocratiques en invoquant une période de transition. La situation est différente de celle des années 30 : Hitler n'a jamais dit que le nazisme était une transition vers la démocratie. Aujourd'hui, on légitime des pratiques non démocratiques par une hypothéti-que démocratie future. Mais les mots ne doivent pas dissimuler les réalités. Il faut, à mon seus, dépasser la notion d'Etat lorsque l'on parle de démocratie. Même si un pays est démocratique par le fonc-tionnement de ses institutions mais qu'il tire profit des « ajustements structurels » invoqués par les régimes autoritaires du Sud pour exploiter à son avantage main-d'œuvre et matière première, il ne s'agit pas là d'une authenti-que démocratie. La rhétorique des pays riches sur la démocratie n'est pas dénuée d'hypocrisie. Nous rejoignons le problème précédent. La situation présente nous invite à repenser d'une manière globale l'idée de démocratie.

- L'une des grandes ten-- L. une des grandes ten-dances de l'ère post-guerre froide est le réveil des apparte-nances (nationalisme, ethno-na-tionalisme, corporatisme), c'est-à-dire de forces centri-pètes. Simultanément, l'inter-cationalisment de contripetes. Simultanement, l'inter-nationalisation du capital fait éclater les limites des Etats et agissent comme des forces centrifuges. Envisagez-vous une aggravation de ces tandances et, à terme, une dissociation entre l'unité politique et l'unité culturalle?

 Il y a effectivement une diffusion quasi universelle des nationalismes. En un sens, c'est un phénomène légitime après l'écrasement de telles aspirations sous la chape soviétique. Mais ce réveil conduit aussi à des micro-nationalismes et à l'oppression par les Etats-nations de minorités qui, soudain, reven-diquent identité et autonomie. D'une part, il est vrai que cette résurgence des micro-nationalismes contribue à une démythification de la notion d'Etat-nation,

révélant que l'Etat-nation n'est rien d'autre que l'institutionnalisa-tion de la domination d'une ethnie sur des minorités. D'autre part, de récentes expressions d'ethno-natio-nalisme se sont révélées autodestructrices. Au cours des années 60, le nationalisme était considéré comme la vois de l'émancipation des peuples opprimés. Aujour-d'hui, le nationalisme a des implications négatives qui pourraient déboucher sur une remise en cause du principe d'autodétermination : celui-ci entraînant des réactions en chaîne de minorités de plus en plus infimes réclamant le même

> « La situation nous invite à repenser l'idée de démocratie»

» il faudra donc repenser la notion d'autodétermination sur la ase d'une scule nation et s'orienter vers une autodétermination collective (incluant plusieurs nations), faisant place au plura-lisme multiculturel. En d'autres termes, dissocier effectivement l'Etat culturel de l'Etat politique dont la souveraineté sera par conséquent réduite. Le fédéralisme peut être une solution, ou l'anto-nomie locale. L'Etat ne peut recouvrer sa légitimité qu'en se transformant en une structure sou-ple, caractérisée par une recon-naissance du pluralisme des identités et des appartenances.

- Comment se pose la ques-tion du nationalisme au Japon?

- De manière différente. Il y a toujours eu au Japon un nationa-lisme caché qui relève de l'ethno-centrisme. Il a pris deux formes : « passive » (société fermée à l'extérieur) ou « agressive » (reconsti-tution à l'étranger d'un cocon nip-pon : golfs réservés aux Japonais pon: gous reserves and Japonaus en Angleterre par exemple). Aujourd'hui, il y a moias un réveil du nationalisme qu'une politisa-tion de celui-ci à la faveur d'une prise de conscience de l'émergence du Japon comme « grande puis-

» Cette politisation du nationa-lisme résulte de deux évolutions : interne (l'aspiration à dépasser le stade de puissance économique) et stade de puissance economique, a internationale (réduction de la dépendance à l'égard des Etats-Unis avec la disparition de la menace soviétique; déclin de l'économie américaine qui rehausse d'autant la puissance de rehausse d'autant la puissance de celle du Japon; changement dans la niérarchie des composantes de la puissance : de militaire elle devient plus économique). Le danger potentiel de ce néonationa-lisme tient à son éventuelle uti-

lisation aux dépens d'autres nations. L'évolution du rôle du Japon sur la scène mondiale, comme de son autoperception, intervient au moment où le monde change et cherche de nouvelles orientations. Cette double évolution complique la quête des Japo-nais d'un rôle international et de l'affirmation de leur identité. Le Japon n'a jamais résolu le dilemme : appartenir à l'Asie ou à l'Occident. Longtemps il fut le seul pays d'Asie à être «occidentalisé». Aujourd'hui, d'autres nations asiatiques (les « petits dragons») avanceut sur la même voie, sendant la constion nius presrendant la question plus pres-sante : où se situe-t-il?

- Comment percevez-vous la eltustion en Europe et plus particulièrement les réactions négatives que suscite une intégration dont le principe semblait acquis?

- A mon sens, le malaise vient des déséquilibres induits par l'intégration régionale. Entre des Etats, se profile le risque d'une suprématie de fait de l'Allemagne. A l'intérieur de ceux-ci, bien que le grand capital soit déjà transnational les secteurs non compétitifé tional, les secteurs non compétitifs de la société (petit commerce et paysannerie), protégés par l'Etat, se demandent si l' «Etat » supranational pourra remplir la même tâche. A moins que l'Europe inté-grée démontre qu'elle offre de meilleures protections que l'Etat classique, il y aura des résistances et un repli frileux sur le nationame, les appartenances ethniques pouvant servir de détonateur.

» Derrière ce malaise, se pose plus fondamentalement la question du rôle de l'Etal. Auparavant, celui-ci était censé veiller à la sécurité militaire. Il était à la fois protecteur et exigeant, demandant aux citoyens de sacrifier leur vie à sa défense. La fin de la guerre froide a réduit le rôle de l'Etat en tant que protecteur de la sécurité militaire et les citoyens ont commencé à le considérer comme pro-tecteur d'une sécurité économique et sociale sans qu'en contrepartie ils soient prêts à se sacrifier pour lui. Il est soumis simultanément à une double pression : par le haut, de la part d'une instance suprana-tionale et, par le bas, de la part des citoyens qui réclament décen-tralisation et protection.

Cette situation n'est pas réservée à la seule Europe. On s'oriente inévitablement vers une instance internationale centralisée des structures de gouvernement. Mais simultanement se font jour des revendications d'identités parcellaires (ethniques) qui poussent à la

- La crise de la Yougoslavie n'est-elle pas symptomatique du caractère inopérant de ces mécanismes de sécurité transnationaux?

- Il ne faut pas confondre les niveaux. L'OTAN ou les Nations unies n'ont pas vocation première

à l'intérieur d'une nation. Ils sont là pour agir en cas de conflit entre Etats souverains ou pour prévenir l'escalade d'un tel conflit. Si, demain, Pol Pot déclenche une guérilla au Cambodge, les Nations unies seront placées devant un dilemme : concéder leur incapacité operations de combat d'autant plus délicates que, dans une gué-rilla, il est difficile de distinguer les civils des combattants. Des actions qui, en tout état de cause, n'entrent pas, théoriquement, dans le cadre de missions de paix. Der-rière ces problèmes institutionnels se pose celui de l'égoïsme des grandes puissances : elles ne sont pas concernées tant que leurs

intérêts ne sont pas menacés. - L'Asie risque de conneître aussi de tels conflits. Dans cette hypothèse, que se passera-t-il dans une région où la seurité repose essentiellement sur des alliances bilatérales avec les États-Unis?

- Il en ira de même. La première question (les Etats-Unis auront-ils la compétence d'agir?) se doublant d'une autre, plus fondamentale : auront-ils la volonté de le faire ? Il n'y a pas de pétrole en Birmanie et personne ne s'oc-cupe (et vraisemblablement ne s'occupera) de ce malheureux

Plus profondément se pose la question de la capacité d'une question de la capacité d'une nation qui se réclame de l'autodé-termination à régler ses problèmes internes. Dépendre de l'interven-tion internationale pour résoudre ses conflits est le symptôme de la faillite de la revendication à l'au-to-détermination.

- La possibilité pour le Japon de faire participer ses troupes aux missions de paix des Nations unies est une évolution importante. Estimez-vous qu'il solt en train de devenir une « puissance ordinaire » ?

- Les hommes politiques qui ont soutenu le projet de loi sur l'envoi de troupes à l'étranger ont fait valoir que le Japon devait sortir de son «isolationnisme pacifique » et assumer des responsabili-tés. Je pense que, si le Japon doit sortir de son isolationnisme, ce n'est pas en envoyant des troupes à l'étranger mais en accordant plus d'attention à l'extérieur et en par-ticulier aux pays du Sud. Le Japon s'internationalisera en se préoccus'internationalisera en se presenta-pant davantage des questions de démocratisation et de droits de l'homme dans le reste du monde.

» Or nous sommes confrontés à une carence grave : les Japonais ont perdu la notion de l'intérêt général. Au cours de la guerre, cette notion a été monopolisée par l'Etat auquel devaient être sacri-fiés tous les autres intérêts. En réaction, après la défaite, les Japonais ont nourri un grand scepti-cisme à l'égard de l'État et se sont repliés sur les espaces privés (la famille et l'entreprise). Quant à l'arène politique, elle est dominée

moins par des partis que par les clans, dont le moins que l'on puisse dire c'est que les luttes de pouvoir l'emportent sur l'intérêt pouvoir l'emportent sur l'intérêt général. Il manque, enfin, au Japon une institution publique non étatique telle que l'Eglise. Cette absence ne se fait pas seulement sentir sur le plan de l'organisation mais aussi de la base spirituelle à un engagement. Le bouddhisme joue certes un rôle, notamment dans les organisations non gouvernementales cruvrant en faveur de l'aide au Sud, mais il n'est pas assez mobilisateur pour n'est pas assez mobilisateur pour imposer l'idée de solidarité trans-nationale. La, réside la véritable

« Les Japonais ont perdu la notion d'intérêt général»

- L'Occident fut plus toni-truant que le Jepon pour dénon-cer la répression en Chine en 1989. Mais nombre de pays, à commencer par la France, firent preuve par la suite d'un e rég-ilsme a complice lorsue leurs intérêts économiques furent en jeu. N'y a-t-il pas là une hypo-crisie d'Etat tout aussi condam-nable?

 On a dit que «l'hypocrisie est un tribut payé an Bien par le Dia-ble». Au moins, ont été affirmées des valeurs que l'on ne peut igno-rer. Dans le cas du Japon, les poli-ticiens n'ont même pas en à faire preuve de cette hypocrisie car l'opinion publique est largement indifférente. La est la racine du problème. Une évolution se des sine néanmoins chez une minorité de la jeune génération qui, libérée de l'économisme de ses parents, réagit davantage en citoyens ani-més par des valeurs universilistes.

Chine et le Japon, symbolisé par la visita de l'empereur, se traduira-t-il par une domination sino-japonaise de la région, assurant sa stabilité?

- - ভারতিত্ব কর

1000 PM 440 W

4.076

- Je ne suis pas sûr que l'objectif premier de la Chine soit la sta-bilité de la région. Pour les dirigeants de Pékin, un monde multipolaire est synonyme de ris-ques de conflit. Aussi longtemps qu'ils penseront ainsi, je ne pense pas que la stabilité soit acquise. Les Chinois ont tiré une leçon de la guerre du Golfe : seule une modernisation de leur potentiel militaire leur évitera de devoir passer sous les fourches caudines des Etats-Unis. Le nationalisme des Etats-Unis. Le nationalisme chinois, certes compréhensible, combiné à des ambitions de grande puissance, risque davantage de se traduire par une opposition avec un Japon en passe de devenir une grande opissance. devenir une grande puissance.

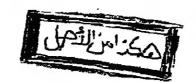
* A court terme, le renforcement de la marine chinoise a pour conséquence une accélération de la course aux armements dans la région : en Indonésie, à Singapour ou en Malaisie. Sans voir de crise immédiate, je ne suis pas très optimiste pour le fatur.

- On dit souvent que le Japon n'a pas de « message » pour le reste du monde, sinon son pragmatisme. Qu'en pensez-vous?

- Le Japon a un rôle à jouer :
offrir une alternative aux deux
grands modèles, celui effondré du
socialisme et celui, qui commence
à douter de lui-même, de la démocratie libérale capitaliste. L'influence de la social-démocratie fluence de la social-démocratie scandinave sur les pays de l'Europe de l'Est est révélatrice de
cette quête de modèles. Le lapon
peut devenir — non assurément tel
qu'il est anjourd'hui — une source
d'inspiration sur trois plans : une
puissance qui repose moins sur
des moyens militaires qu'économique qui conjugue initiative privée
et responsabilité sociale; une
industrie accordant une plus industrie accordant une plus grande importance à l'écologie. Mais cela requiert des responsa-bles politiques que nous n'avons pas. Un exemple : le Japon est le premier fabricant mondial de batteries solaires. Celles-ci permettent aujourd'hui d'alimenter des pompes donnant de l'eau à cer-tains villages reculés d'Afrique. Seulement, ce ne sont pas les Japonais qui les ont fournies, mais des Canadiens et des Allemands qui nous les ont achetées... C'est regrettable mais symptomatique.

Propos recueillis par





ÉTRANGER

L'intervention internationale en Somalie

De l'océan Indien à la Californie en passant par l'Europe, de 36 000 à 40 000 militaires d'une vingtaine de pays, dont près de 30 000 Américains, étalent mobilisés, dimanche 6 décembre, dans le cadre de l'opération «Rendre l'espoir». Le secrétaire américain à la défense. M. Dick Chency, a indiqué que les premières unités américaines devaient arriver en Somatic « au début de la semaine », en se refusant à donner une date précise.

Quatre unités logistiques de l'US Navy, chargées d'aménager les infrastructures nécessaires au déploie-ment des militaires américains, ont été chargées de se préparer samedí. Ces quelque 2 000 hommes, qui s'ajoutent au total d'environ 28 150 annoncé vendredi par le chef d'état-major américain Colin Powell, sont tous spécialisés dans la construction. Leur arrivée doit correspondre à celle de trois navires partis de la base américaine de Diego Garcia, dans l'océan Indiea, et chargés de matériel de construction, d'équipements divers et de vivres. Avant même l'annonce officielle de l'opération, le Pentagone avait ordonné en milieu de semaine dernière l'envoi vers la Somalie du navire de ravitaillement Jack-Lummus, chargé de 600 tonnes de véhicules et de matériel. Le porte-avions américain Ranger, qui croisait dans le Golfe depuis septembre, fait également route vers la Somalie, avec quelque 70 chasseurs-bombardiers et 5 500 hommes à bord.

Les premiers à débarquer devaient être les 1 800 marines qui croisent déjà au large de la Somalie, ainsi que les soldats français venus de Djibouti, dont le premier détachement devait être prêt à partir lundi, selon le ministre de la défense, M. Pierre Joxe. Ils rejoindront les 500 «casques bleus» pakistanais présents à Mogadiscio depuis septembre. Ces derniers ont ouvert le feu pour la première fois vendredi, tuant un jeune Somalien armé qui empêchait la sortie de camions de vivres. Les premiers à débarquer devaient être les 1 800 amions de vivres.

L'Iran a critiqué samedi cette opération, « précèdent fâcheux » qui « risque de déboucher sur de nouvelles interventions américaines dans d'autres parties du monde », selon la radio officielle, pour laquelle l'administration américaine a voulu « redorer son image humanitaire ternie par son inaction en Bosnie-llerzégovine ». En Jordanie, les députés des Frères musulmans ont dénoncé dimanche l'intervention américaine, qu'ils ont qualifiée a d'agression sauvage aux desseins hypocrites ».

En France, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a expliqué qu'on n'avait pas voulu laisser les Etats-Unis jouer les gendarmes du monde et qu'on avait œuvré pour que l'opération se déroule sous l'égide des Nations unies. « Il ne faut pas qu'une nation, sous prétexte qu'elle est plus forte qu'une autre, s'arroge le droit d'aller faire le gendarme, de remettre de l'ordre », a-t-il dit à Europe I. M. Dumas a nié qu'il

ait fallu attendre la volunté américaine pour susciter la mobilisation, « La valonté qui s'est exprimée en pre-mier est bien celle de la France (...), j'ai toujours dit : « La France sera présente mais il est indispensable que ce soit la communauté internationale qui chapeaute tout cela », a-t-il ajouté.

Invité du journal de 20 heures de France 2, samodi 5 décembre. M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a souhaité qu'on « pense à tous les pays, comme le Mozambique, le Liberia, certaines régions de la Birmanie, de la Nouvelle-Guinée, où la situation est parfois dix fois pire » avec « dix fois plus de morts, dix fois plus de personnes déplacées » qu'en Somalie, Affirmant qu'il n'est « pas amer », M. Joxe a toutefois demandé : aEst-ce que la situation de la Somalie peut être réglée par des interventions militaires? Non. Par des interven-tions humanitaires? Non. Elle ne peut évoluer qu'en raison d'une évolution politique, c'est-à-dire le retour d'une certaine sécurité et l'instauration d'institutions

M. François Léotard a estimé, dimanche 6 décem-M. François Léotard a estimé, dimanche 6 décem-bre sur TF I, que l'intervention de la force multinatio-nale en Somalie est une « opération trop médiatique pour être honnête », même si, « bien sür, il faut la faire ». On oublie qu'il y a dix Somalie ailleurs dont personne ne parle qu'il y j pas de caméras, a expliqué l'ancien président du PR. En Bosnie, soixante mille enfants à Sarajevo vont mourir dans les deux

mois qui viennent et il n'y a plus un soldat qui peut

M. Raymond Barre a déclaré, le même jour sur France 2, que l'envoi de troupes en Somalie est « un progrès dans la vie internationale», mais qu'une telle opération ne peut être envisagée dans l'ex-Yougoslavie en raison de la différence de « nature » entre les deux situations. « En Somalie, il s'agit de mettre un terme à des opérations de banditisme sauvage tandis que dans l'ex-Yougoslavie, c'est un affrontement d'ethnies qui ne sont pas décidées à trouver un règlement à leurs problèmes, a observé l'ancien premier ministre. Autant je suis pour un droit d'ingérence ponetuel dans des situations humainement intolérables, autant je crois, que dans le cas de la Yougoslavie, tous les gouvernements ont une attitude raisonnable.»

M∞ Dominique Voynet, porte-parole des Verts, a déclaré, de son côté sur Radio communautés judaïques (RCJ) que les Verts sont favorables à l'intervention militaire en Somalie. « Il était tout à fait urgent de mettre un terme au scandale qui se déroulait sous nos yeux que constitue le détournement massif de l'aide humanitaire », a-t-elle indiqué. M= Voynet a estimé que cette opération ne relève pas « du droit d'ingérence humanitaire » mais qu'elle consiste à remédier à « l'absence de gouvernement » dans ce pays. - (AFP, Reuter.)

Le calme règne à Mogadiscio mais les pillages se multiplient en province des bandes armées

MOGADISCIO

Town to the second seco

Wild disable to

ia in la tradition Notation to page

1 1 1 1 1 1 1 TO

44....

graph of the second

Market .

STATE OF THE STATE

25

÷...

Market and the second - Sa. -e e e e

** Johnson will be the

The second second second The second second second

A TOTAL TO

Andrews Commence of the second

de notre envoyé spécial « Deux fois par jour, je monte sur ma terrasse et je scrute l'horizon, puis le ciel, mais toujours rien. Pas le moindre signe de Jeur arrivée. » Le colonel Jim Cox, commandant en second du contingent de l'ONU
à Mogadiscio, ne s'offusque pas
outre mesure d'être tenu dans
l'ignorance totale du débarquement des I 800 marines positionnés au large de la capitale. « C'est une opération militaire et son programme doit rester secret w

Quelques rares indications ont toutefois filtre de la conférence des Nations unles sur la Somalie à Addis-Abeba (le Monde daté 5-6 décembre) : le déploiement des forces de la coalitation se déroulera con trois phases, jusqu'à la mi-jan-vier; la durée totale de l'interven-tion ne devrait pas excéder trois mois. Mais des incertitudes subsistent quant à la mélacde. Est-ce que la mission des soldats étrangers iru au-dela de l'acheminement des vivres (1) du desamement de la population? Les participants de la conférence d'Addis-Abeba ont demandé qu'une coopération s'instaure avec les « forces de protection de l'aide humanitaire ». Ils ont aussi formulé des recommanda tions, notamment sur la nécessité de lancer des projets de réhabilitation ou d'intégrer des milliers de jounes gens armés dans une force de police sous commandement de l'ONU. Mais rien n'indique pour le moment qu'ils seront entendus.

Le général Aldid isolé

« Au moins, le courant est passé entre nous et les Nations unies », estime Isabelle Achour, de Pharmaciens sans frontières. « Il y a eu un consensus général assez inattendu, même avec les Somaliens invités; et la présence de la communauté internationale (soixante-trois pays étaient représentés) a donné la légi-

timité qui s'imposait », ajoute un membre des Nations unies. Mais cette conférence a aussi accentue la mise à l'écart du général Aidid et de son Alliance nationale soma-lienne (ANS), qui avaient refusé d'y participer. L'homme fort de la Somalie est aujourd'hui isolé poli-tiquement, et affaibli sur le terrain par des dissensions d'origine clani-que ou par des revers militaires. Il a réaffirmé dimanche qu'il accueillerait les Américains à bras ouverts. Mais ses partisans rappel-lent qu'il souhaite toujours la crés-tion d'une force de police soma-

Le marché des armes en baisse

Le calme reene à Mogadiscio. Pour la première fois depuis trois semaines, un convoi de vivres a pu quitter le port. Charges de mille tonnes de vivres, les camions de traverse la ligne de démarcation sans encombre, après l'habituel droit de péage au é élécik-point ». Quelques tirs d'armes lourdes ont retenti par deux fois ces derniers jours du côté de l'aéroport. Un habitant du quartier attribue ces accrochages à «la nervosité des llawadie (un des clans) devant la perspective d'être bientôt privès de l'aéroport et de ses revenus».

Le calme de la capitale contraste avec les nouvelles alarmantes en provenance de l'arrière-pays. Les Organisations non gouvernementales (ONG) ont évacué partielle-ment Baidoa, devant la multiplication des pillages. Les centaines de combattants concentrés sur la ville sont-ils en partance vers le front de Bardera? Reviennent-ils du front pour profiter des derniers instants d'anarchie? Toujours est-il que Care a dû interrompre ses distribu-tions dans les villages alentour et que le pont aérien menace d'être interrompu. Dans la ville de Merca, Médecins sans frontières a aussi réduit son personnel. « On ne

à l'arrivée des Américains», affirme Nicolas de Metz, le coordinateur de l'organisation à Mogadiscio.

A Mogadiscio, le débarquement de la presse a commencé. Les prix de location des voitures, des gardes de sécurité et des interprêtes s'envolent, les possibilités d'hébergement auprès des ONG se font rares. Les habitants de Mogadiscio-Nord regardent avec envie les miltiers de dollars déversés au sud, de l'autre côté de la «frontière». Les Somaliens ont déjà vécu cela en août, lors du premier raz-de-marée médiatique, mais cette fois les Américains sont davantage présents. Et l'on sent les habitants en quelque sorte flattés à l'idée d'être «occupés» par les Gl's, qu'ils res-pectent infiniment plus que les casques bleus » pakistanais, présents depuis septembre, mais inac-tifs en raison de leur mandat

A l'annonce du débarquement américain, le prix de la kalacimi-kov est brusquement tombé de 700 000 à 300 000 shillings somaliens (environ 70 dollars). Les pro-priétaires ont vendu en masse. Puis 'indice du marché est remonté légèrement. Pour Abdoulkader, un ancien étudiant devenu marchand d'armes « par nécessité », l'explication est simple : «La reprise des combats dans le Nord, du côté de Galcaio, a relancé la demande. » Assis derrière son comptoir, dans une ruelle du marché de Bocaro, il rève de « retourner à l'université pour devenir médecin». Si les Américains arrivent, il fermera sa boutique, un étal de bois et de tôles où pendent des guirlandes de muni-tions. Mais il cachera ses armes dans son jardin au cas où les ventes reprendraient un jour. Car a l'intervention américaine ne signifie pas que la paix soit enfin

JEAN HÉLÈNE

Le retrait

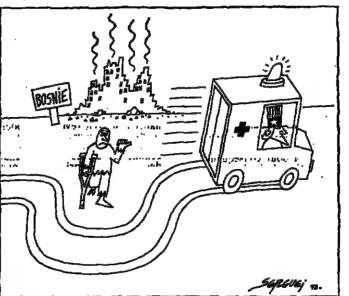
Il s'agit d'une considérable intervention armée à l'extérieur, conduite par les Etats-Unis, pour

sauver de la famine des centaines de milliers d'Africains - une pre-En fait de repli sur « l'Amérique d'abord » - souhait de nombreux

démocrates, - M. Clinton inaugurera son mandat par un difficile exercice stratégico-diplomatique. Les obstacles sont évidents, même si les experts du Pentagone et du

sûrs de distribution de l'aide; deuxième phase, censée intervenir «quelques mois» plus tard, la force d'intervention cède la place à des « cusques bleus», éventuellement appuyés par un contingent de marines qui resteront en «réserve» au large des côtes somaliennes.

Le sentiment général est que M. Clinton aura à cœur de rapatrier le plus vite possible les troupes américaines. Si elle approuve massi-vement une opération coup de poing justifiée par l'urgence de la



département d'Etat font, en général, preuve d'optimisme. Il y a le risque de prises d'otages en Somalie, celui d'opérations terroristes contre les marines (comme à Beyrouth en 1983), le risque, médiatique et politique, de voir les soldats américains passer du rôle de «sauveurs» à celui d'« oppresseurs impérialistes » en cas de batailles contre les factions qui piratent l'aide alimentaire, il y a une forte probabilité d'enlise-ment s'il s'avère plus difficile que prévu de rétablir une esquisse d'Etat en Somalie.

«Si vous avez aimé Beyrouth... »

Parmi les très rares voix qui se sont fait entendre contre l'opéra-tion, celle de l'ambassadeur des. Etats-Unis au Kenya, M. Smith Hempstone (un ancien journaliste), a trouvé le plus d'écho dans les médias. « Si voux avez aimé Bey-routh, écrit-il à ses supérieurs, vous allez adorer Mogadiscio »... et de prédire aux forces américaines un enfer de guérilla urbaine et de ter-rorisme islamiste.

Les dirigeants américains répli-quent en observant qu'ils s'en tien-dront le plus strictement possible au schéma prévu : première phase, la force d'intervention met de l'ordre, «achète» les armes lourdes des factions s'il le faut, établit des réseaux

□ Le Vatican organise une confé-rence, en Zambie, sur les réfugiés africains. — A l'initiative du Vati-can, pour la première fois se tient jusqu'an mercredi 9 octobre à Lusaka, en Zambie, une conférence internationale sur les réfugiés. Des évêques, des responsables laïes d'Eglises, des représentants d'asso-ciations caritatives d'une vingtaine de pays africains participent à cette rencontre. Parmi les 18 millions de réfugiés recensés dans le monde, les plus nombreux sont africains. C'est « la plaie honteuse de notre époque», a récemment commenté un document de la commission pontificale Justice et Paix (le Monde du 3 octobre 1992).

situation en Somalie, l'opinion amé-ricaine verrait assez mal la présence prolongée d'un fort contingent de
**boys * dans ce pays. Afin d'assurer
une transition plus coordonnée
encore, le gouverneur de l'Arkansas devra nommer au plus vite les membres de son cabinet qui seront responsables de la politique étrangère et des affaires stratégiques. Déjà, une spécialiste de ces ques-tions dans l'équipe de transition démocrate, M= Madeleine Albright, s'est installée à la Maison Blanche.

Mais la charge dont héritera M. Clinton avec l'opération «Ren-

dre l'espoir» (1) pourrait être plus lourde encore. A en croire nombre d'analystes, un «précédent» a bel et bien été créé, et qui va compter à l'heure de l'après-guerre froide. Comme M. Bush n'a pas jugé devoir vraiment s'en expliquer, il reviendra à M. Clinton de dire, écrit l'éditorialiste du Washington Post, si e la Somalie mène les États-Unis sur la route d'Haïti, du Liberia et de la Bosnie, et dans le cas contraire pourquoi ». Autrement dit, le prochain président, lié par le « précédent » somalien, devrait expliquer quels sont les critères de l'intervention humanitaire à l'extérieur : à partir de combien de morts, à quel niveau de difficultés stratégiques, etc.

Il ne s'agit plus de projeter la puissance américaine pour «conte-nir» celle de l'URSS, mais de le faire pour soulager les misères du monde. Il appartiendrait au prochain président de définir à quelles conditions l'Amérique est prête à jouer « Police secours » sur les théâtres sanglants de l'après-guerre froide (Yougoslavie, Arménie, etc.) et à faire office de SAMU dans les drames à répétition du tiers-monde.

Secrétaire d'Etat par intérim, m. Lawrence: Lagicourger's estimate refuse, dimanche à la télévision, à définir ale caure global d'une poli-tique d'intervention numanitaire post-guerre froide». Pour lui, il n'y a pas d'« engagement » américain au-delà de la mission de secours politique», mais une politique qui doit se décider « au cas par cas ». Le drame somalien est spécifique, du fait de l'ampleur du désastre et de la possibilité d'y remédier.

Bombardé de questions sur la différence de traitement entre la Bos-nie et la Somalie, il a expliqué : dans le cas somalien, les Etats-Unis ont la certitude, avec des moyens relativement limités, « de pouvoir fine de l'Allametes, « de pouvoir faire la diffèrence, c'est-à-dire de sauver des centaines de milliers de vies humaines »; dans lo cas de la Bosnie, « il faudrait engager des cen-taines de milliers d'hommes, ce qui représenterait un coût monumental, pour un résultat qui n'est même pas

(1) Plutôt que « Restaurer l'espoir », traduction littérale de « restore hope » que nous avons utilisée dans nos éditions datées 6-7 décembre.

ALAIN FRACHON

Un corps expéditionnaire de près de 36 000 hommes

Près de 36 000 hommes, dont une majorité de soldets américains, participeront, ou pourraient participer, à partir de lundi 750 hommes ; à l'opération « Rendre l'espoir » en Somalie.

Participation déjà acquise :

- Etats-Unis : 28 000 hommes, avec une avant-garde de 1800 marines; France : e plus, de 2000 » soldats, dont des unités

Italie : environ 2000 hommes (parachutistes et

- Canada: 900 hommes;

de la légion étrangère ;

- Balgiqua : 550 parachutistes : - Egypte : entre 600 et volume reste à déterminer ;

- Emirats arabes unis : entre été promis, sens plus de préci-700 et 900 soldats ; - Mauritanie : 300 hommes ;

- Pakistan : un contingent de 500 a casques bleus » est déjà déployé à Mogadiscio depuis septembre, Islamabad a offert des effectifs supplémen-

Participation envisagée : - Koweit : déploiement d'une « force symbolique » dont la taille n'a pas été précisée ;

- Maroc : Rabat est prêt à envoyer un contingent dont le

- Nigeria : l'envoi de troupes a - Tunisie : le gouvernement a annoncé « sa disposition à parti-

- Turquie : de 400 à 500 sol-dats, sous réserve de l'approbation du Parlement.

Plusieurs autres pays, dont la Grande-Bretagne et le Japon, ont promis une aide logistique ou financière.

Deux officiers généraux à la tête du dispositif français

Deux officiers généraux ont avec le commandement amériété désignés pour prendre la tête cain sur le terrein. du contingent français en Somalie, dans le cadre de l'opération «Oryx» – nom donné à une antilope d'Arabie - qui s'intègre à la mission alliée sous commandement américain. Il s'agit du général de brigade René Delhome, qui commandera les éléments français, et du contre-amiral Hubert Foillard, actuel « patron » de la zone maritime en océan indien, qui sera chargé des contacts d'hélicoptères.

Les éléments précurseurs francals devalent arriver mardi 8 décembre en Somalie. Ils viennent des régiments stationnés à Djibouti. Ils seront prélevés sur la 13. demi-brigade de Légion étrangère (DBLE), sur le 5 régiment interarmes d'outre-mer (RIAOM) at les détachements locaux de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT) équipés

de marine (DIMA), en garnison dans l'ouest de la France, avec son PC à Nantes, qui devrait fournir le complément des forces. Le général Delhome est. depuis mai 1991, l'adjoint « opérations » du général qui commande la 9 DIMA.

Au total, l'opération « Oryx » devrait réunir, toutes unités confondues, 2 000 soldats fran-



Le plus complet

Le plus fiable

Le plus lu

Un contenu

entièrement

renouvelé

annuaire économique et géopolitique

mondial

L'ETAT DU MONDE

Le seul annuaire qui offre un diagnoctic à la fois politique et économique sur tous les États du monde. Un bilan de l'année pour les 225 États et territoires de la planète, y compris les républiques de l'ex-URSS et de l'ancienne Yougoslavie. 260 articles inédits, rédigés par plus de 100 spécialistes. • 80 pages de statistiques, 12000 données mises à jour. • 46 pages de cartes, 90 bibliographies thématiques, un index de plus de 2000 entrées. • Les dessins de Plantu.



Le Dossier de l'année : La nouvelle donne de l'économie mondiale.

La ratification de cet accord, qui nécessitait la double majorité du peuple et des cantons, a été rejetée par à prine 50,3 % des voix, mais par soize cantons sur vingt-trois. Plus encore que ne le laissaient prévoir les sondages, le pays s'est retrouvé scindé en deux, les cantons francophones approuvant largement l'EEE alors que la Suisse alémanique et le Tessin s'y opposaient. Témoignant à sa manière de l'importance de l'enjeu, la participation a atteint 78.3 %, un taux exceptionnel pour la Suisse et sans précédent depuis 1947. La ratification de cet accord, qui

« C'est un dimanche noir pour l'économie helvétique, pour l'emploi, pour les partisans de l'ouverture et pour la jeunesse », a affirmé le chef du département de l'économie, M. Jean-Pascal Delamuraz, en commentant ces résultats devant la nesse Visiblement dépité il n'a pas presse. Visiblement dépité, il n'a pas dissimulé les «désogrèments» que ne manquera pas d'entraîner ce refus: «Il en résultera une diminution pro-gressive de notre économie par rap-

De son côté, le président de la Confédération, M. René Felber, autre cheville ouvrière de la politique d'intégration, en tant que chef de la diplomatie helvétique, a constaté, d'un ton désabusé : « Nous avons autorités et les principales associations à autorités et les principales associations économiques, d'une part, et le peuple et les cantons d'autre part. Le clivage entre les cantons romands et, à quel-ques heureuses exceptions près, le reste de la Suisse, est un réel sujet de préconnation ».

En tout cas, ce scrutin aura sensiblement accentué le traditionnel fossé entre francophones et germanophones. Les six cantons et germano-française ont en quelque sorte plébis-cité l'EEE, à commencer par Neuchâtel à 80 %, suivi par Vaud à 78,3 %, Genève à 78,2 % et le Jura à 77,2 %. Fribourg et le Valais se sont montrés un peu plus réservés avec respectivement 64,9 % et 55,8 % de «oui», mais tous deux sont des can-tons bilingues. Comme dans le can-ton de Berne, où la minorité franco-chone des sont écolography productions phone s'est également prononcée en faveur du « oui », la ligne de démarcation entre partisans et adversaires de l'EEE se confond partout avec les

frontières linguistiques.

En Suisse alémanique, les deux exceptions ont été les deux demi-cantons de Bàle-Ville et de Bâle-Campagne qui ont voté « oui » à raison de 55,4 % et de 53,2 %. Ainsi, toutes les régions limitrophes de la France auront approuvé le traité. Quant au Tessin, de langue italienne, il a refusé l'EEE par 61,5 % des voix.

FEEE par 61,5 % des voix.

En Suisse alémanique, le « non » aura fait ses meilleurs scores dans les cantons de montagne et du centre du pays, avoisinant parfois les 75 %. Des clivages sont également apparus entre régions rurales et urbaines, le «oui» l'emportant dans des villes comme Zurich, Berne et Lucerne. D'ailleurs, les deux cantons les plus peuplés se sont aussi révélés les plus divisés. Par exemple, celui de Zurich a rejeté l'EEE par 51,5 % des voix tandis que dans celui de Berne on a dénombré 52,4 % de « non ».

S'il convient de nuancer le refus

S'il convient de nuancer le refus de la Suisse alémanique, ce scrutin n'en laisse pas moins un goût amer en Suisse romande où la déception le dispute au désarroi. Excédés, certains jeunes ont exprimé des signes de rask-bol à l'égard des Suisses allemands. Inquiets pour l'avenir, les gouvernements romands se sont concertés afin d'examiner les movens de développer d'examiner les moyens de développer la coopération avec les régions frontalières. Ils ont aussi constaté que les cantons aux plus forts taux de chômage ont été les plus favorables à

l'integration.

Mais, déjà, les responsables poli-tiques prêchent la modération pour ne pas jeter de l'huile sur le feu. «Si l'on veut construire, il ne faut pas démolir la Suisse, qui est une maquette de l'Europe», a déclaré

M. Guy-Olivier Segond, membre du gouvernement genevois et l'un des plus ardents défenseurs de l'intégra-tion. «L'adhésion est inevitable, 3-t-il ajouté. Il faudra négocier en même temps que des pays comme l'Autriche et la Suède et non dans dix ans.»

Dans les milieux économiques Dans les milieux économiques, comme pour la plupart des partis, des syndicats et du patronat, l'heure est à la consternation, mais les avis divergent sur les remèdes à apporter. A l'instar des syndicats, le Parti socialiste estime que la Suisse a intérêt à poursuivre ses négociations avec la CEE afin de pouvoir se prononcer une nouvelle fois sur l'intégration dans melones années.

noncer une nouvelle fois sur l'intégration dans quelques années.

Dans ce concert de doléances,
M. Christoph Blocher, chef de file
des adversaires de l'EEE, pavoise,
tout en se gardant d'un triomphalisme excessif. « Je ne parle pas de
victoire, a-t-il indiqué. Ce n'est pas un
match de football que nous avons joué
ces dernières années. La question
était très sérieuse. Il faudra maintenant faire autrement, faire mieux que
la lourde Communauté européenne.
Ce n'est pas en s'alliant à des pays
rencontrant de plus grandes difficultés
que nous trouverons des solutions à
nos problèmes, «
Toutes les antions

« Toutes les options restent ouvertes»

Parmi les autres opposants, les écologistes prétendent que le « non » à l'EEE n'est pas un « non » à l'Europe, mais se demandent si les partis rope, mais se demandent si les partis gouvernementaux sont encore représentatifs de la volonté de la majorité des Suisses. La Ligue des Tessinois et la droite nationaliste interprétent elles aussi ce refus comme un vote de défiance à l'égard de la classe politique traditionnelle. Dans la foutée, elles exigent le retrait de la demande d'adhésion de la Suisse à la CEE Malgré ce cuisant revers, aucun des sept membres du Conseil fédéral n'a l'intention de démissionner. M. Delamuraz en a déduit que parce vote «la Suisse a changé complètement le cap de la politique qu'elle a pratiquée depuis l'après-guerre». M. Felber a cependant tenu à souligner que « toutes les options restent ouvertes, y compris la demande d'adhésion à la CEE».

Dans l'embartas, le gouvernement

Dans l'embarras, le gouvernement devait se réunir, lundi 7 décembre, pour essayer de tirer les premières conséquences de ce rejet et examiner les mesures à prendre. Des consultations sont prévues entre les partis et les cantons. Berne entend également propriet le resupelle éjustion einsi examiner la nouvelle situation ainsi créce avec ses partenaires de l'AELE et avec la CEE.

et avec la CEE.

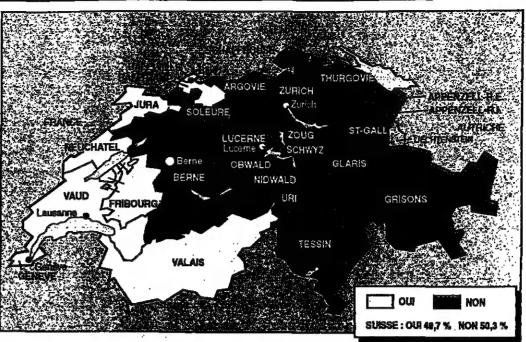
Jetant un regard serein sur les affaires helvétiques depuis qu'il a pris sa retraite, M. Pierre Graber, ancien président socialiste de la Confédération, qui a naguère dirigé la diplomatie de son pays, ne veut pas trop dramatiser. «Ce n'est pas une catastrophe nationale, nous a-t-il fait remarquer. La Suisse continue. Mais il s'agit là d'une indication durable pour sa politique étrangère. » durable pour sa politique étrangère.» Lui-même favorable à l'EEE, M. Graber y voyait « une occasion inespérée pour un petit pays comme le nôtre de participer à des institu-

le nôtre de participer à des institutions d'intégration».

L'ancien chef du gouvernement
des affaires étrangères n'est pas tendre à l'égard de ses successeurs, à qui
il reproche d'avoir précipité la
demande d'adhésion à la CEE, ce
qui, selon lui, a semé le trouble dans
les esprits. « Il y a des erreurs en
politique qui ne pardonnent pas, dit-il.
Le souverain a toujours raison même
auand il se trompe. Cela signifie pour quand il se trompe. Cela signifie pour un certain temps un gel de nos efforts

d'intégration. »

JEAN-CLAUDE BUHRER



Déception à l'étranger

l'isolement », a déploré, dimanche soir, M. Frans Andriessen, commissaire européen chargé des relations extérieures. «Je suls très déçu que les Suisses n'aient pas accepté d'adhèrer à ce traité, a-t-il ajouté. Il est clair qu'un pays qui a choisi l'isolement ne peut s'attendre à bénéficier sur le plan bilatérul des avantages consentis sur un plan multilaièral par le traité EEE. » Le président de la Commission euro-péenne, M. Jacques Delors, a regretté lui aussi le résultat du référendum et annoncé que, dans les jours ou les semaines qui viennent, « les autres membres de l'AELE allaient se réunir avec les Douze pour voir comment il faut changer

le traité de l'Espace économique européen de façon à ce qu'il soit applicable à tous les pays, sauf la Suisse et peut-être le Liechtens-

Les pays nordiques, membres de l'AELE et dont les Parlements ont déjà ratifié le traité ont regretté le « non » suisse, rapporte notre correspondante à Stockholm, Françoise Niêto. « C'est une déception mais ce n'est guère une surprise. l.'important est de continuer en mettant les bouchées doubles », a déclaré M. Ulf Dinkelsiel, le ministre suédois des affaires européennes, A Oslo, le ministre norvégien du commerce, M. Björn Tore Gordal, estime que l'accord pourra

tements techniques mineurs » ct qu'il devrait pouvoir fonctionner ad'ici deux ou trois mois ». Cet optimisme n'est pas entièrement partagé par son collègue finlandais du commerce exterieur, M. Pertti Salolainen, pour qui la « solution » suisse est un « très grave revers » pour les pays de l'AELE, qui vont se retrouver « à la truine du grand marché intérieur européen ».

D En Autriche, le ministre des affaires étrangères, M. Alois Mock, a également « beuucoup regretté » l'issue du référendum suisse, tandis que le chancelier Franz Vranitzky estimait que le processus d'intégration européenne « n'était pas mis en question » par la victoire du

De la Méditerranée au cercle polaire

pean (EEE) est une zone de libreéchange de 380 millions de consommateurs qui devait regrouper dix-neuf pays européens de la Méditerranée au cerde polaire : les douze pays de la Communauté européenne (CEE) et les sept pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE), la Suisse, la Norvège, la Suède, la Finlande, l'Islande,

l'Autriche, et le Liechtenstein, L'Autriche, la Suède, la Norvège et la Finlande ont déjà ratifié le traité. Le Liechtenstein doit se prononcer le 13 décembre. Le traité devait entrer en vigueur le 1- janvier 1993, c'est-à-dire en même temps que le grand marché unique. La «non» de la Suisse va donc entraîner des « difficultés juridiques a pour la mise en œuvre de l'accord dans les délais prévus, a indiqué, dimanche soir, le secrétaire général de l'AELE, M. Georg Reisch (Autriche). Una réunion

Genève, siège de l'association, les 10 et 11 décembre, afin d'examiner le situation nouvelle créée par le « non » suisse. si le traité n'est toujours pas ratifiá d'ici au 30 juin 1993, la CEE et l'AELE doivant convo-

D'après les procédures retenues, quer una conférence diplomatique pour décider de la marche à

La mise en œuvre de l'EEE ne devrait pas être remise en cause per la défection de la Suisse. Toutefois, l'une au moins des dispositions du traité devra être revue : il s'agit du fonds de cohésion créé pour le développement des régions euro-péennes défavorisées. Les pays de l'AELE devalent, en effet, apporter une contribution de 2 milliards d'écus (soit 2,5 milliards de dollars). Or la participation de la Suisse, le plus riche des pays de l'AELE, s'élevait à 27 %. Un «trou» que les autres

Une crise qui dure attendue. Dans sa demière notice rélancer l'éconogle 14 avent de

économique mondiale, même l'économie suisse sa contracte. Après une chute du PNB de 0,5 % en 1991 (la première depuis 1983), les experts s'attendent pour 1992 à une nouvelle année de croissance négative. Comme ce fut le cas en France l'an demier, c'est surtout la déprime du marché intérieur qui contribue au marasme, tandis que les ventes à l'étranger parmettent de redresser la barre (le déficit commercial devrait être remené de 7,1 milliarde de france suisses, solt 26,8 milliards de francs, en 1991, à 2 milliards cette année).

Il y a trois ans encore, le pays se trouvait pratiquement en situetion de plein emploi; aujourd'hui, le chômage touche 3,3 % de la population active soit 100 000 personnes, et déjà plus de 5 % dans certains cantons

Le résultat du référendum du 6 décembre tombe donc d'autant plus mel que c'est de l'étranger que la reprise économique est

économique, l'Union de banques suissas (UBS) souligne «l'écart flagrant entre les ventes en Suisse et les exportations». Le diagnostic des experts de l'UBS est net : l'Espace économique européen (EEE) repermet d'effectuer le plus adéquatement possible les adaptations inévitables de l'économie suisse au marché intérieur communautaire (...); on peut en attendre notamment une meilleure croissance économique et un recul de l'infletion ».

Pour leur part, les essociations patronales souhaitent que l'on explore toutes les possibilités faci-litant l'accès de la Suisse au marché commun. La compagnie Swissair, qui avait activement fait campagne pour l'EEE, craint, cuent à elle, de faire les frais d'une libéralisation du transport aérien tout autour de la Suisse dès l'année prochains.

Le président de la Banque nationale suisse, M. Markus Lusser, a admis qu'il ourait préféré un «oui» pour «stimuler la concurrence et

préciser que l'institut à amission n'entendait pas modifier sa politique monétaire. Une baisse massive des taux d'intérêt n'est toujours pas à l'ordre du jour. Car, en matière de prix, la Suisse n'est plus, depuis plusieurs années déjà; l'îlot de stabilité auquel les étrangers s'étaient habitués. La hausse des prix a atteint 5,9 % en 1991, l'un des plus mauvais résultats des paya industriais, et devrait s'élever aux alentours de 4 % cette année, malgré le net raientissement des mois récents. Le franc suisse a nettement baissé contre les principales devises fil a perdu 5 % vis-è-vis du deutschemark depuis 1991). atimulant les exportations, mais finissent d'enterrer sa réputation de «monnaie refuge». Lundi, ta monnaie helvétique a subi de forts mouvements de ventes, revenant à Paris à 3,76 francs français, contra 3,7980 francs vendredi.

J.-C. B. et F. L.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le chef du PC tchèque a été blessé dans un attentat

Le président du Parti communiste tchèque (KSCM), M. Jiri Svoboda, quarante-sept ans, a été poignarde, samedi 5 décembre, à son domicile pragois par un inconnu portant un masque de Saint-Nicolas. Hospitalisè dans un état grave, M. Svoboda était hors de danger lundi matin, de même que sa fille, âgée de dix-huit ans, blessée aussi par l'agresseur en venant porter secours à son père.

La thèse de l'attentat politique, crime plutôt exceptionnel dans l'histoire de la démocratie tchécoslovaque, semble néanmoins la plus probable, même si les enquêteurs n'excluent pas le crime crapuleux ou celui d'un déséquilibré. Selon la femme du cinéaste, devenu en 1990 le dirigeant des communistes tehèques, les appels téléphoniques et les lettres de menaces s'étaient multipliés

ces demiers mois. M. Svoboda, qui ne disposait pas de protection policière - comme la plupart des hommes politiques tehè-ques. - a contribué à la démocratisation du PC tchèque. Deuxième force politique du pays, ce parti, qui avait recueilli 14% des sullinges aux der-

PORTUGAL: M. Carlos Carvalhas nouveau secrétaire général du PC

La fausse sortie de M. Alvaro Cunhal

LISBONNE de notre correspondante

M. Alvaro Cunhal reste figé à la tribune drapée de rouge du Palais des sports d'Almada, une banlieue ouvrière de Lisbonne. Les l 800 délégués au XIV- congrès du Parti communiste portugais, l'acclament debout, scandant « PCP-PCP ». Et c'est une très longue ova-tion pour saluer son dernier discours de secrétaire général, après trente et un ans de bons et loyaux services. Mais, curieusement, peu de chaleur émerge des applaudisse-ments. Peut-être parce que les militants savent que ce n'est pas un adieu, ni même un au revoir : le congrès a entériné la création d'une nouvelle instance de direction, le conseil national, dont la présidence sera confiée à M. Cunhal.

Peu d'informations ont filtré sur la composition de ce conseil chargé de « coordonner et de dynamiser » l'action des autres organes de direction, Mais tout laisse à penser nières élections, s'est opposé jusqu'au bout à la partition de la Tehécoslova-marxiste-léniniste va continuer à maintenir l'orthodoxie du PCP.

D'ailleurs, il l'a dit lui-même en privé, il ne se contentera pas d'inaugurer les chrysanthèmes». Et il l'a répété à l'ouverture du congrès, dans une phrase au sens à peine voilé : « Je crois que c'est un vrui motif de joie pour un communiste de pouvoir dire qu'il conti-nuera à lutter avec ses camarades et son peuple tant qu'il aura un souffle de vie. »

A soixante-dix-neuf ans, après quarante-neuf années passées dans les organes de direction du PCP, auquel il a adhéré dès l'âge de dix-sept ans, Alvaro Cunhal reste engoncé dans ses certitudes, forgées à travers la lutte contre le salazarisme qui lui a valu douze années de prison et quatorze d'exil. Le visage buriné sous une crinière et une broussaille de sourcils également blanes, droit comme un «i». il a cependant décidé de passer le témoin à son dauphin, un économiste de cinquante ans, M. Carlos Carvalhas. Ce dernier, élu il y a deux ans secrétaire général adjoint un poste créé pour lui, - est désormais intronisé secrétaire général, lourde succession pour un

président du nouveau conseil national, s'il n'affirme pas très vite son propre style.

Les discours des deux hommes sont imprégnés de la même foi : pour cux, «le communisme n'est pas mori», et là est «l'avenir». L'«impérialisme» et le «capitalisme» out été mis au banc des accusés, comme a été dénoncée la "supranationalité», qu'il s'agisse du FMI ou de la CEE et du traité de Maastricht, le tout au nom d'une indépendance nationale réaffirmée avec force. Quant au gouvernement de centre droit de M. Anibal Cavaco Silva, il s'est vu accusé de vouloir « restaurer le capitalisme monopolistique d'Etat ». Dimanche, M. Cunhal s'est déclaré « extraordinairement satisfait ». Pas une voix discordante ne s'est élevée : il est vrai que ceux qui avaient critique la position prise par le PCP en août 1991 - et confirmée à Almada - en faveur de la tentative de coup d'Etat en URSS ont été exclus, ou sont par-

Avant le conseil d'Edimbourg

M. Dumas souhaite un «resserrement des forces» de l'Europe autour de « quelques pays leaders »

gères des Douze, réunis à Bruxelles, lundi 7 et mardi 8 décembre, devaient tenter de dégager des zones de consensus sur les grands dossiers en discussion, dans la perspective du sommet européen d'Edimbourg, qui se tien-dra à la fin de la semaine.

Le règlement de la question danoise, le financement futur de la CEE et son élargissement constitueront quelques-uns de ces dos-siers. Les chefs de la diplomatic européenne devaient être rejoints, lundi après-midi, par les ministres de l'agriculture pour examiner l'état des négociations commer-ciales internationales, notamment

celui du volet agricole du GATT. Aucune décision n'est toutefois attendue sur ce point avant plu-sieurs mois. L'Allemagne et la France souhaitent d'ailleurs que le dossier du GATT ne vienne pas perturber le conseil européen, dont l'ordre du jour sera déjà bien chargé. On a rarement vu un sommet comprendre autant de thèmes « aussi grands et aussi intenses », a

Les ministres des affaires étran- M. Frans Andriessen, un des viceprésidents de la Commission de Bruxelles. Le ministre des affaires étrangères français, M. Roland Dumas, aura peut-être l'occasion d'exposer à ses collègues les idées qu'il a développées, dimanche 6 décembre, à l'occasion d'une réunion des partisans du président de la République (voir page 8). Il a estimé qu'a un resserrement des forces dans les domaines économique, monétaire et de sécurité, autour de quelques pays leaders » est nécessaire « pour entraîner l'Eu-rope dans la direction choisie ». Il a souhaité une « accélération du mouvement de la construction européenne» et des progrès qui, grâce à un tel accord entre les principaux pays, soient « irréversibles ».

Estiment que, seul, le « socialisme progressiste» peut assurer l'organisation européenne et internationale dont le monde a besoin. M. Dumas a mis en garde contre le « terrible démon du fascisme renaissuni » en Europe, tout en soulignant qu'il ne s'agit pas, à ses ALICE ILICÉE souligné, samedi 5 décembre, en cause l'Alicmagne.

LINEON OUARZASA US ANTIN MINER LON AND

,在一个野鸭 海

والمتحافظة المتحادث

-

The second secon

market en egg, a

Regarding to the company of a

Andrew Control of the second

The second of the second

 $(x,y) \in \{x_1,\dots,x_{k-1},x_{k-1}\}$

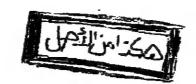
100 150 150

And the second

Nouvelles On ne vii

BANGARES

神神 東江本大 まきっこ





Egypter of the

NAC ASSET

Automa News

Same of the same

Carrier Services

B . 2. 20

يتدام المالية

The state of the s 2-23 Bee

EUROPE

L'élection présidentielle en Serbie

Farce politico-juridique autour de la candidature de M. Panic

de notre correspondente

L'imbroglio - la farce - politico-juridique autour de la candidature du premier ministre you-goslave, M. Milan Panic, à l'élection présidentielle serbe ne cesse de rebondir. Une nouvelle fois, dimenche 6 décembre. catte candidature a été rejetée par la commission électorale serbe, qui a refusé de se conformar à la décision de... la Cour suprême, qui, elle, avait, la veille, cassé l'arrêt de la commission électorale interdisant à M. Panic de se présenter.

Pour cet organisme, étroitement contrôlé par le président serbe, M. Siobodan Milosevic, la candidature du milliardaire serbe naturalisé américain, qui vivalt en Californie jusqu'à son Investiture en juillet dernier au poste de pre-

conforme à la loi disctorale », qui atipule que, pour atre éligible, un candidat doit résider en Serbie depuis plus d'un an. M. Panic a, de nouveau, fait appel è la Cour supreme de Serbie, qui devait statuer dans les quarante-huit heures. La commission électorale sers, cette fois, contrainte de se conformer à la décision de cette instance supérieure.

Partisan d'una politique de paix et da compromis pour mettre fin à la guerre en Bosnie-Her-(réduite à la Serbie et au Montéégro) de son isolement, M. Panic a obtenu le soutien des principaux partis d'opposition et s'est affirmé comme l'adversaire le plus sérieux de M. Milosevic. Selon un sondage réalisé ce week-end par l'agence belgra-dolse Partner, le premier ministre

mier ministre, en'est pas suit de près, avec 27,1 % des intentions de vote, l'homme fort de la Serbie, qui recueitte 29,9 % des voix. Le désistement, samedi, de l'unique candidat de l'opposition, M. Vuk Draskovic, qui recueille pour se part 7,6 % des intentions de vote, devrait accroître les chances de

Dimanche, les murs de Selgrade étaient couverts d'affiches appelant les électeurs à voter pour M. Panic le 20 décembre. L'opposition, qui a évoqué la possibilité de boycotter les élections, s, quant à elle, dénoncé la mauvaise foi du pouvoir en place, et M. Draskovic a affirmé que « les législatives, comme la

FLORENCE HARTMANN

SLOVÉNIE

M. Kucan est assuré d'être réélu à la présidence

M. Milan Kucan, principal artisan de l'indépendance de la Slové-nie, est pratiquement assuré d'être scrutin présidentiel du dimanche à décembre, a-t-on appris auprès de la commission électorale. Après dépouillement de 67 % des bulletins de vote, le président sortant, un ancien communiste de cinquante et un ans, recueillait 63,80 % des voix.

Dans les élections législatives organisées parallèlement, le Parti libéral-démocrate du premier ministre Janez Drnovsek arrivait en tête, avec 22,9 % des voix, selon les projections de la télévision slo-

AFGHANISTAN

Violents combats à Kaboul

1 1 1

Des combats ont fait rage dans la capitale afghane, samedi 5 et dimanche 6 décembre, antre chiltes de l'alliance Wahdet, proches de Téhéran, et troupes du ministre de la défense, le Tadjik Ahmed Shah Massoud, Les combattants, rapporte l'AFP, ont utilisé des chars, des mortiers, des roquettes et des mitrailleuses. Il y a eu au moins trente morts. Un axode de femmes et d'enfants se

poursuivait lundi. Les affrontements ont embrasé les quartiers ouest et nord, y compris les approches de l'aérodrome, soit près de la moitié de la ville C'est un incident mineur, vendradi, dont les parties se rejettent la responsablité, qui a mis le feu aux

Un nouveau premier ministre pour un gouvernement « de compromis »

Le président Pascal Lissouba a nommé, dimanche 6 décembre, un nouveau premier ministre, M. Claude-Antoine Decoata, qui devra former un gouvernement a de compromis avec l'opposition adoptée mercredi par l'ensemble des partis, sous l'égide des Forces armées congolaises (le Monda du 4 décembre).

Agé de soixante ans, le nouveau chef de gouvernament, agronome de formation, vivait à l'étranger depuis vingt-cinq ans en tant que fonctionnaire de la FAO et de la Banque mondiale. M. Dacosta, qui remplace M. Maurice-Stéphane Bongho-Nouarra, a affirmé dimanche que son futur gouvernement respecterait les quotes définis dans la Convention, soit 60 % des portefeuilles à l'opposition (Parti congolais du travail et Union pour le renouveau démocratique) et 40 % aux partis proches de M. Lissouba. Celui-ci est arrivé dimanche à Paris pour une visite officielle de deux jours en France, au cours de laquelle il devait rencontrer le président Mitterrand. - Tandis que les Serbes accentuent leur pression sur Sarajevo

Les responsables de la FORPRONU sont divisés sur le rôle de la communauté internationale

Les forces serbes ont poursuivi leur avance dans les faubourgs de Sarajevo, s'emparant, samedi 5 decembre, d'Otes, un quartier périphérique de la capitale bosniaque, où les combats ont fait, depuis mardi demier, plus de cunt morts et près de quatre cents bles-Cependant, de profondes diffé-rences d'appréciation quant au rôle de la communauté internationale et à l'hypothèse d'une intervention armée étrangère sont apparues entre les responsables de la Force (FORPRONU).

Le-général égyptien Adnan Des chars Abdelrazek commandant des 1400 « casques bleus » déployés autour de Sarajevo, a estimé, samedi, que l'ONU devrait menacer les belligérants d'une intervention militaire bats. "Nous [les Nations unies] derrions menacer toutes les parties d'un recours à la force, si c'est nécessuire pour suuver la popula-tion, ainsi que d'un procès public des responsables de ce bain de sung », a-t-il déclaré.

Le général Abdelrazek, qui a dresse un constat d'échec de la mission de l'ONU à Sarajevo, a suggéré qu'un délai d'un mois maximum soit donné aux belligé-rants pour mettre fin aux hostilités.

Jeudi, en revanche, le général Philippe Morillon, commandant en chef de la FORPRONU pour la Bosnie-Herzégovine, avait exclu comme « impussible » toute inter-

vention militaire internationale dues l'ex-République vougoslave en dépit du fait que « beaucoup de gens à Sarajevo attendent encore » une telle intervention (le Monde du

L'armée bosniaque avait demandé, vendredi soir, à la FOR-PRONU de l'aider à évacuer 10000 civils d'Otes, pilonné depuis mardi par les Serbes. Mais des res-ponsables de la FORPRONU ont déclaré ou'il leur avait été impossible d'accéder à cette requête en

contre Otes

Des observateurs des Nations unies estiment notamment que plus de 4 000 obus se sont abattus ces cinq derniers jours sur Otes, dont 600 habitants ont pu fuir vendredi, sous une pluie d'obus. L'un de ces observateurs, le colonel Richard Mole, a précisé que les forces serbes avaient fait appel à quelque dix-neuf chars pour lancer leur offensive contre Otes.

Le quartier général de la FOR-PRONU à Sarajevo a lui-même été la cible de tirs de mortier, et ses occupants ont été contraints de gagner les abris à deux reprises vendredi. En outre, l'aéroport de Sarajevo est toujours fermé à la suite des tirs essuyés jeudi par l'avion du général Morillon. -(AFP, AP, Reuter.)

GRANDE-BRETAGNE

Barrages à Londres

rages routiers dans l'est de Londres, dans le cadre de la lutte contre les attentats de l'Armée indiqué Scotland Yard pendant le

de notre correspondant

La princesse Anne, quarante-daux ans, fille cadette de la reine d'Angleterre, épousera le week-end prothie, non loin du château écossais de Balmoral, le commandant Timothy Laurence, trente-sept ans, jusque-là au service discret de Sa Majesté - il occupait les fonctions Navv.

Il y a guarante ans, la princesae Margeret devait renoncer à l'emour d'un autre écuyer de la reine, le capitaine Peter Townsend, parce qu'il était divorcé; aujourd'hui, la princesse Anne devient le premier enfant divorcé d'un souverain d'Angleterre à se remarier, du moins depuis Henri VIII.

lips en 1973, dont elle a eu deux enfants, la princesse a obtenu le divorce en juin dernier. Pour une fois, l'armée médiatique des « royal watchers » a été prise da court, même si, depuis la publication des lettres d'amour échangées entre la princese et le jeune officier, on savait qu'Anne songeait à refaire sa vie.

Elle le fera avec la bénédiction de l'Eglise presbytérienne d'Ecossa : la loi de 1772 sur les mariages royaux interdit an effet à la princesse de se remerier devant l'Eglise angli-

contre l'IRA

Une cinquantaine d'hommes armés et accompagnés de chiens sifs ont été affectés, depuis quinze jours, à la mise en place de barrépublicaine irlandaise (IRA), a

Il s'agit d'intercepter des véhi-cules de l'IRA pouvant transporter des explosifs. Les responsables de la police pensent que l'organisation possède plusieurs entrepôts dans et secteur. Une vingtaine de véhicules y ont été fouillés, depuis la mise en place de ces barrages, qui ne res-tent jamais au même endroit, -

La princesse Anne se remarie LONDRES

chain en secondes noces, en l'église de la paroisse de Crad'écuyer - et de la Royal

L'armée médiatique

La Grèce et ses légendes



Pierre Chavin

LA MYTHOLOGIE GRECOLE

DU PREMIER BOMAL to wormfust paragrants

(4-)MIT IN LYCHY

Pierre Chuvin revient aux textes, dépeint les héros de la mythologie, reconstitue leur vision du monde. Il recompose un ensemble de descriptions et d'explications: la naissance des îles, la disposition des étoiles dans le ciel, les visites des dieux sur terre, les secrets des mères des héros... Son récit s'étend du premier homme à l'apothéose d'Héraclès, le plus grand des héros. De ces existences multiples, de ces itinéraires de légende qui du bout du monde reviennent sans cesse aux rives de la mer Égée, il saisit la vie tumultueuse, l'énergie et la beauté concrète.

l'Histoire .

ETVDES

FAYARD

Presse et démocratie au Japon

La philosophie américaine Jean-Pierre Cometti

décembre 1992

Le numéro : 50 F

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél : (1) 44 39 48 48 Ou taper sur minitel: 36 15 SJ ETUDES

PAPEETE 5950 F

LA CORSE 680 F LISBONNE 990 F OUARZAZATE 1250 F LES ANTILLES 2435 F MEXICO 2800 F LOS ANGELES 2990 F BANGKOK 3 580 F

Nouvelles Frontières. On ne vit que mille fois.

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS

PRIX A CERTAINES DATES

Et après les lagons éblouissants et le vertige des fonds coralliens, dîner d'une langouste sur une terrasse où bruissent les palmes, vous coûtera à peine plus cher que votre cabas en peau d'autruche.*

> La Polynésie avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 7 950 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

PROCHE-ORIENT

Face à la montée de l'antisémitisme

M. Ariel Sharon invite «tous les juifs» à gagner Israël

L'ancien ministre israélien du logement, M. Arial Sharon, vient d'effectuer une visite privée à Paris à l'invitation du Herout de France, qui organisait une collecte de fonds pour l'achèvement de la construction de la veshiva (école talmudique) de la ville d'Hébron, en Cisjordanie occupée. M. Sharon s'inquiète de la montée de l'antisémitisme dans le monde et invite les juifs à réagir. De son côté, le président israélien, M. Haim Herzog, e invité les Eglises chrétiennes à « se mettre à la pointe de la lutte contre l'antisémitisme ».

M. Sharon manie remarquablesions pour plaider la cause du rassemblement en Israël du plus grand nombre de juifs possible. La vague «d'antisémitisme qui s'est propagée à grande vitesse dans le monde au cours des récentes armées » et qui lui paraît être «l'une des choses les plus angereuses aujourd'hui» lui en four-

Il faut, nous a-t-il en effet déclaré, que les juifs du monde entier réagissent «les premierx», d'une part «en élevant la voix pour amener les Etats démacratiques à prendre les mesures nécessaires qui n'ont pas encore été prises... et d'autre part en émigrant en Israël..., le seul endroit au monde où les juifs ont le droit de se défendre et

Reprise des négociations israélo-arabes

M. Rabin croit à un accord en 1993

Sans grand espoir de réels proerès. Arabes et Israéliens devaient entamer, lundi 7 décembre à Washington, la huitième session des négociations bilatérales. Les is et les autres estiment que ces pourpariers n'ont aucune chance d'avancer avant l'entrée en fonctions, fin janvier, du nouveau président américain, M. Bill Clinton.

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, n'en demeure pas moins optimiste. « Je persiste à croire qu'en 1993 nous parviendrons à un accord (de paix), sinon avec toutes les délégations arabes. du moins avec certaines d'entre elles v. a-t-il dit. dimanche, avant son départ d'Israël pour des visites en Italie et en Grande-Bretagne. M. Rabin a indiqué dans unc déclaration au Sunday Times qu'il était convaineu que les Palestiniens disposeraient un jour d'une « sorte d'entité », ajoutant : « Il v u bequcoup de possibilités qui pourraient apparaître aujourd'hui comme un rève: peut-être une confédération comprenant Israel, les Palestiniens ct la Jordanie... v ~ (AFP, AP.)

 IRAN: libération sous caution d'un homme d'affaires français. -Sans fournir aucune précision sur les raisons de l'arrestation. en novembre, d'un homme d'affaires français, M. Raymond Labarbe (le Monde du 26 novembre), les autorités iraniennes ont remis ce dernier en liberté sous caution, samedi 5 décembre. M. Labarbe ne peut pas quitter le territoire iranien mais Téhéran n'a pas officiellement fait savoir à l'ambassade de France s'il était inculpé. - (AFP.)



Histoire globale - Histoire ouverte **MÉLANGES OFFERTS**

A JACQUES GADILLE sous la direction de JEAN-DOMINIQUE DURAND

BEAUCHESNE

Little de Sans-Pars - 75007 PARIS

330 FF

de le faire ». « Soyons réalistes ». explique encore l'ancien ministre. « Si la question est de savoir s'il y a assez de place en Israël pour tous les juis, ma réponse est oui. Pour autant, je ne m'attends pas à voir aujourd'hui tous les juis commencer à faire leurs bagages pour se rendre en Israël. » Il les invite, en revanche, à soutenir Israël politiquement et financière-ment.

Nombreux sont les Israéliens euxmêmes, y compris l'actuel gouverne-ment à majorité travailliste, qui ne le suivent pas sur le terrain de la grande aliya (la «montée» vers Israël). Mais en véritable «faucon» Israel). Mais en véritable «faucon» du Likoud hostile à l'évacuation de la «Judéo-Samarie» (Cisjordanie), et du Golan occupés par l'Etat juif, en champion de la colonisation de ces territoires, M. Sharon n'en démord pas. Pour convaincre, il énumère une liste non exhaustive de manifestations d'antisémitisme à travers le monde qui donne froid dans le-dos.

Un « signe de faiblesse »

M. Sharon est tres sovere envers to gouvernement « de gauche » de M. Itzhak Rabin et de la majorité parlementaire, qui vient de voter une loi levant l'interdiction des contacts avec l'OLP. « C'est un signe de faiblesse » de la part du gouvernement et une mesure « dont Israël risque de payer le prix à l'avenir, car elle va faciliter la reconnaissance de l'OLP par des souvernements amis, dors par des gouvernements amis, alors même qu'il s'agit d'une organisation terroriste qui, plus que quiconque

depuis le nazisme, a les mains tachées de sang juif.»

«C'est une erreur que je déplore», souligne l'ancien ministre du loge-ment israélien, parce que au lieu de ment israélien, parce que au lieu de faciliter les négociations de paix, elle va au contraire «les compliquer». «J'espère qu'en dépit de sa faiblesse ce gouvernement sera assez fort pour ne pas se laisser entraîner dans un dialogue » avec l'OLP, qui conduirait, selon lui, à «négocier la création d'un autre Etat palestinien à côté de celui qui existe déjà : la Jordanie».

qui existe déjà : la Jordanie».

Mêmo si, pour M. Sharon, les relations entre l'Etat juif et les EtatsUnis ont toujours été, quels que soient les gouvernements en place dans l'un et l'autre pays, des relations « d'amitié», en dépit de quelques tiraillements, il admet « ne pas éprouver de profonds regrets» face à l'échec du président Ocorge Bush et du secrétaire d'Etat, M. James Baker, ainsi que « d'autres au sein de l'administration» sortante républicaine « qui ont exprimé des vues hostiles aux juifs américains et qui se sont immiscés dans nos dernières élections» [tégislatives].

Il met, enfin, en garde contre «la course aux armements au Proche-Orient». Et, si tous les régimes Orient». Et, si tous les régimes arabes l'inquiètent, il tient des propos plus alarmants encore contre l'Iran «qui, dit-il, auvre intensivement à la fabrication d'armes nucléaires et qui pourrait devenir, vers la fin du siècle, le plus grand danger au Moyen-Orient, non seulement pour Israël et la région mais pour le monde entier».

MOUNA NAIM

AMÉRIQUES

PÉROU: les résultats officiels du scrutin du 22 novembre

L'Assemblée constituante sera entièrement acquise au président Fujimori

Seion les résultats officiels des élections du 22 novembre à l'Assemblée constituante, publiés samedi 5 décembre à Lima, la liste appuyée par le président Alberto Fujimori l'a emporté dans l'ensemble du pays, avec 37 % des voix. Elle disposera de 44 sièges dans la nouvelle Assemblée de 80 membres qui doit s'installer le 30 décembre. Le Parti populaire- chrétien (conservateur), seule formation traditionnelle ayant accepté de participer au scrutin, n'a que 7,5 % des voix et huit sièges; le Front morali-sateur 5 % des voix et sept sièges; Rénovation (dissidence du mouvement Liberté, de l'écrivain Mario Vargas Llosa), dirigé par Rafael Rey, membre de l'Opus Dei, 5,4 % des voix et six

de notre envoyé spécial

La contestation, sinon l'opposition, devrait être réduite à sa plus simple expression au sein de l'Assemblée constituante, et M. Fujimori semble assuré de compter sur une véritable Chambre d'enregistrement. « Il ne s'agira pas de bavar-der, a affirmé M. Jaime Yoshiyama, tête de la liste gouvernementale, mais de travailler très vite ». Plutaires parlent «de Parlement de godillots». Plus dur encore, M. Var-gas Llosa dénonce une «assemblée de gelshas», rappelant que M. Fuji-mori s'était précipitamment réfugié à l'ambassade du Japon pendant la tontetius de autrels du 13 revent tentative de putsch du 13 novem-

L'interminable dépouillement officiel s'est déroulé dans une confusion propice à toutes les maniont déposé des réclamations. Mais les observateurs de l'Organisation des Etats américains font état d'une « élection relativement claire ». On compte 25 % de votes blancs et nuls, davantage que prévu et, bien que le vote soit obligatoire, le taux d'abstention a atteint 25 %.

La peine de mort pour Guzman?

Ces réserves n'altèrent pas la conclusion principale: après la capture, le 12 septembre, d'Abimaël Guzman, le leader du Sentier lumineux, M. Fujimori a remporté un autre auccès important avec les élections du 22 novembre. Les miliaux officials efficarent que l'inse milieux officiels affirment que Lima a obtenu le droit à sa réinsertion totale dans la communauté interna-tionale. Les dix pays membres du groupe de Rio ont néanmoins refusé, la semaine dernière, de réin-tégrer le Pérou, exclu après le «coup d'Etat civil» du 5 avril.

«La nouvelle Constitution devrait être prête avant juillet 1993», a dit M. Yoshiyama, qui estime que la nouvelle Assemblée ne devrait pas

« trop perdre son temps à rédiger des projets de loi ». C'est pourtant l'unc des tâches assignées à ce mini-Parlement, qui doit rester en place jusqu'en 1995, fin du mandat actuel du président. « L'essentiel du travail législatif doit être laissé au pouvoir exècutif, qui a le monopole des décrets-lois », renchérit M. de Los Heros, ancien premier ministre, élu sur la liste officielle. M. Fujimori n'a pas attendu ce conseil pour continuer à gouverner de manière autoritaire, comme il le fait depuis autoritàire, comme il le fait depuis la dissolution du Parlement. Depuis le 22 novembre, il a successivement dissous la Fédération des avocats du pays, prolongé de trois ans le mandat du président de la Cour suprême, édicté un nouveau code des impôts, accordé aux entreprises le droit de licenciement sans appel, et démantelé la banque d'Etat.

Dans l'entourage du chef de celui-ci a l'intention de soumettre rapidement deux projets à la Constituante. Premièrement, l'application de la peine de mort pour Abimael Guzman et plusieurs autres dirigeants sentiéristes actuel-lement détenus. Deuxièmement, le principe du référendum sur des thèmes importants, à commencer par la réélection présidentielle. Le gouvernement, dit-on de même source, aurait été tenté de faire passer Abimuel Guzman par les armes des le 15 octobre. Il en aurait été dissuadé par la crainte de réactions

MARCEL NIEDERGANG

ASIE

INDE: la destruction d'une mosquée symbolique

grave menace pour les idéaux et les

institutions d'une nation où chacun

Folie hindouiste Ayodhya

Saite de la première page Pas question, donc, de toucher à

l'édifice construit au milleu du sei-zième siècle par le premier des Grands Moghols sur l'emplacement, croit-on, d'un temple lui-même édifié au onzième siècle sur le lieu de l'immémoriale naissance de Rama : la Cour suprême de l'Inde et le gouvernement de New-Delhi avaient demandé d'attendre. Les « volontaires de la foi » hindoue commenceraient à construire un temple à l'extérieur du périmètre de la mosquée interdite.

Mais comment contenir une foule que l'on a convoquée? Ce moment-là, ils l'attendent depuis longtemps ces milliers de pèlerins venus de tout le pays. Ils ont afflué depuis des jours à Ayodhya, une des sept villes saintes de l'hindouisme, proche de la grande cité de Faizabad, dans l'Uttar-Pradesh, à 550 kilomètres au sud-est de Delhi. Ce n'est plus le moment de les empêcher d'en finir avec l'édifice sacrilege...

Les «soldats de Rama» sont partis à l'assaut, l'air dément, bran-dissant des tridents (symbole de Vishnou, dont le héros Rama est un avatar), des lances, des sabres d'opérette. Une rumeur énorme monte de la mer humaine qui tan-gue d'un bord à l'autre du périmètre sacré : « Jai Sri Rama! » (« Vive le seigneur Rama. ») Les plus audacieux, le front ceint d'un foulard orange - couleur du sacré, - réus-sissent à grimper sur le dôme central de l'édifice. A coups de mar-teau, à mains nues, ils commencent la démolition. Les policiers pré-sents se sont réfugiés dans leurs casernes. Ils ont posé bouciers et casques et, consentants ou dépas-sés, ils attendent.

A 15 h 40, un premier dôme s'affaisse. Un autre s'effondre à 16 h 20. Le troisième rend l'âme à 17 heures. Le cri qui monte de la foule fait trembler tout Ayodhya dans une sorte d'ouragan sonore. De la mosquée, il ne reste plus que des pans de murs. C'est la fête dans les rues de la ville. On hurle de joie que justice ait ainsi été rendue au plus aimé : « Jai Sri Rama!» Cependant, les journalistes de la ville de journalistes de la ville de joir l'abilité listes, venus nombreux, font l'objet de l'ire d'une foule déchainée : nombre d'entre eux sont frappés et blessés. Des caméras sont brisées, des carnets déchirés.

« Une honte pour tous les Indiens... » Encore sous le choc, la voix étranglée, le premier ministre est intervenu le soir à la télévision

pour tenter de réparer l'irréparable. « Je m'adresse à vous en ce jour de

est libre de pratiquer sa propre reli-gion», a lancé M. Narasimha Rao, en demandant à ses compatriotes de a parder leur calme ». La démolition de cette mosquée, symbole de la délicate cohabitation entre minorité musulmane et majopour les nombreux tenants de la laïcité, fondement de la Constitu-

rité hindoue du pays, est un drame tion indienne. L'événement pourrait préluder à une nouvelle série d'émeutes intercommunautaires. Il contribuera en tout cas à alourdir l'atmosphère des relations entre hindous et musulmans. Près d'un demi-siècle après la sangiante parti-tion du Raj britannique, l'Inde semble incapable d'exorciser ses

« Tous les moyens seront utilisés »

La mosquée était depuis des décennies objet de controverse. Fin 1990, des émeutes avaient fait des centaines de morts sur place, et deux mille, croit-on, à travers le pays. Le gouvernement de M. V.P. Singh y avait rendu l'âme. La Cour suprême avait imposé le statu quo: la mosquée resterait un e temple-mosquée » jusqu'à ce qu'un compromis soit trouvé. Mais les organisations hindouistes extré-mistes en ont décidé autrement : le Parti du peuple indien (BJP), devenu en 1991 la principale force d'opposition, n'avait-il pas fait de l'édification du temple son cheval

La « victoire », dimanche La « victoire », dimanche 6 décembre, des fondamentalistes a eu une répercussion politique immédiate: M. Rao a «démis» le premier ministre (chief minister) BJP de l'Uttar-Pradesh, M. Kalyan Singh. Il avait en effet promis que l'ordre serait maintenu, et l'on a vu ce qu'il en a été. Le «pouvoir présidentiel» a ainsi été imposé, et dentiel» a ainsi été imposé, et présidentiel» a ainsi été imposé, et l'Uttar-Pradesh est place, pour quelques mois au moins, sous l'administration directe de New-Delhi.

Pour le BJP, qui se targue d'être le parti le plus discipliné de l'Inde, l'assaut de dimanche risque d'avoir un effet de boomerang. Certes, sa base est satisfaite. Mais ses leaders sont conscients qu'une telle politique n'est pas sans danger. M. Lai Krishna Advani, chef du groupe parlementaire BJP, est considéré comme un modéré et ne sortira pas

dans son propre piège, lui qui avait radicalisé son discours, ces derniers ours, après une série de volte-face.

Faire monter la pression à Ayodhya est en effet le meilleur moyen pour conserver le soutien des constituent le fonds de commerce du Parti du peuple indien. Une question demeure : comment va réagir, surtout en cas d'émeutes entre communautés, la classe moyenne à laquelle le BJP doit une partie de son succès?

Mais le premier ministre, M. Rao, n'échappera pas, lui non plus, aux critiques au sein même du parti du Congrès-I, dont il est le président. On poussait depuis des semaines à prendre une décision. Il va se voir reprocher d'avoir laissé entrer en trop grand nombre les «fous de l'hindouisme» dans Ayo-dhya, alors qu'il eût mieux valu bloquer la ville dès que la «masse critique» a été atteinte.

Le chef du gouvernement espérait, il est vrai, des compromis de dernière minute. Il aura cru jusqu'au bout au succès de négocia-tions entre hindouistes et musulmans. Les plus modérées des organisations islamiques étaient même prêtes à abandonner leur revendication sur la mosquée si la cour de justice accréditait la thèse de la présence d'un temple hindou sous le monument. Jusqu'au bout, M. Rao a estimé qu'il était « urgent d'attendre » : aucun des 13 000 paramilitaires dépêchés autour d'Ayodhya n'a été envoyé à la rescousse de la police locale. Au moins, l'affrontement et le massacre aurout été évités.

Premier ministre jusque-là popu-laire, M. Rao jouit encore d'une position solide. Pour l'instant, il s'est contenté d'affirmer que « tous les moyens seront utilisés » pour empêcher les fauteurs de troubles de frapper à nouveau. Mais ses adversaires l'attendent au tournant. car l'heure est grave. Certains partis de l'opposition exigent sa

Déjà, des incidents ont éciaté dimanche soir dans plusieurs villes de l'Inde. Le couvre-feu a été imposé, les réunions ont été interdites pour dix jours. Une personne a été tuée à Lucknow, capitale de l'Uttar Pradesh. Dans plusieurs Etats de l'Union, les responsables politiques ont appelé au calme.

Autour d'Ayodhya, dimanche soir, des maisons de musulmans flambaient dans la campagne. Après avoir rasé la mosquée, des istes entendent montrer que l'Inde appartient aux seuls hindouistes. Certains chassaient en ville d'hypothétiques espions pakis-

VENEZUELA: les élections régionales et municipales

Le parti du président Perez est en net recul

Les élections régionales et manifester son refus de la violence putschiste. La vente des boissons alcoolisées et le port d'armes ont été interdits pendant les obérations dimanche 6 décembre, neuf d'Etat qui a fait plus de deux cents morts, ont été marquées par le recul d'Action démocratique (AD), le parti du président social-démocrate Carlos Andres

CARACAS

de notre envoyé spécial

«Les deux grands vaincus du scrutin sont les putschistes et la politique erronée du président Car-los Andres Perez», affirmait dimanche soir M. Eduardo Fernan-dez, le secrétaire général du COPEI, le parti démocrate-chrés d'opposition, qui arrive en tête de ces élections locales.

Les formations de gauche, notamment «Causa R.», un parti bien implanté en milieu ouvrier qui a sévèrement critique le pouvoir au cours des derniers mois, ont bénéficié de la désaffection des électeurs vis-à-vis des formations traditionnelles et particulièrement d'Action démocratique. « C'est le peuple de Caracas qui a gagné. Il a affirmé pacifiquement sa volonté de changement », s'exclamait M. Aris-tobulo Isturiz, dirigeant de « Causa R.», porté en triomphe par ses sup-porters alors que les projections diffusées par les télévisions le don-naient gagnant de la course à la mairie de la capitale.

Selon les premières estimations, le taux d'abstention qui avait atteint 54 % lors des élections locales d'il y a trois ans, devrait se situer cette fois autour de 45 %. Les rumeurs de fraude et d'incidents out nesé sur le députement Les rumeurs de fraude et d'inci-dents out pesé sur le déroulement du scrutin. Toute la semaine, les ministres et les dirigeants politi-ques se sont succèdé au micro des radios et devant les caméras de télévision, pour appeler la popula-tion à voter en masse, afin de

l'homme de nouveau condamnées à l'ONU. - Une commission de l'Assemblée générale de l'ONU a adopté, vendredi 4 décembre, par 64 voix pour et 17 contre, une résolution déplorant a les violations des droits de l'homme les plus fondamentaux » à Cuba et exhortant La Havane à cesser de a poursuivre et châtier les citoyens cubains réclamant la liberté d'expression». Le texte a été présenté par les Etats-Unis comme une contre-offensive diplomatique à la réso-lution adoptée le 24 novembre dernier par l'Assemblée plénière de l'ONU condamnant implicitement le renforcement de l'embargo commerputschiste. La vente des boissons alcoolisées et le port d'armes ont été interdits pendant les opérations de vote, et un impressionnant dis-positif de sécurité a été mis en place autour des écoles ou se ait le scrutin.

Dimanche soir, alors que les résultats officiels n'étaient toujours resultats officiels n'étaient toujours pas connus, et que les sympathisants de «Causa R» sillonnaient la capitale à grand renfort de klaxon pour fêter ieur victoire, les politologues discouraient déjà à la télévision sur «la recomposition du paysage politique». La bouffée d'oxygène qu'a constitué la réussite du scrutin pourceit n'être que de du scrutin pourrait n'être que de courte durée. Il y a une semaine, le président Perez avait clairement annoncé qu'il ne démissionnerait pas avant la fin de son mandat, en 1993, quel que soit le résultat des élections régionales et municipales.

Il est probable que son isolement va encore s'accroître, y compris au sein de son parti, dont les caciques ont tout intérêt à se dissocier d'un ont tout interet a se dissocier d'un homme tenu pour responsable de la défaite. L'opposition, nettement majoritaire, est divisée : deux candidats à la présidence s'affrontent au sein du COPEI : le secrétaire général Eduardo Fernandez, et l'ancien président Rafaël Caldera, qui est soutenu par plusieurs for-mations de gauche, et réclame la démission du chef de l'Etat.

Quant au général Francisco Vis-conti, l'un des chefs du putsch manqué, il a expliqué les motifs de son action dans une interview publiée dimanche par le quotidien de Caracas El Nacional: « Notre but était de rétablir la démocratie et d'éradiquer la corruption qui a mis fin à toute notion d'éthique au sein du gouvernement », affirme le général Visconti, qui a obtenu l'asile au Pérou. Le procès des autres officiers putschistes détenus au Venezuela a commencé samedi à huis clos devant un conseil de guerre spécial.

JEAN-MICHEL CAROIT

O CUBA : les violations des droits de O HAÏTI : manifestation de trois cents religieux et laïcs. - Environ trois cents religieux et laïcs ont effectué sans incident, samedi 5 décembre, à Port-au-Prince, une marche de protestation contre les violations des droits de l'homme dans le pays et le renversement du président Jean-Bertrand Aristide, a-t-ou constaté sur place. Par ailleurs, au moins trois étudiants ont été portés disparus, treize ont été arrêtés et plusieurs dizaines d'autres ont été blessés par la police, à l'issue d'une manifestation qui avait été organisée le 2 décembre BRUNO PHILIP cial et financier américain contre dans la banlieue nord de Port-au-Cuba. - (AFP.) Prince. - (AFP.)

toutes !

and gradular solvers and

The grade and African

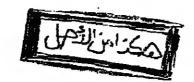
The second secon

A STATE SALES AND STATE

Table

radio Transistanti Maria





POLITIQUE

Le conseil national du Parti républicain

M. Léotard accepte la cohabitation mais refuse des « primaires » pour l'élection présidentielle

Le conseil national du Parti dent » pour dégeter l'atmosphère parole, mes mandats, volontairement abandonnés, et mon combat, jamais abandonnés ab républicain, qui a réélu à sa présidence M. Gérard Longuet, a accueillí M. François Léotard, son président d'honneur, qui faisait sa rentrée cinq mois après sa démission de maire de Fréjus et de député du Var. Celui-ci a indiqué notamment qu'il acceptait la cohabitation en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives mais qu'il était hostile au système des primaires proposé par le RPR et l'UDF pour l'élection présiden-

Property Control of the Control of t

Wax wax

March Brown of the State

THE MANES OF REAL

Mile Contract !

45 60 BH 1860 A

- 🏂

and the second

Brown and a second

A Company of the Company

garjaman. Sandaria garanta anata

🌬 🗝 isan ing tilan

Jan Marie Carlo

(- · · ·

And I

18 T. F. T.

3. 400 to 1

Il y avait comme un sentiment de malaise parmi les délégués du conseil national du Parti républicain. Réunis, samedi 5 décembre, pour étudier l'apport de leur formation au projet de l'opposition et renouveler leurs instances dirigeantes, ils étaient invi-tés à célébrer le retour de M. Frantes a cercorer le retour ou M. Fran-cois Léotard : Port-Marly, où se tenait cette manifestation, devait faire oublier Port-Fréjus, Il aura fallu tout l'enthousiasme de ses fans, leurs comes de brume et leurs trompettes, leurs T-shirts imprimés d'un définitif

promis de reprendre la parole une fois prononcé le non-lieu qui, il en est persuade, doit mettre fin à son inculpation pour ingérence, trafic d'influence et corruption du 29 juin dernier. Il s'est contenté, dit-il, de la fin de l'instruction pour revenir dans «sa» famille. Une famille qui, finale-ment, s'est montrée accueillante, même si elle n'avait pas en l'exclusivité ni la primeur des retrouvailles. L'enfant prodigue a mis, en effet, beaucoup d'énergie pour donner à son retour les allures d'un nouveau départ avec la publication d'un livre (le Monde daté 6-7 décembre) et une forte activité médiatique (interview au Parisien et au Point, point de vue dans le Figaro, télévision avec le journal télévisé de France 2 et l'émission de TF 1 «7 sur 7»). Après avoir conflé qu'il avait a pensé un instant faire autre chose» et invoqué l' « honneur», ce esentiment» qu'il a appris de sa mère corse présente dans la salle, M. Léotard ne s'est pas defendu d'être « impatient » - ce qui n'est pas un amaurais sentiment», dit-il, – impatient de a retrouver leurs T-shirts imprimés d'un genanus alors expliqué : « l. instrucțion qui alors expliqué : « l. instrucțion qui fois assortis d'auto-collants a Moullot m'a concerné, qui a duré dix-hult arec l'éva (du nom du maire de mols, sur ordre de M. Noilet, me donne le droit de reprendre ma

Les accusations de l'ancien maire de Fréjus contre M. Nallet

Dans un antretien accordé à l'hebdomadaire Le Point du 5 décembre, M. Léotard cite, à l'appui de sa démonstration, la page 134 du livre de M. Nellet, Tempéte sur le justice (1), « il y écrit en résumé : « J'ei fait incul-per M. Léoterd s) perce qu'il y a eu des troubles à l'ordre public, b) parce que j'ai vouki équilibrer «le grand retentissement média-tique » de l'effaire Pezet... Il s'agissait en feit, poursuit M. Léotard, de faire une symétrie avec une affaire de fausses factures concernant le PS ». Invité de l'émission « 7 sur 7 » dimanche 6 décembre, M. Léotard a renouvelé cette accusa-

L'ancien garde des Sceaux écrit à la page 134 de son livre : « Lorsque les investigations de l'enquête (concernant tions de l'anquete (concernant l'ancien maire de Fréjus) furent suffisamment avancées, le procureur général de Lyon demanda à la Chancellerie s'il devait prendre l'initiative d'une information ou laisser traiter au contentieux le recevabilité de la partie civile et si cette information devait être current contre tion devait atre ouverte contre X ou contre personne dénomméa. J'ai donné mon accord aux propositions qui parais-saient susceptibles de faire trai-

A deux reprises, M. François ter repidement une affaire dans Léotard a mis en cauce l'ancien laquelle se multipliaient les trou-garde des Sceaux, M. Henri Nal-let, en l'accusant d'avoir monté ques semaines plus tard, le une copération » contre lui. même procureur général ouvrit une information contra MM. Pazet et Sanmarco, et non contre X, è la suite d'une plainte evec constitution de pertie civile d'un écologiste marseillais. J'ai donc demandé au directeur des affaires criminelles et au procureur général de Lyon de traiter M. Pezet de façon identique à M. Léotard. Pourquoi aurait-il fallu que, devant la même juridiction pour des affaires à grand retentissement médiatique, le même procureur eût des attitudes différentes selon qu'il s'agissait de François Léotard ou de Michel Pezet? Je m'en suis tenu là ». M. Nallet indique dans ce texte qu'il s « donné [son] eccord aux propo-sitions » du procureur général de Lyon, mais il ne précise pas lesquelles. Il ne dit pas en particulier s'il a lui-même, comme le suggère M. Léotard, demandé l'ouverture d'une information contre personne dénommée. Dans Libération du 7 décembre, M. Nallet réfute les accusations de l'ancien maire de Fréjus, affirmant : « C'est Michel Pezet qui pourrait se plaindre que je l'aie traité comme François Léotard. »

(1) Pion, octobre 1992

presse de n'être ni «muette», ni «complaisante», ni «docile», ni «aveugle» mais «de mesturer, à droite comme à gauche, qu'on peut blesser et même tuer plus facilement avec des annes ». Cette première mise en garde en annonçait une seconde: l'opposition ne doit pas tomber dans une « supho-

Scion lui, la société n'attend pas de l'opposition un discours ex cathedra mais un dialogue entre ceux qui sont candidats et les citoyens, et ce sur les thèmes de liberté, d'autorité et d'éthique. Sur le premier, il s'est déclaré partisan de la retraite à la carte, de la médecine libérale, du libre choix de l'école, du statut du travailleur indé-pendant, de l'amélioration des droits de la défense, de la saisine du Conseil constitutionnel par les citoyens, du pluralisme à la télévision et du refus des monopoles d'Etat. Sur le deuxième, il s'est prononcé pour l'autorité de l'Etat. En prenant l'exemple des étrangers, il a proposé qu'à l'expiration de la peine infligée par un tribunal «l'expulsion soit automatique lorsqu'il s'agit d'un étranger». Pour le troisième, il a indiqué que « le contrôle des fonds publics, la modestie de l'Etat dans son train de rie, la soumission au juge, la neutralité de l'administra-tion » devaient appartenir au

« Un pouvoir qui s'absente»

Tout comme il l'avait fait en citant M. Nallet, il a provoqué les citant M. Nallet, il a provoqué les sifflets de son auditoire en affirmant que « le Parti socialiste est au progrès ce que jadis le Parti communiste était à la liberté et Staline à Saint François d'Assise» et que, à en croire M. Laurent Fabius, « le progrès c'est l'apparition dans le vocabulaire de termes aussi sympathiques que guérre des banlieues, ghetto ethnique, nonveaux pauvres, manipulation judiciaire, quelques délits d'nittés, quelques défisires il dache, quelques mépris bien exprimés sur les droits de l'opposition, le tout sur un fond musical où l'on entend revenir tous les ans, au entend revenir tous les ans, au moment des anniversaires, e Marèchal

Pour « mériter [sa] victoire», l'op-position se doit aussi, a-t-il insisté, d'éviter le « racolage», notamment à l'égard de la « préoccupation écologi-que», qui « mérite mieux que ça». Il a encouragé le PR à engager des discussions « publiques et claires » avec les écologistes.

Auparavant, M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'As-semblée nationale, avait estimé que la question la plus importante en mars pour l'opposition sera de « maîtriser » sa victoire. Il avait emis

l'intention de rendre public en jan-vier, M. Léotard en a appelé à wretrouver l'État». A ses yeux, « gou-verner c'est commander à l'adminis-tration, ce n'est ni la noyauter ni la décourager; c'est refuser l'extraordinaire confusion des fonctions dans laquelle la France s'est engagée, comme une administration qui légi-fère à la place du Parlement, des mèdias qui instruisent à la place des juges, des partis qui condomnent à la place des tribunaux, des bureaux qui décident et un pouvoir qui s'absente, des voyous qui ricanent et une police qui s'interroge, des tribus qui s'impo-sent et une nation qui s'éloigne».

Plus précisément, il a poursuivi : « Peut-on décréter pour les François la retraite à soisante ans et s'exonères sol-même sans vergogne de toute limi-tation d'âge dans les mandats publics? Peul-on décider des impôts des Français et organiser avec bien-veillance la sous-fiscalisation de élus? Peut-on décider le permis à points et traverser une ville impunément à 150 km/h? Peut-on voir le ministère des finances distribuer des princis en liquides à ses propres agents pour milles des manages que fice? Peut-on qu'elles échappent au fisc? Peut-on parler de démocratie et donner des coups de pied dans les portières pour faire passer les cortèges officiels? Peut-on interdire le travail au noir et pratiquer le cumul des mandats?
Peut-on parier de justice pour tous et refuser d'être jugé selon les procédures de droit commun? Peut-on s'offusquer des gaspillages de fonds publics et laisser les avions du GLAM transporter les fantaisies des éminences? Peut-on parler des droits de l'homme et refuser la présence d'avocats dans les commissariats?»

C'est sur ce chanitre que l'ancien ministre a affirmé son acceptation de la cohabitation et son refus du systeme des primaires. « Retrouver un Etal, c'est remerter la Constitution c'est-à-dire ne pas donner une réponse personnelle à une question nationale», a-t-il affirmé avant de préciser que, dans la Constitution, la cohabitation s'appelle « élections législatives » et que les primaires s'appellent ale premier tour de l'élection prési-dentielle ». « Pourquoi voulons-nous être plus malins que le général de Gaulle et les pères fondateurs?», a-t-il interrogé. Ce système des pri-maires avait été défendu dans la matinée par M. Gérard Longuet. Le président réélu du PR a rappelé que le principe de l'unité de candidature de l'opposition des le premier tour de l'élection présidentielle sera accepté des lors qu'une mécanique «loyale» de sélection sera mise en

ANNE CHAUSSEBOURG

a M. Léotard contre la mise en a maltriser » sa victoire. Il avait èmis le crainte que certains ne soient près pur le désir de revanche, « de la restauration d'une chambre bleu horizon ». Le président du conseil régional de Rhône-Alpes avait appelé à construire « une majorité de rassemblement des libéraux, radicaux, démocrates-chrétiens » ouverte « sur de nouveaux courants » en partie exprimés actuellement par les écologistes.

Continuant l'ébauche de ce qui devrait servir de base au programme d'action administrative. »

Le barrisme nouveau

par Daniel Carton

A politique offre parfois des spec-tacles troublants On son tacles troublants. On peut admettre toutes les conversions, mais voir aujourd'hui M. Léotard «faire du Barre» relève quand même d'un certain pittoresque. Cuatre ans après avoir été l'un des obstacles majeurs sur le chemin présidentiel de l'ancien premier ministre, M. Léotard, nount sans doute par l'épreuve du «splendide isolement», semble vou-loir tirer la substantifique moelle du barrisme. La vengeance, puisqu'il faut bien ici appeler un chat un chat, est devenue le ressort essentiel de feur action politique.

ells me le paleront», conflait délà M. Barre après sa défaite au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, en parlant de MM. Giscard d'Estaing et Chirac. Pénétré de sa « construde », M. Léotard se trouve exactement dans le même état d'esprit envers tous ceux qui « lui ont manqué ». Chez l'un comme chez l'autre se dessine la même vindicte contre les futilités de tous ordres de la scène politique et les jeux obscurs des médias. A son tour, M. Léotard inscrit de plus en plus sa démarche à l'écart des partis politiques, de leurs manigances et subtilités. Sa démission spectaculaire de la prési-dence du Parti républicain, en décembre 1990, l'annonçait déjà. Ses demières déclarations le confirment : M. Léotard ne croit plus à ces jeux traditionnels et pour lui

Résolution d'autent plus facile à prandre que par-delà les discours main sur le cœur de son conseil national de samedi, le Parti républicain n'est plus ca qu'il était. M. Longuet penche pour M. Chirac. M. Madelin est chez M. Giscard d'Estaing. La solicité de cette petite machine-là n'est plus acquise à M. Léotard.

M. Léotard entend aussi occuper fermement la place du centre. Le voici préchent à son tour l'ouverture à tous les hommes de bonne

intégristes et les rencuniers » de toute obédience, avec le zèle de celui qui doit aussi se faire pardon-ner d'avoir soufflé le froid sur le printemps 1989 des rénovateurs de la droite. Une ouverture pour imposer à ce pays un gouvernemen elibéral et européen » restaurant d'ur-gence «un État impartial». Ne manque plus que le mot « social » et M. Barre sera comblé. Car pour le reste, le décalque est parfait.

Pour la prochaine atternance, M. Léotard imroduit à son tour la notion contractuelle à partir d'un texte qu'il annonce pour janvier, qui, explique-t-il dans le Point de cette semaine, « montrera que l'on peut s'adresser à le société française su la cetteir combre de crises à le fois forts et symboliques», permettra e des décisions fortes sur les diffé-rents malaises de la société française», préparera « avec des parte-naires sérieux et identifiables, des évolutions politiques au-delà des clivages actuels, sans renier nos alliences ni nos fidélités », M. Barre conçoit-il autre chose quand il estime urgente l'affirmation «d'une canjonction des volontés» par-delà les vieux clivages de la droite et de la

Enfen, M. Léotard met le même entrein à déchirer le contrat sur les primaires pour l'élection présidentielle péniblement passé entre RPR et UDF. « Trompe-couillons », eveit plaisanté, citant Pagnol, M. Barre. «C'est un peu en dessous de la vérité», a dit sur TF1 M. Léotard, qui y voit plutôt, usant à son tour du provençal, une menière «de tuer un âne avec des figues ». On pourrait conclure que M. Léotard entend occuper un créneau, celui d'un rrisme plus proche et plus humain. Las ficelles sont grosses, L'opposi-tion en sera encore un peu plus per-turbée. Reste à savoir si M. Barre lui-même se contentera de se

Venez découvrir dans toutes les Fnac le nouveau: MICROSOFT ACCESS pour WINDOWS.

Microsoft Access est le Système

de Gestion de Bases de Données Relationnelles (SGBD/R) conçu spécialement pour Windows par

Microsoft. C'est l'aboutissement de 6 années de recherche, de dévelop-

pement et d'achamement à mettre

la base de données à la portée de tous. Microsoft Access est aussi simple et agréable à utiliser que le célèbre tableur Microsoft Excel. Le secret est simple : une interface

> qui exploite pleinement les possibilités de Windows.

> > Venez découvrir ce

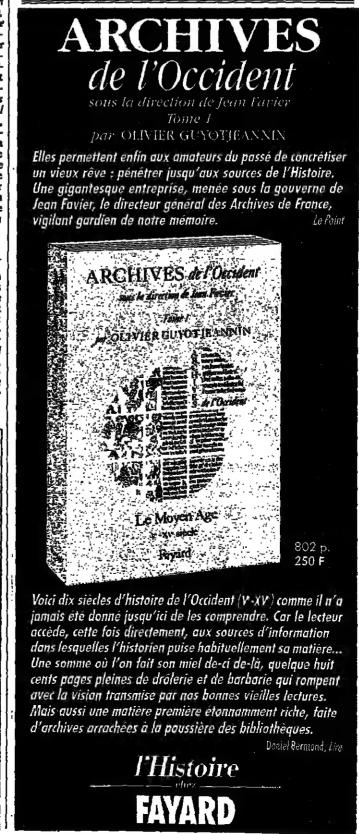
nouveau best-seller à la Fnac...

Le 3 décembre 1992 s'ouvre à Paris le plus grand magasin de micro-informatique:

La Fnac Micro, 71, boulevard Saint-Germain, Paris 6e.

Venez y découvrir toutes les nouveautés Microsoft.





Référendum: M. Barre souhaite une extension de l'article 11

dimanche Commentant. 6 décembre à « L'Heure de vérité» sur France 2, les propositions constitutionnelles du président de In République, M. Raymond Barre a déclaré qu'il ne pouvait pas « suivrew le chef de l'Etat dans sa recherche d'un compromis institutionnel entre la IV et la V Répu-blique, « Il y a une logique de la IV et une logique de la V qui sont différentes, a-t-il relevé. Moi, je suis pour la logique de la V., c'est-à-dire pour le rôle d'un exécutif stable et flicuce. Si l'on veut faire une comnaison de la IVe et de la Ve c'est L'ancien premier ministre a regretté « an'il n'y ait pas une

extension de l'article 11 concernant le référendum, qui donnerait au président le droit de consulter directement le peuple sur de nouvelles orientations qu'il entend donner à sa politique de telle sorte qu'il se trouve conforté dans l'exercice de sa fonction. . . Bien entendu, a-t-il précisé, ce n'est pas le plébiscite purce que, si le président de la République pose cette question de confiance, il engage sa responsabi-lité. Si le peuple manifeste un avis négatif, il doit à ce moment-là se retirer. Je ne pense pas que le fait d'avoir un mandat d'une certaine durée puisse mettre celui qui a ce mandat à l'abri d'un désaveu du

tré réticent quant à la publication d'un programme électoral par l'opposition. «Le problème du chômage, a-t-il relevé, ne se résoudra pas par l'alternance. C'est un problème de société et il faudra bien que tous les gouvernements quelle que soit leur couleur - s'attaquent à ce problème non pas avec des mesures qu'ils considérent compatibles avec leur idéologie, mais en fonction des transformations profondes qui sont en train de s'accomplir aujourd'hui dans l'économie et dant la société et qui modifient la forme du travail. »

Mandat présidentiel : M. Jospin maintient sa préférence pour le quinquennat

M. Lionel Jospin a émis quelques réserves, dimanche 6 décembre, au «Forum» de Radio-1, sur plusieurs aspects des propositions de réforme de la Constitution faites le 30 novembre par M. François Mitterrand. L'ancien ministre de l'éducation nationale a réaffirmé sa préférence pour un mandat présidentiel « renouvelable et court », autrement dit le quinquennot, en rappelant que « c'est aussi la proposition du PS».

Quant A l'extension du champ du référendum et à la possibilité de saisine directe du Conseil constitutionnel par les justiciables, « cela fait un peu gadget », a-t-il déclaré. Il a observé que le référendum est une forme de consultation « d'un maniement difficile dans la Consti-

M. Jospin estime que la réforme des institutions « aurait pu être abordée avant », mais il a souligné que « l'ensemble des principaux res-

ponsables politiques de gauche ou de droite » avaient, « au cours des derniers mois, pris position en faveur d'une certaine réforme de la Constitution ». « Alors, a-t-il dit, ne chicanons pas les modalités ni le moment, et engageons cette discussion / » Scion l'ancien ministre, le président de la République «a peut-être hésité, après s'être luimême accommodé de ces institutions pendant douze ans, à avoir l'air de les bousculer».

lour où il y aura un doute sur le

fait que le chef du gouvernement

procède du président de la Républi-

que, on changera de système». Le président de la Commisssion sou-

haite que ce septennat soit non

La LCR rompt

avec son organisation

de jeunesse

La Ligue communiste révolution-naire (LCR) a décidé, su cours du comité central des 21 et 22 novem-

bre, de rompre les liens avec son organisation de jeunesse, les Jeu-nesses communistes révolution-

nesses communistes revolutions naires (JCR). En conséquence, la subvenion et les locaux qui étaient alloués par la Ligue out été suppri-més. La LCR considère maintenant

les ICR comme «une organisation concurrente de la LCR». «Ils

étaient devenus groupusculaires, voire lambertistes », indique M. Alsin Krivine, porte-parole de

la Ligue, qui n'exclut pas toutefois de travailler « ponctuellement »

Cette rupture intervient après

près de trois ans de tensions et la perte du contrôle des JCR par la

«majo» (la majorité) de la Ligue, au congrès de mai 1989. Au congrès de novembre 1990, la

pre organisation de jeunes : les JCR-Autre chose, qui se sont oppo-sés à la majorité des JCR, devenus JCR-Egalité. Les quatre cent

cette occasion se sont tout d'abord répartis à parte presque égales dans ces deux organisations, mais la

représentativité des JCR-Autre

Les JCR-Egalité, tout d'abord

contrôlés par la tendance qu'anime notamment M. Gérard Filoche au sein de la Ligue, ont progressive-ment pris leurs distances vis-à-vis de la minorité. Dans le numéro un

de Démocratie et révolution, la let-tre de la tendance de M. Filoche, les minoritaires de la Ligne protes-

tent cependant contre la décision

JCR-Egalité, la tendance critique également le texte commun dans la

perspective des élections législa-

tives signé par M. Krivine avec les

contestataires du PC et du PS (le Monde du 5 décembre), un accord réalisé, selon les JCR-Egalité, sur une base « purement réformiste ».

ité central. Tout comme les

soixante-dix militants recen

chose a rapidement décliné.

Invalidé à l'Assemblée de Corse a M. Delors est favorable à un septennat non renouvelable. - Interrogé, dimanche 6 décembre, au «Grand Jury RTL-le Monde», sur M. Alain Orsoni est élu la durée du mandat du président secrétaire général du MPA de la République, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, s'est déclaré en favour du « maintien du septennat » et de « la philosophie exentielle de la V République ». Sclon M. Delors, « si le mandat du président de la République est strictement accordé à celui des députés, le

renouvelable.

avec cux.

Résumant l'état d'esprit de ce congrès, un militant a souligné que la décision d'invalidation de M. Orsoni est « un prétexte, voire même une provocation » Mais nous

en mars 1992 comme tête de liste MPA à l'Assemblée de Corse (le Monde daté 6-7 décembre). Le congrès a confirmé la ligne d'ouverture du MPA, qui a officiellement abandonné la référence au concept de lutte de libération nationale (LLN). « Le sigle LLN, a

ISTH EMSELGMENT SUPÉRIEUR DEPUIS 1854 PRIVÉ

EXPERTISE COMPTABLE

•D.P.E.C.F.

·D.E.S.C.F.

TOUTES ÉPREUVES

Enseignements annuels

et stages intensifs

SUCCES CONFIRMES

45 27 10 15 + 42 24 10 72 +

LUS O'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

·D.E.C.F.

M. Alain Orsoni a čté člu secré-

taire général du Mouvement pour l'autodétermination (MPA) à l'is-

sue du congrès de son parti, dimanche 6 décembre, à Ajaccio. Il succède à M. Dominique Bianchi.

Cette désignation intervient deux jours après la décision du Conseil d'Etat d'invalider son élection

déclaré M. Orsoni, avec son poids historique, ne nous correspond pas; pis, il dénature notre démarche, notre philosophie politique, en inter-disant toute véritable communication et en nous enfermant, notamdes véritables enjeux.» Le MPA prétère parler de « souveraineté nationale de la Corse dans l'interdépendance européenne ».

resterons sereins et poursuivrons notre combat politique par les voies démocratiques » a-t-it assuré.

ci Opérations commundos en Corse da Sud. - Deux opérations commandos, signées du «R» du mouvement chandestin Resistenza, se sont dérou-lées en Corse du Sud dans la sourée du dimanche 6 décembre. A Lecci-de-Porto-Vecchio, sept hommes, armés et cagoulés, ont neutralisé les gérants d'une pépinière. Plusieurs charges explosives ont détruit les bâtiments. Sur les mus, les gendames out relevé l'inscription « Danger, miné, R ». La seconde attaque, portant la même «signature», a eu lieu presque au même moment à Belvedere-Campomoro, près de Propriano. Carq bunga-lows d'un petit ensemble immobilier out été endommagés.

alternatives économiques décembre 92 • Orlyval : Matra roule, les banques trinquent Les exclus de la Sécu La bataille des taux d'intérêt 19 F Chez votre marchand de journaux

Abonnement I an: 150 F

Alternatives Economiques 12 que du Chalgnot 21000 DIJON

Devant les proches de M. Mitterrand

M. Bérégovoy estime que la droite est « animée par ses éléments les plus conservateurs»

Au risque d'accroître la confusion, MM. Louis Mermaz et Roland Dumas, deux proches du président de la République, ont cherché à clarifier les enjeux des prochaines élections législatives, en réunissant, dimanche 6 décembre, ceux des projetistes dont la principale réfésocialistes dont la principale çois Mitterrand, plutôt que l'appar-tenance à tel ou tel courant du PS. Sans marquer la naissance d'un nou-veau club, ni celle d'un courant socialiste, ce colloque, intitulé «Rencontres pour demain», a rassemblé, sous le regard attentif et officiel du secrétaire général de l'Elysée, M. Hubert Védrine, installé à la tribune, une importante délégation de membres du gouvernement, au pre-mier rang desquels M. Pierre Béré-

La venue du premier ministre avait été annoncée tardivement, à la fin de la semaine, mais elle ne pouvait que renforcer le sentiment, exprimé dimanche par M. Dumas, que « le président de la République voit plutât ces rencontres d'un bon œil». Outre le ministre des affaires

étrangères et celui des relations avec le Parlement, MM. René Teulade (affaires sociales), Jean-Louis Bianco (équipement), Emile Zuccarelli (P et T), M= Elisabeth Guigou (affaires curopéennes), MM. Louis Mexandeau (anciens combattants), Kofi Yamgaane (intégration), Laurent Cathala (personnes âgées et rapatriés) ont participé à ce colloque, de même que M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat.

La agénération de 1981 » tenait à dire que, onze ans plus tard, elle est décidée à défendre l'œuvre accomplie. M. Bérégovoy l'y a encouragée, en défendant le bilan de la gauche en général autant que le sien propre. Il a expliqué que si l'on compte, aujour-d'hui, huit cent cinquante mille chômeurs de longue durée, pour neuf cent mille en avril demier, c'est que, chaque mois, un certain nombre de demandeurs d'emploi entrent dans la catégorie «longue durée» (un an et plus) et qu'il n'en est pos moins vasi que, comme il s'y était engage, « I 030 000 entretiens ont eu lieu», permettant à « 768 000 personnes de trouver soit un emploi, soit une acti-

a félicité l'ANPE et exprimé ses encouragements à M= Martine Aubry, ministre du travail.

edroite impudente et imprudente (...), animée par ses éléments les plus conservateurs», qui « se partagent déjà les places », M. Bérégovoy s affirmé que l'opposition « est unie des lors qu'il s'agit de privatiser » ou de souhaiter « que l'élection présidentielle ait lieu le plus tôt possible », mais « divisée entre des responsables qui espèrent, chacun, tirer la converture à soin. «Ces pauvres membres du CDS nous disent: « Mais nous sommes européens, nous pourrions faire un bout de chemin ensemble. » (...) Et puis M. Jacques Chirac passe par là, il impase sa loi, il du: « Garde à vous! Silence dans les rangs!», et ils sont tous là, le petit doigt sur la couture du pantalon, tellement ils pensent que s'il y avait un candidat coutre eux dans leur circonscription. contre eux dans leur circonscription, ils risqueraient de défaillir. Ce n'est pas ainsi qu'on gouverne un pays!»

La campagne de débats du PCF

«Il faut que les gens deviennent plus citoyens»

jusqu'au 15 décembre, le Parti communiste français organise à travers la France de très nombreuses réunions dans le cadre du egrand débat national » souhaité en octobre par M. Georges Marchais pour a favoriser l'échange d'idées et la compréhension mutuelle des gens de progrès». D'autre part, le comité central du PCF devait débattre, lundi la presse communiste et tenberide dégager des solutions pour sauvegarder les quotidiens du parti, l'Humanité en particulier.

DOUAL

de notre envoyé spécial

Que sont devenues les masses ouvrières d'antan? Leur souvent hante le réfectoire municipal d'Auby en cette fin d'après-midi du samedi 5 décembre. Le ciel a pris la cou-5 décembre. Le ciel a pris le cou-leur des crassiers dans ces parages de Douai. Un vrai crève-cœur à débonder la nossaigie. Sans doute est-ce pour cela que « Joe » a machineiement gardé son imper-méable pour parier aux dix-neuf camarades assis devant lui, sur deux rangs, et tournant résolument le dos aux cent vingt chaises res-tées si désespérément vides. Le maire, Aldebert Valette, qui n'est autre que son suppléant, resta, lui,

Mais «Joe» Hage - c'est ainsi que l'appellent familièrement les autres Ch'timis - n'est pas du genre dépressif. Peu lui importe que le «grand débet national» voulu par son parti prenne lei une forme confidentielle... Vollè presque vingt ans qu'il est député du Nord, Georges Hage, et personne ne l'a jamais vu perdre se sérératé i lis ne controlle qu'il projentée mais sont plus qu'une poignée mais, aujourd'hui comme hier, il leur parle de «laire nature une nouvelle espérance, une nouvelle citoyenneté», d'«inventer une autre politique». Et s'il ne s'agit pas de le faire cavec le PS», qui «mêne une politique de draite et qui a un comportement suicidaire», il convient de le faire « avec tous les gens de bonne volonté», y compris avec les électeurs socialistes, pour eles faire réfléchirs, pour leur dire : «Regar-dez où Mitterrand a conduit la France I Voyaz où il a conduit la gauche I Cela ne peut pas conti-nuer!s

Les dix-neuf l'écoutent respectueusement, leur député, mais, jus-tement, ce qu'ils aimeralent mieux comprendre, eux. c'est l'attitude de laur propre parti vis-è-vis des socie-listes : «Ca fait cinquante ans que ca continue i observe l'un. A cheque fois on a été coullonnés per les socialistes.» «Pourquoi, alors, tu votes pour «Béré» à l'Assemblée nationals?», demande un autre...

Georges Hage s'explique : «Si on renversait ce gouvernement en votant la censure, en donnerait des women in carsino, un oursered ones abusions aux gans, parce qu'il faut bisions aux gans, parce qu'il faut fin. » bien comprendre que, si 8érégovoy allait chercher de nouveeux renforts

serait encore plus à droite, et ceun qui nous demandant maintenant de le censurer nous reprocheraient

Aldebert Valette vient à la rescousse: « Il faut mesurer l'impact historique qu'aurait le vote par les communistes d'une motion de cen-sure déposée par la droite ai elle aboutissait à un retour de la droite

ment aceptiques: « fu ne nous a pas conveincus, répond à «Joe» un troisième militant. Nous comprenons bien ce que tu de, mais les gens aiment les choses claires. Quend ils disent qu'ils en ont marre des socialistes, qu'il faut les censu-rer et qu'ils se foutent des consé-quences, il faut quand même en tenir compte...» Un quetrième s'ex-cuse presque de partager ce point de vue radical : «Les socialistes ont réussi à créer un tel déserrol... Quend on perd l'espoir, il n'y a rien de plus tragique... Le problème, pour nous, après avoir reçu tant de coups, est de savoir comment arri-ver à faire bouger les gens, et même à faire bouger les commu-

« C'est un pen de votre faute...»

Alors Georges Hage parte du fonctionnement des institutions : piège à cons catte Constitution I Ce qu'il y a de plus grave, c'est ce penchent du peuple français à man-datar quelqu'un pour tout faire à sa place I Les Français sont contents de faire don du suffrage universal à quelqu'un qui s'en sart contre eux!
Il faut que les gens s'approprient le politique, qu'ils deviennent plus citoyens qu'ils ne sont le ...

Sans élever le voix, l'ancien professeur parle ausai du «glissement idéologique à droite» de la société e : «On se glorifie du RMI alore qu'on devrait pouvoir se glo-alore qu'on devrait pouvoir se glo-rifier de créer des emplois pour qu'il n'y ait plus de RMI I On fait de l'assistance humanitaire une vertu cardinale alors que c'est abomina-ble de faire du dioyen un assisté l Ce n'est pas cele la République, ce n'est pas la morale ça l C'est une perversion de la démocratie...»

Georges Hage réaffirme sa foi humaniste : «Le communisme, c'est une question qui est aussi dans la Bible : qu'as-tu fait de ton fière 7s. Il prêche els vigilence répu-blicaines: ell faut dire aux gens : si vous trouvez que la politique est devenue sale, c'est un peu de votre faute : vous avez laiseé faire per votre indifférence... La République ne fera jamais des pes en avent s'il n'y e pes des citayens dans l'action pour la faire avancer... 3

«Mais sur qui paut-on compte pour faire evencer tout ça?», demande queiqu'un. «Sur nous!», s'exclame le député. Son suppléant

ALAIN ROLLAT

Le MRG confirme son accord électoral avec le PS

Le comité directeur du MRG, réuni à huis clos samedi 5 décem-bre, a approuvé l'accord éjectoral conclu avec le PS pour les élections législatives. Cet accord prévoit qu'un radical de gauche aura le de la l'alurait de gateire de la conscriptions, dont les dix où l'un de ses représentants l'avait emporté en juin 1988 (1) et qu'il y aura cinq primaires.

Cet accord, traditionnel, entre les deux formations ne satisfait pas pour autant tous les radicaux de gauche. Ainsi M. François Gayet, vice-président, vient de rejoindre Génération Ecologie (le Mande du 5 décembre). M. Michel Scarbon-chi, également vice-président du MRG, gui preconissit l'abstention sur l'accord avec le PS, à insisté pour que le dialogue avec les écologistes soit nouc.

Tout en défendant l'accord électoral, M. Jean-François Hory, prosident du MRG, a voulu rassurer les contestataires en affirmant que la ligne du MRG reste bien celle définie au congrès de Lyon en juin dernier, en faveur de la constitudernier, en laveur de la constitu-tion « d'un pôle réformiste » avec les écologistes, et plus particulière-ment Génération Ecologie, et les réformistes. Il a fait valoir que cette perspective est retardée, car « freinée par l'attitude des écologistes». Selon lui, le choix des écologistes » « ni gauche ni droite », au second tour des législatives — aide objectivement la droite, et ne peut être celui du MPG. être celui du MRG.

Pour M. Hory, le MRG a wun bilan gouvernemental commun avec le Parti socialiste», dont il est comptable. Quant aux e doutes exprimés par le comité directeur sur la volonté du PS de suivre localement l'accord national », M. Hory s'est engagé à « faire respecter intégralement l'accord, sous réserve de dénonctation et de représailles ».

(1) Il s'agit de la 2º circonscription de l'Aveyron (M. Jean Rigat, qui ne se représente pas), de la 1º de la Charente-maritime (M. Michel Crépenn), de la 1º de la Haute-Corse (M. Emile Zucurelli, qui, deveau ministre, a lainé son siège à son suppléant, M. Roger Franconi), de la 3º de la Dordogne (M. Alain Boanet), de la 1º du lot (M. Bernard Charles), de la 1º du Pas-de-Calais (M. Jean-Pierre Defontaine), de la 2º des Hautes-Pyrénées (M. Claude Guits), de la 2º du Tam-et-Garonne (M. Jean-Michel Baylet, qui devenu ministre, a lainel son siège à son suppléant M. Lean-Fuil Nunzi, PS), de la 2º du Val-de-Marue (M. Roger-Génard Schwarzsenberg) et de Wallis-et-Futunz (M. Kamifo Guta).

PREPARATION AUX ACCÈS DIRECTS EN 2º ANNÉE

MR HEC - ESCP - ESC Admission sur licence

Mil Sciences-Po Admission sur licence

ESSEC Admission sur Maîtrise

18. rue du Cloître Notre-Dame

75904 Paris © 43.25.63.38

1994 - English Golden, Santa 1995 - Frank Golden, Santa

The of the second The second secon

The grant of THE WAR SHOW

Charles As a second sec

ents les plus conserrage M. Lalonde veut privilégier les thèmes de la démocratie et de l'emploi

dimanche 6 décembre à Paris, les propositions d'organisation faites par le président du mou-vement, M. Brice Lalonde, Auvement, M. Brice Lalonde, Audelà des élections législatives, l'ancien ministre de l'environnement à invité ses amis à « perment a invité ses amis s « per-ser à la suite», en leur propo-sant, pour thèmes de campagne, l'exercice de la démocratie et la redistribution

Alors que les états-majors respec-tifs du Parti socialiste, du Parti communiste et des partis de la droite parlementaire s'inquiètent de plus en plus ouvertement des dégâts ou, comme l'on dit désor-mais, de «l'effet de nuisance» que pourrait provoquer dans leurs rangs, lors des prochaines élections législatives, l'émergence d'un « pôle écologiste fort », le président de Génération Ecologie, M. Brice Lalonde, a commence, dimanche décente de le commence de le décente de le commence de le com 6 décembre, lors de la réunion du conseil national de son mouvement, à inviter ses umis à « penser à la suite», autrement dit, aux échéances futures.

En dépit de sondages promet-teurs, M. Lalonde préfère rester prudent : candidat potentiel dans prudent: candidat potentiel dans plusieurs circonscriptions de la grande couronne de Paris, il ne croit guère, lui-même, comme du reste la direction des Verts, à une entrée en force des «écolos» à l'Assemblée nationale, au mois de mars prochain, telle qu'une projection, un peu trop simpliste, des résulats des dernières élections régionales pourrait le laisser paraître. « l. objectif réel. a-t-il affirmé, c'est d'avoir le plus de voix possible; l'objectif, c'est d'avoir quatre partis autour de 20 %, le RPR, l'UDF, le PS et les écologistes, et deux partis à 10 %, le PC et le Front national, »

Pour cela. l'ancien ministre de l'environnement a clairement invité les membres du conseil national de Génération Ecologie, dont beaucoup seront candidats aux élections législatives, à sortir de la spécialité qui leur est, a priori, r'econnue, l'environnement, pour s'attacher, pendant la campagne, à développer en priorité le thème de la démocratic et celui du thème de la démocratic et celui du partaga du travail, que M. Lalonde préfère rebaptiser, plus sobrement, « redistribution de l'emploi ». « le suis stupèfait d'entendre, aujour-d'hui, des politiques ringurais mous parler du partage du travail, alors qu'ils n'ont rien fuit dans ce sens depuis vingt uns, a-t-li affirmé. Pendant trop longtemps, nous avons rèclamé qu'on change la peinture. Eh bien, Non! dèsormais, c'est nous au seros les peintres, »

nous qui serons les peintres, » Du point de vuc des écologistes, en effet, et à condition, bien sûr, que le calendrier institutionnel ne soit pas bousculé, les principaux rendez-vous, concentrés sur une seule année, seraient les suivants : les élections municipales de 1995, qui permettraient de satisfaire les appétits locaux des militants de

Le nouveau conseil national de Génération Ecologie, élu le 15 novembre dernier, a ratifié.

Resie le cologistes pèsera autrement plus le cologistes pèsera autrement plus le deux, trois, cing ou écologistes pèsera autrement plus lourd que les deux, trois, cinq ou dix députés que les Verts et Génération Ecologie pourraient voir entrer dans la prochaîne Assemblée nationale; les élections législatives anticipées, enfin, qui suivraient cette présidentielle et qui marquenient, solon eux, le vrai point de départ d'une véritable recomposition politique.

Dans la perspective d'un tel soé-nario, la prochaîne campagne ne doit donc pas constituer qu'une simple répétition générale, elle doit d'abord le préparer. C'est le sens du « penser à la suite » de M. Lalonde. C'est aussi la raison pour laquelle, alors que de nom-breux délégués de GE venaient de faire part de leurs difficultés à négocier dans leurs départements avec leurs homologues Verts, sou-vent plus anciens sur le terrain des vent plus anciens sur le terrain des luttes écologistes, les principaux responsables nationaux de Généra-tion Écologie ont insisté sur la nécessité d'« oublier les cicatrices ». « Après deux années passées à récla-mer l'union des écologistes, on ne peut pas gaspiller la chance que constitue l'accord passé réclare que constitue l'accord passé réclare les vice-président du mouvement. M. Noël meteres verss, a doctare le viceprésident du mouvement, M. Noël
Mamère. « Il ne faut pas que les
Verts perdent la face », a ajouté
M= Monique Le Saux, candidate
« virtuelle » de GE face à
M. Michel Rocard, dans les Yvelines et les trologietes ent ettent lines, où les écologistes ont obtenu le meilleur résultat de toute la France, aux élections régionales du

Le délégué général aux élections, M. Jean-Jacques Porchez, a exposé, de son côté, les possibilités de mixage aux élections législatives (un candidat GE et un suppléant Vert, ou vice versa), tout en conseillant aux délégués du mouvement de conserver en mémoire, dans leurs discours et leurs mots d'ordro, « trois arrière-pensées » pour ces trois électorats que constiluent les vrais écologistes, les décus du socialisme et les fervents du centre droit. Seul M. Esonel Sto-léru, ancien ministre de MM. Barre et Rocard, et candidat à Com-piègne (Oise), a exprimé sa méliance vis-à-vis de l'hypothèse des tandems, en livrant à la réflexion ce calembour : « Ne nous clonnons pas de Veris-GE pour nous faire battre. »

M. Lalonde a lui-même invité ses amis à savoir « résister au petit monde político - parisiano - médiatique », des lors que celui-ci serait susceptible de pointer ici ou là – et plus souvent qu'il ne le voudrait, – les rivalités internes ou les faiblesses de la famille écologiste. Agacé par l'ouverture – exceptionnelle – de ce conseil national de GE à la presse, l'ancien candidat à la présidence de la République a expliqué que « la République a expliqué que «la transparence totale n'est pas possible». «La démocratie peut sussi exister à huis clos, a-t-il précisé. Ce qui compte, c'est ce qui est servi, et non pas ce qui se passe dans les cuisines, » La consigne vaut pour tous : rien ne doit plus gêner la nouvelle entente des écologistes,

JEAN-LOUIS SAUX

Six élections cantonales partielles

LOT: cantos de Catus (2º toer).

1.. 3 509: V. 3 208: A.,

37.07 %: E. 2 007.

Jean-Pierre Labro, PS, m. de
Labastide-du-Vert, 1 129 (56,25 %)

ELU. Patrick Molinic, RPR, 878 (43,74 %).

(43,74 %).

[Le candidat socialiste succide à un suive socialiste, Gérard Miquel, qui, élu séanteur en septembre deruler, s'était démis de seu mandat conformément à la loi anti-cumul. Toutefois, Jean-Pierre Labro se recueille par Pennemble des suffages qui s'étaient portés su premier sur Claude Taillardus, sostem par le MBG et Génération Ecologie, et sur Heart Thameler, PC: le nasque à sugner est de SES vols. De son côté, le candidat de l'opposition obtient 301 suffages de plus que le total des volx de droite du premier tour.

Les résultats du premier tour étalent les suivants: 1., 3 507; V., 2 336; A., 33,39 %; E., 2 235; Jean-Pierre Labro, 779 (34,35 %); Chande Taillardus, sous. MBG et GE, m. de Calm, 685 (30,64 %); Patrick Melliaid, 366 (16,37 %); Jean-Pierre Bergon, UDF, 211 (9,44 %); Henri Thamier, PC, 194 (8,68 %).

Gérard Milanel, PS, avait été réélu su premier tour de septembre 1988 avoc 1 589 volx (87,21 %) contre 235 (12,78 %) à Manrice Segantits, PC sur 3 512 lancrits, 2 194 voltants (sait 37,52 % é'abstention) et 1 822 suffrages exprimés.]

MARNE : cautou de Montanirail (1° tour).

MARNE: cauton de Montmirell (1° tour).

1. 4 677; V., 2 578; A., 44,87%; E., 2 525.

Bernard Doucet, RPR, adj. m., de Montmirail, 1 837 (72,75%).....

ELU.

Christian Collin, écol., m. de Soizy-au-Bois, 228 (9,02%); Marcel Delacourt, PC, 171 (6,77%); Pascal Sandras, FN, 128 (5,06%); Louis Roger, PS, 126 (4,99%); Benoît Martel, Alliance populaire (ext. d.), 35 (1,38%).

[Bernard Doucet, RPR, chef d'entro-

(ext. d.), 35 (1,38 %).

[Bernard Doncet, RPR, chef d'entroprise, adjoint au maire de Montmireil, succède den le premier tour à Philippe Amelia, RPR, décédé dens un accident de la route le 30 octobre dernier. Sontenu par la majorité départementaite UDF-RPR, M. Descet a recuelii 72,75 % des voix, améliarant ainsi les acores réalisés en 1982 et 1988 par M. Amelia, qui jouissant alors, en tant que vice-président du consul général, d'une forte notoriété.
Par resport au scrutia de 1988, le candidat communiste perd 2,64 points de pourcentage et le PS, Red. Religué en cinquitieue pestion, il laisue la dexxième piace su représentant écologiste ladépendant. Quant su FN, maigré la présence d'un candidat de l'Alliance populaire, il

sin, PC, 461 (5,35 %).......BAILLUI-TAGE:

[Robert Blaise a vu son élection de mars deralez, avec une avance de 188 voix sur le conseiller général RPR soviant, Gilles Aubert, aunulée en octobre par le tribunal administratif de Nancy, pour un vice de forure dans le décompte des bulleties suls dans pholeurs hurenux de vote.

Les écologistes, présents en mars, swalest, exté foix, exprimé leur sympathis à Robert Bhaise. Ce deraiter a obtenn la majorité abashe des suffrages exprimés, sunis n'a pu être déclaré diu en raison de la très forte absteution qui l'empêche d'avair un nombre de voix an moian égal an quart des inscrits. Robert Bhaise progresse de 21,82 points de pourcestage pur rapport au presuler four des cantonales de mars dernier, et son principal naversaient été les suivants : L, 19 642; V., 10 974; A., 42,36 %; E., 10 196; Robert Bhaise, 5 152 (50,52 %); Gilles Aubert, 5 844 (49,47 %). Ceux du presuler swient été les saivants : L, 19 642; V., 12 146; A., 36,21 %; E., 11 505; Gilles Aubert, 4 602 (35,48 %); Robert Bhaise, 3 276 (28,47 %); Barnard Hangen, app. Veris, 1 296 (11,26 %); Christian Godfroy, FN, 1 252 (10,28 %); Plarre Thomassia, PC, 651 (5,65 %) J. NIÈVRE ; cauton de La Charité-

NIÈVRE : canton de La Charitésur-Loire (2' tour). 1. 7 769; V. 4 690; A., 39,63 %; E., 4 443.

Jannick Larderet, RPR, 2 641 (59,44 %).

Constantin Rodriguez, PS, m. de Champyoux, 1 802 (40,55 %).

[La surprise est reme de l'amplem du mandats. Celui-ci avait été étu en 1985, réfit en murs 1992, à chaque fois su premier tour.

[La surprise est reme de l'ampieur du succès de Januick Landeret, qui l'essporte avec près de 60 % des voix et 839 suf-frages de mieux que Coustantiu Rodri-guez, alors qu'elle ne l'avait deviacé que

de 4 voix en mars dernier avant l'annalation de ce serutin. Elle obtient un score
particultèrement flatteur (63.97 %), dans
le chef-lien de canton, dont le maire est
Robert Guilliaume, PS, auxieu sénateur, et
connellier général de 1973 janqu'à mars
dernier, date à laquelle il ne s'était pas
représenté. Le candidat socialiste n'n pas
bénéficié d'un bon report des voix qui
s'étaient partées an premier tour sur le
candidat de PC et sur celoi de l'Alternative ronge et verie. Les électeurs de
guacie un s'étaient pan mobilisés massivement au premier tour. Et, au second, le
petit supplément de participation (-3.5
points) à devantage profité à la candidate
da RPR. Alani, elle arrive nettement en
tête dans les deux communes communistes
du canton, alors qu'elle y avait été devancée par M. Rodriguer au second tour du
secund du mars.

Au second tour de mars dernier, Jaunick Larderet, avec 2 386 voix (\$0,04 %)
devançait de 4 voix, Constantin Rodriguez, PS sur 7 800 inseries, 5 283 votents
(solt 32,26 % d'abstention) et 4 768 votes
exprimés.

Au premier tour de cette partielle, les
résultats étaient len suivants : I., 7 769;
V., 4 418; A., 43,13 %; E., 4 319; Jansick Larderet, 1 828 (42,32 %); Constantin Rodriguez, I 112 (25,74 %); Constantin Rodriguez, I 112 (25,74 %); Constantin Rodriguez, I 112 (26,74 %); Constantin Rodriguez, I 112 (25,74 %); JeanLuc Dreumont, Verts, 155 (3,58 %);
Thierry Valiguat, div., 79 (1,82 %); Yvon
Lagarde, div. d., 77 (1,78 %).]

ORNE : cautou d'Alençon-III
(1* tour).

ORNE ; cautos d'Alençon-III 1. 9 860; V., 3 624; A., 63,24 %; E., 3 518. 63,24 %; E., 3 518.

Bruno Charuel, div. d., adj. m. d'Alençon, i 469 (41,75 %); Denise François, PS, cons. mun. d'Alençon, 900 (25,58 %); Hubert Crespy, div. d., 237 (6,73 %); Jean-Pierre Bombek, Verts, 194 (3,51 %); Janine Tanoué, FN, 182 (5,17 %); Rémy Pithois, div. g., 179 (5,08 %); Raymonde Renard, PC, cons. mun. d'Alençon, 124 (3,52 %); Renée Tragin, écol., 113 (3,21 %); Thierry Boisbault, GE, cons. rés., 84 (2,38 %); Jean Roiet, div. g., 36 (1,02 %) BALLOTTAGE.

Les résultats du premier tour des canto-neles resultats du premier tour des canto-neles revient été les sulvants: L. 9 857; V., 6 674; A., 32,29 %; E., 6 398; Alain Lambert, 3 429 (53,45 %); Denise Fran-cols, 1 419 (22,17 %); Jean-Pierre Bom-beck, 763 (11,92 %); Junine Tamoné, 531 (8,29 %); Raymonde Renard, 265 (4,14 %).]

I., 25 271; V., 9 732; A., 61,48 %; E., 9 555.

Maurice Paul. PC, 4 318 (45,19 %); Charles Scaglia, UDF-PR, m. de La Seyne-sur-Mer, 1 886 (19,73 %); François Herisson, RPR, 1 306 (13,66 %); Claude Lecocq, FN, 1 076 (11,26 %); Luc Patentreger, écol., 707 (7,39 %); Alain Ajello, PS, 262 (2,74 %) BAL-LOTTAGE.



BOURBON WILD TURKEY.* **UNE FORMULE** JALOUSEMENT GARDÉE PAR UNE DINDE SAUVAGE Dans un COFFRE-FORT DE 70 CL.

Le secrétariat national

Selon les statuts de Généra-tion Ecologie, ratifiés lors du congrès du mouvement, le 15 novembre dernier à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), le secrétariat national est présenté au bureau par le président de GE. Cet exécutif est composé de la facon sulvante: la façon sulvante :

- Président : M. Brice - Vice-président : M. Noël

 Délágués généraux : au mouvement, M. Gérard Dahan ; aux élections et à l'union des écologistes, M. Jean-Jacques Poichez: à l'administration et à la politique de financement, M. Philippe Germa; au pro-gramme, M. Lucien Chabason.

~ Délégués : aux élus, M. Guy Konopnicki; aux collec-tifs départementaux, M. Joel Roret; à la formation, M. Yves Lageay; à la communication, M- Patricia Raynaud-Lalonde.

- Porte-parole : M- Maryse Lapergue; M. Robert Fidenti; M- Danielle Olivier-Koehret; M. Hubert Delarue; M. Dominivingt-cinq secrétaires nationaux, responsables de groupes d'experts ou de commissions thêma-tiques, parmi lesquels M. Joseph Poll est chargé du comité de

Le bureau national, du au sein

du conseil national de GE, contrôle cet exécutif. Il est coms'ajoutent le président et le viceprésident du mouvement, son trésorier, M. André Holleaux, la président de l'association de financement, M. Jean-François Anquetil, tous deux cooptés de droit par la président de GE, et les présidents des cinq commissions internes, également dési-gnés par le président de Génération Ecologie: MM. Lionel Stolaru (finances), Philippe Bodard (formation), Pierre Hurmic (apport aux statuts), Jean-Jacques Porchez (élections), Marc Lassus (commission de

La composition du bureau national a été approuvée par 67 voix contre 5 et 8 abstentions,



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

7 5 Acr 34 1502

«Il n'y a pas de vrai ghetto»

Une trentaine de spécia listes américains des problèmes urbains, intervenants sociaux, policiers, urbanistes, responsables d'organismes de lutte contre la délinquance et la drogue, ont effectué, du 30 novembre au 4 décembre, un voyage à travers les quartiers français « difficiles » sous le patronage de la Fondation franco-américaine. De la Goutte-d'Or (Paris) à Roubaix en passant par les Yvelines, ils ont rencontré de nombreux acteurs de la « politique de la ville», militants associatifs et álus, professeurs et ministres. Critiques à l'égard de l'approche française délibérément non athnique des problèmes urbains, ils se sont en revanche déclarés impressionnés par la qualitá de la protection sociale, du système scolaire et de la prévention de la délinquance et de la toxicoma-

Eddia Banks, qui fut pendant vingt ans «policier de rus» à Washington, a découvert l'îlotage à la française dans le quartier de la Vigne-Blanche aux Muresux (Yvelines). «Il y a douze ans, aux Etats-Unis, je faisais ce que vous faites, et mes collàgues se moquaient de moi. Je vous félicite, c'est un travall nécessaire », a-t-il lancé au sousbrigadier Osines, en poste depuis dix-sept ans dans la ville. Le policier noir, qui organise aujourd'hui des activités scolaires et récréatives dans la capitale fédérale, n'a pas été étonné d'entendre ses collègues français faire état des réserves de certains policiers qui avaient perfois d'un mauvais ceil que nous jouions au football avec des, bièmes ». L'enthousiesme du policier américain a bien faiillí s'évanouir à l'écoute de Pierre

Organisé par l'Association française

contre la myopathie

Le sixième Téléthon

a obtenu

des promesses de dons

YOU'S AVEZ BEAUCOUP DAVANCE SUR NOUS , MAG J'AI CONFIANCE. VOUS HOUS PATTRAPEREZ.

Cardo, maire de Chanteloup-les-Vignes, qui attribue à la police un rôle « de rappel de la loi et d'inlation des délinquants».

Herbert Sturz, ancien maire adjoint de New-York chargé de la police criminelle, s'est déclaré impressionné par l'implantation, à Chanteloup, ces demières années, d'une quarantaine d'entreprises employent un millier de personnes dans une ville de onze mille habitants. Lui-même travaille en llaison avec des entreprises japonaises afin d'urbaniser une trentaine d'hecteres dans le quartier new-yorkais de Quoens.

Une action très dense

Obsédés par le chômage, les membres de la délégation américaine ont constaté que ni le France ni les Etats-Unis n'avaient de lecone à se donner eur ce zones d'éducation prioritaire, tien scolaire, pertenarist avec les

associations... la délégation amé ricaine a ressenti la lutte contre la délinquance urbaine en France comme une action très dense, fourmillant de richesses mais « très fragmentée », éloignée de leur vision essentiellement prag-

Elle a reconnu cependant « l'énorme avance de la solidarité sociale en France ». « Cette solidarité sociale touche tout le monde ici, alors qu'aux Etats-Unis alle ne concerne que les très pauvres, laissant à l'écart les classes moyennes du bes de l'échelle, prêtes à basculer dans la marginalité au molndre accident de parcours », a constaté Herbert Sturz. Pour le reste, les problèmes sont similaires, mais à une échelle totalement différente. Pas plus aux Mureaux qu'à Chanteloup-lus-Vignes, les Amén'ont ghetton.

PASCALE SAUVAGE

tion d'une campagne d'information du Centre d'information civique

(CIC), le 3 décembre, en faveur de

l'inscription sur les listes électo-

rales, M. Jean-Christian Berbé, président du CIC, a lancé un appei solennel à TF1 pour que cette chaîne privée « joue le jeu de la

solidarité civique». TF1 est en

ne pes avoir accepté de diffuser

gracieusement la campagne du CIC. Ce spot, déjà visible sur Canal Plus et M 6, sera diffusé à partir

du 12 décembre par France 2 et

Quatre associations d'élus

locaux - l'Association nationale des maires des stations classées

et des communes touristiques,

l'Association nationale des élus du

littoral, l'Association nationale des

élus de la montagne et l'Associa-tion des maires des stations fran-

calses de sports d'hiver et d'été -ont lancé, jeudi 3 décembre, un

ÉDUCATION

réclament l'étalement

des vacances d'été

Des maires

effet la seule chaîne de télévision à

REPERES

CIVISME Campagnes dans les lycées et à la télévision

de près de 310 millions de francs Dimanche 6 décembre à 2 heures, après deux jours d'émis-sions spéciales sur France 2, sur les radios locales de Radio-France et sur France-Inter, le sixième Téléthon organisé par l'Association française contre la myopathie (AFM), a affiche 309 850 461 F de promesses de dons. Cette somme ira à la recherche scientifique sur

les trois mille maladies génétiques, et notamment à l'équipe du doc-teur Daniel Cohen, du laboratoire Généthon de génétique moléculaire (le Monde du 19 septembre, du 3 et du 29 octobre). La confinace

La formidable percée réalisée par le Généticon dans le décryptage du génome humain (l'ensemble des chromosomes présents dans les cellules de chaque être vivant, qui constituent son patrimoine géi que), a cette année restauré la confiance dans l'opération.

restaurée

L'an dernier, le Téléthon avait rapporté 234 millions de francs (pour 240 millions promis), mais l'opération avait été gênée par les déclarations de queiques personna-lités, dont M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapes et aux accidentés de la vie, qui esti-mait que les sommes réunies devaient bénéficier à tous les han-dicapes et pas seulement aux myo-

Les cinq premiers Téléthons ont récolté 1,2 milliard de francs au total, qui ont été utilisés pour financer les activités de recherche (58 % de la somme), l'action médicale (6 %), l'action médico-sociale (21 %), l'aide personnalisée (2 %) et l'action associative (13 %).

Un Téléthon a également eu lieu en Italie pour la troisième année consécutive, où il a recueilli des promesses pour un montant de 19 milliards de lires (environ 75 millions de francs).

(sauf sur TF 1)

M. Jack Lang, ministre de l'édu-cation nationale et de la culture, a annoncé, jeudi 3 décembre, le lancament d'une campagne d'infor-mation en direction des jeunes majeurs pour les inviter à s'inscrire sur les listes électorales avant le 31 décembre. Du 14 au 21 décembre, une Semaine des nouveeux citoyens se tiendre dans

Les chefs d'établissement ont été invités, par une lettre du minis-tre, à promouvoir durant cette période « route initiative pouvent sensibiliser les élèves » et à s'as-surer que ces derniers « puissent bénéficier de temps libre pour accomplir les démarches d'inscription en mairie, dans la mesure où le bon fonctionnement de l'établissement n'en est pas perturbés. Dans certaines communes, des bureaux mobiles devraient être installés à proximité des lycées.

D'autre part, lors de la présenta-

PUBLICATION JUDICIAIRE COUR D'APPEL DE PARIS CONTREFACON DE MARQUE

Par arrêt du 28 septembre 1992 confirmant un jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris du 10 octobre 1990, la Cour d'Appel de Paris a jugé que la société M.I.P. MUST INTERPRE-SENCE 10; rue de la Paix, 75002 PARIS, en adoptant une telle dénomination sociale, et M. Fabrice SAINT-LAURE, en diffusant de la publicité pour ladite société, ont contrefait la marque MUST de la société CAR-

Elle a, entre autres, condamné solidairement M.I.P. MUST INTERPRESENCE et M. Fabrice INTERPRESENCE et M. Fabrice SAINT-LAURE à payer à la société CARTIER 50 000 F de dommages et intérêts et 5 000 F au titre de l'article 700 du Code de procédure civile.

Elle a ordonné la présente publication aux frais des condamnés.

appel à la refonte du calendrier ils s'inquiètent, en particulier, de la concentration de plus en plus forte des vacances d'été, large-ment déterminées par le calendrier

scolaire, sur une période étroite entre le 10 juillet et le 15 août. Ils réclament donc un étalement des vacances d'été. Le calendrier scolaire, pour les trois ans à venir, a été arrâté en juin (le Monde du 24 juin) et pubbé au Journal officiel du 23 juillet demier, après de lon-gues délibérations interministé-nelles. Il fixe le date des vacances d'été à la fin de la première semaine de juillet afin de ne pas amputer le troisième trimestre sco-

DERSAM NOTIFE SUPPLEMENT Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Le radeau de la Sonacotra

Des foyers d'immigrés accueillent de plus en plus d'« exclus » français; près de Dunkerque, Arabes et ch'timis sont forcés de cohabiter

SAINT-POL-SUR-MER (Nord)

de notre envoyé spécial

Jean-Dominique lisse sex cheveux gris, comme pour mieux pui-ser dans d'indicibles souvenirs. Il demande à être « dépanné d'un franc» pour se faire servir un café fumant au comptoir. Depuis quand sa vie s'est-elle fondue dans le béton de ce foyer Sonacotra?

Quatre années ont passé depuis la fermeture des Chantiers de France et de l'entreprise sous-trai-tante qui l'employait. Licencié « ser et sans espoir » à quaranto-huit ans, ce célibataire n'a pu supporter le ce cembataire n'a pu supporter le loyer de son HLM de Bray-Dunes. Pour lui, le temps s'est arrêté. Une bronchite chronique, aggravée par la détresse et l'alcool, l'ont préci-pité dans cette «tour de Babel» de la Sonacotra, il survit, grâce à un « royal RMI », dans un refuge où tiers-monde et quart-monde sont confondus. « On ne se vante pas d'habiter ici, dit Jean-Dominique dont le blouson de veloura élimé ne parvient pas à masquer la dis-tinction. Je me promets toujours de déménager, mais, en attendant, je

A cinquante-deux ans, son univers est là, entre un stage de traite-ment de texte qu'il suit sans illu-sions et les 7,5 mètres carrès de sa chambre. Ce bloc en compte 243. Il avait été planté en plein centre de Saint-Pol-sur-Mer, au temps où les Maghrébies se faisaient embaucher sur l'heure au port de Dunkerque ou dans les acièries du littoral.

Deux décennies après, la région est industriellement sinistrée, mais le décor du foyer n'a pas changé. En tendant les deux bras, le résident touche les deux murs latéraux de sa cellule. Dans la longueur tiennent à peine un lit, une chaise et un lavabo, separe par une armoire scellée, souvent coiffée de l'inévitable valise de l'immigré. Le spectacle est le même tout au long de la coursive centrale aux muss sans couleur définie. La cuisine collective aligne ses batteries de réchands à gaz et de placards cade nassés. Le plafond des douches, piqueté d'humidité en dépit des replâtrages, trahit les défauts de construction

> «La fin du voyage »

Les locataires, eux, ont vicilli ou changé. Les places libérées par les Maghrébins sont occupées, depuis le début des années 90, par des Français qui représentent aujour-d'hui près d'un tiers des résidents. d'hui près d'un tiers des résidents. Au radeau Sonacotra so sont agrip-pés les victimes des restructura-tions industrielles, les « fin de droits» et les exclus de tout bord, préretraités aux prises avec l'alcool, jeunes en galère, libérés de prison en quête d'insertion, malades psy-chiatriques sortis du centre spécia-lisé de Bailleuf. Il va même au lisé de Bailleul. Il y a même, au milieu de ce foyer d'hommes céli-bataires, quelques femmes délais-sées, cachant leur détresse derrière des airs de chiens battus. Tous attendent, personne ne sait quoi.

"Pour eux. le foyer, c'est la fin du voyage», constate Resé Teules, l'agent de la Sonacotra qui gère au mieux les murs et les misères de Saint-Pol-sur-Mer. Coups de folie, tentatives de suicide et drames personnels sont le lot quotidien de ce directeur de foyer, abandonné à lui-même par les services sociaux.

C'est seulement par habitude qu'on l'appelle encore «foyer de travailleurs». Les trois quarts de res résidents sont inactifs, abonnés aux ASSEDIC ou plus souvent au fonds de solidarité ou au RMi. Co minimum vital, versé au début de chaque mois, permet de payer la redevance à la Sonacotra (360 F pour un loyer de 1 174 F, le reste étant payé par l'allocation person-nalisée au logement) et provoque quelques virées dans les supermar-chés qui, au retour, font «tanguer» le foyer!

Aime, trente-six ans, originaire du Dunkerquois, vit lui aussi au rythme des « cent quatre-vingt-dix mille francis (les 1 900 F du RMI) mute mancia (no 1 900 r di kmi)
complètés par l'allocation de
maternité de sa compagne,
enceinte de huit mois. Il y a
bientôt dix ans qu'il vit dans ce
foyer, six qu'il est « tombé au
chônage », licencié de son poste de manutentionnaire chez Creusot-Loire. Lassé des stages sans issue et des recherches d'emploi vaines, ilne sort presque plus, dormant la journée pour compenser ses insomnies noctumes.

Pour rester avec son amie, il a obtenu l'une des rares chambres doubles de la Sonacotra. La rage d'en être là, de croupir dans ce foyer leur met les larmes aux yeux. Ila se plaignent des bruits, des bagarres, accusent l'alcool, s'emportent contre les hommes politiques qui « parient toujours des tra-vailleurs, alors que, nous aussi, on vest des citoyens, on voie ». Aimé veut trouver une HLM, mais il hésite à quitter le cocon de la Sonacotra. Scule la naissance de l'enfant pourra permettre au couple d'obtenir une priorité et de quitter

> Le têve du «p'tit F2»

La plupart des occupants ont renonce depuis longtemps à une telle perspective. Certains Maghrebins vivent au foyer de Saint-Polsur-Mer presque depuis sa construction, il y a vingt ans. Céli-bataires sans enfants, étrangers, chômeurs de longue durée, voire RMistes, ils savent depuis longtemps qu'ils cumulent tous les handicaps et n'ont aucune chance de trouver un logement « normal ».

Abdallah, un Marocain qui a connu le chantier naval, les acié-ries, les plates-formes pétrolières, et vit depuis seize aus dans ces murs, ressasse le rêve du « p'tit F2». Chômeur intermittent depuis près de dix ans, il n'a pas fini de pester contre ce foyer où on mélange « les drogués, les vieux et les handicapés ». Comme beaucoup, il accepte des missions d'intérim, mais avec réticence. Le salaire de quelques jours d'un travail de bouche-trou ne compensers pas la dévaluation de son allocation loge-ment, calculée en fonction des

ils attendent, donc La pl ac possedont mene per un me

Une politique de rénovation systématique

tion de logements pour les travailleurs (Sonacotra) doit faire face à un rinuble déti : l'installation définitive d'immigrés, dont beaucoup vivent désormeis en familie, et l'apparition, dans ses foyers de province, d'une nouvelle clientèle composée d'exclus français. Parallèlement, cette société d'économie mude participe à des opérations comme le relogement des « Africains de Vincennes» ou l'hébergement de réfuglés yougos-

La Sonacotra sort déstabilisée et financièrement meurine de six années de gestion «chic et choc» menée par M. Michel Gagneux, 'ancien directeur de cabinet de Mr Georgina Dufoix, récemment inculpé dans l'affaire Trager (le Monde du 28 novembre). M. Gagneux, directeur général de la Sonacotra de février 1986 à janvier 1992, s'est lancé dans la diversification et les opérations de prestige, négligeant le parc de 70 000 chambres occupées à 80 % par les immigrés. Un rap-port de la Cour des comptes a épinglé sa gestion en contradic-tion avec l'objet social de la société, la passation de marchés sans appel à le concurrence, et indues à son profit. Contraint de démissionner en janvier demier après . ces . révélations, M. Gegneux a été remplacé par M. Michel Rolant, maire (PS) de Valbonne (Alpes-Maritimes) et

Créée à l'origine pour loger des ancien dirigeant de la CFDT travailleurs immigrés célibetaires, promis au retour dans leur pays, la Société nationale de construcceux qui en ont besoins.

Vingt ans d'immigration, d'usine,

de chantier, d'attente, et pas la moindre chance d'avoir sa maison

qui, au pays, fait le prestige de l'émigré. Pas question pour eux de rentrer si misérables, d'exposer leur

échec à une famille qu'on a parfois

oublide. Leurs retours se sont espa-

cés et leurs liens distendus. Leur

vie est en France, mais sans pers-

Pour les plus âgés, la Sonacotra fait office de maison de retraite. Difficile d'imaginer plus profonde solitude que celle de M.A., soixante-neul ans, Algérien engagé en Indochine aux côtés de l'armée

française, ouvrier pendant trente ans. Tire à quatre épingles, il vit

au foyer de Saint-Pol, avec une retraite de 2 600 F par mois, entre

sa télé et les parties de dominos

Beaucoup de résidents maghré-

bins craignent, à juste titre, de ne toucher qu'une faible partie de leur pension s'ils rentrent au pays. Cer-

tains Algériens contournent la diffi-

culté en vivant «à cheval» sur la

Méditerranée : ils séjoument quel-

ques mois en France, prenant pen-

sion à la Sonacotra le temps de

toucher leur retraite et de faire des

achats, puis retournent vers leur

L'exignité du foyer et la promis-cuité pésent moins aux Maghrébins qu'aux Français. « Les immigrés

ont toujours connu le foyer; pour les Français, c'est une déchéance »,

constate Omar Rafat, qui gère lui aussi les foyers Sonacotra du Dun-kerquois. Les solidarités villa-geoises, la fréquentation de la salle de prière demeurent des lieux forts.

Le racisme n'est guère visible.

«Les racistés s'écrasem, c'est la loi

du nombre », commente un rési-

dent. Embarqués sur la même gaière Arabes et ch'timis cohabi-

tent, melant leurs accents et leur

dans la salle commune

famille en Algérie.

pective. Ils om quarante ans.

Aux projets ambitieux, restés dens les cartons, de restructuration des foyers, il entend substituer une politique de rénovation systémetique. «Plus aucune photo honteuse ne pourre être prise dens nos résidences d'ici trois ansa, promet M. Rolant, Les projets d'agrandissament des cham-bres, qui, en réduisant la capacité d'accueil, supposent de reloger certains résidents, sont en effet bloqués per l'apposition systématique des maires à la construction de nouveaux foyers. Le discours sur les foyers, clogements transi-toires vers l'habitat social de droit communa, soutenu par la gouvernement Rocard au nom de l'intégration, se heurte d'autre part à l'exacerbation de la crise du logement, dont la clientèle de la Sonacotra est tout particulièrement viotime. La disparition des foyers, accusés de perpétuer des ghettos ethniques, n'est donc pas pour

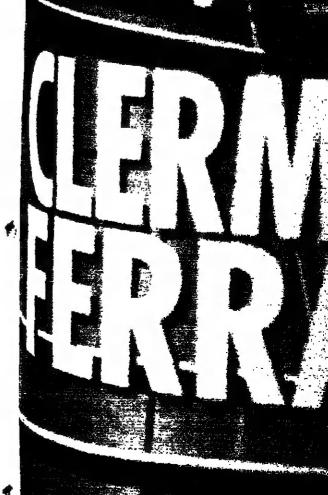
Pour tenir compte de cette récrientation, la Sonacotra souhaite développer, en collaboration avec les élus et les services sociaux. un e accompagnement social s destiné à corriger les effets de l'isolement dans lequel se trou-vant nombre de résidents, tout en terrant compte de la diversité de leur situation et de leurs origines.

Le Monde de l'éducation

Décembre 1992 **ENQUÊTE EXCLUSIVE**

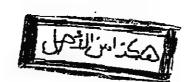
LE DIPLÔME, ARME ANTI-CHÔMAGE IUT, BTS, UNIVERSITÉS, ÉCOLES : LES DÉBOUCHÉS ET LES SALAIRES.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



"我跟"

QUI BO



deau de la Sonacon

12 16 24

271.25

1.78

 $\mathcal{L}_{\mathcal{A}}(\mathcal{D}_{\mathcal{A}}^{\Delta}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{\Delta}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}^{A}(X_{\mathcal{A}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}^{A}(X_{\mathcal{A}^{A}(X_{\mathcal{A}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}}^{A}(X_{\mathcal{A}^{A}(X_{\mathcal{A}^{A}($

Janvier 1991

Un nouveau centre d'affaires, le Centre Gergovia.

Septembre 1991

Un nouveau // n'aup = le ya = La Fa unt

Janvier 1992

Archives Legale multage et al ionales.

Mars 1992

De nouveaux locaux pour up : ele Supérieure de Commerce.

Juin 1992

Un nouveau musée de la aux Arts.

Août 1992

Un nouvel international.

Swittembre 1992

nouvelle école d'ingénieurs, l'Institut Fanda de l'Avancée (IFMA).

Octobre 1992

Un nouvea Falais de Justice.

1993

Construction d'un grand stade.

Extension du centre régional de l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA) (le plus important de France).

Transfert du Centre National du Machinisme Agricole, du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (CEMAGREF)

Extension du Parc d'Activités Technologiques de la Pardieu.

1994

Création d'un Institut Européen d'Informatique et de Modélisation.

Transfert de l'Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (ENGREF)

1992-1995

Extension de l'hôpita abriel Montpied.

• Le Monde ■ Mardi 8 décembre 1992 11

37

Le Centre

Ecole Supérieure

Musee des Beaux Arts

Avancée (IFMA)

UNE VILLE QUI BOUGE

13. 15. 15. 15. 15. 15. 15. Le Monie it in ENGRALI EXCHANGE

Service of the servic

and the same of the same of the same

The property of the control of the c

AND THE STATE OF T

Lors de sa onzième assemblée générale Paris

L'Association professionnelle des magistrats appelle de ses vœux une authentique alternance

nelle magistrats (APM, droite) s'est tenue samedi 5 décembre au palais de justice de Paris sur le thème de l'e alternance ». Présidée par M. Alain Terrail, l'APM, qui a obtenu 13.3 voix lors élections professionnelles du mois de juin, a dénoncé « les pièges d'un cohabitationnisme marqué par une logique 📠 📖 promissions 🔳 📕 collusion ».

Conçue lors de sa naissance, en 1981, comme machine guerre nouveau garde M. Badinter, l'Association professionnelle IIII magistrats (APM) touiours clairement revendiqué son une virulente Depuis ans. et n'a pas mėnagė 🖛 gouvernements

POITIERS

de correspondent

tiers m prononcé un jugement qui retient la responsabilité de l'hôpital

de Loudun la du décès d'un nouveau-né. Le l mai 1988, l'accouchement de Mm Mary-

line Polet s'était mal pard car il

avait tallu attendre quinze après la rupture de la poche des

caux pour voir apparaître l'enfant.

Celui-ci, prénommé Steven, était

Le tribunal sobservé que plu-sieurs signes cliniques auraient du

conduire l'établissement à diriger

REPRODUCTION INTERDITE

5• arrdt

11- arrdt

PARMENTIER

Lunamux 3/4 POES 99 m² Selfe de bains avec Jeouza. Lui de service posadele. 2 200 000 F. Marcadet. 42-51-51-51

14. arrdt

VAVIN. 5 P. 98 M2

= 1 ch., 44, sans asc. 00 000 F. 43-20-32-71

Mª PLAISANCE GO 2 P. Parist état, au 3º ét . 8018 vas-3-vas, dans bei Imm. ancien. A SAISIR. 845 000 F. 43-35-52-82

MOUTON-DUVERNET Dans imm. ancien, ravelé. 2 GDS STUDIOS. Refeit neuf.

700 000 F. 43-35-52-82

15- andt

PRIX INTÉRESSANT

VAUGIRARD 80 M2

imm. récent, it ch, park. Liv. 2 chbres, bains, loggia. #/jardin. 80, RUE BLOMET Sem., dim. 14 h-17 h.

quelques heures après.

Le tribunal administratif de Poi-

tice ivre, pousse I la la afin qu'il satisfaction certains,
son président, Alain Terrail,
dernière lettre de l'APM. Et vous ne qui parachever dei réformes précipitées qu'i-nopplicables èparaner times leçons et comptets ks méfaits corrup-

Lors generate use - l'APM le le «syndicat» -, H précipropos en dénonçant vigourépétées MM. Tapie «catastrophiques» «catastrophiques» projet il réforme et la procédure pénale a l'écomie de la procedure pénale a l'imperiment du nouveau code pénal. Quant a projet réforme du supé-rieur magistrature proposé a dernière par M. Mitterrand, il jugé «très incomplet», «Les

l'enfant un service 🖛 pédiatrie,

il 📥 dépourvu : le petit 🗫

ven geignait présentait cya-

nose des extrémités.

de procèder un tel transfert, le cen-

tre hospitalier a commis - faute

médicale qui a compromis les

chances de survie 🕳 🚾 🚨 🖛

subilité est donc engagée», out

estimé les juges. En conséquence,

verser 11 000 francs | des

parents, I 000 francs au frère et I la

sœur, = 1 000 francs 1 la grand-

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

5.7

line bit fact

FONTENAY-S/BOIS

10' RER, bole, NEUF

TRIPLEX

DOPTE TITAL YOUR

PRIX EXCEPTIONNEL 10 000 F le m² Le gouire : 42-65-11-68

MALAR-Manne

VENDRE. Appt 4 p., cuis i. de bris équipées, serr.

2 mm M- Marie-d'hwy 1 550 000 F 46-71-55-57, le soir.

CHARENTON 105 m2

1980000 F. 48-93-48-74

CLÉS EN MAIN

Neuf. 18 000 F fer ms Journille, résidentéel. malson de ville. Immeuble ville d'auceppon. Duplex 5/8 PCES 140 m² + terresses, jerdin. Frais rédults. 42-51-51-61

Province

appartements ventes

16• arrdt

22 000 F LE M2

Mr JASAMN, imm. ricent, cft. 44 asc. Bald. Calme. 30 m², entrée, baine. 14, r. Agar Code A 825. 8am., dm 14 h 30-17 h.

41, RUE DE PASSY

Lecusus, grand Sv., 2 chbres s/rus et jardin. 2 940 000 F. Mardi 8, 14/17 h.

PRIX HITERANT

Mº IENA 80 M²

Bon aren., 5- drg. asc. \$4,... 2 chbres. cus., beins. 22, RUE DE CHAILLOT Sem., dim. 14 h 30-17 h.

18 arrdt

45 m2. 450 000 F

Récent, tout confort, balcon. Immo Marcadet, 42-51-51-61

LA CAMPAGNE

A PARIS

privilégié, masson indivi duella, 160

trinc terraisse de jerdin arboré. Prix : 3 400 000 F Intimo Marcadet 42-51-51-61

GAMBETTA. Beau volume en duplex, 160 m² aménagés. SOLEIL 45-80-18-62

20- arrdt

19- arrdt

Au tribunal administratif de Poitiers

L'hôpital de Loudun condamné

après le décès d'un nouveau-né

propositions chef de l'acceptation de fin le partie, lançait M. The Elles de davanage de politicienne que d'une rolonté l'indépen magistrature.»

A l'approche des élections législa-tives, l'APM avait cependant décidé de consacrer son assemblée générale de consacrer son assemblée générale annuelle à l'alternance. Malgré la violitie annuelle à l'alternance. Malgré la violitie annuelle à l'apposition, us magistrats de droite ont affirmé à plusieurs reprises se garder d'un appinisme béat ». «Nous savons que la justice est devenue un enjeu de société de première importance, précisait le socrétaire général de l'APM. M. Dominique Matagris. Mais François Mitternand exigera sons doute des pages et des assurances du garde des cois Mitterrand exogera sons doute des gages et des assurances du garde des sceaux de la cohabitation. Nous crai-ment donc la nomination à la justice d'un idiot utile, d'un cynique banal et ordinaire ou d'un personnage décons-

de 1986 N 1988, M. Matagrin n donc affirmé se méfier d'use «alternance de façade». L'APM, qui demande l'abrogation immédiate du mill la procédure pénale actuellement discuté devant le Parlement et du code nénal qui devrait entrer en vigueur en 1993, souhaite renforcer les pouvoirs du juge d'instruction et œuvrer en faveur de la acertitudes des peines afin de valeurs. Les propositions de l'APM comprennent également une réforme Coaseil supérieu la magistrature (CSM) introduisant des magistrats tirés au sort, une progression significative du budget et... l'abrogation d'un décret de 1989 qui rétrograde le rang protocolaire des chefs de cour et de juridiction lors des

ANNE CHEMIN

Le juge Gallot et les «intellectuels pervers»

Après avoir dénoncé livres les « fossoyeurs » 👪 🖺 justice ■ la police, le juge Didier Callot a accusé, mercredi 2 décembre, Daniel Karlin, le réalisateur ■ «Justice en France», série documentaire diffusée - France 2, d'avoir travaillé 🚃 📻 émissions compagnie d'un « truand ». tidien de Paris, ce juge d'instruc-des Sables-d'Olonne, qui ne cache sympathies pom la droite, affirme que réalisation technique des films de Daniel Karlin I mi confice I un «repris de justice» condamné en décembre 1990 L trois mu de prison ferme pour me tentative d'exforsion de

appartements

achats

Rech. URGENT 100 à 120 m² PARIS, Préfère 5-, 5-, 7-, 14-, 15-, 15-, 4-, 9-, Paie compt. chez notatra. 48-73-48-07

VOUS DÉSIREZ VENDRE

non meublées

demandes

EMBASSY SERVICE

DE GRANDE CLASSE VIDES OU MEUBLES POSSIBLE

(1) 45-62-30-80

mubiees

0.7000

6- ST-GERM AM. Superbe 70 m² Gde ricept 1 chbre 3,50 m sous plut. B 000 F. — 39-58-06-24.

pavillons

fonds, Will Bone. « L'Etat mafieux est a nos portes »,

Michel le chef opérateur de «Justice en France», travaille avec Daniel Kartin depuis son pre-mier film, en 1970. «Il s'agit d'un des mellieurs chefs opérateurs fran-çais, précise Daniel Du temps de la SPP, il a travaillé avec Serge Houri et Stellio Lorensi.» Michel Bone a effectivement été pour une tentative de chantage sur un directeur d'hypermarché condamné en décembre 1990 par le NU de la VIII Cette a été confir-mée en appel, et Michel Bone a été incarcéré au lendemain du rejet de son pourvoi en cassation, au mois de 1992. Pendant 1990, n'ayant eté placé en détention puisque son casier judi-ciaire était vierge et qu'il présentait de solides garanties de représenta-tion, il a travaillé sur le tournage de «Justice en France». «Je savais qu'il luis inculpé mais je n'ai per l'habitude de demander leur casier judiciaire qui travaillent avec moi, note Daniel Karlin. Il a été condamné à la privation de liberté, pas au pilori. »

Le précomption d'innocence

Dénoncaut les « intellectuels per-Dénonçait les «intellectuels pervers», le juge Gallot profite de cette affaire pour épingler «l'inconscience, la pusillanimité, l'incompétence, wore la complicité » des hautes multiple judiciaires et de la chancellerie puisqu'elle avait donné son me vert à ce tournage. Lors de l'examen de ces demandes. liste les membres les membres l'équipe de Daniel Karlin avait effectivement et transmise au ministère de la justice et les autorisations avaient été accordées. ■ Aulourd'hui. ment plus rigoureux, souligno-t-on sont rédigées de manière plus com-plète : les périodes in travail déterminées précision et les noms des membres des équipes sont clairement spécifiés. De toute façon, les inscrites sur le casier judiciaire que lorsqu'elles sont définitives. Or, en 1990, lorsque l'autorisation a été accordée I Michel Bone, m appel, puis un pourvoi cassation étaient en cours, et, par consé-quent, son easier judiciaire était encore vierge.

Faut-il rappeter, enfin, que les aculpés bénéficient théoriquement la présomption d'innocence et que rien n'interdit à un inculpé de condamnation ou de son incarcéra-tion? En guise de conclusion, le juge Cantot livre d'ailleurs dans son entretien au Quotidien de Paris une curieuse conception de la détention provisoire: « Ceei me conforte, dans mon a priori favorable à la avoir souligné que Michel Bone n'a été incurcéré qu'en mars IIII. Dana les faits, celle-ci est la véritable sanction car, après le jugeon voit blen que le pouvoir politique fait 🗃 qu'il veut.» A. Ch. **FAITS DIVERS**

Le démantèlement d'une filière de « mariages blancs »

Unions tarifées

Sobtante personnes soupconnées d'avoir participé à une illus de mariages blancs » un été inculpées depuis quelques mois d'aptantion indue de documen administratifs s, de complicité d'« side 🔤 séjour irrégulier» en juge L'automobile du tribunal Bobigny (Seine-Saint-Denis). Le : Le démantelé par Le policiers des renseignements généraux était dirigé par un pseudo-cassistant juridique » et leunes femmes aurait permis 🛍 célébration in dasidas mis muu mariages de complaisance, facturé chacun 60 000 F à des Marocains en situation

lls ne se rencontraient que deux fois. Pour déposer un dossier à la mairie d'abord, puis le jour du mariage. Ces couples furtifs, trois cents au total, se séparaient immédiatement après avoir formellement échangé leur consente-ment devent l'officier d'état civil. Coût pour le «marié»: 60 000 F. procédure de divorce à venir compris. Sur cette somme, la «fiancée», une jeune Française au chômage, parfois une toxicomane, percevait de 20 000 à 30 000 F. Chacun des témoins recevait 500 F, tandis qu'il suffiseit de 200 F pour rémunérer l'éventuelle rabatteuse, chargés de recruter les jeunes fernmes.

Tout le reste tombait dens la caisse de l'organisateur de la filère, un citoyen israélien établi à Montreuli (Seine-Saint-Denis). Son répondeur téléphonique le présentait comme un eassistant juridi-ques et enregistrait les messages des clients, des Maroceins en eituetion irrégulière qui, le leur emeriages, pouveient obtenir une

avec les clients s'opérait à travers un petit réseau de rebatteurs et par l'intermédiaire d'épiciers maroceirs.

ment). L'enquête policière a aussi révélé des complicités dens une mairie du Pas-de-Celais, dont employés de résidence de complaisance.

Au total, quatre-vingt-dix-huit ont été interpellées, au fil enquête mois.

Parmi les soixents incubés, on retrouve tant les clients que leurs que l'organisateur du réseau, l'un des l'autres de leurs d des plus importants mis au jour ces demières années.

L'affaire intervient à un moment où de nombreux maires multi-plient les obstacles administratifs au mariaga de couples «mixtes», unions de compleisance. Ces pra-tiques, parfois llégales, font l'ob-jet d'un contentieux judiciaire croissant. Le maire, en tant qu'officier d'état civil, doit se bonner à vérifier que les futurs époux sont libres et consentants. Seul le procureur peut obtenir le nulité d'un mariage de complaisance. Cependant, le Conseil d'Etst, dans un avis rendu le 8 octobre, a jugé qu'un préfet pouvait légalement refuser le délivrance d'une carte de résident, à un marié «en blancs si le fraude est établie «de façon

PHILIPPE BERNARD

(1) Depuis 1984, un étrançar qui se marie avec na resportissant français obtient « de plein droit» nac carte de résident de dix ans. Estre 1986 à 1989, deux conditions avaiont été njoutées : que le mariage ait été célébré depuis au moins un so et que la communauté de vie soit arrectue. Elles ont mé supprincée en 1989, les restrictions précédentes s'étant révolutions précédentes s'étant précédentes de la complaisance mais pénalisantes seus les autérobles manuelles mariers précédentes de la complaisance mais pénalisantes seus les autérobles de la complaisance mais pénalisantes seus les autérobles de la complaisance mais pénalisantes seus les complaisances de la complaisance de la

23 Jahren 14

27 material error

Later Parishand

The A Court force

72:3 mda a 1 g

Comments and

THE POPPLY HERE

The Balling States

1. Edd Past Lig

TRIPETITE IN

al de anamaria

strate the

See A Total

The me m

(1) (1) (1) (1)

 $\| \mathbf{x}^{(k)} \|_{L^{2}(\Omega_{\mathbf{x}_{k}}^{(k)} \cap \Omega_{\mathbf{x}_{k}}^{(k)})} \leq \varepsilon^{-1} \| \mathbf{x}^{(k)} \|_{L^{2}(\Omega_{\mathbf{x}_{k}}^{(k)} \cap \Omega_{\mathbf{x}_{k}}^{(k)} \cap \Omega_{\mathbf{x}_{k}}^{(k)})} \leq \varepsilon^{-1} \| \mathbf{x}^{(k)} \|_{L^{2}(\Omega_{\mathbf{x}_{k}}^{(k)} \cap \Omega_{\mathbf{x}_{$

And the second s

AM 125 233

carte de résidere (1). Le pour les véritables quiples emixtes », L'assassinat d'un couple de restaurateurs en décembre 1991

Deux Français soupçonnés de meurtre au Guatemala

SAN-JOSÉ (Costa-Rica)

de notre correspondant en Amérique centrale

Le procès de deux jeunes Français soupcounés d'avoir assassiné au Guntemala, dans la nuit du 27 au 28 décembre 1991, un couple de tournateurs, ésalement français, a restaurateurs, de la République, M. Aciscio Valladares, qui demandait insistaurateur de la condamnation à menure tout autre affaire, M. de la condamnation à menure tout autre affaire, M. de la condamnation à moment précis où s'ouvrait le procès en appel de Jean-Philippe Bernard, vingt-deux aus, et Philippe Bernard, vingt-deux aus, et Philippe Bernard, vingt-deux aus, et Philippe Biret, vingt-sept condamnés en première instance, le 8 octobre, à trente aus de détention. Cette coïncidence conduit la

Cette coïncidence conduit la cette coîncidence conduit la défense et la famille des accusés à dénoncer «l'enquête laure l'annuer par la police locale. Venus de Marseille où ils sont tons deux hauts ifonctionnaires, les parents du jeune llean-Philippe ont présenté à la presse un rapport pri par jur un commissaire divisionnaire de la police française. M. Jean-Louis Kelpolice française, M. Jean-Louis Kel-bel, qui a établi une liste impression-nante de vices de forme. Un comité

de soutien, récemment and dans Bouches-du-Rhône, a recueilli 15 000 signatures pour « une justice

de notre pays en matière de la très mauraise de notre pays en matière de de l'homme, c'est plus commode, pour nos autorités, que ce l'rançais ». M' Fernando Linares, l'eve par la famille Bernard, l'un des plus prestigieux de la capitale.

Le manue des deux management avait provoqué un choc au sein de la petite française du Guatemata et de la haute société locale qui fréquentait l'établissement (Chez Pierre) Bernard Béreaud, cinquante-deux ans, et de sa Marie-Antoinette Perriard, quarante-quatre ans, originaires d'Or-

M. Béreaud, gaulliste et président

l'Union des Français de l'étranger,
avait un de cestaurant, Le Bistro, dont il avait confié la gestion dont il avait confié la gestion de son fils. Le seite d'un conflit avec celui-ci, il l'avait renvoyé en de l'entre d'avoir fuit appel à son neven, JeanPhilippe Bernard, aujourd'hui accusé d'avoir tué de occle. Les deux accud'avoir tué de occle. Les deux acculien politique visant le protèger des hautes personnalités locales ». Selon cux, les Béreaud pourraient avoir été remons les Béreaud pourraient avoir été remons les Béreaud pourraient avoir été remons les des personnalités importantes du règime ».

BERTRAND DE LA GRANGE

Junisprudence
(ARRETS: Cour de cassation,
Conseil d'Etat).
Législation

Législation (Travail, Impôts, Civil, Pénal...) Bibliographie (Droit français et international)

commande de copies

Locations

bureau

Em Eaux

Dans immeuble résidentiel, part, vé beas STUDIO, proche Notel Royal, 150 m plage, 27 m³ habit., 15 m² jard, prité. Park., cave, tr ch. East impec 43-59-89-74,

bureaux

A LOUER

125, rue de la la handerie Paris 16e Magnifique hôtel particulier rénové 1000 m³ BUREAUX

et GARAGES en sous-sol.

LOCAPARIS (1) 47.20.29.59

SOCIAL DOMICILIATIONS

locaux commerciaux

Ventes

BAIL A CÉDER BUREAU, 14 ARROT Pte d'Orisens, 33 m², selle de hans, cuisrie, wc. Ariser à neuf. 17£ : 45-41-44-24 88-38-67-97

LE DÉGREFFÉ : L'AIRT ET LA MANIÈNE D'AYOR DU BEAU HORKS CHER

- (Publické)

negociant en gros, rachète à prix très bas des stocks d'usine à travers butte l'Europe, lui permettant toute l'année de proposer des revêtements sols et murs à prix dégriffés.

de réduction sur tout magasin sauf articles en promotion sur présentation de cette annoace.

ARTIREC, 5 dépôts en Rég. Par. 12- (sols), 4, bd de la Bastille - 43-49-72-72

- (Publicité) -JURIDOC 7. rue de Surène 75008 Parts. Tél. : (1) 47-42-52-55. Fen. (1) 47-42-51-88. Les sources du droit en texte intégral :

Sur MINITEL par code direct SANS ABONNEMENT 36 29 9001

Makes was & M. Chark

Environmental Association Services

well from the street

والمراد ويونوا كالرواء المراجع والمراجع

and a stop about the

ومسجودا أأو المتنا

بيها ويسطان يعاني العسامهما أأكارات

A Committee of Market Springers and Committee of

 $(-1)^{n} = (-1)^{n} = (-1)^{n}$

And the second of the second

s are a property and

Buch Buch

Committee and Committee

the state of the second of the

The second second second second

The second secon

 $(\mathcal{A}^{(n)}) = \frac{1}{n} \left(\frac{1}{n} \left(\frac{1}{n} \right) + \frac{1}{n} \left(\frac{1}{n} \frac{1}{n} \right) \right) + \frac{1}{n} \left(\frac{1}{n} \frac{1}{n} \frac{1}{n} \right) \right)$

to a few and African

The second of th

A Secretary and the second and the s

The same of the same of the same

Pri Adding

A SUPERING BALL PROPERTY.

The second secon

The state of the s

The second specifical section of the second specifical section of the second specifical section of the second section of the second section se

and the second s

がまた。 一般など 一般などのこと 一般などのこと

A State of the Page of State Office

A comment of the

37

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

TAKE DILY !!

En Espagne

La marée noire a souillé cent kilomètres de côtes au large de La Corogne

notre correspondant

L'Aegean-Sea, qui est échoué, jeudi 3 décembre, l'entrée du port la Corogne avec 000 de de brut bord du 5 décembre), plus flammes mais il brâle toujours de l'intérieur, Une partie du pétro-lier econodant coulé reseau de la constant coulé reseau de l'acceptant de la constant d ler acependant coulé sans
l'on sache quelle quantité acreste dans ses réservoirs.

La noire de coviron cent kilomètres de s'étend ac plus de cinquante kilomètres de s'étend acres de cinquante kilomètres de s'étend acres de cinquante kilomètres de cinquante cinquan mètres carrés. Les kilomètres de

O Manifestation des opposants au tanuel de Souport. – Trois cents per-curiron out manifesté, samedi 5 décembre, 🖁 Pau, pour demander decemore, Pau, pour demander le engine du chantier tunnel du Somport remise neuf site. Impours après décision du tribunal administratif d'annuler déclaration d'utilité publique Pouvrage, Il opposants au défié, dans le calme, l'itable mille détité, dans le calme,

l'hôtel ville la préfecture.

M. André Labarrère, maire le dépuné l'est pyrénées-Allantiques, M. François Bayrou, président (UDF) du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, appelé le du l'amanifester à leur tour le décambre à Pau.

mauvais temps. Le pétrole passé par-dessus ou par-desso Huit cents tonnes de pétrole seulement ont pour l'instant pu être récupérées les équipes net-

toyage.

L'épave n'a encore être pectée en raison conditions météorologiques. Selon des estimations, des neuf réservoirs de l'Aegean-Sea seraient toujours ce qui signifie qu'il y encore 13 000 tonnes bord de l'épartie de l'épa qu'il falloir les pomper. La poupe toujours fumante du pétro-les grec à d'attirer les badauds au week-end, bien que l'accès sur les lieux ait été la habitants aussi allés constater l'ampleur des

alids constater l'ampleur des sur les plages.

La pêchi a été interdite par le gouvernement de Galice jusqu'au l'I décembre de la zone : 215 bateaux près de 800 marins sont désormais au chômage. Le organisations écologiques se maries pour Greenpages pour Greenpages mages. Pour Greenpeace,
noire plus importante
que coile de l'Exon-Valdez en
Alaska, co paraît cxagéré.
Cinq exports français CEDRE
(Centre documentation, describes et descriptions recherche et d'expérimentation les pollutions accidentelles des

barrages flottants installés l'entrée nombreux de l'enproduire? I ministre trapublics et transports,
M. José Borrell, a estimé qu'il
s'agissait « d'une erreure humaine
treit cents tonnes de nétrole seuleportugire » Le capitaine portuaire». Le capitaine l'Aegean-Sea, Konstall Stavridos, remis en caution, l'a imputée au mauvais temps.

Chacun se demande pourquoi l'Aegean-Sea, après mouillé padant deux jours large, a reçu dant deux jours large, a reçu l'ordre d'entrer au port milieu nuit alors que météorologiques étaient l'imperence le été établi le pilote port est monté l'oord dépit de appels l'aide du capitaine. Pourquoi d'autre part, ce pétrolier l'ille tonnes n'a-t-il l'imperence l'acrogne est réput la Corogne est réput la Corogne est réput l'acrogne est réput l'imperence celui du navire gree, menté comme celui du navire grec, une sur autre-

ment que par téléphone. Konstadinos Stavridos, quaranteans, a, selon la compagnie d'armement Aegea ... Traders, vingt ans d'expérience en mer dix-huit sur un manuel caractéristiques identiques l'Aegean-Sea deux ans mu commandes de l'acceptant le pétrolier de la commande de la comman drame n'est donc dû qu'à une d'erreurs i l'origine les responsables du port.

s'en d'ailleurs, ravivée. Le brut es effet déchargé dans le port avant acheminé par jusqu'à la raffinerie située sur la côte. Pourquoi ne pas créer les installations nécessaires pour le déchargement sur les lieux se sont toujours demandé les habi-MICHEL BOLE-RICHARD

MÉDECINE

Responsable d'une unité de recherche I l'Institut Pasteur

M. Kourilsky nouveau directeur scientifique de l'Institut Mérieux

LYON

de notre buresu régional

Actuellement directeur de l'unité le biologie moléculaire du gène à l'Institut Pasteur de Paris, M. Philippe Kourilsky Saint-Odile, le 20 janvier IIIL

(No le III juillet IIII II Paris, III, Phi-[Né le juillet Paris PhiKourilsky est depuis 1976, responsable de la limitation biologie

Pastear, une unité INSERM, il plus particulièrement intéressé aux antigènes d'histocompatibillét. Membre fondateur il la lift Transgène en 1981, il a aussi génic génétique. Outre différents et péens, ce directeur a recherche du CNRS, aussi membre du conseli acientifique Rhône-Poulenc, l'Institut une

DÉFENSE

Participant programme européen de missile antiaérien et antimissile

L'Italie propose de se joindre au projet franco-britannique d'une frégate antiaérienne

Le ministre italien de 🗎 défense vient d'adresser une lettre homologues français et britannique pour leur indiquer == son === étudiait la possibilité de participer au projet, commun à 🎫 🖷 🖷 Londres, de construction d'une fré-

Dans le III la France, cette frégate, dont la définition discussion la Grande-Bretagne

service après MILL

achevée à la fin la année, servira notamment à l'escorte M porte-avions. Elle disposera, ann are armes, a mis-siles antiaérones (avions a hélicoptères) 🔳 antimissiles 🕍 façon 📗 créer unum du porte-avions qu'elle une une une sécurité un l'ordre de la kilomè-Irm Les besoins de la marine nationale sont les quatre la coût d'une telle frégate déjà estimé 2.5 milliards d'francs

La France de Royaume-Uni prèvu de partager les frances recherche de développement. Chaque construira bâtiments, conomics attendues

batiments, economies attendues
Li coopération étant obtenues
l'approvisionnement
matériaux.

annonçant qu'elle étudie
participation éventuelle i programme franco-britannique, l'Italie a little entendre qu'elle prendra sa déjà au programme européen de missile antiacrien a antimissile (baptise FAMS ou Family of Anti-

RELIGIONS

State of the

Design Analysis Analysis

THE PARTY OF THE P

1 19 1 market a " 1 1 1 1 market a April Marketine

Carrie To Barrier

The state of the The state of the s En dépit de son contentieux avec le ministère de l'intérieur

La Mosquée de Paris reçoit de M. Chirac une aide pour 🗷 rénovation

M. Jacques Chirac, maire de musulman français, représentait une chance de la la situation. Paris, m inauguré, lundi 7 décembre, les travaux de quée, rue du Puite-de-l'Ermite dans le cinquième arrondisse. bakeur, était allé la veille il Verdun pour rendre hommage aux 100 000 musukmans morts pendant la première guerre mon-diale, dont le sacrifice avait été l'origine de la construction de cette mosquée, il y a soixantedix ans. Les liens entre ce lieu de cuite parisien et l'Algérie suscitent toujours les réserves du gouvernement français.

Vitrine de l'islam en France, Grande Mosquée de Paris, définexique de Paris, définexique de Paris, définexique de l'islam en France, Devant nombre constant de l'impartant de l'imparis qui l'imparis du patio central qui per-menaçait de

Cette subvention de M. Chirae
premier financement public à
ce lieu le culte musulman,
construit un climat d'unanimité le lendemain de l
première guerre mondiale, mais
qui, contrilé per Paladale, mais de bonnes relations avec M Chirae. le contentieux entre la Grande Mosquée et le ministère de l'intérieur (représenté, mais tement, sur insistance élyséenne, à la cérémonie 🏜 lundi 7 décembre) resque ====

Divisions

M. Dalil Boubakeur est le fils de Boubakeur, nommé recteur de la Grande Mosquée dans des conditions suspectes la Guy Moller des conditions suspectes par la Guy Mollet en pleine guerre d'Algérie (1957). Violenment contesté tour à la par Alger, vou-récupérer ses bens après l'indépendance, puis, la suite politico-judiciaires, par Paris, Si Hamza l'Algérie, en 1982, prendre de la Société des Habous, gestionnaire

contacts politiques,
taux, religioux, voyageant Alger
et Caire, désignant en France
imams locaux des multis musulmane, au-deit see divergences politiques ou natio-nales, une strictement reli-gieuse.

gouvernement pour lies évoluer les statuts de la Grande Mosquée les statuts de la Grande Mosqués qui emploie treate-cinq personnes nommées et appointées oar l'Algérie), afin qu'elle un bissement culturel spécifiquement français, indépendant d'Alger. Le ministre de l'intérieur, Paul Quilès, continue miser sur le CORIF (Conseil l'avenir de l'islam en France), l'avenir de l'avenir d Joxe, comme instance
tive et embryon d'une représentation musulmane. Il lui
récemment de nouvelles
missions, touchant aux môneries
hôpitaux, les prisons
l'armée, ainsi qu'à la programmation le la la programmation le la la le dévision. CORIF lui-même affai-par divisions

Manque d'interlocuteurs

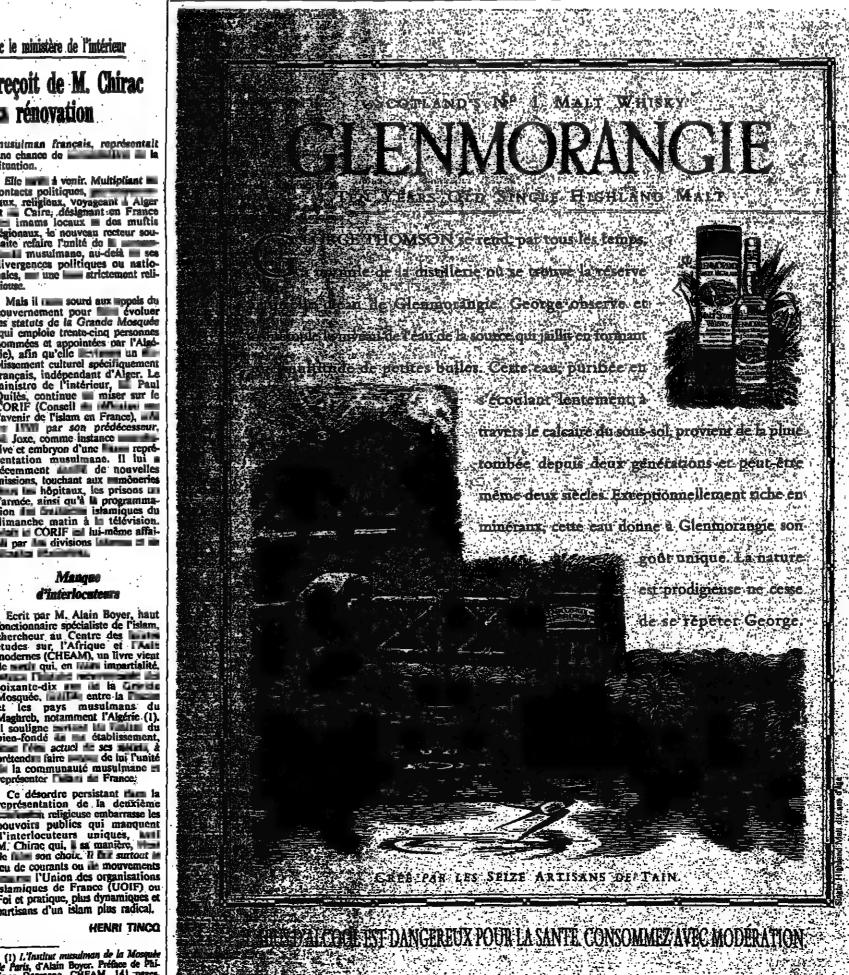
Ecrit par M. Alain Boyer, haut fonctionnaire spécialiste de l'islam, chercheur au Centre des detudes sur, l'Afrique et modernes (CHEAM), un livre vicat de qui, en modernes impartialité, soixante-dix la Mosquée, la entre la et les pays musulmans du Maghreb, notamment l'Algérie (1). Il souligne il souligne du bien-fondé établissement, actuel ses de lui l'unité la communauté musulmane représenter France.

Ce désordre persistant de la représentation de la deuxième religieuse embarrasse les pouvoirs publics qui manquent d'interlocuteurs uniques, M. Chirac qui, as manière, de le son choix. Il for surtout jeu de courants ou mouvements. "Union des organisations islamiques de France (UOIF) ou Foi et pratique, plus dynamiques et partisans d'un islam plus radical.

1982, prendre de la de la Société des Habous, gestionnaire de mosquée.

La nomination de fils, Daiil.

(1) L'Institut musulman de la Mosquée de Paris, d'Alain Boyce. Préface de Philippo Decraene, CHEAM. 141 pages. 85 F. Documentation française. 29-31, quai Voltaire. Paris-P.



Un gamin de Paris

Stéphane Grappelli, 85 ans, joue à l'Olympia avec Michel Legrand et publie ses Mémoires

Quel bouquin on aurait pu écrire! au alier jusqu'au Stendhal la Vie de Rossini Cortazar Mil Armes secrètes, on peut rever! Quel bouquin (1), pour peu qu'un écrivain I la hauteur de l'âme III violons l'ait pris en charge! Là, ils III mis II deux pour affectueusement côté du livre. Grappelli, qui n'a. en soixante de carrière, jamais fait goût), n'est par par par par par par par par par personnelle, truffé (grammaticaux) singuliers, fausses élément de vrais solécismes triples croches.

Enfin, tout même, on a Grappelli, pur «gamin de Paris» (26 janvier 1908), fils d'un mystérieux Italien adoré m d'une mère vite disparue, petit-fils du maire de Nettuno (il avait du m pendre après le scandale de amours pour une abbesse), ne musicien, qui n'en revient la Sa fraicheur jusqu'au bout, capacité d'émerveillement, du encore aujourd'hui. Il prend leçous de la rue, voit premier violoniste au metro Barbes. tient a son image poulbot. Le gout printanier des premières fois tourne Il l'inventaire. Nice, 1929: « C'était III première fois que je voyals un artiste (Chaplin) signer des autographes pur fans. » 1931 : C'est Saint-Tropez que j'al pour la première fois him porter short... r

Le père copie mi pages de sol-

fège Bibliothèque nationale. Pour l'amour du fils, il douce un harmonium dans leur douce un harmonium dans leur chambre bonne. force, Stéphane Grappelli peu le premier prix de Conservatoire. Il moment chanter mourir de rire, le jury fait la li devient français le juillet 1929. Il ne se console pas la mort du père, suivi au cimetière Pantin par un cortège de trois par un cortège de trois (Erasme, le demi-frère, III violo-

L'enfance Montmartre, entre cirque Marie où il s faufile, l'étui le bras, en

Quand il perd son violon, qui arrive plusieurs fois, il de discoursier, en fleurs artificielles (passage Vivienne), livreur chapeaux cloches, au mieux pianiste. Il suscite l'amitié. Il éveille l'intérêt clients. Avec Stéphane Nongin, André Ekyan, Philippe Brun, et d'autres «fils papa», Grappelli découvre une dont le nom papaz d'est trouvé. Quand ils jouent

saxophone alto, ils appellent ça l'u arrosoir ». Grappelli il altiste. A la Feria de Nice, on ne le garde pas : il n'a pu l'âge de jouer la les portes pour danseurs mondains (gominés). Dans le public, la Kronprinz, l'il d'Guille II, m Marie, que je regardais en jouant. Je public demande aujourd'hui ce qu'elle il devenue ». L'aga la public de l'esqu'elle il devenue ». L'aga la public de l'esqu'elle il devenue ». L'aga la public de l'esqu'elle il devenue ». que M∞ Ches-nin (zone fumeurs) couvre de

Paquebots, Brésil, samba.

Tropez pour l'ouverture de Galles
(l'été 1931), la prince de Galles remplace Jerry Mengo à la batterie, savent i proprement parler en jouer. I s'amuser, oui! Du i dégage i énorme impression d'amusement, i une pensée, philosophie active.

Coctean Int le benda aux mudours

Premier séjour d'Armstrong Paris, la improvisations la Boraf sur le toit la Cocteau « fait la bours » la tambours, décidément, Fréhel, Damia, Trenet; chez Florence, Brichtop, la Croix la la : d'un pupitre du musicien, un voit la sutrement. Ce le Doisneau, Apollinaire le Picasso cultima dans la rencontre inoubliable, douloureuse. Django Reinhardt. Django l'alter eso, le génie, le jeu comme simplicité une exi-

Rome, un homme aux lunettes cer-clées d'or et à la voix de tombe lui demande Body Soul. C'est Lucky Luciano.

tions. 1934 : premiers uit du quintette Hot de France

quelques minutes. Grappelli

Lucky Luciano.

De toute façon, Grappelli croise tout le monde et ne reconnaît personne. Il y a là plusieurs vies, des voyages, un Paris-Côte d'Azur qui prend quatre jours, une tournée difficite avec Solal, Kenny Clarke et Michelot, excusez du peu, parce qu'ils font la première partie de Paul Anka. Il y a là un océan de fraicheurs, l'ombre de Django (disparu en 1953), la guerre à Londres, les farces des musiciens (le musicien est espiègle), un nombre considérable d'escrocs immédiatement aimables, une extraordinaire densité de folies (la folie des musiciens de jazz est plus photolinique que de jazz est plus photol inique que celle des classiques), défilé de Benny Goodman, Count Basie, Stan Getz, Dizzy, Erroll Garner, Middel Legrand, bien sûr, sur le Toit de Paris, de Grappelli de Courte de Cou avec les fourchettes pour rythmique. Il y a ces promenades avec Nigel Kennedy encore enfant, ce type, Diz Disley, qui se rase dans le bénitier d'une sacristie qui sert de loge, Manitas de Plata prenant gaillardement la reine d'Angleterre dans ses bras (tête du protocole...).

Entre les lignes, on devine beaucoup. La naïveté de Grappelli, sa
vertu première, n'est pas célébrée
comme elle le devrait — il y faudrait du style, — elle est simplement désignée, donc accusée. Dommagé! On rève un film où la voix,
la juste voix de Grappelli, juste sa
voix, viendrait commenter voix, viendrait commenter in en noir et blanc (photos, documents, manual la la Woody Allen ou plutôt W. C. Fields) que la couleur gagne-rait progressivement jusqu'aux séquences du concert, pourquoi pas? L venir, m soir, demain.

FRANCIS MARMANDE (1) Grappelli. Mon violon pour tont bagage, du Joseph Oldenhove et J.-M. Bramy. Calmann-Lévy, III p., 95 F.

Concert à l'Hympia, avec Michel Legrand e 7 décembre. Tél.: 1

DANSE

Plissetskaïa à contre-emploi



A soixante-sept Ava. Mana a toujours a fourles jembes, al la danser. Toute proposition sux antipodes a « la Mort i muna qu'elle fois, l'excite. Aussis'est-elle jetés enthousur une illui du illuina 40 Edwige Feuillère et Annie Ducaux, au 1 Mari - III III Chaillot, de Giraudoux. Male peut-on tirer un ballet de cette pièce, dont l'iminir réside avant ton deep in property than their gues? A voir première tentative, la réponse est non. La fantaisie m la gaieté sont les grandes de la soirée.

Lan un décor unique, lugufaçada de qui n'évo-que en rien la terrasse de Chez Francis, à l'Alma, III IIIIII situe son pramier acte, ill piètre chorégraphe Gigi. Caciuleanu e gentils » (la bouquetière, le chiffonnier, la marana etc.) comme celui des « méchants » (banquiers, politiciens III autres cadorateurs Weeu d'ora). voit s'agiter mollement que zombles. L'action MI parincompréhensible qui n'a pas lu la pièce. Qui peut deviner, per exemple, que le bidon de plastique

il y a plus attemme. Est-ce son chorégraphe qui l'a imple ainsi, l'a-t-alla imple elle-même? Sage petit chignon im ballarine, marilio solici mare sin silection (sauf tout à 🗎 fin, ell une revient un estimate du pour faire ligne impeccable), Mate Plissets-Joue Phèdre, Anna Markette u la Travista, will ce qu'on voudra, is is dame excentrique II intrépide qui die vie, dirige en chef d'armée son complet criminal son triomphe final. It signifient cette mine obstinément pantomimes ques, ce sinistre pes de deux ultime dans les bras de la marie nier, lui aussi revenu en noir? pointes sont ancore solidas, mais elle a bien peu il denser.

Restant M besute de son petit visage effilé comme une ses bras poignets aux ondulations légendaires. Et un tempérament de tragédienne qu'on se désole de voir ici à contre-emploi.

Un face you down some continue glorieuse. Il - temps de le rattraper.

8. de N.

L'appel de la sirène

Un opéra subaquatique de Michel Redolfi à Grenoble

correspondance

Pluie, vent : le festival des 26 novembre) portait son Il un temps à ne pas mettre un Grenoblois dehors. Pourtant, ils un Grenoblois denors. Pourtant, ils sont quatre cents la créala Crysalits, l'opéra subaquatique Michel Redolfi (1), et auraient été bien plus nombreux encore si la intempéries n'avaient empêché d'utiliser, il prévallé l'extérieur du la pique installé l'extérieur du la pautique.

Drôle in tenues pour un visuant : Drôle tenues pour un maillots de bain, masques ou de plongée, de plongée, boules Quiés l'Drôle l'E: une piscine de la banlieue Grenoble, où l'appendieur de public, s'agitant de représentation : de monde. d'éclaboussures, trop bruit la deuxième, le public des plus silencieux, plus sage.

Les conditions étaient des réunies pour au au la par-tition Michel Redolfi. Au fond, dans l'eau, musiciens : perportique de bronzes acoustiques et de numériques, la canta-trice Yumi Nara, dans bulle de verre, et le compositeur à sa table de mixage subaquatique.

tinant til sons til et i flux
des synthétiseurs commandés «à
l'air tibre» par Michel Pascal et Luc

Ouatorze micros étaient placés quatorze micros etaient piaces
irrois intérieurs du
stade. Ce dispositif complexe qui
nécessite une ingénierie très sophistiquée, à Dan Harris, a, malgré
quelques pépins, bien [II]
par
retransmettant sur un
circulaire la impare qu'elle cent circulaire i images qu'elle capadans l'eau. Il accompagné par l'estraits couleurs vives qui définissent l'air un géométrique.

Résonances abyssales

A la fois cristal et chrysalide, Crysallis s'impose and d'abord par la limpidité de la composition. Pour impressionniste d'une durée le soixante-six minutes, profondeurs. Ils dus comme coraux, lumineux comme reflets furtifs
poissons argentés, fluides
onde qui court. d'effets imitatifs, mais une d'ambiances sereines parfois cantes. Car si la domine, les résonances abyssa cloches bronze, synthé-

grandes profondeurs. I'eau, prend autre Le son arrive quatre plus vite que l'air. Il pénètre la boîte cranienne,

Dans la piscine, flottant sur le dos, accrochés la miplanches, agglutinés autour des musiciens, = dessinaient un la mirique dessinaient in onirique ludique. Il écoutaient it tout leur la voix de Yumi Nara, lière, rassurante. Elle parle, elle chante les mots en japonais qu'elle a écrits elle-même : ils qui dans la mer, les coquillages qui roulent et il poissons aveugles des grands fonds. Elle improvise, module, prolonge par la

tiseurs 🔤 côtoyer le vertige des 💮 voix la musique suspendue. Et lorsqu'à la fin du concert, elle sort de sa soirée étalée sur l'eau comme dernières notes, les auditeurs, dans la piscine, forment un cercle d'elle, hommage à la sirène qui a si bien me charmer im hommes-pois-

(1) Un extrait de Crysallis n dédité en mini-CD, premier d'une «col-Rugissants» dénommée

► Festival des 38º Rugiesents de Grenoble, jusqu'au 11 décembre. Tél.: 76-51-12-92.

PIERRE MOULANIER

Vrais ou faux Van Gogh?

Six dessins, authentifiés par le laboratoire de la police parisienne, sont contestés par les experts hollandais

AMSTERDAM

correspondent

N'en déplaise l Valérie man Plateroti, deux avoir

Telle est la conviction

Van Gogh depuis le début l'affaire, = rien ne l'en a fait changer : ni l'expertise judiciaire effectuée par police scientifique préfecture de police de Paris, qui a conclu, le 12 dimensione 1991, le musée par découvreurs, ni la correspondance assidue le musée par médiatique obtenu dernièrement par un chef d'entreprise ami de mediatique obtenu dernièrement par un chef d'entreprise ami de dernières, Patrick Campi, qui prépare l'exposition de inédits à l'Espace Cardin en mars-avril

Le prem contact les pro-priétaires de musée

alors que la grande rétrospective Van Gogh bat son plein : for-de résonance une découverte, 4A epoque, des appels de plusieurs us monde signalant découverte d'œuvres inconnues», se souvient Frits Becht, président de la manifestation. « Notre politique de diriger interlolle de la manifestation de la manifestation en le le qui jouit l'occurrence d'une autorité l'occurrence d'une autorité envoietelle le l'juin au bulle la réponse la réponse de suis d'avis de l'octurence d'une autorité envoietelle le l'juin au bulle l'occurrence d'une autorité envoietelle le l'occurrence d'une autorité envoietelle l'occurrence d'une autorité envoietell

Des signatures mises 1 jour

Joint J décembre,
Van Crimpen n'a pas J ces des: Dans photox, n'il faut
voir les mais, ici, c'était inutile, l'évidence pourtant, janvier 1991,
vateur acceptera, téléphone,
principe d'un visuel des
principe d'un visuel des
principe d'un la visuel des
principe d'un principe de Paris, Les
propriétaires m'ont appelé pour
dire signatures
à jour; et j'ai envisagé de profiter d'un voyage d'affaires à
les de

Hans Van Crimpen. Mais ce voyage n'a pas eu lieu et je n'ai finalement jamais vu les Van Gagh. »

pourtant, Patrick Campi, qui se dit « scandalisé » par la légèreté du musée, nous a afirmé que ce dernier « a bien vu les dessins : son exper, Ronald Pickvance, nu passé le 3! janvier 199! à la police scientifique, où il m formulé six remarques, qui out finalement été réfutéer par le laboratoire ». Les remarques de l'expert écossais portaient sur la non-utilisation par l'artiste du fissin, sur le format inhabituel des œuvres, sur le fait que Van Gogh ne serait jamais allé aux Baux et n'aurait jamais dissimulé de figures dans ses tableaux. C'est ce qui renter d'un document non officiel mais ressemblant à un procès-verbal du passage à Panis de M. Pickvance. C'est là, sans doute, la source du

C'est là, sans doute, la sounce du malentende entre M. Campi et le musée. Celui-ci n'a jamais demandé formellement à l'expert écossais, qui travaille pour lui au coup par coup, de se rendre au laboratoire de la police judiciaire. MM. Van Crimpen et Van Tilburg nous l'ont en tout cas affirmé. Les chercheurs de la nolice francaise, menant en l'occurcas aftirmé. Les chercheurs de la police française, menant en l'occurrence une expertise tout à fait inhabituelle, puisqu'ils sont d'ordinaire chargés de détecter— les faux tableaux, peuvent en revanche très bien avoir voulu consulter M. Ronald Pickvance, qui est l'un de meilleurs connaisseurs de Van Cogh. Et son avis n'engagerait de n'en le musée. en rien le niusée.

Le second point litigieux entre M. Campi et le musée concerne pré-

l'authenticité d'aun faisceau d'éléments pou-ferme conviction raisons stylistiques, dessins Gogh. Je suis IIIII déceroir.

Vernes a acheté Jar
Auvers, l'un de l'action de l'ac

New-York, par un homme d'af-faires japonais. La chute des prix neur, au la la tableaux sur le marché de l'art depuis plus ornent l'Arie de l'Orangerie le deux ans explique cet écart Paris.

police, nord le 12 décembre par listique (limitée à main perspectives) l'aquelle se une le limitée à main perspecpoliciers français.

aussi que le musée, -une pratique habituelle qui donne le dernier ma à l'historien de l'art, n'attache qu'une importance Tapport judiciaire. "Les conclusions techniques contredisent l'étude stylistique de historiens de l'art; de la enquête technique n'est rien de plus qu'un appui li l'avis artistique, est déterminante, sti-ainsi la l'avis demois Van Til-

CHRISTIAN CHARTIER

Le «Jardin à Auvers» vendu 55 millions de francs

toile, estimée entre 50 et 80 millions de francs, pour 55 millions de francs, dimenche 6 décembre

Le Van Gogh le plus cher au monde reste le Portrait du docteur Gachet, acheté 456,7 millions de france, le 15 mai 1990, à

ment historique » le James à Auvers. Cette décision a notemment pour effet d'interdire su propriétaire 🖷 📼 🗎 toile 🝱 France, a qui a freiné les

matrice. Ca pryonge sub mis en vente per Jacques Walter, Malie de l'atticione de l'atticione



1/00/ 5

100

100

Tarang of Empire day drive

ومشور r stephentere. ويبوسوها غامج

aran ay Aylan sa

i izegipang padaman padaman padaman padaman

أوله عرب

्रिकेट स्टब्स् स्टब्स्ट्रिक

يربه بفوطها داران

1920) A

 $t_{m_{0,m_{0}}}$

THÉÀTRE

Et les glaciers seuls entendirent leurs paroles

Quand le poète et l'acteur passent les win limites de la perfection

CONVERSATION SUR LA MONTAGNE

ou livert

C'est un homme, il semble tout à fait jeune encore, qui dans un village de vraiment haut dans la montagne. «L'air des cimes», on dit, clarifie-t-il la des choses? Ce montagnard de rit le les arbres, un outil, une fleur, par lumière. Que fait là cet bomme?

Adeux reprises il du marche dans vie Est-il un voile au poumon? Il marche dans neige, bordure bois. Solitude. Songes éveillés, il écoute sa qui court un partout. Il caboche, c'est-à-dire qu'il parler seut, il un plus commun l'on ne croit.

La péroraison suscite-t-ello, en vis-à-vis, an écoute? Une imagination d'écoute (il n'y a là personne). Notre discoureur des neiges est bientôt rejoint par un bonhomme sans feu ni lieu, qui lui coller aux talons, vini moulin l parole lui lui, et suivi per un garde in corps inquictant mais presque silencieux. Chez ce cou-ple : obsession d'une feuille blanche, d'une plume, de quelques goulle de sang, d'un pacte.

Un prodigieux numéro de présence-absence

ils ont lu aussi Hölderlin, Lenz, Schopenhauer, comme le jeune montagnard poitrinaire ou schizoide a lu Nietzsche, Freud, Kafka, Temme Bernhard, le va-ctvient deux monologues n'est de la petite bière. Tous les copains de la c'est d'une intelligence. soutenue, êtes continûment sous le charme, et cela d'autant que le vrai discou-reur. l'auteur de la pièce, Eugène Durif, se montre aussi

10.00

trait : une écriture IIII en === leurs, en reliefs, en petits d'air, une écriture un point serré, impeccable, min quand pinioliment accidenté (comme la chandails tricotés grand-mère i III main).

Un formidable dun d'élogueges. * sujet » défini puisque valdinguent rum in sujets haut mics, in l'Ararat (havre in Noc) au Brenner (nid du Führer). It Conversation sur la montagne, d'Eugène Durit, en in montagne, d'Eugène Durit, en la mémoire ou situent la mémoire parent, e'est un acteur seul qui « joue » = 11 manure. Et l'exploit de l'acteur, Jérôme Kircher, = 1 moins = 11 manure.

Aidé, déclare-t-il, par le semina de deux anciens camarades du Conservatoire, Patrick Pinner of Sylvic Orcier, E Kircher présence-absence, de communion-distanciation, de dédoublement, ill ruptures, d'envol, d'exploration du dedans, d'avancée Il l'avenglette. Si l'expression de l'acteur se l'ait parfois poésie, Jérôme Kircher l'exemple. C'est et grand =

Reste un point tout même essentiel: impossible in pas ressentir, devant ce spectacle, qu'il est « trop bien ». Et ce n'est une plaisanterie. Vraiment trop pien. Trop bien écrit, trop bien pensé, trop bien joué. Le metteur en scène Lugné-Poe disait parfois à telle et telle actrice, et choses : « Yous êtes beaucoup trop bien, » l'acte II. » ici, tout est bien du début » la lin. Manquemit-il un rien d'inconscience, un doigt d'inculture? Une touche

MICHEL COURNOT

▶ Théêtre cuvert d'hiver,
 94, bd = Clichy, 75018, tél.:
 42-82-59-49: Jusqu'au
 12 décembre.

LA VISION FUTURISTE DE

RIDLEY SCOTT

DANS SA VERSION INÉDITE

EN EXCLUSIVITE AU

Gaumont

Grand Ecran

LE 9 DECEMBRE

CULTURE

Comédie désenchantée Alain Françon retrouve Feydeau dans une suite de monologues interprétés par Gilles David

SAUTE, MARQUES!

au Rond-Point Selon son biographe Henri Gidel, Georges Feydeau est «le La Roche-foucault du vanderille » le Schopen-hauer » thèâtre gui». Im pessimiste persuade » les humains, pour la plupart, » intempérablement bêtes, égoïstes et mesquins. Tels sont, en les personnages des monolo-qu'il fizzini man de 1882 – il avait we vingtaine d'années, - et qu'interprète le comédien Gilles David un spectacle en collaboration avec Alain Françon. On I Imper à la les imbéciles leset 😝 idioes courroucés. La premiers se talent tale malins parce qu'ils sont devenus riches aen se pri-

persécutés I au d'une 🚃 🛎 dents mi parce qu'un dissi a loi b leur pantaion. Ce qui relie le bonheur des uns m la malheur dei austra, c'es um etambient disproportion la la et l'effet, la réalité de 200 de la lectre un dérapage anticipant les les délirantes inconséquences in la les de l'absurde.

De sophismes en tautologies autres lapalissades - du genre «Qu'on nous donne des pièces, et on

runt de auts » et prennent les quolis. A commencer par les faux-semblants. Lique et désenchanté en dépit de son d'admiration: monologues eux-mêmes, comme la la efaux, archi-faux a e le Monsieur qui n'aime pas les monologues», qui per expriment il merce in bril ic conversations dialoguées : Im angoisses devant les maria martina la solitude, la prevreté, la vieillesse, la men. Pour la l'acteur

d'un canapé u d'un nez de A limit and La exploits par le voire le trument du despri quand les caleçonnades et succès de salon tournent au me s'apercerna même pas qu'il n'y a cauchemar. L'autre souligne la bouffonnerie du la leurres de la décline avec brio la leurres de la logique et les divagations de la vérité.

- comme la en d'Alain Françon, - s'achève nouvelle longtemps inédite, la Mi-Carême, qui maure bien le noir du comique A Feydeau. La dernière image est celle d'un homme simple et pur, l'opposé des fantoches qui viennent E défiler, hurlant son désespoir de veuf à travers la trogne d'un masque de Jocrisse. La vie, une 🔤 🕮 plus, 🛚 de le le le le le le grotesque et la tragédie.

BERNADETTE BOST E la Rond-Point, Théatre Renaud-Barrault, jusqu'au | jan-Tél.: 42-56-60-70.

CINÉMA

Filmer comme il faut

Sept films pour lever un coin du voile sur les réalisateurs vietnamiens.

Découvrir une cinématographie nationale de lours une expérience appétissante. A fortiori lorsqu'il s'agit d'un pays qui joua un rôle aussi crumina de l'histoire et l'imaginaire de l'imaginaire de l'imaginaire de l'imaginaire de l'imaginaire de souvent vu au cinéma mais filmé par ses (ex?)-ennemis, américains (de Voyage ress l'enfer et Apocalppe l'à llambo) puis français (l'Imaginaire de l'Imaginaire de l'imagin

Sept films, ce n'est pourtant pas beaucoup, estime à six cents le nombre de tongs métrages de fiction réalisés depuis 1959, répartis en nombre égal entre productions du Sud, du Nord et du pays réunifié. De la première catégorie, pu une image ne sort des étagères officielles. Heur les autres, la date historique de IVII est moins significative que la distinc-tion par sujets, et le (relatif) virage

Cinq films projetés à Paris concer-nent les guerres. Guerre contre les Français dans le plus ancien, et l'un des meilleurs, la Jeune fille Buo Suo (1963). Ce récit mélodramatique de rensagement les rangs du Victminh d'une jeune habitante d'un village le pêcheurs, servi par une belle
mise image, évoque par son
lyrisme productions soviétique
teur, le vétéran les Ky Nam, a

Situé également durant la guerre d'Indochine, on pourra voir l'instoire de deux gamins obligés de survivre seuls dans la jungle, Chom et Su, dont les qualités sont en partie génées parce qu'effes systématiquement parasitées par un discours l'institut au appuyé. Tous es films (même tournés après la victoire) des commandes nolitiques. Entre des commandes politiques. Entre élan révolutionnaire et propagande d'appareil, la distinction relève de d'appareil, la distinction relève de

les laisser de côté, pour admirer le plus beau film de la sélection. Terre dérastée, en 1979 par Nguyen Hong Sen, histoire d'un couper de l'accepts vivant dans un paysage inondé, et de de l'US Air Force acharné à les détruire. Sans l'image des laires américains y est-elle caricatu-rale, mais pire que l'impuis-ment d'Hollywood, un des dizannes de films, à simplement montrer les victuamiens?

C'est encore la guerre qu'évoque
Une bourgade à portée de la main
(1982), de Dang Nhat Minh, mais
cette fois contre les Chinois, en 1979,

L ville en ruine le Lang-Son où
rre un journaliste qui y connut jadis



JOSEF NADJ THEATRE JEL

DU B AU 12 DEC. . 20H30 Comedia Tempio 10 danseurs-comédiens et II musiciens

■ PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Découvrir une cinématographie l'amour. In un plan superbe une réglier une vie juste, une mathanne détour d'un laure lourdaud et détour d'un laure les soignent. Intrigant travail au instructif qu'on une en filigrane une critique la carriérisme ouvert ve au cinéma mais filmé par de l'hypocrisie une l'internation de juger de ce qui la manipulation. filigrane une critique de carriérisme de l'hypocrisie de la Vietnam socialiste réunifié. Le film des manuels Toujours est-il que la «peres-

Un film, tourné cette même et sans doute pur l'opéract sans donce en cours, - rend compte de ce changement: le documentair. Viere comme il faut, étrange exercice d'autocritique «en direct». Sous les auspices d'une phrase de Marx et l'Instigntion d'un entre l'instigntion d'un entre l'autocritique (en little sur son lit de mort, le l'autocritique (es faux-semblants). prend de critiquer les faux-semblan et les impostes du maria a la composte de la

Il Minuted comment in and «peuple» a été vidé de son sens, interroge sur la principes qui

troika» vietnamienne a permis, depuis, de d'un de la la la la la la la la la mobilisation de cinéastes. Le pouvoir politique a durant deux ans tenté d'interdire cette parabole de la limitatrice VIII Linh, qui montre des paysans grugés par des illusionnistes faisant apparaître mi du riz pour dissimuler leur recherche d'un gisement d'or... Mais, si les cinéastes s'essaient au genre, parfois périlleux, de la métaphore, les images simplement représentatives du pays aujourd'hui restent rescriptiste ». le securité à la centure rescriptiste », le soumis à la censure «socialiste», le cinéma est simultané-

ment envahi
listes » en de Hongkong
lement. Etrange mariage de la carpe
politique muette et du chaud lapin
économique, l'esthétique l'internoigne cette double menace,
nombre de réalisateurs ne rechignant
pas mêler les lourdeurs démonstratives du réalisme socialiste
aux procédés raccoleurs
« kung-fu » d'hémoglobine,
zooms es deux tendances, et dans

Entre ces deux tendances, et dans des conditions de précarité matérielle extrêmes, quelques dizaines de met-teurs en scène tentent de trouver une voie originale. Voie étroite mais Vietnam on a déjà de plus improbables défis.

JEAN-MICHEL FRODON

Du au 15 décembre au cinéme Utopa. L'rue Champollion, Paris-5'. Tél.; 43-28-84-85.

POURQUOI THY?



FIABILITÉ ET PRÉCISION ... Sécurité m précision sont un gage de professionnalisme, un

concept de base essentiel en aviation.

Depuis 59 ans, Turkish Airlines a iiii de cette philosophie iii

devise pour toutes am activités en Turquie et à l'étranger, au la terre annua au ciel. Elle jouit actuellement d'une excellente réputation, nullement usurpée, parmi tous les usagers des transports aériens de par le monde.

Les professionnels et techniciens de Turkish Airlines forment une solide équipe, parlaitement qualifiée, = service 24 heures sur 24 pour assurer votre sécurité 🛮 bord. Fiabilité 🔳 ponetualite sont d'ailleurs leurs maîtres mots.



Sa iffilm

and the

THE PERSON NAMED IN ---

- Land

0.018

STREET STREET, STREET STREET, STREET,

The state of the s

THE RESERVE TO SERVE THE PARTY OF THE PARTY

The second secon

THE RESERVE AND A STATE OF THE STATE OF THE

A Demand of the Control of the Contr

Strategic and an ampair of the second

銀行 かんかい おおり こうしゃ かんしゃ (1987年) ・ 実践者 30 でおり おおります。

Bert Landing

25-14-14 A

E---

The second La Principal

k.

Birmus ~

Burn

tage of

Bar Deligion

RA:

 $\mathbf{t}_{2,m_1,\dots,n_n}$

1. . .

Dr. Santa

North Contract

NA 26 POST 1

AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

AMPHITHÉATRE DE LA SORBONNE.
Moïse: 20 h 30 lun. Opéra de Rossini
(version de concert). Fabienne Chenoyan,
Chantal Nuzzo (sopranos), Philippe Fourcade (baryton), Philippe Greneche, Rey
Homblower, Jacques Noel (trênors). Eric
Mertin-Bonnet, Jean-Philippe Doubrère
Lessan, Geneviève Gervex-Voguet (mezzo-soprano), Chosur Roland-Lassus,
Crchestre symphonique Pro Arte de Paris, Orchestre symphonique Pro Arte de Paris, René-Pierre Chourseu (direction). AUDITORIUM COLBERT (BIBLIOTHÈ-QUE NATIONALE). Perry, Helge Antoni: 12 II mar. Soprano, piano.

Antoni : 12 II mrar. Soprano, piano.
Chopin, Donizeri:
AUDITORIUM II HALLES
(40-28-28-40). Hans Blochwitz,
Rudolf Jansen : 19 h mer. piano.
Schumann Vogler, b Hausmann :
In jeu. Schumann, Brahms.
AUDITORIUM DU LOUYRE
(40-20-52-29). François Lelaux, Emmanuel Strosser : 12 h 30 jeu. Hautbois,
piano. Dutillaux, Dornti, Schumann, SaintSaens.
AUDITORIUM SAINT-GERMAIN

Saens.
AUDITORIUM SAINT-GERMAIN
(43-25-78-82). Ensemble Germaine Tailleferre: 20 h 30 jeu. Gisèle et Chantai
Andranian, Gérard Permentier, Jean-Marc
Lesage (piano). Caracian Brière (violon).
Jacques Villisech (baryton). Tailleferre,

BOUFFON THÉATRE (42-38-35-53). Nathalie Duong, Joël Rivière : 21 h mer. Chant, gultare. Mozart, Em Satie, De

CENTRE DE LANGUE ET DE CULTURE TALIENNE (48-34-27-00). I Sekiguci, III Cipriani : 18 h Soprano, clavacin. Vivaldi, Pergolèse, Bach, I

Bach, L.

GENTRE POMPIDOU
(42-74-42-19). Ensemble de l'Itinéraire :
21 h mer. Philippe (direction). Fameyhough, Ullman,
Avanti Chamber I : I h 30 ven.
(violoncelle), Jukka(direction). Saarlaho, Lind-

(direction). Searisho, Lindberg.
CENTRE MANDAPA (45-89-01-60).
Corinne Laporte, M. I. Seint-Bonnet:
21 h lun. Chant, harpe. Muelques anciennes Illitoriques.
LE CERCLE (43-22-50-45). Vienne Express Trio, Alexandre Markees: jusqu'au 20 décembre, 20 h 30 sam.; 13 h
Anne Thomas (plano). Illitoriques.
Ripoche (violon), Eric Fuscardelle, Brahme, J. Strauss.
CHATELET. THÉATRE SESSEL L DE PARIS (40-28-28-40). Muchès Bosgner:
12 h 45 Haydn, Beethoven Sabine Toutain, Jean-Marc Volta III. h 45 vert. Alto, clarinette, Plerre-Lourent Almerd (plano). Schumann Orchestre de Paris: 11 h sam, Semyon Bychkov (direction). Beriloz, Concert réservé sux moins de II ans Ensemble crichestral de Paris: 20 h 30 lun. Lelle Catalli (soprano), Martine Dupuy (mezzo-soprano), Hanny Lewis (direction), Rossini Chosur et ensemble de la Medeleine: 18 h 30 mar. Joachim Herverd de La Montagne (direction), Haendel.

Unceur et ensemble de la Madeleine : 18 h 30 mar. Joachim Herverd de La Montagne (direction). Haendel. EQUISE DES BILLETTES (42-46-06-37).

Reyss : 18 h jeu. Orgue. Couperin, Bech. Duprá.
EGLISE DES DOMINICAINS (45-63-63-04). Ensemble Kaláidoscope : 20 h 38 vem Joel Mezsau (direction). Bach. Vivaldi.

EGLISE ÉVANGÉLIQUE ALLEMANDE.

orchestre Pro Musica de Parls : 11 30

Jan. La le Parl (soprano), d

Dürkop (contraito), (ténor),

Jean-Christophe

Mouillère (violon), Trajan Popesco (directions) tion). Beethoven. EGLISE SAINT-EPHREM-LE-SYRIA-

QUE. Trio Appassonate: 21 h sam. Haydn Ensemble baroque Paris XI: III h 30 sam. Philidor, Hototerre, Marsis, Agincourt. ÉGLISE SAINT-EUSTACHE, Michel

Deneuve, Dominique Patris : 20 h Inner., jeu., ven., sæ , mar. Cristal Beschet, contrebasse, Marie-Ange Peth, Millon (percussions).

EGUSE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.
Trompetes : jusqu'eu
décembre. 21 h sem. Haendel, Vivaldi, leu., Telemann.
ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE.
mia de l'île Saint-Louis : 20 h 45 sam. ;
20 h 30 mar. Michel Piquemai (baryton).
Marco (direction). Vivaldi.
ÉGLISE SAINT-SEVERIN. Il Seminario musicala : 20 h 30 mar. Gérard Les

musicale : 20 h 30 mar. Gérard Les (contralto), Josep Benet (ténor), Jose Cabre (baryton). Musique l'école véniusme.

Cabre (baryton). Musique
l'école vénitienne.
FIAP (45-55-86-93). Trio anal : 20 h
sam. Bensa, Oli(guitene). Bach, Oliva, Ravel,
Rizzo, Vivaldi. Dans le
de li guitere.
HOTEL DE CRILLON, Jo-An
Albert : 17 h dim. Soprano,
Richard Davis (piano). Puccini,

MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE (42-22-97-60). Ricardo Moyano : 20 h 30 mer. Guitare. Brouwer, Ramos,

20 h 30 mer. Guitare. Brouwer, Ramos, Mingus, Viveldi.
MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). The English Choir J. Fam.: 17 ii dim. Christopher Wells (direction) Pierre J. Ermanuel: 19 h lun. Alto, plano. Brahms, Firzd, Schumann, Enesco. Studio 106 philharmonique Radio-France: 20 h 30 ven. Frédéric Chaelln (direction). Milhaud, Amy, Guezoc. MARIGNY (42-56-04-41). Emile moff. Catherine 20 l lun.

moff, Catherine : 20 km.
Piano, basson. Gould, Bach.
MUSEE D'ORSAY (40-49-48-27).
Violoncelle, piano. Brahms, Schumann,

NOTRE-DAME DE PARIS. Philippe : 20 h 30 mer, Orgue. Bach, Vlema, Dupré, Vierne, Dupré, Indiana OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Raphael Oleg, Aloxis Galperine, Corinne Contardo : 20 h mer. Violon, alto, Sonia (violoncelle), Velentina Vagliani (contralto), Joëlle (contrabassa), Gavin Bryars (contrabassa)

Allot-Lugaz : 20 h jeu. Soprano, Marie-France Arakelian (pieno), Didler Gueirard (clarinette). Schubert, Fauré, Duparc, Mozart, Land Yumi Nara, Jay Gottleb : Di lun. Soprano, piano.

SALLE ANDRÉ-MARCHAL. Ensemble vocal Contrapoint : 20 h 30 jeu. Hollenstein (direction), Haydn,

SALLE CORTOT (47-63-80-16). Josèphe et Pierre-François Truys: 17 h
dim. Piano, violon, Bruno Martinez (clarinette). Bartok, Brahms, Dvorak, Poulanc.
SALLE GAVEAU (49-53-05-07). Phäppe
: h mer. Brahms,
Schumenn, Stravinsky Orchestre
Daniel : 11 30 jeu.
Vincent Leterme, Veronique Briel, Muriel
Chemin, Trivel (plano), Daniel
Barda (direction). Mozart Orchestre national in Pologne: 21 h dim. Pasquier
(violon). I Reiner (direction). Chopin, Beethoven, Beauty Juliani, Chapter, Salunders
(plano). Wagner, R. I Duparc,
Brahms, Sasa, G. Charpentier,
Verdi Marielle Nordmann: 20 h 30 mar.
Harpe. Bl. Ch. Glinka, Schubert, Albantz. Drorat,
Maurice Bourgue, Quetuor
Lindsay: 14 h 30 sam. Lawyon, Chapter, Brahms, Maurice Bourgue, Quetuor
Lindsay: 14 h 30 sam. Lawyon, Schilomo
Mintz, Georges T. Salunders
(violon, piano. L. Ravel Duran, Violon, piano. L. Ravel Duran, Violon, piano. L. Ravel Duran, Violon, Berlioz, Revel Concert Lamouraux: 17 h 3 dim.
Magnen (piano), Xavier (direction).
Magnen (piano), Xavier (direction), Ginka, Mozart, Haydh Trio Hottsterre: 18 h 30 mar. Sale Debussy,
THÉATRE CHAMPS-ELYSÉES
(49-62-50-50), Orchestre symphonique
de Miss. 20 h 30 mar. Harri Demarquette (violoncelle), Lawyon Grechols, Capien, Sweelinck, Sach, Mozart, Noal Lee, Jeff Cohen:
Li h 30 km. Piano. Garshwin, Gottschek, Copland, Lee.
THÉATRE RATIONAL DE LA GOLLINE
(43-66-43-60), Juliani, Moussongeld
Rechmaninov, Theatre (direction). Glinka, Moussongeld
Rechmaninov, Theatre (direction). Glinka, Mousson, Jean-Paul Farré (récham). Milhaud, Halley Lee.
THEATRE NATIONAL DE LA GOLLINE
(43-66-43-60), Jean-Paul Farré (récham). Milhaud, Halley Lee.
THEATRE National Clarinetta), Jean-Paul Farré (récham). Milhaud, Halley Lee.
Theatre National Lee. Jeff Cohen:
Li h 30 km. Piano. Garshwin, Gottschek, Copland, Lee.
THEATRE National Sugura 14 Lee.
THEATRE Organical Lee, Jeff Cohen:
Li h 30 km. Piano. Garshwin, Gottschek, Copland, Lee.
THEATRE All Lin. Honegger, Sate.
THEATRE National Lee.
Theatre N

<u>Périphérie</u>

CLAMART. CENTRE CULTUREL JEAN-ARP (48-45-11-97). La Traviata : 20 h 30 lun. Opéra de Virgi. Il Teatro 20 h 30 iun. Opera de Veri. I Isaac linco Aruno Toscarini de Milan.
CORBEIL-ESSONNES, CATHÉDRALE SAINT-SPIRE. Ensemble d'Ilede-France: Il 42 ven. Illumination de Saint-Maurice. Chérubini, Brahms.

Brahms.
COURBEVOIE. ESPACE CARPEAUX
(46-87-70-00). Ensemble instrumental de
Granoble: 20 h 45 ven. Jean-Louis Homs
(cor). Sabine Chefson (harpe). Mark Tarque (direction). Lemeland, Tchalkovski.
EPINAY-SUR-SEINE. EGLISE NOTREDAME-DES-MISSIONS (48-41-41-40).
Ensemble Alternance: 20 h 30 mar. Jay
Gottlieb (piano), Fabrice Bollon (direction).

FONTENAY-AUX-ROSES, THEATRE DES SOURCES (48-61-30-03). Weissenberg 20 h 30 sam. Plano. bert, Brahms.

Viveldi.

IVRY-SUR-SEINE. THÉATRE
(46-70-21-55). Agnès 12 0a fon10 f

d'ile-de-France :
20 h 45 Chœur de l'armée fran-caise, Jacques Mercler (direction). Weber, Beethoven.

MELUN. SAINT-ASPAIS. 20 h sam.

NOISY-LE SEC. HOTEL DE VILLE. Patrice : h dim. Vision.
RIS-ORANGIS. CENTRE ROBERTDESNOS (69-06-72-72). BasGérard Garino. : 20 h 45 sam. Sopreno, baryton.
Massenet, Bizet. Gounod,
Verd, Bellini. RUEIL-MALMAISON, ÉGLISE SAINTE-THÉRÈSE.

20 h 45 ven. 20 h 45 ven.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. THÉATRE
ALEXANDRE-DUMAS (30-87-07-07).

Orchestre Antiqua Musica de Paris :
20 h 45 jeu. Jacques Roussel (direction).

Vivaldi, Telemara, Mozart.

SATROUVILLE. THÉATRE
(39.14-23-7). Groupe vecel de France:

Vicioni, Internation, aucorit.

SARTROUVILLE. THEATRE
(39-14-23-77), Groupe vocal de Fracco:

21 h John (direction).

VERSAILLES, CHAPELLE ROYALE DU CHATEAU. Matrise du musique baroque : 17 h 30 jeu. Clivler Schneebell, Talidarie, (direction). Praetorius, Souzignac, Charpentiar, Brossard.

VERSAILLES. ÉGLISE SAINTE-JEANNE-D'ARC. Ensemble de Parenthèse : 20 h 45 ven. La Lyriade Purcell, Laurent Company Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

VILLEJUIF. THÉATRE ROMAIN-ROL-LAND (47-26-20-02). Under the land of the de-France : 15 h dim. Chosur de l'armée française, Jacques (direction). Weber, Berthoven, Ward. Berthoz, Gounod.

VIRY-CHATILION. COSEC national d'ile-de-France: In 30 mar. Chosur de l'ar-mée françaire, Jacques Mercier (direc-tion). Weber, Beethoven, Verdi, Berlioz, Gounad.

OPÉRAS

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50).

CHAPELLE DU MUSEE DES ARTS ET MÉTIT D'IChterliebe I Jusqu'au 13 d'acces. 2º h 30 Jeu., van., sam., dlm. De Schumann. Andréas Jaggi (ténor), Friko Guiomar (piano), Fiona Danckwarts, Bénédicte Lacierc, Véronique Martinez, Véronique Oct. Viriato de Ollvara, Isabelle Revereault-Morille, Hélène Robles, Youri Van Den Boach, Laure Virazels (danseurs), Alain Germain (mise en seème. chonforsottels.

ecène, chorégraphie).
ÉGIJSE DE LA TRINITÉ. La La David :
21 h lun. Oratorio d'Honegger (version acénique). Guy
Hubert (contraito), La Trecan (aoprano), Jean-Pierre La La Choeur universitaire de Juseieu, Choeur de Colombier, Choeur et orchastre André Caplet, Jean Legoupil (direction), Michèle Gugot (mise en scène).

Capiet, Jean Legoupa (cirrection), Machine Guigot (mise en scène).

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99), Lischen et Fritzchen & les Fables de La Fontaine : jurqu'au 3 jenvier 1993. 20 h 30 mer... jeu., ven., sem. : 16 h 30 dim. D'Offenbach. Elisabeth Conquet (soprano), Alein Paris (haryton), Ensemble instrumental de Fontainebleau, Pieme Merle-Portales (direction), Robert Fortune per en ecène).

Call BASTILLE (44-73-13-00), Saint Françoise d'Aseise : jusqu'au 20 décembre. 18 h sem., mer. Opéra de Messiaen.

Dawn Upstraw (soprano), José Van Dam Bassa), Orchestre et chour de l'Opéra de Paris, Sylvain Cambreling (direction), Peter Sellars (mise en scène) Faunt : jusqu'au 21 décembre. 18 h 30 lun. Opéra de Goundit. Fernando de Le Mora' (tilmer); Peats Burchuladze (besse), Kallen Esperian, Colette Aliot-Lugaz (sopranos), Bennadette Antolne (mazzo-soprano), Orchestre et chour de l'Opéra de Paris, Orchestre et chœur de l'Opéra de Paris, Julius Rudel (direction), Jorge Lavelli (mice en scèna).

en scène).

PÉNICHE OPÈRA (42-45-18-20). Scorrendo: Jusqu'au 20 décembre. 21 h jeu., ven.; 17 h dm. D'Olivier Dejoura. Donatienne Michel-Dansac (soprano). Dominique Clément, Sylvain Frydman, Carol Mundinger (clarinates). Frédèric Mangeon (alto). Christine Lagniel (percusaions). Mireile Laroche (mise en scène).

Mireile Laroche (mise en scene).

THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (49-52-50-50). Armide: 19 h 30 mer. Tragédie lyrique de Lufly, Sylvie Brunet, Véronique Gens, Noémi Rime (sopranos), Howard Crook (ténor), Bernard Deletré (basse). John Hancock, Luc Coedou (baryton), Chosur et orchestre du Collegium vocale de Gand et de la Chapelle royale, compagnie Larsen, Philippe Herreweghe (direction), Patrice Caurier et Moshe Leiser (mise en scane), Stéphanie Aubin (chorégraphie).

Périphérie

BOBIGNY. MAISON DE LA CULTURE (48-31-11-45). In 18 h 5 vent, sam., dim., tun., mar. Opéra de Philip Glass. Avec Lucinda Childs, Sheryl Sutton, Gragory Fulkerson, Lucinda Childs Dance Company, Philip Glass Ensemble, Michael Riesman (direction), Robert Wilson Imise as señael, Lucinda Childs (choson (mise en scène), Lucinda Childs (cho-

régraphie).

GENNEVILLIERS. THÉATRE (47-93-26-30).

Impudique: 20 h sam. De Bernard Cavanna. Sharron Cooper (soprano), Philippe Huttenlocher (baryton), lan Honeyman (ténor), Véronique Azoulay (mezzosoprano), Ensemble symphonique Mulhouse, Pfaff (direction), I Martin (mise en scène), Caroline Marcadé (chorégraphie).

SAINT-CERBMAIN-ENLI AVE THÉATRE

Caroline Maccade (chonegraphie):
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. THÉATRE
ALEXANDRE-DUMAS (30-87-07-07).
La Traviata : 15 h 30 sam. a de
Teatro Arturo Toscanini de
Milan, Armiggliato (direction),
(mise en bottle)
LDORADO (42 40 50 23)

(mise en occidente de la constant de THÉATRE DE RENAISSANCE (44-63-05-00). Les Mille et Une Nuits : jusqu'au 3 janvier 1993. 14 h mer., jeu., sam., dim. De Francis Lopez, Daniel Ringold, Rodrigo Lopez, Avec Tony Gama, Arnie Calois, Jean-Paul Queret, Nadine Capri, Jean-Pierre Duclos, Lopez et Finell en .

JAZZ, POP, ROCK

L'ARBUCI JAZZ CLUB (44-41-14-14). 1. ARBUCI JAZZ CLUB (44-41-14-14). Philippe Petit Trio: 22 li 30 mer. Plam. Pierre Maingourd (contrebasse), Eric Devieu (batterie): Gälbert Leroux Washboard Group: 22 h 30 jau., ven., sam.; Philippe Petit Trio: 22 h 30 mar. Piano, Pierre Maingourd (contrebasse), Eric Dervieu (batterie).

The state of the s

AU DUC DES LOMBARDS (42-33-22-98), Gérard Badini Swing Machine: 22 h 30 mar., jeu.; Christian Escoudé Quartet: 22 h 30 ven., sam.; Bobby Rangell Trio: 22 h 30 dim., bur.; Jam Session: jusqu'au 28 décembre. 22 h 30 mar.

AUDITORIUM DES HALLES AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Didler Meiherbe: 20 h 30 ven.; The Merry Dencers: 21 h itm., mer. Abbey Lincoln (volx), Rodney Kendrick (plano), Michael Bowie (basse), Aaron Walker (herterle), Steve Lacy (saxophone), Arnadou Boly Ndiaye (danseur), Cheick Tidiane Fall, Robert Meluve May (percussions), The Neel Singers, Rendolph Noel (direction).

SALE (42-33-37-71).

sion: jusqu'a 30 décembre. In 30 mer.; Koba & Mohamed Bangoura: 22 h 30 ven., sam.; Alfredo Cutuffa y Michel Gomez: 22 h 30 dim.; Captain Mercier: jusqu'au II décembre. 22 h 30 mer. III Carré des lombes: 22 n 30 mer. km.; L. Carré des lombes: 22 ... 30 mer.
LE BILBOOUET (45-48-81-84).
Pichardesu Danie: 11. h 45 mer., jeu.,
ven., sam. - Turk Mauro: jusqu'au II
décembre. h 11. dim.;
Cuinter: 11. h 45 km., mar.
BOUFFONS THÉATRE (42-38-35-53).
Ivan Yakovieff & Yvan Avice: 11. h sam.
CAFÉ DE LA PLAGE (47-00-91-60).
Sophie Heilborg: 23 h sam.; Salsa Live
Michel 22: 23 h ven.
CAFÉ BIVE-DROUTE (42-33-81-82). CAFÉ RIVE-DROITE (42-33-81-62).

Liverpool: 22 h 30 mer., jeu.; Bob Band: jusqu'au 20 décembre, 22 h van., sam., dim.; Malaval et le BBB et 2 : 22 h 30 lun., mar. CARTOUCHERIE-THÉATRE DE LA

CIGALE (42-23-15-15), Ind Experience: I h 30 dm.
DEL RIO CAFÉ. Trio
Caraïbes: 22 h mer.; Steel Druma
Sendia: 22 h iun., mar.
ELYSÉE-MONTMARTRE. Incognito: 19 h km. ESPACE ORNANO (42-55-57-57). Mur-

PRONT PAGE 50 69). Ze Boom : jusqu'au 16 décembre. h 30 mer.; Cokatale : 22 h 35 jau.; Francé Ash.; 22 h 36 22 h 30 ven.; Milke Lester: 22 h 30 sam.; House Band Jam Session: juaqu'au 27 décembre. 22 h 30 dim.; Frogmouth; jusqu'au 28 décembre. 22 h 30 lun.; Manhattan: 22 h 30 mar. GIBUS (47-00-78-88). Les Chiene: 23 h mer.; Patri Paladin & the Lest Rites: 23 h ven. sam.

ven., sam. HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Trio Jazz Middle : jusqu'au 11 décembre. III h ven. : Trio New Orleans : jusqu'au 21 décembre. 21 h sam.

Quartet: 22 ii 30 mar. LOCOMOTIVE (42-57-37-37). Liverpool: 23 h ven.; Dolly ii Co: 23 h mar. LA LOUISIANE (42-38-58-98).

Jazz Combo: 21 h mer.; Jacques Caroff Group: 21 h jeu.; Michel Mardigian Jazz Group: 21 h ven.; Philippe de Preissac Group: 21 h sam., mar.; Michel Bescont Group: 21 h sam., mar.; warner Bescont Trio: 21 h lun. MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Françoise Pujol Trio:

LE MONTANA (45-48-93-08). Marcel Zanini Quartet: 22 h 30 mer., jeu.; Patrick Saussois Trio: 22 h 30 ven., sam.; Trio René Urtreger: jusqu'eu 22 décembre. 22 h 30 km., mer. MONTGOLFIER (40-60-30-30). Pierre Schirer: 22 h mer.; Olivier Franc: 22 h

km., mar.

NEW MOON (49-95-92-33). Les Portugaises ensablées : 21 h 30 mer.; Blue
Bass Combo : 21 h 30 jau.; Soul Finger :
1 h ven.; Reptile at Down : 1 h sam.;
Les Rabbins volants : 21 h 30 km.; Teef
Witers : 21 h 30 mar.; iun., mar.

Witers: 21 h 30 mar.; h := h sam.
NEW MORNING (45-23-5;-41).
Hamilton L : 21 jeu.;
I: 19 h 30 van.; 22 li sam.; Santos Chillem & Compagnie: 21 h 30 van.;
The Kingsnakes: 21 h mer.; Jean-Marie
II h 30 sam. Piano, Cavelier, Anns
Villette (violon), Jean-Mart. Apap (alto),
Vincent Segal (violoncelle), David Cheveller (guitare), Nirha Stewart (chamt), Deniel
Beaussler (haurtbols, flüte, clarinette), Beaussler (hautbols, filtre, clarinette), Yves Roussesu (contrebasse), Sylvain Bour (sexophone), David Pouradier Duteil (batterie). LE NOUVEAU CAFÉ (43-21-65-29).

Jeen-Sébastien Daurat II Michel Crosio : 21 h mer. | Marianne Mille : 21 h jeu.,

Band : 21 mmar.
PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-5 Patrick Lifet, Jacky Descamps: 21 h mer.; Tricesphele: 21 h jeu.; Five O'Clock: 21 h ven.; Jazzolog: 21 h sam.; New Jazz Bandar: 21 h lun.; Marcel Zanini et son orchestre: 21 h lunar. PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), Irakli, Alain Marquet, Louis Mazzider: 22 h 45 mer. Trompette, clarihette, plano; Michal Grallier, Gilles Naturel, Simon Goubert: 22 h 45 jeu. Plano, contrebesse, betterie; Christian Hillion, Patrice Gelas: 22 h 45 ven., sam. Saxophone, orgue, Christophe Marguet (batterie); Alein Jean-Marie, Gus Nemeth, Al Levitt: 22 h 45 mar. Plano, contrebesse, batterie.

22 h 45 mar. Hano, contrebesse, battarie.

Cry Maria : In ven.

REX CLUB (45-08-93-89).

Phobimaniacs : 23 h Imer. Solrée
Metallic Jungle ; Wake-up : Jusqu'au 31
décembre. 23 h jeu. ; In Vitro : 23 h ven.

Soirée Planète Rock ; Nuits exotiques :
jusqu'au 26 décembre. 23 h sem. ; Bjorn

Again : 23 h mar.

SENTIER DES HALLES (42-66-37-27).

Des Abbus peut des Frenden Flotters :

Ras Abbya and the Freedom Fightera : 22 h mer., jeu., ven., sam. SLOW CLUB (42-33-84-30). Tony Mar-SLOW CLUB (42-33-84-30). Tony Mar-low Blue Five: 22 h mar., jeu., ven., sam.; Pfilippe de Preisses Jazz Group: 22h mar. jeu. ven. sam. SUNSET (40-26-48-80). Deniel John Martin Sextet: 22 h 30 mar., jeu. Dans le-cadre du Festival Violon Jazz; Jean-Luc Pino Quintet: 22 h 30 ven., sam. Dans le-cadre du Festival Violon lazz; Samza lecadre du Festival Violon Jazz ; Emmaruel Sourdeix Trio : 22 h 30 km. ; Eric Henry Quartet : 22 h 30 mer, THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Philippe Petit Trio: juequ'au 20 décembre. 19 h 30 mer., jeu, ven., sam. ; 14 h dkm.
TROTTOIRS DE BUENOS AIRES (40-26-28-58). Andres Ramos: 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Artango: jusqu'au 19 décembre. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. mer. atem., mer.

aem., mar.
UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66),
Marquee Club : 22 h man ; Long
Distance : 22 h leu, ; Chris Lancry : 22 h
ven. ; Man : 22 h sam. ; Ducky Smokton :
22 h lun. ; Coketale : 22 h mar. ; Péril sune : 1 h sam. LA VILLA (43-26-80-00). Clark Terry : Th 30 mer., jeu., ven., sam.; Lionel et Stéphene Belmondo Quintet : 22 h 30

<u>Périphérie</u>

Jean-Marie Mechado (38-79-64-84).
Jean-Marie Mechado (70-64-84).
Tre : Elh 30

ARGENTEUIL. CAVE DIMIÈRE
LE Jef Staard Quartet : 21 n
ven. Dens le cadre — Festival Jazz Valley.
ARGENTEUIL. DISCOTHEQUE
(34-23-41-92). André Jeume, Jimmy
Guffre : 21 h mer. Dens le cadre du Festival Jazz Valley.

CHAMPIGNY-SUR-MARNE. SALLE YOURI-CAGARATERY SO-9 Erfc Le lann, Ouinet: 27 8 8 1 B O-CLUB (30-62/58-82) SO-CLUB 21 h 30 sam.

EPIMAY-SUR-SEINE. MJC D'ORGEMONT (48-41-41-40), Julien Le Bot
Cuartet : 21 h sam.

ERAGNY-SUR-OISE. HUMAN D'ERA-GNY (34-64-02-01). Singer: 21 h sem; Dans la Jazz Val-

FONTENAY-SOUS-BOIS. MAISON POUR TOOS (48-75-05-21). Was Han, Cyclope : 20 h 30 van.
GONETT SALLE DES FETES

GONÉMI SALLE DES FÉTES
(39-87-22-49). Mega
2 21 h ven. Dens le cedre du FeetValley,
MAISONS-ALFORT. ESPACE CULTUREL LE CHARENTONNEAU
(43-98-77-57). Mega déglinguée :
20 h 45 sam.
MAIT CENTRE PAUL-BAILLIART
(69-20-57-04). Gonzalo Rubalcabe : 21 h
sami.
MONTREUIL. INSTANTS CHAVIRÉS
(42-87-25-91). François Corneloup,

MONTREUIL INSTANTS CHAVIRES (42-87-25-91). François Corneloup, Sylvain Kassap: 21 h Saxophone, batterle, clarinette, Hélène Labarrière (contrebasse); Mégacotet d'Andy Emler: 21 h mar. Henri Teoder: 21 h mar. MONTREUIL MAISON POPULAIRE (42-87-08-68). Robert 20 h 30 van.

ven.
PONTOISE. SUBURB'JAZZ CLUB
(30-32-62-11). The Glory Hogs: 21 h
sam. Dans le cedre du Festival Jazz Valley.
LE PRÉ-SAINT-GERVAIS. ESPACE

LE PRE-SAINT-GERVAIS. ESPACE CULTUREL GERVAISIEN (48-44-93-26). NJM, Rai Kum: III h sam., SAVIGNY-LE-TEMPLE. MPT JAC-QUES-PREVERT (60-63-28-24). Uz McComb: 21 h sam., SURESMES. THEATRE JEAN-VILAR (48-97-98-10). Marion Williams, Timothy Wright Concert Choir: III h van., sam., The IIIII Hummingbirds.

CHANSON"

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Hélène Engel : jusqu'au 19 décembre. 20 h 30 mer., jeu., ven., sem., mer. Errances. ; Dominique Guillo : 15 h 30 20 h 30 dim. ; Vincent Abeil : 20 h 30

BATEAU-THEATRE (40-51-84-53). SILvia Me ni : jusqu'au 18 décembre. 22 h 30 ven., sa ; mar. Eleonora Rossi (piano), Flavio Esposito (guirare). L'Homme au frac. ; Lacouture : h 30 BOBINO (43-27-24-24). Clovis: 15 h

mer. Le Enfants d'abord.

CAVEAU DES OUBLIETTES
(43-54-94-97). de la chanson
française : Le mer., jeu., ven., sam.,
lun., mer. Le la carte tous les

lun., mer. a la carte tous les soirs.

DEJAZET (42-74-20-50).

verts: jusqu'au 31 20 h 2) mer., jeu., vern., sam., mer. ; 15 h dim.

Inspectacle de fin d'année.
INSTITUT DU MONDE ARABE (40-51-38-38). Idir, Sapho, Hussein al-Masry. Hourya Aichi: 20 h 30 mer. Les Grawas, Lofti Bouchnek.

OLYMPIA (47-42-25-49).

Deho: 20 h 30 dim. lun.

Cinq de coeur : jusqu'au 2 jarvier 1993. 20 h met., jeu., vi , sam., mar. : Orphéon : 20 h 30 lun. THÉATRE MRCANE (43-38-19-70). Jean-Pierre Réginal : jusqu'au 16 décem-bre. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., lun., mer. ; 17 h dim.

THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Joslane Pinson: jusqu'su janvier 1993. 22 fl men., jeu., ven., sam., mar. Que reste-t-2 de l'abet-jour? THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Jean-Luc Debettice : jusqu'au 4 janvier 1993. 20 h 30 jeu., ven., sam., tun. ; 18 h 30 dm. Artiste de série noire. ; Titak : 19 h jeu., ven., sam. ; 15 h

THÉATRE DE MÉNILMONTANT (48-27-36-85). Rollin :

THÉATRE DE NESLE (48-34-81-04).
Franck Travall, Nathalie ijusqu'au jan., TOURTOUR (48-87-82-48). Les linge : jusqu'eu 15 janvier 1993, 22 h 11 mer., jeu., van., sam.,

ZENITH (42-08-60-00). Peter Pan t Jusqu'au 20 décembre. 14 h 30 M h sum. ; 11 h 14 h 30 dim. ; 20 h mer.

Périphérie

LA BARBACANE (34-89-55-98), LA : 11 h CELLE-SAINT-CLOUD. THÉATRE MUNICIPAL (38-68-20-00). 10 M 10 mm

CHARENTON. THÉATRE (43-88-55-81). The harmone d'abord. CHOISY-LE-ROI. THÉATRE PAUL-ELUARD (48-90-89-79). Bratach : 20 | 30

COLOMBES. MJC THEATRE (47-82-42-70), Francis Land : 17 h dim.

Une nuk Nost russe: Jusqu'su 20
L'ILE-SAINT-GERMAIN (40-08-05-03).
Une nuk Nost russe: Jusqu'su 20
Lin, mer. ; 14 h 30 17 h 30 mer., sam., SAINT-CLOUD. CENTRE CULTUREL

DES TROIS-PIERROTS (48-02-74-44). TSF: III III MAC. SAINT-OUEN, ESPACE 1789 (40-11-50-23). Mercel Azzole, Recul Milliam Yvette Horner: 15 h dim. Festivel

de l'accordéon. TRAPPES, LA MERISE (30-62-84-38). Paul Personne : 20 h 30 ven.

BALLETS

INO DE PARIS (49-95-99-99). Ballets Xevier Checa : jusqu'au 23 janvier 1993. 20 h 30 mar. Caphamatim, Xavier Checa, Christophe Le Glanio (chorégraphie et mise en soane).

DUNOIS (45-84-72-00). Conchesis. Cornello, San Compagnia Yvon Bayer. Curo-boros, Christophe Hay, Anna-Catherina Nicoledze (chor.); Innolr, Richard (chor.); Innolr, Richard Lambert, Yvon Bayer (chor.).

CARDIN (42-65-27-35). L. de Jusqu'au 23 décembre. 20 h 30 mer., jeu., ven., lun., mm.; 15 h dim. De Giraudoux. Avec Mate Plasetti-Gigi Caciuleanu , Dan Mac-tacan (mise en scène).

L'EUROPÉEN. Tangodéon : Jusqu'au 11 décembre. 20 h 30 jau., ven. De Kouky Plame.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER OPERA DE PARIS. PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Chopin & Robbins: Junqu'au 29 décembre. Té h 30 ven., sam., dim., mar. In the Night, Dances at a Gethering, The Concert, Jerome (chorégraphie), Henri Barda (pieno), Orchestra national (b) ('Opére de Paris, Unio Sameta Lebuscion) Hugo Florato (direction).

THÉATRE DE LA BASTILLE (43-57-42-14). : 21 h mer., jeu., Men., leu., (chor.). THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Josef Nadj : a ii 30 mer., jeu., ven., sam. Comedia Tempio, a ii Nadj (chor.) Groupa Emile Dubois : Jusqu'au ii da 20 h 30 mar. Le Légende de Juan, Jean-Claude Gellota (chor.).

Périphérie

FONTENAY-LE FLEURY. THEATRE (34-60-20-65). Chicago Dance Theater: 21 b sam. Randy Duncan (chor.). MONTREVIL STUDIO BERTHELOT (48-70-64-63): Compagnie Hervé Diasnas : Jusqu'au 19 décembre, 21 h jeu., ven., sama ; 16 h 30 jeu. Mort d'un papillon, Hervé Diasnas (chor.).

MUSIQUES DU MONDE

AMBASSADE DU JAPON (47-66-02-22). Chorale Unioto : III h 30 mer. Chants japonais. Entrée libre. ELYSÉE-MONTMARTRE (42-52-26-15). Aiche Redouzne, ble Al Adwar, Cournes Santi : 20 fi 30

ven. Dans le cadre de Terre des sons Donnisulana, le Quintette cornemuses : 20 h 30 sam. Ledysmith Black Mambazo. Dans le Terre sons Akademiduka, Trans-Europe diatonique : 20 h 30 jau. Javier Latorre IIII grupo.

OLTMPIA (4/-4x-20-43).

20 h 30 dim., lun.

PIGALI'S. Talifa : Jusqu'au 3 janvier 1993. In 30 mer.

PLATEAU 26 (48-87-10-75).

Castel : Jusqu'au 28 déc. 22 h dim., lun.

Cholla d'Ariel Rodriguez.

Les sicav oblig

The property of the property o



les actionnaires qui 1

Une année terne

taine tendance I se ressembler IIII les marchés. En passant de l'euphorie au pessimisme le plus sombre avant d'entrevoir une éclaircle et purquoi pas des périodes plus clé-meres. En début d'année, tout était enco possible : la reprise économique était portée de main avec son cortège de hausa des résultats des entreprises. Las, il a flu déchanter et, dès printempe, les anahtes ont révisé prévisions le baiss. Nombreux étaient également les inversseurs qui voyaient au début de l'anne des facteurs techniques et économiqus positifs qui, selon eux, auraient pu propiser l'indice CAC 40 mans ses plus hautsommmets.

Ms il n'en fut rien, le « non » dund à. Maatricht donna le coup d'envoi l une dégagolade du marché mi l'Intransigeance

ES années se suivent et ont une cer- de la banque centrale allemande en matière de loyer de l'argent fit, avec l'ab-unité de reprise outre-Atlantique, le reste du travail. Le lancement d'un nouveau produit d'épargne longue, le PEA (plan d'épargne en la la n'occasionne pas de réelle ruée vers les guichets bancaires bien qu'il ait collecté en deux mois 36 milliards de francs dont un quart de liquidités. Cette épargne longue : luuraline continué à détourner les Français du livret A, symbole de l'épargne « sage ». Paut on encore lutquand on propose une rémunération de 4,5 à alors que des sicav peuvent offrir près de 10 %?

Les sicav monétaires continuèrent de profiter de l'environnement de unu élevés; les obligataires firent un bout de chemin subirent in mauvaise conjencture bour-

France et qui se poursuit a continué de réduire la collecte de l'épargne pour le sociétés avilm de placement immobilier. De 13 milliards de francs collectés en 1989, elle na représenterait plus pour l'an-née en cours qu'environ 6 milliards de francs, wir un recul de plus di 50 %. Et ce ne a priori la colinte d'un effon-drement des valeurs des pur qui effaroucherait les investisseurs, mais plutôt le report de décisions d'inventeur form

Signe du temps, l'essor des produits garantis. Avvu un avacum de 50 milliards de francs (dont la moitié collectée par La Print of ses quatre plans Evolys), Timento ne 💶 dément toujours par Pourquoi changer une qui gagne, à un moment où les marchés un font capricieux? La marché mi simple : il l'équation « risque pris pro-

portionnel 🌡 la rentabilité », on oppose rentabilité et quiétude ». Il faudrait lus fou pour dépenser plus, seion le slogar d'un chausseur connu. Cette notion 🕍 pla

Dans dix-huit mois, naîtra l'Europe bourdont la les essentielle a constituinvestissement». En gestation depuis 1988, il lui man encora quelques méandres la parcourir la Bruxelles avant d'être définitivement adoptés. Mali que l'on se rassure, 🔤 conséquences de l'adoption ne davrait pas modifier sensiblement les règles de fonctionnement de la place de

FRANÇOIS EDETINIMUMON

Les sicav obligataires talonnent les monétaires

Retour en forme des premières qui font jeu égal avec les sicav court terme

AMAIS deux sans trois. Cet aphorisme pourrait s'appliquer à l'année qui est sur le point de s'écou-ler en matière de gestion colleve. En effet, depuis bientôt-trois s, le schéma semble immusble : 1 début de période plus ou moizuphorique, un coup d'arrêt -été, prieurpe ou automne, suivant les ca- et un frémissement laissant entroir des semaines à venir plus agrées... « Si cela continue sur ce modè le métier de gestionnaire va finir ur devenir réellement monotone remarquait irouiquement l'un d'enteux, il y a quelques jours. Sur le for peu de réel changement : les sicavionétaires sont toujours en tête, présentant plus de 70 % de-l'ences total des sicav, talonnées par loicav obligataires dont les per-formces sont encore largement positis suivies de loin par les sicav

Si s sicav monétaires affichent toujos une relative bonne santé, on a assé cette année il une sorte de retoun grâce des sicav obligataires.
Mai mées en 1990, elles avaient
dès finée dernière repris du poil de
la bê Cette année, elles font encore jeu di avec les sicav court terme. Jusqui la fin du mois de mai, si l'on s'en ent toujours au classement Eurorformance, les obligataires évolut pratiquement à parné avec (+3,79 % contre +3,5%). Par la le « non » dancà " et la fension à la

The same of the sa



les actionnaires qui refusent le risque

Le vice-président de la Bourse constate le goût des investisseurs d'aujourd'hui pour la sécurité

H. M. Shawerd & Street, in contrast ne aucune um qu'il a traversées um au lor de Mariana. Elle Maria qu par li dille 🚚 💴 📖 aonnaires. Entré 🖚 1961 come secrétaire général adjoint. de Compagnie des agents de chge, M. Mirat a, pendant plus d'e trentaine d'années, participé à vie boursière dont il est l'un dracteurs clés. Agé de sobanteci ans, le vice-président de la Bree quittera ses fonctions à la fide l'année.

Comment percevez-vous le ca boursière actuelle?

Ce n'est pas la première crise q je vis depais treate-cinq ans. Ns je dirais volontiers qu'elle est ns je durais voionitats qu'elle est autrd'hui d'une étendue, d'une ptée et d'une signification totale-nt différentes de celles qui l'ont cédée. D'étendue tout d'abord, car e n'est pas spécifique à la France c raison des liens étroits entre inses nationales. De portée anssi, surtout, car la crise affecte l'écono-e tout entière et touche notamint en secteur jusqu'iti épargné, hmobilier.

Pour la première fois depuis nte-cinq ans, certains disent depuis iquante ans, nous redécouvrons e des activités liées directement ou

nément. Les incidences sur le marché boursier sont évidentes, ne serait-ce que par les effets restrictifs sur les dépenses des ménages. La signification de cette crise est, dès lors, bien différente de celles qui l'out immédiatement précédées. Auparavant il y avait une remise en cause de l'investissement en valeur mobilière. Aujourd'hui, c'est une remise en cause des conditions dans lesquelles l'investissement a été réalisé.

Les incidences sur le marché proposer des actions pures et dures. Je comprends leurs précocupations, mais je condamne suns appel la formule. Tout investissement, quel qu'il contient des investissements, quel qu'il contient des investissements des insques. B est normal que l'épargnant en soit averti, anormal que cela lui soit caché.

L'investissement a été réalisé.

L'investissement a été réalisé.

- Vous pensez que cette remisa en question porte sur la vision mêma du placement?

même du placement?

Oni. Jusqu'à présent on achetait des actions i Oréal. Aquitaine, Paribas, etc., en composant un portefeuille diversifié selon ses goûts, ses informations, ses moyens. Les titres acquis montaient, baissaient, il y avait des crises boursières, les gens s'en accommodaient plus ou moins bien selon leur tempérament on l'importance leurs placements. Anjourd'hui l'attitude des actionment : ils refusent l'amputation de leur épargue et cherchent des produits, non pas de remplacement — on ne remplace pas les valeurs mobilières — mais des produits qui leur sparantissent qu'ils ne subiront pas de plein fouet le choc d'une baisse de telle ou telle valeur.

Auge-vous des comples?

- Avez-vous des exemples?

en temps réel

- Outre le changement de mon-

talité, comment expliquez-vous in désellection pour le Boarse? L'une des spécificités de l'époque est l'extraordinaire diffusion d'informations précises et actualisées. Quand j'ai commencé à travailler à la Bourse en 1960, nous nous efforcions de «sortir» la cote officielle de notre entreprise à 16 heures de manière à ce que les premiers exemplaires puissent arriver en province par trains et avions de amit pour être distribués tôt le matin. Les épargnants pouvaient alors pesser leurs ordres d'achat et de vente avant l'onverture de la Bourse à 12 h 30.

» Aujourd'hui tout cela est révolu. La Bourse fonctionne en continu, l'information sur l'évolution des - Vons trouvez une confirmation de cette tendance avec les transferts vers les PEA, présentés souvent comme des souscriptions sans risques. Les promoteurs de ces PEA ont bien compris ce changement de men-

- Non. C'est in races in in

comme du temps de E

Si vous entendez par ce terme hourible qu'hé boursicoter mission d'ordres d'achat et de vente tous les jours par les chabitués de la Bourse» intervenant sur de petites quantités, je crois qu'il a toujours existé des opérateurs du moment et qu'il y en aura toujours. S'il n'y avait personne pour de telles actions pontuelles, ce serait peut être préjudiciable à la bonne santé du marché. Jadis, la Bourse était un marché clos, son accès était réservé à des initiés, aeuls aptes à connaître sur le vif la tendance du marché.

» Un certain nombre de personnes

word certain notative de personnes aveignaient ainsi entre les groupes cotation s'ellorçaient de réaliser «différences» jargon ces «différences» n'étaient pas toujours positives, bien ségaives. »

Propos recueitis per DOMINIQUE GALLOIS

Il est pour les actions. Si, à tout prendre l'année dernière, i bon ses placements

hausse sur les me à long term qui s'ensuivit ont provoqué un effrite-ment. Bien silr, le politique monéheureux et l'approche du référendum issue em posé en la OPCVM (orga-la placement collectif en valeurs mobilières) obligataires.

Le retour des obligataires

Les petits en matière de loyer de l'argent et le nette prode France), qui atteint son plus haut niveau depuis 1986, ont permis I l'encours I in in obligad'afficher une sonsible progression : après avoir franchi au début l'année les 300 milliards de franca, leur encours progressait finalement septembre et #1 6,2 milliards de francs au d'octobre, pour s'éta-blir globalement à 316,7 millards de francs I la fin octobre.

Ainsi, à la fin du mois de novembre, performances la sicav obligataires avoisinent les l'Oue ce d'étrangères privoblig érée par Banque privée (BIMP) privée (BIMP) privée Finageres 10,33 mongression ou pour les françaires. progression ou pour les françaises, réassurance de la Société

ricaines qui avaient 💵 🚾 progressions qui = situaient entre 25 1 % pour le quatre prémières d'entre elles, année le meilleur me choix était de privilégier 🖿 actions et diversifier, in françaises comme internationales, avec Alfi-Valeurs (+ 10,15 🖜 ou State 🖭 📹 Emerging (+9,09 %). La palme revient une sicav action asiatique, Corail, de Banque gestion privée (BGP), qui record de progression un gain de 23,26 Investie plus de la kong et la Thailande, elle profité des performances spectaculaires de Hongkong et thailandais qui sont apprécie respectivement de 47 % = 35 sur l'année. Le résultat = d'autant plus méritoire, qu'à la fin 🍱 mois 🛍 novembre les sicav abandonnaient en 1,67 L les sicav asiatiques en particulier, 10 %.

Le premier constat sur les sicav actions durant im onze premiers mois une atténuation im retraits reprise du de l'année, - qui, s'ils ont importants depuis plus de trois ans, oht aujourd'hui dance a se stabiliser. A la fin du mois d'octobre, l'encours le sicav actions augmentair 3,2 milde francs, après une hausse 0,6 milliard M francs en septembre pour s'établir 196,2 milliards francs toujours m de la im de l'estat dernière. Les sicav françaises progressaient pour leur part il 2 milliards de francs après une progression 🔳 1,9 milliard de l'ame au mois de septembre pour finalement atteindre 108,9 milliards de francs à la fin du mois d'octobre.

Lire la suite page 18

State Street

UN SAVOIR-FAIRE MONDIALEMENT RECONNU

STATE STREET BANGUE S.A., présidée por Madame Monique Bourven, mondiale pour la profitabilité, selon le tout récent classement de l'agence rating IBCA, portant = 300 plus grandes banques mondiales. Ce groupe (7000 milliards de francs d'actifs conservés, 500 milliards de francs d'actifs gérés) 🔤 🖢 premier gestionnaire quantitatif mondial

STATE STREET BANQUE S.A. propose minvestisseurs une gamme complète - FCP, adaptés aux aux du marché français, et gérés selon la méthode quantitative :

- Il SICAV et FCP éligibles au PEA : State Street Actions France,

State Street Spinnaker. State Street OAT plus.

- 1 SECAV obligatoire : 107 in House State Street Monétaire. - Il State Street Actions internationales: State Street Actions Europe,

en aon aon Jopon.

State Street Actions Japon, State Street Emerging Markets.

Rappelans que Street Actions France a Im homologuée en Suisse, en juin dernier, par la 🔤 sélective Commission Fédérale des Bonques. Enfin, STATE STREET LAND S.A "Octroi por la Managara"

Finances japonais, depuis le 🔳 novembre dernier, d'une licence de 🖁

Les fonds garantis à la mode

Les épargnants ont trouvé leur bonheur : les placements sans risque et à rémunération élevée

tudes de tout ordre, à la fois politiques et économiques, épargnants auront finale-trouvé leur bonheur en 1992 A l'heure du «cocooning», du retour aux valeurs familiales 💵 🎮 la disparition de la mode de l'argent facile et de la spéculation, in mus «garanti» a fric Manage - garantie de performances ou des sommes investies, - mais il a un die magique. D'ailleurs, pourquoi se priver d'un placement qui prend la allures a mana i de pattes, 🛘 🕨 🐜 performant et 🚥

Avec plus 👪 50 milliards 🖴 francs if = 1 il mi-novembre, les quelques 200 fonds in placement garantis pris un place incontournable dans la gestion de patri-moine. Toutes les banques en proposent tout garanti : la capital, le taux de rendement ou l'indexation sur la progression d'un indice, du CAC 40 Paris au Dow New-York La bras protis même totale aberration vis-à-vis la la économique, qui 🚾 🚾 la rentabilité d'un plaproportionnelle au risque pris. En clair, plus l'ambient prend in risques, plus in l'ambient de l'ambient prend in risques, plus in l'ambient de l'ambient de

ÉTOURNÉS des actions tion les soubresauts des marchés et le incertirémunération bonne qualité risques! Ils sont le reflet d'une situation financière hors norme, notamment en matière 🚔 💷 🗇 🚾 On d'ailleurs ce type de produits il placement, à quelques doute pour un temps limité.

> Car produits implacement iqués 🌡 construire n'exisd'intérêt, notamment de la Chors inflation), «anormalement» élevés. im établissements financiers appris i construire ces in garan-tis poussés par une mucinité féroce et en jonglant aven les options a warm in land a terme. placements garantis aujourd'hui d'améliorations successives, il en une quantité croissante de différents, même in un peut distinguer au départ deux catégories : rem qui purement obligataires et ceux qui sont directement im aux

premiers garantis pro-posés au grand public les établis-bancaires placement moins attrayants. Cest-à-dire les performances reposent sur

l'évolution im rendements d'obliga- devraient avoir les performances tions ou de placements monétaires. La rémunération 📹 📹 📶 un taux garanti pour toute la période la placement la la la la soit par référence la un marché monétaire. Dans me dernier la rémunération variable garantie d'un minimum 🏜 rendement du

Le succès remporté par um fonds dont la rémunération garantie a 11 milliards sur Evolys 1 de La Poste en 11% et un total cumulé de 13,8 milliards en 1992 sur la Evolys 2, 3 et 4). La Poste s'est adjugé à elle près de 18 % de la collecte
milliards de francs) el les
d'épargne plus el 10 %
milliards), en s'appuyant avant
tout en la simplicité.

Il s'agit au l'occurrence d'un placement ille dint la rentabilité : d'avance. On en revient lun principe qui s'apparente l celui du Livret A la la d'épargne, l près que 🔚 fonds sont bloqués (entre deux et le en fonc-le con l'établissements). L'action de conspiration de conspiration de constitution iues. Enfin, en cas de baisse des taux courts, qui devrait bien finir par se produire un jour, les fonds garantis

supérieures i milim des sicav monétaires, la liquidité en 💵

C'est dans le courant de l'année du deuxième pp. Le l'évolution de la Bourse, ont le jour. Cer-banques ont commencé le dont la perfor-mance relation directe avec l'évolution d'un indice référence, en l'imposer le CAC Il Le principe et de garantir le capital et une progression équivalant I et d'un certain pourcentage de l'indice CAC 40 de la

Complexité et sophistication croissantes

Bourse de Paris pendant 🖿 durée 🔙

Pour construire un tel fonds, l'établissement financier achète des obligations pour environ 60 5 80 % du montant de de garantir le capital et consacre le options et al boursiers. Le lancement du PEA (plan d'épargne et actions) a amené les banques et les compagnies d'arances à adapter leurs fonds garantis boursiers pour qu'ils puissent s'inscrire dans ce indispensable, pour se confor-mer la législation, d'y intégrer

75 h de labora françaises. fonds garantis qui penvent entrer un PEA ont donc contruits façon sophistiquée partir de terme d'options indices boursiers couvrir les

Cette complexité croissante. concurrence oblige, a débouché sur une multiplication im produits, au point qu'il devient de plus en plus difficile de faire un choix, voire de distinguer les et les incon-vénients différentes formules. Au milieu de la jungle des fonds garantis I performances sur un indice boursier, we peut aujourd'hui distinguer caté-

A ceux qui garantissent 100 du capital investi et 100 % de la progression le l'indice le référence (Poscac de La Poste ou Lyon performance du Cralli lyonnais). On assurent toujours 100 a du capital investi, mais avec une rémunération garantie forme d'un la saranti auquel s'ajoute un lage de l'évolution d'un indice bourtier (CIC carinama garantie).

Troisième catégorie, celle de la qui garantissent moins de 100 % du capital investi, and en revanche plus de 100 % de la performance de l'accident CAC 40 (Quantor professore de la catégorie CAC 40 (Quantor professore de la catégorie catégorie).

tous les trimestres, tous les tres ou tous les ans de la erfor-mance de l'indice boursier réfé-rence (Crédit mutuel Franc40 ou Fourmi Year de la Conagnie financière de Rothschild). Antage tout à fait décisif, un gain engistré au bout d'une période de rerence ne peut être remis en causeur une perte pendant une autre périle. En clair, ce système fonction à la hausse et pas à la baisse.

Les fonds garantis sont s produits adaptés au désir de curité des épargnants et dont ouvouve aujourd'hui un échantillon à large permettant de couvrir les ganties recherchées (capital ou ren Mais, attention, le de mie, produits placement exint de loquer les sommes invests. Les importantes. Il exis d'ailleurs dans certains cas, notiment les fonds à indexation bouère et effet de cliquet, des «fenêtre per-mettant de vendre les parts! faut également avoir présent lesprit la nature produits rantis les contraint le péries de souscription Ensit, les fonds sont clos. La ménique sophistiquée de produits rande ne peut se mettre en placeu'une fois pour toutes. Enfin, sarantis risquent de disparae un jour ai les mus d'intérêt baint de manière signification. In pront slors vraiment été caractériques d'un certain air du temps.

Epargne 🖪 retraite

"Votre Compte AFER à Versements et Retraits Libres : vous aver la garantie que 100 % des bénéfices financiers vous reviennent"

C'est un signe: dans une période où chacun "fult attention", le nombre 🔤 souscriptions Il notre Compte à Versements et Retraits Libres augmente chaque jour. Le nombre de un adhérents dépasse maintenant 260.000, tandis que l'ensemble de leur épargne gérée par l'Afer s'élève 1 42 milliards de francs. D'où vient wan confiance?

Depuis sa fondation en 1976, musimanu développé toute l'activité de l'Afer sur un principe simple: "L'épangne man épargnants", appliqué, pour commencer, dans nos



Gérard Athias, Président de l'AFER: "L'épargne 🖦 épargnants".

L'Afer me use association où les adhérents imi leurs propres représentants, adhérentseux.

Ces représentants peuvent contròler l'emploi des capitaux confiés = les résultats de la gestion financière, effectuée ma la responsabilité paritaire de l'Afer m du Groupe Victoire/Sues.

Garanti: IIWW an résultats de 🕍 gestion financière redistribués aux épargnants

Les bénéfices tinanciers du fonds dans lequel les capitaux immi investis

pour fructifier, apparaissent d'ailleurs im pleine clarté: im fonds est, me effet, exclusivement dévolu à l'épargne collectée par l'Afer.

L'Afer redistribue intégralement ces bénéfices II am adhérents.

Cette garantie est d'autant plus intéressante que les résultats bons et réguliers.

Comment # parvenons-nous depuis aulnze ans? Bien sûr, votre contrat Àfer mum place dans le cadre fiscal avantageux de l'assurance-vie.

Mais II y a plus.

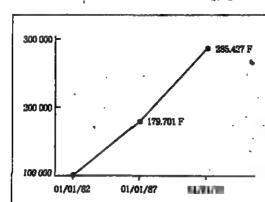
En 1991: + 9,24% 11

Concentrée depuis le début sur l'épargne 🖿 🖺 retraite, l'Afer 📠 supporte musica dépense mas rentable qui alourdirait le prix de um activité.

La gestion des investissements du fonds obligataire un confiée à un gestionnaire réputé: Victoure/Suez.

Le rendement de ce fonds s'est élevé, en moyenne annuelle, à 10% depuis 1977.

En IIII l'Afer a distribué plus de 2,9 milliards de francs à 🚾 adhérents, soit un bénéfice net 9,24%, c'est-à-dire 6,14% au-dessus du mu d'inflation. ceci sans aucune retenue fiscale, ni même, dans la plupart des cas, de droits de succession lors de la



100.000 F déposés en janvier IIIII fant 285.427 P

A la fin de chaque exercice, chacun des adhérents, compte mu des manmunta en des retraits (sans pénalisetion) dont la fréquence at le montant aum laissés II em entière liberté, voit nouveau cumul de capitalisation definitivement comprabilisé 📰 acquis.

C'est l'effet cliquet qui garantit um épargne de "faire boule de neige". La totale garantie financière du Groupe Victoire/Suez renforce re 📗 sécurité de nos adhérents.

la perpétuation d'un service



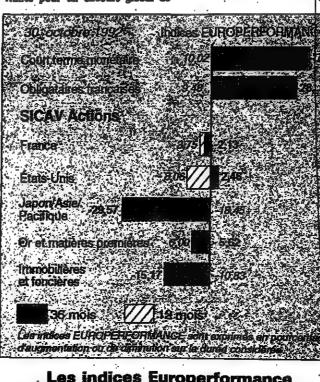
200000000000000000000000000000000000000	Our, je désire recevoir granuitement et suns le moundre engage	ment le dossier d'information sur le Compte 🖩 Versements et Retraits Libres AFE
· 新文化 生	Nom: M. C. M^ C. M* C	Prérum ————
}	Adresse	
afer 3	Cade postal Ville	

Les obligataires talonnent les monétaires

les souscriptions nottes de actions et diversifiées étaient devenues positives en bre après de mois de baisse. Elles continué i l'être de 1 +0,5 milliard de francs. Même tendance nne hausse de 0,3 milliard

Si l'année dernière on pouvait pen-ser qu'il y aurait un regain d'intérêt sur les sicav actions indicielles, les chiffres viennent un peu démentir ce pronostic. Sur un total de 303 sicav, 18 seulement sont indicielles. Et leur encours est estimé à 2,4 milliards de france pour un encours global de

Notons encore, pour cettehnée, l'alourdissement de la fiscaé des OPCVM de capitalisation métaire et obligataire, qui entrera en guour à partir du le janvier 1993 eur la les sicav, les fonds communist placement et les valeurs movères. Enfin, le Trésor se penche suellement sur la distinction entre sicay monétaires de capitalisation les aicav obligataires. Souvent desonétaires incorporent des actifsbliga-taires. La mesure va-t-elle êtétendue aux obligataires?



Les indices Europerformance

Indices Europerformance du 31/12/91 au 20/11/92	Туре	Performances des sicav	None de sv
Sicav Court terms	C	108,97	31
Sicev court terme monétaires	- M	108.99	18
Sicav court terme régulières	8	108.93	, 'a
Sicev court terme sensibles	· S	108,95	! A
Sicav obligataires	Ō	108,32	24
(capi/rev. ann.) obligataires françaises	OFCR	109,05	:16
(rev. trim./mens.)	OFTM	108,84	2
Sicay obligataires internation	OI	106.43	. 4
Sicav obligataires européennes	CEUR	103.73	
Sicay actions et diversifiées	A	98.13	303
Sicay actions françaises	AF	100.25	
Sicav diversifiées françaises	DF	105,26	
Sicey actions internationales	Al	98.86	1 5
Sicev diversifiées internation	Ďi	99,16	i 53
Sicav européennes	EUR	96.33	31
Sicav américaines	USA	100.06	33
Sicav asiatiques	PAC	89.99	. !!
Sicay or et matières premières	OR		23
Sicav immobilières et foncières	IMM	100,70 94,92	3)

Ces actionna qui refusent le

es monetaires.

The state of the same of the same The state of the s poniques'

Les monétaires, quand même

Liquide et rentable, la sicav monétaire continue de séduire les épargnants, même si l'impôt lui est moins favorable.

OUS les on annonce coup il frein sur souscriptions III sicav monétaires, et, pourtant, la collecte se poursuit sans faiblir: 81,5 milliards de frame pour les die premiers mois de l'année 1992 contre 70,2 milliards de france pérode de l'année price de l'année pour cette forme de placement par les détenteurs de liquidités se dément pas (selon la Banque de France, senient constitués de 70 de particuliers, de 20 d'entreprises de 10 d monétaires, et. pourtant,

Market Carolina WITE STATE COTAN

The second second BEAT AND MARK TOWNERS

The same of the sa

A Company of the Party of the P

Temp

Marian and Miles a mark **教授·稀产量**。1000

B Blanch .

There was the second

the state of the same Antonios Com State Ville Se

and the same

A PROPERTY OF THE PARTY OF THE

-

海海の をからい 2000年 またい アンチャン

Street view sales 2.

The same of the sa

Section of the sectio

West There was a

京 韓國 (第2年1月4日) 12年1日

MARKET CAME

يه يولادو ديو ريوني منبي ميليد Marie to the dispersion of the

What do supply to the

MARTINES ...

الراورين وفاصلها للقارا للجائز كالا

El divine, laver de la lace

the said as broom the

Handyare Aprilia this and يبوسندهون بيوس

of supplied to be a second of the second of

Same of the second of the

The first of the second

والما وفي الهجاوات المسافية الإنتيا

沙克 (基础) (表现) (基础) **新 地 小学子会**

· San State Land

But the second

conséquence logique, l'encours de ces sicav – en fait le 1182 – de ces sicav — en fait le — continue de se gonfier crevant, cette amée, le plafond des 1 000 milliards de francs p — atteindre 1 167 milliards de francs à la fin — the silver les sicav dites régulires, c'est-à-dire — exclusivement composées — titres — milliards de fancs de SICAV — sensibles » dont lavaleur — un pen plus influencée lavaleur 🖼 un peu plus influeucée par les manths d'rendement. Au téal, 1 282,4 milliards de francs, très belle accumulation puisqu'il p a tinq ans l'encours n'en éait qu'à 442,5 milliards de francs, l'assentiel in la progression étant inputable aux monétaires réputées

Cette année, la performance de ces prodi a a sur onze mois, de 8,97 %, en progresorze mois, de 8,97 %, en progresion de cours, selon Europerfornance, valorisation
quasi par la capitaliation des coupons et déduction
aite des frais de gestion qui peuvent frôles le 1 % par en ... d'assez grosses différences. Ce le ... ces
différences, davantage l'habil des gestionnaires, qui jouent
str le classement des l'annuelles.

tires.

Es. 1992, o'casa la Banqua de financement et de iresorerie (BFT). di groupe din Crédit 'agricole, qui rengoite les delle premières places du dassement avec un gain de 9,91 % et 1,4%. La lanterne rouge est truue par CCF et sa sicav Francourt (+ 8,18 %). Les quarre dernères, en monnaies étranères, étant hors raisor des variations change, plus-ouvent en baisse, sur le drillar notanment bien entendu, sur la lire flottement expélié profondeurs la Dei Paschi.

Ai rayon des terme

. . . .

17.7

0.00

 2 × 3× 5 × 7 100 Ar rayon des terme non vraiment monétaires, c'est-à-direrégulières, et des sensibles, le tavec + 11,12 h la courtage et d'actionna-AFT talonnée par deux sicav gérés par Fimagest, avec en queue de dassement, dans les « grands », Univar et Uni Association gérées par a Segespar du groupe du Crédit agriole.

E. ce qui concerne les rende-mets d'in par le sicav court terre, on remarquera qu'à 108,97 en soyenne, ils l'établissent prati-quement au même il que dessicav obligataires (109,05 en revnu annuel qu'en théorie la paisser dans courant l'amée prochaine comme il proable, la Banque d'Allemane assouplit à nouveau politique. En ce cas, on devrait voir renlements revenir en dessous

actuellement de 9,5 % à 10 %, veu-ient repasse en la jous de ceux I long terme (8,50 % à 9,50 %).

Certes, ce phénomène avait été plus moins annoncé au début plus mons annonce au debut light, puis au début de lift et, chaque fois, les espoirs déécus, une période de tension monétaire les perspectives. Il an prochain, les prévisions pourraient bien vérifier certains gestionnaires banques commencent y penser a manœuvrer en consequence. Toutefois, estimo-t-on généralement dans les réseaux, même en taux l'court terme, les particuliers resteront fidéles leurs sicav M trésorerie, qui rapportent tout devantage in la livrets A des d'éparane (4,50 %).

Le seuil de 158 450 francs

Il convient de l'année pour les SICAV de l'événement de l'année pour les SICAV de l'abaissement de l'abaissement de l'abaissement de l'abaissement de la seuil de contribuable est d'impôt sur les plus-values, ce qui pour effet d'alourdir la fiscalité frappant les revenus de ces produits. À vrai les revenus de ces produits. À vrai dire, plutôt que il parier d'alour-dissement de la fiscalité, il serait plus juste de dire que le fisc veut atténuer la quasi-exonération dont ils bénéficient actuellement. Théoriquement, les revenus sont imposés comme ceux des obligations et des comptes sur livrets, I 18,6 %.

Mais comme les sicay monétaires ont pris, dans leur grande majorité, la forme de sicav de capitalisation dans lesquelles les revenus ne sont plan district mais réinvestis, leurs détenteurs palent pas d'impôts aussi longtemps qu'ils ne

revendent per lears parts a sicav. Certes, quand its le font, pusen capital par l'ac-cumulation des revenus réinvestis sont taxées, également, 🛊 18,6 %. Mais, jusqu'à maintenant, aucun impôt n'était lorsque les annuelles ne dépassaien pas 316 900 francs en 1992. Le dis positif and production to take the production of procuré par un capital pouvant atteindre 3,5 millions de francs 🕕 %). Il suffisait à l'épargnant de capital légèrement inférieure 316 W francs pour percevoir, en mache d'impôt, l'équivalent d'impôt, l'équivalent d'impôt d'impôt, l'équivalent d'impôt, l'équivalen

Désormais, c'est-à-dire il partir da la janvier 1993, le capital, Elvadi en mar paradicira si disal les seront de exonérés, 1 730 000 francs, toujours are la base d'un coupon de 9 %. En principe, 600 000 porteurs de parts de sicav, sur le million, levelet toucependant, que beaucoup la porhient plusieurs transactions par plaçant temporairement leurs disponibilités wie de les servir pour divers paiements, ce qui peut conduire rapidement 💵 scuil 📺 francs.

Mais, dans l'esprit de ministre des finances, M. Michel Sapin, qui a pris cette mesure, il s'agit de limiter un realiste l'on per bien qualifier d'exorbitant, I savoir exemption totale d'impôt sur des fonds placés li très court dont la rémunération 💷 supérieure, actuellement, I mil des capitaux a long reme, comme les

FRANÇOIS RENARD

L'Ecureuil n'est plus ce qu'il était

Les Français se tournent vers l'épargne longue et délaissent le Livret A. Un tanssement inquiétant pour les HLM

ES pères de famille ne sont plus ce qu'ils étaient, si l'on en croit leur bas de laine : le livret A, symbole de l'épargne résiste mal à la folle concurrence de Bourse, des sicav monétaires et autres assirances-vie, plus alléchantes. Cette désaffection, qui s'accentue depuis la fin des années 80, est révélatrice du comportement ménages en manière de placement : entre un produit qui leur propose une rémunération nette d'impôi de 4,5 % et un autre qui leur offre 9,5 %, ils choisisle second, sans état d'âme. Même si ce sont de « petits épargnants » (le dépôt moyen est compris entre 15 ₪ 17 000 francs).

Résultat : les retraits dépassent les dépôts dans la quarantaine de mil-lions de livrets ouverts en France. Le phénomène est apparu pour la pre-mière fois depuis quarante ans en 1986. Le début de l'année suivante a eté catastrophique, puis la tendance été catastrophique, puis la tendance ést inversée grâce aux frayeurs susci-tées chez les petits épargnants par la bourrasque l'automne 1987. L'embellie a de courte durée : dès le milieu le l'automne réorienté vers la balanc

1989, la mentilatre (excédent mes retraits sur les dépôts, hors intérêts capitalisés) ≡ pris des propor-tions alarmantes : 33 9 milliards de francs. Elle ≡ culminé ± 52,2 milliards en 1990 pour rebaisser en 1991 à 49 milliards. En 1992, Lie la Cuardes dépôts, le déficit tournerait autour des 60 milliards de francs. Au le janvier 1992, l'encours des de était de 677 milliards de francs.

Les deux relèvements de plafond, Les deux relèvements de platond, en avril 1990 et en novembre 1991 (à 100 000 francs), n'ont donc pas freiné cette tendance. Seules de incertitudes fortes – comme la crue du Golfe – semblent pousser les Français à rem-plir leur livret. Car la leute montée des inquiétudes qui les détoume de la consommation et fait augmenter leur consommation et fait augmenter leur

A l'inverse, set lancement de pro-nouveau (le PEP, le PEA) les en détourne clairement. D'autant que la détourne cismement. D'autant que as concurrence entre les différents placeréseaux collecteurs : « l'a observé par exemple à La Poste avec la prole gand renfort de publicité, d'Evolys (un fonds de placement garants).

L'impact pes non
plus negligeable : la personne
emploi d'abord A.
toucher d'autres d'épargne non liquides (comme l'épargne-logement) plus renta-bles : l'en récent étaté à l'INSEE sur le comportement chôdont le niveau des ressources diminue de façon continue, le de possesion des livrets d'éparge passe de 54 % en novembre 19 1 à 47 %

Le logement social menacé

Sans doute une hause du taux d'intérêt servi (4,5 de permettrait-elle une relance de se coût du relèdement d'un point! Solution moins onéreuse, le versement d'une prime de fidélité, suggéré au printemps par le directeur de la Caisse des dépôts, M. Robert Lion, n'à pas (encore?) vu le jour.

Si n'est de pour acurorre sa rémunération, seule une baisse générale des tau d'intérêt peut - par comparaison - redonner du brillant au livret A mais cette hypothèse semble peu probable à court terme aux observateurs, qui n'a pur de puère de seule de m côté-là. années, ils montreut guère opti-mistes sur l'avenir il produit : en 1989, le estimait qu'en 9 l'épargne

taux d'épargne 12,6 % en 1991) n'a pas profité non plus à l'Ecureuil (1).

A l'inverse, et lancement de pronouveau (le PEP, le PEA) les en 1984), la part de l'épargne liquide elle-même au profit l'épargne

S'il perdu position la tirelire Français, livres
A ne l'occupe plus au
réseaux collecteurs qui ont diversifié leur offre de produits 🗷 ne dépendent donc son avenir : si l'image de l'Ecureuil noiears hii Itali I li peau, li Italii iki caisses d'épargne figure parmi les premiers collecteurs d'OPCVM. Et

Mesic «le» grand problème posé décroissance : l'financelogement Le A,
auxquels s'ajoutent, depuis 1991,
quelques du la du
milliards 1991)
et, depuis 1992, le LEP (livret
d'épargne populaire) contribuent chaque man près la nécessaires la construction in la la construction (près locatifs aidés) et 1 000 PLS (prêts locatifs sociaux) et à l'amélioration de 150 000 logements sociaux. Les HLM observent donc avec une inquiétude croissante l'évolution du livret A qui, ments de l'Etat (180 milliards depuis le début des années 80 et 14 milliards en 🗺 🔳 🗎 politique de titrisapar la dépôts, risque d'assécher ressources financières. Au-delà d'une trentaine de milliards de décollecte, ils estiment que le système est menacé... la barre est largement dépassée!

FRANÇOISE VAYSSE

(1) Le terme « Ecureull », quoique impropre (il désigne les caisses d'apargne et non La Poste), est généralement admis pour parler des livrets A.

(2) Economie et Statistique, novembre 1992, « Les conséquences du chômage sur

Ces actionnaires qui refusent le risque

« Avec l'instauration du marché informatisé, la Bourse est aujour-d'hui désertée. Le pittoresque y a perdu, and n'y trouverait pas son compte.

Ce système sophistiqué de cotation n'exclut-il pas en fin de compte la particuliers?

téristiques le que pour bien le pour le mesurer ces interventions, il mécessaire d'avoir des connaissances techniques qui ne sont pas à la portée de tout un chacun, il faut d'appel à des professionnels. Il de la Bourse comme la cata-vité. Le développement des contraintes techniques explique en partie sicav au de l'investissement direct.

- L'al pes dommage? - Je at crois pas. Chacun de savoir que la Brure pour la approchée directement nécessite aujourd'hui un minimum de for-

- Au désintérêt es particu-9 \$ si la la count terme, Ama s'ajoute un appauvrime

- Il faut relativiser ce propos. on parle de la maria de propos. In maria de la maria de la contre de la contre de la continue. Elle a la contrecarrée de la deux événements majeurs qui sont, d'une part, la création du marché en 1983 et d'autre part, la de privatisations 1986 et

> L'économie **concentre**

concentre, nous assistons an mouvement de rapprochement d'entreprises qui se traduit inévitablement réduction du nom-cotées. Mais, contrario, chiffres capitalisation le nombre d'actions ins-la la fait qu'augmenter Sommes-nous ter. Sommes-nous avoir d'une d'une grandes un ét, derrière grandes et, derrière elles, sociétés plus petites?
Peut-être, mais je pe qu'il faille le déplorer. Un économie internationale aujourd'hui d'abord faite pu grands groupes industriels, de leur branche d'activité

branche d'activité

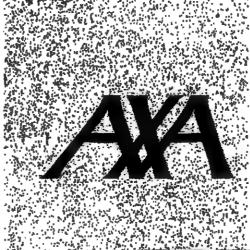
- Le peu d'arrivées Bourse
ne vous tracasse-t-il pas?

- Non. Durant Catraordinairement plates, il in y avait
pas d'introductions. Après plusecond marché traverse un passage à vide. Il subit de plein fram la crise économique. Nous la le

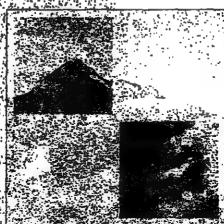
- La sentiment négatif des investisseurs envers la Bourse est-il le même aujourd'hui qu'au temps des basses eaux, dans les auges 60? moyen de le redynamiser

- Non. Dans les années 60, les professionnels allaient jusqu'à s'in-terroger l'utilité même la la Bourse. Aujourd'hui la question and différente. Dans un marché sophistiqué, plus difficile d'all a imperceptible physiquement, com-ment convaincre un épargnant de actionnaire? Comment lui donner le goût du marché? Je reconnais que l'entreprise difficil

Propos recueilis par DOMINIQUE GALLOIS



PUISSANCE D'UN GRAND GROUPE



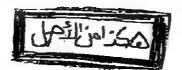
Par une strategie permanente d'investisse ments à moyen et long terme les SICAV AXA refevent les dells de l'economie mondiale et demeurent depuis plus de yingt ans au sommet des placements financiers. La volonte de gagner, la garantie du dynamis-

me l'assurance de la sécurité permettent à AXA d'être l'un des premiers groupes d'assurance européens avec 56.8 milliards de chiffre d'affaires et plus de 4 000 conseillers à travers

L'ASSURANCE DES PERFORMANCES

A.LONG & MOYEN TERME

alternatives économiques décembre 🥨 • PEUT-ON CRÉER DES EMPLOIS SANS CROISSANCE? 19 F Chez voire marchand de journaire Abonnement 1 an: 150 F Alternatives Economiques 12 rue du Chalgnot 21000 DYON



2 Le Monde • Mardi 8 décembro 1000

20 Le Monde • Mardi 8 décembre 1992 •

EPARGNE-PLACEMENTS



SOURCE: EUROPERFORMANCE

- 5 m25

4

2.

 $\widetilde{\mathcal{A}}_{\widetilde{\mathcal{A}}_{\widetilde{\mathcal{A}}}}$

... A

100

.1 .

2 2 3

 $\{ z \in \mathcal{Z} \mid$

100

1.8

. . . . 5°

100

-22 m 2

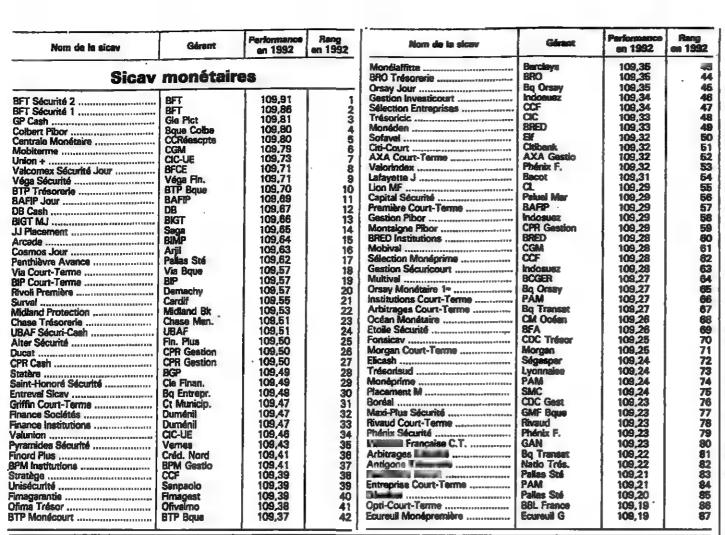
in all the organic problem

7.46

nga sang nga sang

TO STATE OF THE ST

elid bil Titter i ja



92	
LA CAISSE D'ÉPARGNE REMPORTE	
LA CORSEILLE D'OR	
MIEUX VIVRE	
1992_	

La Corbeille d'or 1992 in la revue Mieux Vivre récompense chaque année l'Etablissement Financier qui, sur un an, obtient im meilleures performances sur l'ensemble de manure in SICAV actions et obligations. En 1992, la Corbeille d'Or a ma attribuée à la Caisse d'Épargne.

Avec plus de 160 milliards d'encours répartis sur une gamme complète SICAV, allant des SICAV monétaires jusqu'à celle de l'éco-industrie, la Caisse d'Épargne es situe parmi les mus premiers établissements bancaires: 1400 000 clients lui ont déjà fait confiance.

La Corbeille d'Or récompense la qualité le gestion, le professionnalisme et la compétence des équipes d'Écureuil

Gestion, filiale spécialisée de la Caisse d'Épargne et le la Caisse des dépôts. Le développement récent et spectacu
laire produits boursiers de la Caisse d'Épargne est une promesse de succès au bénéfice de tous et dients.



Cyril Court-Terme	Non de la siesy	Girent	Performance	Rand an 1992
Végo Fin. 109,16 BS Génémail Flosorels Oliséacuris Cindeauxis Cindeauxis Cindeauxis BS Coloscaris Contrate 109,15 31 Cindeauxis SP Monvich Tréserels Nanyant 108,14 GB BS SP Mondreit 109,13 98 SS Sogisposte 109,13 98 SS 109,13 98 SS 109,13 98 SS 109,13 98 SS 109,13 98 109,13		Out En	en 1992 109.19	-
Color	Véga Court-Terme	. Véga Fin.	109,16	89
Finnagest 109,15 50,16	Générali Trésorerie		109,15	- 91
Poste Gestion Sopipostes 108,14 396 SP Monfaire 108,13 396 SP Monfaire 109,13 396 SP Monfaire 109,13 396 SP Monfaire 109,13 396 SP Monfaire 109,13 397 Spor Rendament Lycrimise 109,13 397 Lycrimise 109,13 397 Lycrimise 109,13 397 Lycrimise 109,13 398 Chieff 109,10 109,10 109	Firmesécurité			
Castion 365	Poste Gestion	Sogéposte	109,14	
Description	Gestion 365	*BFCM	109,13	. 96
Ct Marit. 109,11 1989 Eparacic Cit C 109,10 100,10 100,10 101,1	Objectif Sécurité	Lazard	109,13	- 98
Bir 109,10 01 01 02 03 03 02 03 03 03 04 03 03 04 04	Ct Marit. Performance			
CAI Première Finord Ceart - Tient Cait	BiP Sécurité	BiP	109,10	
Finance Court-Termine	TCN Première	Massonnaud	109,09	03
Lion Court-Terme	Finard Court-T. Inst			05
SCRP	Lion Court-Terms	1		06
Sogéral Court-Terme	Groupama Court-Terme	BCERP	109,07	08
La Illians 108,03 118	Sogénal Court-Terme		109,06	110
Ségaspar 109,02 18				10
Colicit Monitaisis	Amplia	Ségespar	109,02	· 11 m
Colicit Monetarine	Lion Monétaire	CL.	109,02	. 115
Assace Court-Terms	Colicif Monétaire			_
Mayerbeer Skourté Se	Natio-Court-Terme	BNP	109,00	18
Placaments Sdourité	Meyerbear Sécurité	Mte	109,00	10,
Intercourt	Placements Sécurité			12
Mondevalor 108,96 115	Haussmann Court-Terme	Worms	108,99	
BP Brat. 108,91 17 17 18 19 19 19 19 19 19 19	Monévalor		108,96	
Ban Court-Terms	Saint-Honoré Réel Bratagne Atlant, Régul			17
CIAL 108,88 120 COmptavator 108,86 131 CDC Trissor 108,86 131 CDC Trissor 108,83 132 CDC Trissor 108,82 133 CDC Trissor 108,81 139 CDC Trissor 108,81 139 CDC Trissor 108,81 139 CDC Trissor 108,79 144 CDC Trissor 108,79 144 CDC Trissor 108,79 144 CDC Trissor 108,79 144 CDC Trissor 108,75 144 CDC Trissor 108,75 144 CDC Trissor 108,75 144 CDC Trissor 108,75 144 CDC Trissor 108,71 146 CDC Trissor 108,71	Blan Court-Terme			1.8 129
Duest Trésorerie	CIAL-Sécurité	CIAL	108,88	
Fructicount	Quest Trésorerie	BP Quest	108,83	12
Vainfel	Fructicourt	CCBP		
Top Cash		TGF-Gest	108,82	- 13
CIO	Top Cash	CPR Gestion	108,82	13
Acti Velorisation BF-Triésor 108,79 14				13
Cap Stra	Acti Valorisation	France	108,79	
Piscement J	Ouestar Court-Terme	CM Loire A	108,78	- 14
CDB Monétaire SG 108,71 148 108,70 147 108,70 147 108,70 147 108,70 148 108,70 148 108,70 148 108,67 108,70 148 108,67 108,67 108,68 138 1				
Security				
BRO 108,68 139	Est Court-Terme	INOV	108,70	147
Ct Mutuel Epergne J				
BAFIP	Ecofigarant			
Monégestion	Investissement CF	BAFIP >	. 108,65 ath	John 152
Priv'Associations			100 CE	
Prépar Sécurité 108,62 157 158 159 1	Pyramides Court		109,63 old	156
Dryade	JFM Court-Terms	Amalthée.	108,62	
Soil Court-Terme Septentifical Court-Terme Septentifical Court-Terme Septentifical Court-Terme Septentifical Court-Terme Soil Sécurité Soil Sécu	Dryade	BGP	108,59	159
Septentrion Ct-Terme				7 7 7 7 7
Créd. 108,58 108,54 108,54 108,54 108,54 108,54 108,54 108,54 108,54 108,54 108,54 108,54 108,54 108,54 108,54 108,54 108,54 108,54 108,54 108,54 108,47 108,56 108,47 108,47 108,47 108,47 108,45 10	Septentrion Ct-Terme	BP Nord	108,67	162
Phil. Gest. 108,54 168 167 168 167 168 167 168 167 168	Finord Sécurité	Créd.	108,58	1984
Sogéposte 108,50 167	Sofi Sécurité			168
Scureuii Trésorèrie G 108,47 189	Latitude	Sogéposte	108,50	167
TGF-Gest. 108,45 171 108,45 171 108,45 108,45 108,45 108,45 108,45 108,45 108,45 108,45 108,45 108,45 108,42 108,34 175 108,34 175 108,34 175 108,34 175 108,34 175 108,30 176 108,30 177 108,30 177 108,30 177 108,30 177 108,25 178 108,25 178 108,25 178 108,25 178 108,25 178 108,25 178 108,25 180 108,25 181 181 181 181 182 183 180 108,25 183 183 184 108,25 183 183 184 1	Ecursuil Trésorerie	G	108,47	e 169
Cr Maritime Sécurité 108,45 108,45 108,65 108,42 111 109,000 174 109,000 175 108,30 177 108,30 177 108,30 177 108,30 177 108,30 177 108,30 177 108,30 177 108,30 177 108,28 178 108,28 178 108,28 178 108,28 178 108,28 178 108,28 178 108,28 178 108,28 178 108,28 180 108,28 181				
BFCC 108,36 174	Ct Maritime Sécurité	III Maria	108,45	
Sécuricic	Eficoop Sicay	BFCC	108,36	174
Invest Sécurité C.T.	Sécuricic	CIC		
Natio Monétaire BNIP 108,24 179 Netio-Sécurité BNP 108,23 180 Francourt CCF 108,18 181 Suroterine Deutsche Mark PAM 106,84 182 Pariterine Deutsche Mark PAM 106,82 183 Soogen Cash Dollar SG 106,67 184	Invest Sécurité C.T.		108,30	177
CCF 108,18 181	Natio Monétaire	BNP	108,24	179
Euroterme Deutsche Mark PAM 108,84 182 Pariterme Deutsche Mark PAM 106,82 183 Soogen Cash Dollar SG 106,67 184	Francoust			
Socgen Cash Dollar SG 106,57 184	Euroterme Deutsche Mark		108,84	182
morphocol Cost Hand American mate pascia . 37,54 185	Socgen Cash Dollar	SG	106,57	184
	100 100 100 100 100 100 100 100 100 100	ante hearre	. 8/,34	185

Nom de la sicav	Gárast	Type	Performance en 1992	. Pag en 192		
Autres Sicav court terme						
Réflex Première	SCAF	S	111,12			
Firms CT	Firmagest	R	110,85	1 1		
Firmecourt 1	Fimagest	R	110,74]]:		
Bāti Première	Investimo	S	110,49	1 4:		
Provence Optimum	Hottinguer	S	110,43	<u>ਜ਼ੇ</u> ਪ		
La Hénin PIBOR	Fimagest "		110,26	. 9		
Indosuez Régularité	Indosuez	S	110,11	7		
Sécurité Arbitrages	CPR Gestion	\$55	109,91	- 8		
Selection court terme	CCF	S	. 109,90	9		
Centrale court terme	CC Résecpts	R	109,87	10		
Rochefort court terme	Rochefort	[8	109,86	11-		
BIGT M +	BIGT	R	109,78	12		
8FT Valor Une	BFT	S	109,67	13		
Option-Sécurité	BREC	R.	109,64	14		
BTP Associations	STP Baue	S	109,56	15		
Mobisécurité	CGM	B	109,49	16		
Saga Court terme	Sage	<u> </u>	109,48	179		
Partner Régularité	LMG	R	109,46	18		
Placaments Valorisation	Alfi Gest.	R	109,45	19		
Rochefort 5 x 3	NSM	S	109,43	20		
Orsay Valorisation	Rochefort	S	109,41	21		
Mutualités-Dépôts	Bq Orsay CDC Tresor	R	109,38	22		
Brons nove terms	GMF	<u>s</u>	109,38	23		
Prony court terme Sogévalor		B	109,37	24		
CAC court terms	SG CDC Gest	S	109,35	· 25-		
CAC court terms	PAM .	R	109,33	26:		
Franterine	CIC-UE	B	109,33	27		
AGF Sécurité		<u>\$</u>	109,33	28 29		
Mondial Proteol CT	Phánh F.	B	109,32	29		
Partner Carles	LMG	1 8 1	109,32	30		
Partner Options	TMG	S	109,32	31		
Lloyds Sécurité	Fin. Plus	B	109,30	32		
Gestilion	CL.	8 1	109,29	-33		
Cosmos Capital	Aris -	R	109.27	34		
Citi-Valor	Citibank	- R	109.24	35		
Alfi court terme	Alff Gost	i ii l	109,18	36		

....



THE - Marie - Marie Land Total Control of the Marie No. in

Marine Standard

Approximation of the second Little Winner Trains Billion States of the same all the laws September 1 march 1 march 10

THE PERSONAL PROPERTY.

200 Mary and the second sec Salver Merchant Term STREET, THE VALUE OF

Regulary Joseph Committee Contraction of the Party of the Manager Chair in Stillmer / Smiles of Bernings on والمناصيفين ويراها فالمتنفقة Section - April 1985 الوبيت وستجيبهم Action Air A Might to the Sound Sound Jan 1 1 1 1 10 September 1994 A SAL SELVIN Chamber and early AND THE STATE OF Stage or ... British St. St. St. Marie Commence والمعيد بالهولات Transport of the second

व्यक्तिकारी विकास का कार्यकार । क्रिकेट - विकास कार्यकार । क्रिकेट क्रिकेट कर विकास ।

White have no -

Company was

AND THE PROPERTY OF THE PARTY O

The state of the s

A CONTRACTOR OF THE SECOND

A Committee of the same

The second secon

100 mm = 100 mm

18 18 18 1 W. W.

Market and the second of the s

The second secon

A STATE OF THE STA

بالكيا ياليان

Section 200 THE ME OF US · 1984年 Charles of the Control of the Contro Park Street G 22/44.8 * San Maria

SOURCE SURGER

1.1

A = A +

1.5

ing productive services and the services of th

SOURCE	:	EUROPERFORMANCE

Control Fig. Fig. Control	Nom de la sicav	Gérant	Туре	Parformance en 1992	Rang en 1992	Nom de la sicav	Gérant	Туре	Performance en 1992	Rang en 1992	Nom de la sicev	Gérant	Туре	Performance en 1992	Ra en 1
Comparison	fi-Monéterme	Ecofi Fin.	R.	109,18	37	· Victoire Oblirés	Victoire	OFCR			Caproblig	SG	OFCR	109,24	10
April	fi Arbitrage	Ecofi Fin.		109,17	38	Uni-MT		OFCR		42	Cadence 7			109,23	10
More March More March More March More March More March More March Ma	comex fresorerie-Plus	BFCE	1 8			JAP Moven-terme				43	Cadence 3			109,22	10
March Section Sectio	cuier Rendement (C)		2			MDM Première Catégorie					Partner Obligations 2002		OFCR	109,21 109,20	10
The content of the	quier Rendement (D)	RIMP .	g			Mutualitée Réconse				16	Formalia			109,20	10
## COLOR OF MICH. April S. 100,15 44 BP CAT Face (P) 200 CC 100,15 54 CC CC CC CC CC CC C	av court terme	Brt Orean	Ĭ			BIP OAT Index IC					Trilion			109,20	10
Photographic Section Photographic Section Sect	MOS DIBITIÂNA CRE	I Anii	S		44	BIP OAT index (D)		OFCR			Epargne Capital			109,18	10
Content of the cont	CAP 3 mois	BIP	R					OFCR			Coexis			109,16	10
Second purchase	e Corpon	B1P Bque	I R		46	Haussmann Obligations								109,16 109,16	11
December Color C	socia première	SG	, E			Argent Ciel								109,13	l ii
Continue	ay Arbitrage	Bo Orsav	l s			Lionolus	CI.							109,11	1 11
Contract	Di Court terma	Damachy	Ŕ	109,11	50	France Garantie	TGF-Gest	OFCR			Oblifutur			109,10	1 !!
Depart Program Progr	socic	CIC	8			Gestion Première		OFCR						109,07	1 !!
Pale	IL-Honora Hendament					Axa Capital		OFCR						109,05 109,02	11
Second	imax				F4	DTD bee		OFCH			Peniace			109,02	l i
Part	éperone			109.04	55	Foarone Obligations		OFCR			Cap Revenus			109,01	1 11
Part 1986,03 Far 1986,03 Far 1986,03 Far 1986,03 Far 1986,04 Far 1986,05 Far 1986,	rane Associations	PAM	Ä	109,03		Ofime Oblig					Val Première			108,99	1.2
Add S 108,05 60 108,05 70 108,	evette court terme	Bacot			57	Selection Premiere	CCF	OFCR	109.84		Objectif Rendement			108,92	13
Price Pric	o-Eparona	BNP			58	Capitacic		OFCR			Thésora			108,90	1 1
Prenditis	ement cover terms		5			GMF Obligations								108,90 108,89	1
Secretaria	Première		8			Tréconnelles Terre		OFCR						108,88	Ιi
Second Color Col	arus	BRED	8			Poly Prime		OFCE			Générali Rendement		OFCR	108,82	Ιi
Comment Comm	blig	SNVB	[Ř			Eparone Institutions		OFCR					OFCR	108,82	1
Schemist GC	ction Institutions	CCF		108,97	84	Indosuez Long Terme (B)		OFCR			Fructidor		OFTM	108.79	1
Description Color	Sécurité		R.			Trésor Plus	CDC Trésor	OFCR			Ecureuil Capitalisation			108,78	1 !
CCR Coping Copi	nos Etoles		R			Financière Plus		OFCR			VP			108.74	1 1
Part	of Coologgapas] R	108,95		Indosuez Long Terme (A)		OFCR			AA Fipart			108,73 108,73	1 1
Add California	nos Obligations	Sogepoin	l e			Coril Tréese		OFCE						108,73	Ιi
Continue	nos Elvsées	And	l ä		70	AXA Oblic France					Siverente			108.72	Ιi
### Application	ourt terme	DE	l ä i			Fructi-Première								108,68	1
Pulse	égies court terme		l R			l'Lion Institutionnels l						CPR Gestion		108,67	[1
Editor Prime CP S 108,80 74 Sarcilys Fremière C Puger Mehé CPCR 109,87 78 Haussmann Fremière No. 108,88 78 Puger Mehé CPCR 109,87 78 Puger	Plus	Cyril Fin.	[R			Lion Trésor		OFCR					OFCR	108,66] 1
Womes	ction L. Prime	CCF	5			Barclavs Première C								108,65	1 1
Principal Prin	mos Marigny					Barclays Première O								108,57	[]
Paris Pari						Have among Multimanus								108,57	Ιί
CAL CAL R 108.87 79 DB Oblig C DB OFCR 109.54 83 Athera Long Terms Athera OFCR 108.60 CAL	a Hénin		I Ř			Parhas Revenue Siceu								108,40	Ιi
Vernase	-CIAL		R			DB Oblia C		OFCR			Athéna Long Terme		OFCR	108,39	1
Provider Service Content S	dev		R			DB Oblig D		OFCR		84	Investissement net			108,37	1
Rodential Global Scale Global Global Scale Global	e court terme					BFP Valor 2		OFCR			Via Obligataire			108,35	1
Constraint Con	nière Oblig.		I B		82	Unipremière		OFCR					OFCR	108,32 108,32	1 1
act R Pibor	Cánuitá		8		83	Uni-Garantie		OFCH						108,32	Ιi
Box	*Security		1. 2. (100,01	94 85	Ecureur Inmestral		OFCB					OFCR	108,25	Ιi
PAM Packed Pack	ert Trésor			108.79		Placement Plus		OFCR						108,25	Ιi
Episrgne Triscor Sophysicate Sophysica						Prévovance Ecuraul		OFCR						108,24] 1
Sophicate R 108,75 90 90 90 90 90 90 90 9		DMD	S	108,79		Natio-Revenus			109,37		Mensuelcic	CIC		108,23	1
Part	ice	Sogéposts	ו מו	108,78	89	Soli Trimestrie!	DEI	OFTM	109,37	93				108,22	1 1
BAC R 108,71 92 Partimole Refereits TGF/CCSP OFCR 109,31 96 Etoile Obligations CM Brat. CM Brat. CFCR 108,62 97 Etoile Obligations CM Brat. CFCR 108,62 97 Etoile Obligations CM Brat. CFCR 108,62 97 Etoile Obligations CFCR CM Brat. CFCR CM B		Sanpaolo] . <u>S</u>	108,75	. 90	Arbitrage Rendement		OFCR	109,33	94			OFCR	108,18	1 1
Sign						Offma France		OFCR					OFTM	108,12 108,11	;
Crid Nord S 108,88 94 95 96 97 96 98 Norwich Ramunération Norwich OFTM 108,26 98 Norwich Ramunération Norwich OFTM 108					92	Parrimone regarde		OFCE		80				108,08	Li
Control Cont					94	Saint Honoré Canital		OFCR I					OFCR	108,02	1 1
Lyonnelse					96	Finand Trimeetrial		OFTM	109.26				OFTM	108,00	1
Text Bright Frequency				108.63	96 .	Cadence 2		OFTM					OFCR	107,98	1 1
Performance	HTaux				97							<u> </u>		<u> </u>	
Agricolor Agricolor Rectified Rect	80a.	BRED			98	•					·				
Rethschild Ret	Performance								· — .					-	
Representative process of the court terms of the co	os Maugnon	A/JH Resheebild	· K	108,60		I a maddle a da					37, 9, 27, 23	Carrier Section 18	2 2 2 2	11.11	4.
Court terms	Placement.				102		. [1]								
Morgan R 108,58 104 108,58 105 105 108,58 105 108,53 106 108,53 106 108,53 106 108,53 106 108,53 106 108,50					103	Europerforman	ce [1]					1.887 2 24	7.5	1	e: 1
Sociations Scare S 108,58 105 Europerformance est une our sicev S 108,50 106 Careff Gérer OPCV R 108,50 108 108 108 108 108 108,50 108 108,47 110 S 108,47 111 S 108,47 111 S 108,47 111 S 108,48 112 Europerformance a Lazard S 108,48 113 Europerformance a Lazard S 108,48 113 Careffer S 108,48 115 CL S 108,38 115 CL S 1	on Valorisation	Morgan	. R	108,59	104 -							SS, Es, T	`:	and the second	ું∵.
Cardif R 108,52 107 108,50 108 108,50 108 108,50 108 108,50 108 108,50 108 108,47 110 108,47 111 108,47 111 108,48 112 108,48 112 108,48 113 108,48 113 108,48 114 108,48 115 108,48 115 108,48 115 108,48 115 108,48 115 108,48 115 108,31 116 108,31 116 108,31 116 108,29 117 108,29	essociations :	BCGER	S	108,58	105 .		une					A Block	4		• •
Gérer OPCV R 108,50 108 109 108 108,60 109 108 108,60 109 108 108,47 110 108 108,47 111 108 108,47 111 108,48 112 108,48 112 108,48 113 108,48 113 108,48 113 108,48 113 108,48 113 108,48 113 108,48 114 108,49 114 115 108,31 116 108,31 116 108,31 116 108,31 116 108,31 117 108,31 117 108,39 118 118 118 118 118 118 118 118 118 11				108,53	106								100		
Sestion				108,52	107	l'analys	e 🚝 🔛				tara financia	[75] S. S. S. S.	4		
IMT (C)				108,50	100					·			7. 1.		. 4
MMT (D)	ANT IC				110								1		. js .
The Première Con Arbitrages Scurité Sc	MIT (D)						. 111				· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	A.S.S.PT.	R A N	CRIN	R
A LONG & Mr. C. Mutuel Eparame CT Ct. Mutuel R 108,29 117 Ct. Mutuel Eparame CT Ct. Mutuel Eparame CT Ct. Mutuel R 108,29 117 Ct. Mutuel Eparame CT Ct. Mutuel Eparame CT Ct. Mutuel Eparame CT Ct. Mutuel Eparame CT Ct. Mutuel R 108,29 117 Ct. Mutuel Eparame CT Ct. Mutuel E	cit Première		I Ř I	108,48	112		III upa 1 1 1					1.0			1
on Arbitrages	lieu Sécurité	Ecofi Fin.	S	108,43	113 .							<u>ــــــــــــــــــــــــــــــــــــ</u>	1 1 m	ا سيمر وو	`;; .
ASSOCIATION ASSOCI	on Arbitrages										PE	KFUR	MA,	NGES.	٠.,
t Munuel Eparane CT Ct Munuel R 108,29 117 porreferible des sices 108				108,36	115										
											. A	LONG	.1 2	MOYI	N
	Mutuel Epargna CI	CPR Gestion	n e	108,28	118						lin A.				7
CPR Gestion S 108,28 118 Placements R 108,25 119 COMP R 108,25 119 COMP R 108,25 120				109,25		comprend a	ujour-				الله السيرة ال				• '

			100,01	1 110
Crédit Mutuel Epargne CT	Ct Mutuel	R	108,29	117
Cash-SME	CPR Gestion	S	108,28	118
Natio-Placements		R	108,25	119
Fructl-Associations	CCBP	R	108.20	120
Valorg	CCBP	R	108.19	121
Alfi Rendement	Alft Gest.	S	108.10	122
FIBOR Plus	Alfi Gest.	Ř	108.07	123
Midland Première	Midland Rk	Š	108.08	124
	MARCHET CO.	, ,		127
Ouget Oblig	l CIO		107.97	1 125

NEIDO-PERCHILIBRIUS angun contactat l	DIV	B	100,20	1 115 1	144
Fructi-Associations	CCBP	R	108,20	120	d'hui iiiii l'emi (court
Valorg	CCBP	R	108,19	121	terme, obligations,
Alfi Rendement	Alfi Gest.	S	108.10	122	et types
FIBOR Plus	Alfi Gest.	Ř	108.07	123	
Midland Première	Midland Bk	S	108.08	124	sicav.
Quest Oblig.	CIO	R	107,97	1 125	Le limit a in in présen-
Uri-Cash	Sanpacio	R	107.97	125 128	ter à ses lecteurs l'ensemble
Soli Capl	BA	R	107.91	127	des sicay en 1992. Il s
Atlas court terme		S	107.91	128	
Sélection J	CCF	R	107.71	129	à Europerformance
Univar	Ségespar	R	107.61	130	de redéfinir onze catégories de
Uni-Associations	Ségespar	R	107,61	131	pour la la
Atlantes Plus Sicey	BIF	Ŝ	106.99	132	Las sont
Finance Entreprises		Š.	105.31	133	présentées par ordre perfor-
I mondo min abusas illimini		1 * '	1 2 2 2		breaeurers has ordre im bestol-

emble II a à Europerformance de redéfinir onze catégories de pour les la les Les is sont présentées par ordre m performance décroissante 1992.

Le palmarès réalisé par Europerformance pour Monde porte sur huit cent sobrante-six sicav, créées il y a plus de onze mois. La performance est calculée entre le 31 décembre 1991 et le 20 novembre 1992.

Sigles des Sicav

sicav court terme M : monétaires
R : régulières
S : sensibles

- OFCR : françaises en capitalisation ou à revenu annuel - OFTM: françaises à revenu trimestriel ou mensuel Ol : obligataires à vocation internationale
 OEUR : obligataires à vocation européenne Sicav Actions

- AF : actions françaises - DF : diversifiées trançaises Al : actions internationales
 DI : diversifiées internationales

- EUR : européennes - LUM : américaines - PAC : asiatiques - OR : m matières premières - IMM : immobilières et fon-

(Source : Europerformance)

AZA COURT TERME + 8,74 % 2,00 % DEPUTS DEC. 1997

LASSURANCE DES PERFORMANCES A LONG & MOYEN TERME

PERFORMANCES MOYENNES ANNUELLES

3,10 %

6,18%

3,29 %

3,56 %

3,23 %

5,82 %

LES SICAV OBLIGATIONS	/AN	
AM RAL	+ 2,92 %: DEPGS BAI 1900	3,21 %
ALFORNIA MAI	+ 8,54 % BEPUIS OCT. 1985	3,09 %
A LES	+ 10,53 %	7,23 %
AXA CROSSANCE	+ 12,20 % DEPUS JUBY 1970	7,45 %
DROUGH FRANKE	+ 17,98 % DEPUS OCT. 1978	6,53 %
ANA PRANCE FEARCE	+ 18,83 %. DEPUS MAI 1979	6,35 %
ALA MUVESTISSEMENTS	+ 2,49 %	3,22 %
ALA VULLUS	+ 4,62 % DEPUS XII, 1989	3,26 %
Parliage, and or Companies on the State of the Age	to only to pay to which the sufficient	Minoral Jay 19472

SOUSCRIPTIONS impres de ANA Assurances - Alpha Assurances - 3616 code AXA

Avec AXA vos placements same au sommer de voc ambitions.

Sicav	obligataires	fra	ıçaises	3
				т

Placements Réassurance	SCOR ·	OFCR	111,07	1
Sogépremière	SG	OFCR	111,07	2 3 4
Indosuez OAT (B)	Indosuez	OFCR	111,04	3
MATIP	BIP	OFCR	111,02	. <u>4</u> .
Indosuez OAT (A)	Indosu62	OFCR		5
Capiscor	SCOR .	OFCR	110,95	6
Azur-Obligations	Azur	OFCR	110,93	7
Firmarevenus	Fimagest	OFCR	110,88	8
Oblipar	PAM	OFCR	110.84	9
Indosuez Première (B)	Indosuaz	OFCR	110,68	11
Mobi-Rendement	CGM	OFCR	110,68 110,68	12
Orsay Première	Bq Orsay	OFCR	110,65	13
Acti-Première (C)	BBL France	OFCR		14
Acti-Première (D)	BBL France	OFCR	110,67	15
Haussmann Epargne	Worms Indosuez	OFCR		16
Indosuez Première (A)	CCF	OFCR	110,58	17
Sélection Valeurs du Trésor.	Mut.	OFCR	110,57	: 18
MDM Long Terme	Fimagest	OFCR	110.56	19
Firnindex Première	UAP	OFCR	110,56	20
UAP Alto	Cortal	OFTM	110.56	21
Cortal Rendement Trim	CPR Gestion	OFCR		22
CPR Oblig	CCF	OFCR		23
Sélection Rendement	CCF	OFCR		24
Sélection Oblig. Valor	CPR Gestion	OFCR	110.51	25.
OAT Plus	Fimagest	OFCR	110,48	26
Firmarente	Axa Gestio	OFCR	110.45	27
Axa Première	BTP Baue	OFCR	110,37	28
BTP Rendement	CPR Gestion	OFCR	110,36	29
Capital Expansion	BGP	OFCR	110.34	30
Cérès	CDC Trésor	OFCR	110.34	31
France Obligations		OFCR	110.34	32
Oddo Capitalisation	Oddo	OFCR	110.34	33
Plusvai	Cardif		110.32	-34
Synthésis	Ségespar	OFCR		35
BTP Long-Terms	BTP. Bque	OFCR	110,30	36
Union Capitalisation	CIC-UE	OFCR	110,30	
Top Oblig	CPR Gestion	OFCR	110,29	- 37
Morgan Première cat	Morgan	OFCR	110,27	38
OAT Indice Gestion	CDC Gest	OFCR	110,27	39
UAP Première catégorie	UAP	OFCR	110,25	40
ONL LIBITIONS COMPANY				ı

LES SICAV OBLIGATIONS MOYENNE / AN INFLATION

+ 8,47 %

DEPUTS OCT 1985

+ 12,15 %

GEPUIS OCT, 1979

+ 4,71 %

DEPUIS AREA, 1984 + 12,06 % AZA SELECTION DEPUES MIL 1064 ALA PERMITE + 9,35% DEPUTS JUR. 1987 AXA CARTOL +11,50 % DEPLES SEN 1980

EN SOUN

ST STORES

AXA RUBOR + 8,20 % 3,22 % DEPUTS DEC. 1984 ARA OBLIG + 6,81 % 3,62 % DEPUS (EV. 1980) 1 + 11,50 % AXA OBUS FRANCE DEPLIES JANNY, TOPO,

Professionary Calculum as 20/10/97 Compare for makin tensorial ballition and to Ap 35/70/97

EPARGNE-PLACEMENTS



公安、教養の養養

を できる

100 941 0

Nom de la sicav	Gérant	Туре	Perionnance en 1992	Rang an 1992
Eparque Première	Ct Mutuel	OFCR	107,91	161
Grouparum Obligations	BCERP	OFCR	107,83	162
CM Coligataire	OFCM	OFCR	107,79	163
Inogestion	Ecofi Fin.	OFCR	107,65	164
Vélasquez Obligations	Duménil	OFCR	107,60	165
VI France Tauf Fixe	Phénix F.	OFCR	107,52	166
Cosmos Long Terme	Ariil	OFCR	107,44	167
Fipart (C)	GererOPCV	OPCR	107,31	188
Fipart (D)	Gérer OPCV	OFCR	107,31	169
Obligataire	LMG	OFCR	107,27	170
Oblig	Cava Finan	OFCR	107,24	171
Pyramides	Vernes	OFCR	107,20	172
Jeune Epargne	Lyonnaise	OFCR	107,14	· 173
Soli Première	BFI	OFCR	107,03	174
Valcomex Invest Prem C	BFCE	CFCR	106,90	175
Valcomex Invest Prem	BFCE	OFCR	106,87	176
	Citibenk	OFCR	106,72	177
Wensuel	Gérer OPCV	OFTM	106,68	178
Vultirendement	BCGER	OFTM	106,59	179
Rochefort Obligations	Rochefort.	OFCR	106,33	180
Valcomex Prot. Croissance .	BFCE	OFCR	105,90	181
parc-Continent	Gérer OPVC	OFCR	105,83	182
Viultigarantie	BCGER	OFCR	105,64	183
AGF Oblig	AGF	OFCR !	105.46	184
ructi-Epargne	CCBP	OFCR	104.41	185
élection Plus	CCF SAM	OFCR	103.83	186
Rochefort Convertibles	Rochefort	OFCR	103,27	187
Avenir Alizés	Ct Mutuel	OFCR	100,39	188
Crédit Mutuel Epargne LT	Ct Mutuel	OFCR	98.00	189

	-2	\$
· · -		

SOURCE : EUROPERFORMANCE

Sicay actions et diversifiées françaises

Rang en 1992	Nom de la sicav	Gérant	Туре	Performance en 1992	Rang en 1992
161	Valeurs Gestion	Demachy	OI	108,18	18
162	Oblition	CL	OI	108,09	19
163	Firminter	Firmagest	01	107,99	20 .
164	Mondiale Internationale,	LMG	[OI	107,93	21
165	MDM ObligInter	Mut. Mans	Ot	107,86	22 .
166	Cyril Trésor International	Cyril Fin.	OL	107,48	23
167	Oblig. Ttes Catégories	BRED	OI	107,31	24
188	Liber Japon	Datwa	QI	107,23	25
169	Obligations Convertibles	Créd. Nord	OI	107,18	26
170	Euroval	CIC-UE	Or	107,07	27
171	Epargne Assurance	PAM	OI	106,94	28
172	Fineurope Convertibles	Courcous	OEUR	106,80	29
· 173	MDM Ecu	Mut. Mans	OEUR	106,61	30
174	Grouparne Capitalisation	BCERP	Oi	106,56	31
175	Laffitte Rendement	Barcleys	Ot]	106,36	32 33 34 35
176	Oblicic Mondial	CIC	O	106,36	33
177	Dieze	Ségesper	OI	106,32	34
178	Ofima Convertible	Ofigest	Ot 1	106,22	36
179	Soprina	SBÒ	OI	105,53	36
180	France Ecu Pius	MAAF G	OEUR	105,26	37
181	Uni-Obligations	Sanpaolo	0	104,65	38 ·
182	Objectif Convertible	Lazard	0 1	104,54	39
183	Partner International	LMG	Q	104,50	40
184	Poly-Devises	Paltas Sté	0	104,07	41
185	World Capi	CPRGestion	OI	103,87	42
186	Atlas Ecu	Fin. Atles	OEUR	103,70	43
187	Mondobig	BGP	Oi	103,66	44
188	AXA Europe	AXA Gestio	OEUR	103,23	45
189	Oblig-Europe	CPRGestion	CEUR	103,01	46
	Soli Long Terme Internetionale	BFI	OI	102,90	47
	Indosusz Multiobligations	indosugz	OL	102,80	48
	Eurécu Government Bonds .	Robeco	OEUR	102,65	49
	Ecupar	AXA Gestio	OEUR	102,44	50
	Leumi Long-Terme	Ct Mutuel] OI	102,00	51
1	AGF Interfonds	AGF	OI	101,57	52
2	AGF Ecu	AGF	OEUR	99,94	53
2 3 4	Univers-Obligations	Ségesper	OI	99,23	54
	Drougt Sécurité	AXA Gestio	01	98,76	55
5	Atlas International	Fin. Atlas	OI	98,24	56
6	'AXA Oblig Internationales	AXA Gestio		97,31	57
5	1		1		

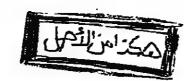
OICAY ACCOR	or mitore			
Alfi-Valeurs	Alfi-Gest.	AF	110,15	1
Saga France	Saga	OF :	107,24	2 3
Ecureuil Investissements	Ecuracia g	AF	107,05 106,66	3
Atout Futur	Ségesper SNP	AF DF	106,60	. 5
Placement A	SMC	AF	106,20	8
AXA Epargne France	AXA Gestio	AF	106,16	7 .
MDM France	Mut.Mens	AF	106,05	8
Parfrance (Q	PAM	AF AF	105,83 105,83	10
Parfrance (0)	Worms	ĀF	105,80	111
Haussmann France (D)	Worms	AF	105,80	12
AGF Opti-index	Phénix F.	AF	105,76	13
Drouot France	AXA	AF	105,74	14
SogenFrance (C)	SG	AF AF	105,17 105,17	15
SogenFrance (D)	Sogéposte	OF	105,17	17
France GAN	GAN	AF.	104,98	= -
Slivefrance		AF	104,72	19
·Sicav 5000	CL	AF	104,45	20
Pervalor	SG	DF	104,39	21
BSD Avenir Objectif Patrimoine ,	BSD Lezard	DF DF	104,27 104,14	100
Livret Bourse Invest.	TGF-Gest.	AF	103,79	24
Cardival	Charles .	AF	103,18	15
·AXA Valeurs	SAA Geber	AF	103,14	26
Natio-Valeurs	BNP	AF	103,07	27
Fructifrance (D)	CCBP-	AF	102,96	20
Fructifrance (C)	CCBP	AF	102,94	29
SG France Opportunités (C)	SG SG	AF.	102,88	21
SG France Opportunités (D)	SG	ĀF	102,81	100
Assurindice	Demechy	ĀF	102,21	-
Objectif France 2000	Lazard	AF	102,03	34
France Entreprises	NSM -	AF	101,92	35
Interselection France	SG	I AE	101,14	36
Uni-France	Ségesper	AF AF	101,03	37
Optimevalor	88L	AF	100,60	39
Firma-Indice Première	Firmagest	ĀF	100,45	40
Francic	CIC	ĀĒ	100,10	41
Fonciar Valeurs	CFF	AF	100,03	42
Ct Mutuel Epergn Ind (D)		AF.	99,90	43
Ct Mutual Epargne Ind (C)	Mutuel '	AF	99,90	44 45
Mobi-Actions	CPR Control	AF AF	99,78 99,77	46
Oddo Options	Oddo	ĀF	99,61	47
Actip Indice 40	BIP	AF	99,60	48
Actions Agro-Alimentaire	CCBP	AF	99,54	49
Elan Index France	Rothschild	AF	99,48	50
AGF 5000	AGF	AF	99,29	51
State Street Actions France	State StrG TGF-Gest	AF AF	99,18 99,07	63
Ofmaction	Officest	ĀF	99,02	54 54
Union France	CIC-UE	ĀF	99,00	
France Index Sicev	PAM	AF	98,98	
UAP Actions France	UAP	AF	98,93	R.V.
Heusemann Index France	Worms	AF	98,71	58
France-Avenir	BRED	AF	98,50	69
Efindex France	BFCC	AF AF	98,18	60 61
Soil France	Arjii BFi	AF	98,14 97,98	
Valcomex Sél, CAC 40 C :	BFCE	ĀF	97,78	63
Valcomax Sél. CAC 40 D	BFCE	AF	97.78	64
Marianne	BGP	#F-	87,72	
Midland Options Plus	Midland Bk .	. AF	97,69	66
Pyramides Opportunités	Vernes	AF.	97,67	67
AC+Fiper:	Gérar OPCV Indosuez	AF AF	97,34 97,18	88
Laffitte-France	Barcleys	ĀF	96,48	70
Norwich Sélection	Norwich	ĀĒ	96,23	. 74
Uni-Hoche	Sanpacio	AF	96,08	72
Gestion Sél. France (A)	Indosuez	AF	95,92	- 73
Gestion Sél. France (B)	Indosuez	AF	95,92 05.42	74
Sél. Valeurs Françaises	CCF	AF AF	95,42) 75 76
Objectif Dynamique	Lazard	AF	94,91 94,55	77
Régécroissance	Firmageet	AF	93,76	78
Francic Régions :	CIC	ĀF	93,44	79
Uni-Régions	Ségesper	AF	93,28	80
Atlas Action	Fin. Atlas	AF	90,95	81
Frandev Monceau	Pallas Std	AF	90,36	82
AGF Invest	AGF	AF	87,32	83

Sicav obligataires étrangères					
Privoblig	BIMP	OI	112,13	1	
Fimoblig	Fimagest	OI	110,33	2 3	
Epargne	Cred. Nord	OI	109,97	3	
Nord Développement	CDCI	01 01 01 01 01 01	109,73	4	
Obligations	Victoire	01	109,64	5 6	
Objectif Capitalisation	Lazerd	OI	109,63	6	
Mobidiv	CGM	OI I	109,37	7	
Interoblic	SG	l ai i	109,35	8 9 10	
	Victoire	1 01 1	109,25	9	
	BNP	OI OI	109,22	10	
Stratégie Rendement	Legal	OI I	109,19] 31	
Obligations	Athéna	Oi I	109.12	12	
	Ségespar	OI	108,98	13	
Vivlongterme	Ferri	Oi	108,73	14	
Sélection Obligations Int		Ŏi	108,64	16	
BSD Valorisatium	BSD	Oi I	108,40	16	
LIAP Altafi	UAP	Ol Ol	108.32	17	

Ce classement porte war les Sicav with avant le



Nom de la sloev	Gérant	Туре	Performance en 1992	Rang en 1992
State Street Emerging Markets	State StrG	AI	109,29	1
Préparval	BRED	DI	108,95	2
Carmignac Patrimoine	Carmignac	DI	108,89	3
Dynamico	Eurofin	A	108,25	14
Gestion Indosuez (B)	indosusz	AL	107,59	5
Gestion indosuuz (A)	Indosuez	A!	107,57	6
Midland Action	Midland Bk	DI	106,88	7
Stratégie Actions	Lagal	Di	106,34	8
Winterthur Saint-Honord	Cie Finan.	l Di	105,77	8
Unigestion	Sanpaolo		104,94	10
AXA NPI	Cheuvreux	Di I	104,61	11
Victoire	Victoira		104,43	12
Ecureuil Géovaleurs	Ecureuil a	1 12 1	103,91	
SFI-CNP-Assur	COCI	A	103,22	14 15
Saint-Honoré Investigaements	Cie Finan.	l ai l	103,22	16
Sélection Croissance	Crifd, Nord	71	103,15	17
MDM Valeurs	Mut. Mans	Si	103.03	18
Victoire Patrinoine	Victoire	l ă l	103,03	19
Amplitude		Ä	102.98	20
Horzon	Ecureuil a	Di	102,50	21
Atles Valeurs	Fin. Atles	Ai	102.43	22
Solali Investissement	GAN	Di	102,36	23
Victoire Valeurs	Victoire	Di	102,30	24
Le Livret Portefeuille	CDCI	Al	102,29	25
Eagle Investissement	Eagle Star	Di i	102,25	26
Seint-Honorá VIs et Sentá	Cie Finan.	AI I	102,15	27
Ecocic	CIC	108	102,08	28
Epargne Valeur	BNP	심	101,87	29
Gestion Associations	PAM	DI	101,78	30
Quartz Sicav	Ségespar		101,68	31
Prépar Croissance Ofima Valeurs	BRED	l Di	101,57	32
Natio-Patrimoine	Ofigest	<u>W</u>	101,53	33
SP-Actions	BNP CPR-Gestion	DI Al	101,51	34
Epargne Unie	Ségaspar	A	101,33	36
Ouest Valeurs (C)	CIO	A I	101,28	36
Ouest Valeurs (D)	CO	21	101,00	37
Firnacroissance	Fimagest	l a l	101,00	38
Saga Perspectives	- Saga	iii	100,97	. 39
Rochefort Diversifié	Rochefort	oi I	100,88	40
Optigest Internationale	Optigestic	l ăi l		41
Univers Actions	Ségespar	1 - 2 2 1	100,82 100,75	42
Alsace Moselle invest.	Sogénal	A.	100,75	43
Becot-Allein Internetional	Bacot	A	100,70	44
Athéna Actions	Athéna	Ail	100,67	45
	Cyril Fin.	🛱	100,68	46
Technocic	CIC	الما		47
Planintar	CCSP		100,56	48
TROUBLE COMMENTS OF THE PROPERTY OF THE PROPER	WOF	I AL I	100,54	49





Sales

Control of the Same of the Same

The state of the second second المهمينة والكرافة

The second secon

STATE OF STA **建**46 Actions.

man and the Marie Land Comme The Committee of the Co المناه المارات المناهد ويهي الإفاراتين Frat Tree See a secondary Marina .

Selection .

 $y_{i+1},y_i\in\Xi_{i+1}$

9-141 Suggest and the inger in der eine Begenstellte stehen ein begen in

gggggggan i francisco gari で特別なり発展である。

Strip to the state of the state Application with the second Bey Street MAN TO A P 1 **編 19.6年**年 。

The second secon

والمراج والمناور والمتعارض والتهيؤ

Section of the second المراجع المجارية المجارية والمجارية

 $\frac{1}{2} \log \mu = 2 \cdot (1 + \log \mu + 2 \cdot \log \mu)$ STATE OF THE PARTY OF THE PARTY.

SHEET THE PARTY OF THE **温泉** (1) 13 14 14 San La Company Common C

September 1997 -

And the second of the second o

The second secon

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O

Constitution of the second sec

5 794

Andrew Branch & Comment

Same to the same

-4.45

经基本 大學學 Section 1 - 4 per

Telephon Topias

Age The day

See the second of the second

the state of the state of alman, and

Section of the second

The color المنافض المنافضة ال

There we have at the water of

, ...

- 3

:_ ..

__.

Marie Carlos Car

Angel Angel Anderson

Sant.

Act of and the second Ser John Str. الع الحج المحاصر فيعينها

1997

3.3

SOURCE: EUROPERFORMANCE

Nom de la sicav	Gérant	Туре	Performance en 1992	Rang en 1992
Techno-GAN	GAN	Al	100,45	61
WOR Actions Investigacement	Athéna	Di	100.04	52
ranscontinents Sicay	BRED	Ä	99,81	53
JAP Actions Sélect.	UAP	A	99,68	64
ons. Saint-Honoré	Cie Finan.	DI I	99,52	55
netitutione Operational	NSM	DI:	. 99,52	56
nstitutions Opportunités	PAM .	Di	99,39	67
pargne Croissance	BNP	AJ	99,29 99,21	58 59
Alhena Valeure	Athéna	l Si	99,17	60
eller Croissanca	Setter	8	99.15	61
JAP Investissements	UAP	Ă.	98,86	82
géval	BRED	1 61	98.70	83
roissance Plus	Epargne Fr	Di l	98,69	84
oginter	SG		98.65	65
Irbíval	Cardif	Al	98,59	66
XA Croissance	AXA Gestio	AL	98,56	67
3 Est	AXA Gestio	Al	98,25	68
livinter	CL	Al	98,01	69
aint-Honoré Indice Protection .	Cie Finan.	Di	97,89	70
/ia Investissement	Via Boue	Di	97,88	71
Aultiactions	BCGER	DI	97,74	72
osmos Communication	Arjil	의	97,73	73
lacements Environnement .	NSM AXA Gestio		97.59	74
tratégie Internationale	Athéna	I 없 i	97,44	75 70
aribas Opportunités	PAM	DI Al	97,40 97,34	78 77
e Portefeuille Diversifié	Cogefi	6i	97,19	7 9
ivoli Croissance	Demachy ·	I AI I	97,02	79
élection Environnement	CCF .	l al l	96,94	áŏ
apital Valeurs	Paluel Mar	l Bil	96.88	81
lorgan International	Morgan	Di	96,88	82
cofimondial	Ecofil Fin.	l Di l	96,71	83
rovence international	Hattinguer	Di	96,64	84
rédinter	CIC	I AI	96,51	85
rivinter	BIMP .	A J	96,25	86
apital-D.R. International	Palual Mar	AL	. 96,10	87
bjectif Consommation	Lazard	A)	96,10	88
élection Mondiele	CCF	Di	96,09	89
affitte-Expansion	Beroleye	A!	95,98	90
inarval	Courcouse	A. I	95,66	91
aint-Honoré PME	Cle Finan. LMG	I Al I	95,58	92
ertner Capital		P.	95,52	93
yramides Actionslecements Institutionnels	Vernes NSM	Al	95,19	94 95
lacements institutionness	NSM	I Ä	94,60 94,46	96
acements Physuseruch	CL	a l	93.60	97
rédit Mutuel Epargna Monda	Ct Mutuel .	🛣	93,47	98
roissance Prestige		الكا	92.96	99
M	Epargne Fr CIC	61	92,77	100
deusniss	Pallas Ste	Di I	92,76	101
cibert Croissance	Baue Colbe	Di l	92,58	102
enthièvre Réserve Int	Pallas Ste	Di l	92,08	103
MF Actions	GMF	Ai I	91.91	104
Mance	Via Bque	DÌ	91.90	105
GF Actions	AGF	Ă	88,73	106
election innovation	CCF	Ai	87,58	107
mnigestion	Ducatel	Di	85,85	108
ervet Valeurs	Hervet	Df	85,10	109
	Pallas Ste	DI I	84.20	110

Tom to it steat	Gerant	Type	en 1992	en 1992
Techno-GAN	GAN	Al	100.45	61
MVOR Actions Investigances	Athéna	l Si	100,04	52
Transcontinents Sicey	BRED	Āi	99.81	53
UAP Actions Sélect	UAP	A	99,68	54
Cons. Saint-Honoré	Cie Finan.	DI	99,52	55
Gestion Mobilière	NSM	Di-	99,52	56
Institutions Opportunités	PAM .	Di	99,39	67
Silvam	CL	AJ	99,29	68
Epargne Croissance	BNP	DI	99,21	59
Athena Valeurs	Athéna	Qį	99,17	60
UAP Investissements	Sellier UAP	DI -	99,15	61
Egéval	BRED	. <u>A</u> l.,	98,86 98,70	62 83
Croissance Plus	Epargne Fr	Oi Di	98.69	84
Soginter	SG	Al	98,65	65
Orbivai	Cardif	D.	98.59	66
AXA Croissance	AXA Gestio	Ā	98,56	. 67
SI Est	AXA Gestio	Ai	98,25	68
Silvinter	CL	Ai	98.01	69
38INI-HONOre Indica Protection	Cie Finen.	Di	97,89	70
Via investissement	Via Boue	Di	97.88	71
Multiactions	BCGER	DI	97,74 97,73	72
Cosmos Communication	Arjil	Di	97,73	73
Placements Environnement .	NSM	DI]	87,59	74
AXA Investissements	AXA Gestio	Di	97,44	75
Stratégie Internationale	Athéna		97,40	78
Paribas Opportunités	PAM_	A!	97,34	<u>77</u>
Le Portefeuille Diversifié	Cogefi	Di I	97,19	78
Rivoli Croissance	Demachy ·	[Al·	. 97,02 .	79
Sélection Environnement Capital Valeurs	CCF	A	96,94 96,88	80 81
Morgan International	Morgan	l di	96,88	82
Ecofimondial	Ecofil Fin.	Di l	96.71	83
Provence International	Hattinguer	Di	96,64	84
Crédinter	CIC	Āi	96,51	85
Privinter	BIMP .	AI-	96,25	86
Capital-U.K, International	Palual Mar	Al	. 96,10	87
Objectif Consommation	Lazard	A)	96,10	88
Sélection Mondiale	CCF	Df	96,09	89
Laffitte-Expansion	Beroleya	AI	95,98	90
Finarval	Courcoux	AI	95,66	91
Saint-Honoré PME	Cle Finan.	A. I	95,58	92
Partner Capital	LMG	D	95,52	93
Pyramides Actions	Vernes	A!	95,19	94 95
Placements Institutionnels	NSM NSM	AI	94,60 94,46	96
	CL			==
Action Epargna Monda	Ct Mutuel .	A	93,50	97 98
Croissance Prestige	Epargne Pr	AI	92.98	99
SNI	CIC	Gi I	92,77	100
Argonautes	Pallas Ste	Di I	92,76	101
Colpert Croissance	Baue Coibe	Di l	92.58	102
Penthièvre Réserve Int.	Pallas Ste	Di l	92.08	103
GMF Actions	GMF	Āi	91,91	104
Allance	Via Bque	DI [91,90	105
AGF Actions	AGF	ΑI	88,73	106
Sélection innovation	CCF	Al	87,58	107 .
Omnigeation	Ducatel	며	85,85	108
Hervet Valeurs	Hervet	면	85,10	109
Magellen	Pallas Ste	Ŋ.	84,20	110
Vélasquez Actions	Duménii	Al	82,64	111
		_		_

Nom de le sicsv	Gérant	Performance en 1992	Rang en 1992
Actions eu	ropéenne	s Sicav	
Capital-France Europe	Paluel Mar	103,64	. 1
Euro Croissance	CIC-UE	103,54	
CNP Assur Valeurs	CDC Gest	103,28] 3
MDM Europe	Mut. Mans	103,26	
Etoile Franco-Allemende	BFA	103,08	1
Fructivalor	CCBP	102,54	. 8
Europe Institutions	Palles Ste	102,24	. 7
Pareurope	PAM	- 101,95	8
Partner Europe	LMG	100,01	9
Haussmann Europe	Worms	99,88	10
Allemagne investissements	BFA .	98,15	1 11
Croissance Britannia	Epargne Fr	97,73	12
Euro-GAN	GAN	97,17	. 13
Eurodyn	Ségespar	96,69	14
Valcomex Opportunités Plot	BFCE	96,80	15
Gestion France Europe	Indostiez	96,73	16
Méditerranée Baltique	AXA Gestio	95,93	18
Placement Nord	SMC	95,74 95,48	18
Sogevar	SG	95,46	20
Eurocic Leaders		95,46	21
Nouvelle Europe	Cie Finan.	95,13	22
Uni-Azur	Sanpeolo Ofivalmo	95.06	23
Ofimark	Lazard	94,61	24
Objectif Valeurs Européennes	Barciaya	94,44	20
Laffitte-Europe	CDC	94.20	25
Allemagne Opportunité	DB	94.10	27
Juniter	BGP	92.41	28
Sélection Europe	CCF	92,38	29
Renaissance Europe	Pallas Sté	91.74	\ 30
Eurasud	CDCI/BUE	91,18	1 31
Sélection Euravenir	CCF	90.90	32
State Street Actions Europe	StrG	90,48	33
Harwanne Allemagna	BAFICO .	87,27	34
Ofimasud	Ofigest	83,08	. 35

Sicav or et matières premières				
Orvalor	CCF Ségespar Barciays BBL France BBL France	109,95 107,44 105,99 105,41 99,93 99,93 98,99	1 2 3 4 5 6 7	

	•
Principaux sigles	établissements gérants
BBL France : Banque Bruxelles Lambert. BCGER : Banque de la caisse générale épargna et retraite. BFCE : française du commerce extérieur. BFCM : Banque tédérative de	placement. BTP Banque : Banque du bâtiment : travaux publics. CCR : de réescompte. CGM : da gestion CIC-UE : Crédit

crédit mutuel.

et 👫 trésorerie.

BFT : Banque de financement

et া trésorerie.	PAM : Paribas Asset Mana-
Banque de gestion	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
privée.	gement.
	SG : Société générele.
BIGT : Banque internationale	SMC : Société marseillaise de
de gestion et de trésorerie.	crédit.
BIMP : Banque industrielle et	· UBAF : Union - banques
mobilière privée.	arabas françaises.

CPR Gestion : Calsse pari-

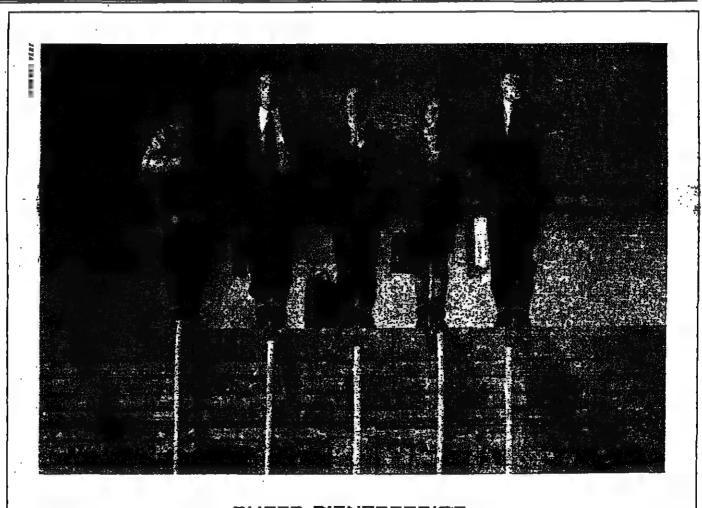
DB : Deutsche Bank.

Nom de la sicav	Gérant	Performance en	Rang en III				
Sicav actions américaines							
Objectif Géo-Croissance Prémior Aurécic Elan USA Phénix USA Indosuez Amérique Quantamerica Paramérique Sicav Améri GAN Uslon Amérique Union Amérique Laffitte-Amérique Laffitte-Amérique	Crédit Nord CIC Rothschild Phánix F Indosuez PAM GAN CCF CIC-UE BFSC Barclays	95,48 95,13 88,78 106,06 104,22 102,39 101,01 100,31 109,27 98,22 96,19 94,98 93,75	10 11 12 22 23 24 55 8 9 10 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11				

Japacic Cit-UE 91,42 10	MODASSI MOUDS	DOP	93./5	- ''			
Euro-Orient CIC-UE 114,55 Partner Tigre	Sicav actions aslatiques						
Yarna Orient	Euro-Orient Partner Tigre Gestion Orient (B) Gestion Orient (A) Saint-Honoré Pacifique Atlas Dragon France Pacifique Sélection Pacifique Japacic Laffitte-Japon Nippon-GAN France Japaquant Gestion Unijapon Yama Index Aurore Laffitte-Tokyo Japonindice-Gestion Japindex Phénix Japon Japaquant Sicav	CIC-UE LIMG Indosuez Indosuez Cie Finan. Fin. Atlas CDC Gest CCF CIC-UE Barclays GAM Indosuez Yamaichi BGP Barclays CDC Gest PAM Phénix F, PAM	114,55 106,29 106,16 106,15 105,64 94,56 93,92 93,30 91,42 90,70 86,97 85,84 82,62 81,79 80,62 77,68 77,68	12 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23			

Nom de la sicav	Gérant	Parformance en 1992	Rang en I			
Sicav immobilières et foncières						
CNP Assur Pierre Convertimmo Actions-Pierre Conservateur Unisic Groupama Foncier Foncival Natio-Immobilier Agfimo Uni-Foncier MDM Immobilier Objecter Actifs-Réels Croissance Immobilière Foncière long-terme Partner Immobilière UAP Aedificandi Alicés Pierre Fonitière Sélection Placament Immobilier Fructimmo Gestion Immobilier Fructimmo Gestion Immobilier Foncier Investissement AGF Foncier Investissement Laffitte-Immobilière Haussmann Pierre France Pierre Haussmann Pierre France Pierre Pierre International Réalvalor	CDC Gest SG Hervet Sanpaolo BCERP BRED BNP AGF Ségespar Mut. Mans Lazard Epargne Fr Vernes LMG UAP Ct Mutuel Demachy SMC CCBP Indosuez Indosuez Indosuez Indosuez Indosuez Refel	100.10 99.64 99.14 99.10 98.99 98.88 98.11 97.50 97.05 96.41 96.36 95.87 95.79 95.48 95.15 85.06 93.26 93.26 93.26 93.27 92.91 92.87 92.91 92.87 92.91 92.87 92.91	1 2 3 3 4 5 6 6 7 8 9 10 112 13 14 15 16 17 18 120 22 22 22 22 22 22 22 22 22 22 22 22 2			

Ce classement porte sur is Sicav créées avant le 28 décembre 1500 et présentes au palmarès Europerformance en due de la reservicio 1992. Illu france placés le 29 décemtuellement détaché, X Inna le 20 novembre 1922



CHEFS D'ENTREPRISE,

IL EXISTE D'AUTRES BONNES MÉTHODES POUR DYNAMISER VOS COLLABORATEURS.



Epargne retraite, éparana salariale, voici quelques

GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

également les garanties : décès, incapacité III travail,

--.

moyens pour dynamiser vos collaborateurs, tous vos collaborateurs... Des moyens moins risques mais plus élastiques car nous les adaptons mu besoins de chaque entreprise III de ses salaries La Branche Groupe III II CNP

1.4-7

medicaux, qui viennent un complément des régimes sociaux obligatoires. Tout will your donners une like man de la Prévoyance. Pour tout renseignement, appeler: (1) 42.79.89.51. CNP, le limit de l'Assurance Collective.

VIVEZ BIEN ASSURÉ

EPARGNE-PLACEMENTS



. y

Texas and the second of the se

Marie Con Statement Con

Sec. 15. 6.

- weekens 1.5

A series of the series of the

The state of the s

 $\sigma_{x,y} = e(x_1, y_1, \dots, y_{x_n})$

Samuel Control of the Control

The de August 1819 at 18

Tan Line 12 Page 19

Carlo de partir de la companya del companya del companya de la com

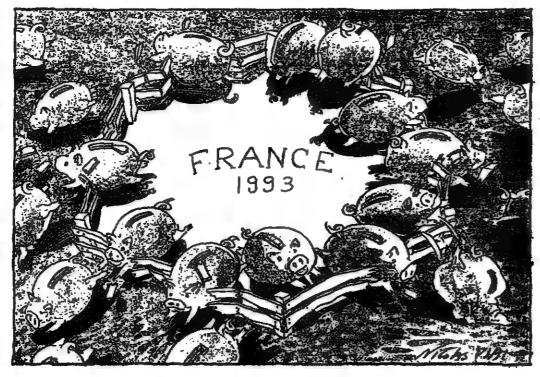
L'Europe boursière naîtra dans dix-huit mois

Une directive européenne reprend les thèses des pays latins, peu tentés par l'ultralibéralisme

'EUROPE boursière en train en constituer. La base essentielle en el la directive de «services en investissements ». mois juin par les Douze. Excepté quelques modifications techniques, grandes lignes du projet devraient peu évoluer. Toutefois la les core parcourir quelques méandres Bruxelles avant I'll définitivement adopté. Il mir en vigueur dix-huit mois après l'adoption définitive par M Parlement européen.

le gestation in le directive européenne manufici marchés financiers de la pour le moins laborieuse. Oubliée par la textes, elle n'avait pas été prévue 📖 🐚 Livre blanc européen de 1985. L'idée d'une directive sur les seriavestissement apparue en lendemain la rédaction du texte européen régissant

Pendant quatre and conception du futur boursier commu-nautaire lieu lieu conceptions, l'une très libérale défendue n' l'apparent anglo-saxons (Allemagne Bretagne principalement), l'autre plus réglementée revendiquée par la



nauté de la avoir de la large-

De premier principe d'un statut européen pour tissement ». Cc mutuelle a l'assement l'asse membres. Une fois reconnue H agréée par san d'origine, una société peut

pour les transactions

partir de règles précises procédures d'admission, la déontologie la la transparence. Les pays qui, dans un souci il protec-tion client, souhaitent regrouper

Le troisième pilier concerne la clarré de boursières. Il

durant la séance, publications doivent régulièrement.

satisfaction France.

Il « fait large part laits transparence protection la protection l'Investisseur qui no toujours me ceux de Bourse de Paris », pouvait-on mensuelle correspond definition au avaient propost ab initio représentants français, il introdui une règle de transparence (publications) tions régulières, et avec un cours de délais, de données sur les cours et les volumes) em certains marchés européens ne respectent pas », lit-on éga-lement dans cette revue. Concrètement, lorsque : directive su adoptée, li place trouve aux normes imposées. Seule

L'épreuve du feu pour les sociétés civiles de placement immobilier

En dépit de la crise, la substance des SCPI n'est pas menacée

collecte d'épargne pour les sociétés civiles de placement immobilier 1990, ■ commencé à diminuer en 1991 🛮 11 milliards de france 🖼 🚾 devrait pes supérieure I 6 mil-liards de francs en 1992, estime M. Jean-Louis Brunet, président l'ASPiM, l'organisation professionnelle, 📰 📟 🚟 🖆 près 🕮 50 🖫

priétaires III III mandal secondaire, celui de la revente sur lequel pèse, en fin d'année, I milliard de parts en attente de cession, avec un délai d'attente de quatre à cinq mois. L'ampleur de ce délai et mon-L'ampleur de ce délai et montants en quête d'achteurs
un phénomène qui n's pas
de précédent un marché vieux de
vingt doute, signale
M. Brunet, ce marché plutôt
d'un manque d'achats que d'un
afflux de ventes, et les milliards
parts ou en
ne représentent que 3,3 d'un immobilier valant environ 🗃 milliards francs, par quel-que 600 000 épargnants. Ce n'est pas la crainte d'un la valeur parts qui effarouche les souscripteurs I plutôt d'investissement de ce secteur la l'annonce difficultés sur le marché

En outre,
un instarted de prudence, peuvent juger de se prémunir
eles d'une conjoncture
durablement leurs

A l'immobilier, qui a éclaté en France comme dans bien d'autres pays et qui se poursuit, provoque une ve de la de la sicav excellent produit d'attente à la rentabilité et la la de placement immobilier. liquidité parfaite (du jour me lende-

Mais, au-delà 💵 cycles 🛍 l'immobilier, qui ma connu de propie bas de 1974 à 1977, de 1981 à 1981 même 1984, le vrai problème des gérants de la celui de l'évolu-tion de revenus locatifs qui risque de peser sur la distribution des divi-sur = 90 milliards = francs patrimoine = SCPI, investis en logements et 82 =

de Wrunts

Milam si la durée des baux en cours permet d'amortir merciaux, un phénomène de rible de préoccuper le gérants en d'entreprises utili-locaux aujour-d'hui frais géné-raux d'abord en réduisant surfaces qu'elles occupent, en en regroupant leurs plus nombreux sur il emplacements rait conduire, le terme, en l'apparent d'une reprise de le croissance économique actuellement hypothétique, lune augmentation du les d'inoccupation des locaux le usage le company de la conduit le usage le conduit le conduit le la conduit le c cial qui, en région passé récemment de 5 % à 1 % loin, le 20 % américains mérite l'exa-

Par ailleurs, la protection au capi-al investi, qui était au la jusqu'à

le prix de parts, beaucoup plus fonction de l'évolution des nus futurs (niveau 📥 lovers, tau d'occupation des locaux) que de valeur vénale in locaux. Mais, a l'heure actuelle, la fixation de la valeur des peut peut afaire que référence aux minimum qui ont lieu ponctuellement, à l' conditions traduisant 🖮 valeurs d'immeubles «à la casse». Les tionnaires de la se fuit, de la procéder à l'évaluation la valeur des parts dans reconjoncture caractérisée un que visibilité, tant un des résultats to le la conjoncture des résultats to la conjoncture des résultats des résultats de la conjoncture de la conjon aleur intrinseque in la manufactura

indépendamment de ces incerti-tudes, les gérants de la limit des prendre dans l'immédiat, en raison de la chute de la collecte et de la crise du marché immobilier. ls maintiennent les prix de leurs parts et, ce faisant, ils risquent d'inciles porteurs a vendre, estimant point haut. Soit ils ajustent à la prix, notamment améliorer la rentabilité instantanée, in my partier la climèle et,

En bon Français, cela s'appelle un dilemme (choix entre la la cession). Quelques craquements, légers, produits récemment, la la décision, prise courant IVI Antin Gérance, de suspendre a capital adopté il y a bas et du Crédit du Nord. Ce méca-

présent il manière très régulière pur valorisation du prix de parts, pourrait, il il la conjoncture actuelle, l'être moins publique de ment que par le passé. Sans doute, les performances il SCPI, que trabelle performances il script que trabelle prix du patrimoine si le fonds était épuisé. Les dirigeants d'Antin Gérance ont préféré ser leurs liquidités, estimant, en outre, que le patrimoine des SCPI concernées est de qualité et ne doit pas être liquidé à perte.

Le vieillissement des SCPI

Au-delà de ces péripéties, on peu considérer que la substance même du patrimoine des SCPI n'est pas vraiment menacée. D'abord, la plupart des acquisitions ne sont pas récentes et leur prix n'a pas été outrageuse-ment gouflé. Ensuite, ces acquisitions ont été financées par des fonds propres – les capitaux provenant des souscriptions – et non par des prêts immobiliers, très coûteux à l'heure actuelle. Mais la persistance d'une crise de l'immobilier de bureaux, pendant vraisemblablement plusieurs années, risque de peser sur la commercialisation des parts.

outre, comme le signale M. Louis Pelloux, président du groupe qui porte son nom, un pro-blème de marché secondaire va se poser de plus en plus, an fur et il mesure que les SCPI vicillissent, ainsi que leurs propriétaires : à vingt ans d'existence, ou peut envisager 5 % de reventes annuelles, soit 4,5 milliards de francs par an, chiffre supérieur à la collecte nouvelle de 1992 (3,5 milliards de francs).

Plus de transferts que de liquidités pour le PEA

Le plan d'épargne en actions connaît le succès, mais on y déménage son portefeuille plus qu'on n'y apporte ses liquidités.

auront cette modifié l'environnefrançais. Deux événe-ne sont pas complètemoins agréable pour l'épargnant aura de l'alourdissement de la fis-tant sur les monétaires, le second, plus agréable, le lancecomposition (p. sur la date, du plan d'éparane en la (PEA).

L'un n'allait pan sans l'autre. Comment réussir à trouver de l'épargne nouvelle sans précisément la détourner il placement qui depuis années qualifit a « fiscalement attractif » ? Trans la "siscalement attractif"? I la nuit i mercredi lau jeudi i juin, innanil'amendement présenté par l'
ministre i finances, M. Michel Sapin, qui la fiscalité a'appliquant aux sicav
l'appliquant qu'à partir i l'ajani 1993 – ne l'applique qu'à partir i l'applique qu'à part tion cessions échappant in taxation, allait un transfert d'épargne. Et c'est là qu'intervient in plan d'épargne en

députés au débil du mais de juillet, le PEA me effectivement min en vigueur depuis II septembre. Les trois objectifs auxquels devait répondre plan suivants : pourvoir en les entreprises, en tenir la Bourse privatisations partielles donc réduire l'importance de l'écourse réduire l'importance de l'écourse privatisations partielles donc réduire l'importance de l'épargne des placements à discorrespondait à la correspondait à la correspondant d'épargne-retraite (PER) de la correspondait à succès auxquels on pourrait ajour le plan d'épargne

rait ajourn le plan d'épargne populaire (PEP) le le 1989. Dans sa forme toutefois, il moins incitatif que les sicav Monory les ptes d'épargne pas d'avantage fiscal le souscription : pour de raisons d'équilibre budétaire. budgetain le man de l'économie en avait catégo-riquement en l'idée. épargnant . 1,2 million . francs par couple marié, plan nécessite de les les titres ou le liquidités pendant de huit années, les néanmoins la possibilité de sortira de la cinquième année. Si, une raison

comment a til été reçu? Entre son passage à l'Assemblée et le l'environnement boursier a considé-rablement changé. A la mi-septem-bre, les gains affichés par la Bourse de Paris étaient loin des 15 h affi-chés par la la CAC d'aquelques

Min financiam de collecte la plus communément admise situait e 15 et 40 milliards d'ici à la fin de l'année, il semblerait que nous n'en soyons loin. La collecte globale dépasserait ment les 36 milliards de francs, et les dispositions, notamment en pouvaient effectués jusqu'au
31 décembre et protonjusqu'au 31 1993,
raient mouvement.

1,2 million de plans

Si l'on peut tirer un premier enseignement, compte des différentes familles de produits sées des OPCVM de sicav ou fonds commun placement, actions en direct, produits garantis, contrats d'assurances, etc.), la collecte de l'épargne provient, pour l'essentiel, de transferts de portefeuille, les liquidités représentant que le quart de l'encours Néunmoins, malgré ce le paraît conforme prévisions promoteurs, la le nombre plans Si l'on peut tirer un premier

Sur principaux ré ux, ce sont de 1,2 million plans qui ont de 1,2 million plans qui ont de 1,2 million plans qui ont de 1,2 million plans gui ont de 1,2 million plans l'ont été au Crédit lyonnais, plus de 100 000 à la Poste, autant chez l'Ecureuil, tout com à la lutte en termes d'encours. Le grands gagnants le lyonnais et le Crédit agricole, even près de 8 milliards de francs de collecte, suivis par la company de 1,2 milliards de francs, et la BNP, 2,5 milliards de francs. Comme on peut le voir, le comme on le comme on peut le voir, le comme on peut le voir, le comme on le comme on peut le voir, le comme on le comme on peut le voir, le comme on peut le voir, le comme on peut le voir, le comme on le comme on peut le voir, le comme on le comme on peut le voir, le comme on le comme on peut le voir, le comme on le comme on le comme on peut le voir le comme on peut e voir, is ment ne bouleverse pas vraiment la hiérarchie e établissements ban-

a la fiscalité un la plusvalues de l'on les placem de type l'illes présentent toujours aux yeux du grand public un attrait indéniable tié à leur forte rémunération d'à leur sécurité. Si le PEA a drainé 36 milliards. 9 milli d'épargne nouvelle, Illi-sicav court représentent toujours un encours impérieur à 1 000 milliards de francs.

Information SICAV

ELICASH Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV ELICASH sont convoqués M Assemblée, Générale Ordinaire, le mercredi 🛮 janvier 1993 🖟 15 heures, dans les locaux ila Caisse Nationale de Crédit Agricole. 📰 Bd Pasteur, 75015 Paris. Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes m l'exercice 1991/1992.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence habituelle M Crédit Agricole.



Information SICAV

MONÉ. J

Amendale Ginbralia

Les actionnaires de la SICAV MONÉ. J sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, la mercredi il janvier 1993 il 11 heures, die la locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris. Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les in la de l'exercice 1991/1992.

Pour tout renseignement complémentaire, lui actionnaires peuvent s'adresser auprès 🛍 leur 📭 👚 habituelle M Crédit Agricole.



Andrew Bri

機能を いっぱるともいうない

AVERT PRODUCT

Control of the contro

Birth Man A Manager . - -

. . . .

٠.

. .

S

2.5

Pius de transferi

use de liquidites pour

The same and

A MARKATAN PARKATAN P

を持たった。 カイン 接続によってよった。

alies: Series

The Control of

変換機能があり (日本) エール

Les Français en quête de souffle

La Suédois Tomas Fogdos a dimanche 6 décembre le slalom du Critérium de la première neige, Val-(Savoie). Il deux Autrichiens, Thomas Sykora et Hubert Strotz. Premier de première manche, le Français Patrice Bianchi m chuté lors de la deuxième partie d'une épreuve qui clôturait un critérium où les Français n'ont

VAL-D'ISÈRE

de manu envoyée

A germa illa la neige, le june homme ravale ses II ex malade de rage. Un piquet ché - faute classique I'exerdu slalom, — — — Cest la fin d'un joli — pour — — — Bianchi. Vaillant premier — la première manche, I — devant le champion du monde, l'Italien onze mois après sa victoire à Garmish-Partenkirchen, aus après aux I-m olympi-ques d'Albertville.

pour l'enfant du Le déait revenu, enfin, enflamme le cimes depuis des jours par la tempête qui avait entraîné, vendredi, l'annulation de la descente. Réfugiés dans les chalets, les supporters qui avaient boudé les deux premières épreuves disputées sur la piste Oreiller-Killy étaient revenus sur l'aire d'arrivée de la niste sur l'aire d'arrivée de la piste olympique de Bellevarde, délaissée par les organisateurs parce que trop onéreuse à entretenir. Là, ils pouvaient jouir du spectacle entier quand ils n'avaient attrapé que quelques bribes de la descente ou du super-géant, camouflés par les reliefs ou par le brouillard.

Une première manche, trois quelques and et une demi-se-conde d'avance au temps intermél'épreuve, en bas, les Avalius trem-blaient. Patrice Bianchi besu dans sa fureur de skier. Il bousculait les poteaux au lieu de les contourner. Comme dans la première manche, il attaquait encore. Il ne faut jamais s'endormir sur un slaiom. Jusqu'à la chute.

Critérium III première neige.
Sorti de la piste, îl a cédé le pas III l'Anceria 20 'llemes et fied Star 00

Tomas Fogdoc, première manche, d'une fulguran la manche. pas rester sur

Il faut

manches pour grimper le
podium. Michel Vion, le nouveau
directeur technique «alpin» des équipes de France ne cache pas su décention : « l'an de la laboration » « l'an de l'an de la laboration » « l'an de la lab ption : « Les résultats sont en decà de nos ambitions.»

Les messieurs du 🚾 🎎 🏬 çais étaient en frin-gants au di man de première neige, remis de leurs résultats en demi-teinte Jeux olympiques d'Albertville, i ils n'avaient d'argent, Piccard, I il d'arrêter après les Bent, l'incontesrevenu de décision, jurant qu'il resterait sur les pistes le plus long-temps possible. Piccard change d'équipement en début d'année, il se sent plus entouré, mieux écouté, au sein de sa nouvelle société.

> Protéger les jeunes courems

Dotée d'un nouvel entraîneur, le Théo Nadig, l'équipe de Time accepté la politique du tique de Mini-i Vion plaidant u obtenant un m dégraissage » de l'élite, n'y acceptant que les con-reurs parvenus parmi les vingt-cinq mondiaux. Une façon, selon lui, de l'ordre dans les rangs, de

FOOTBALL

revaloriser et im protéger les jeunes coureurs parvenus trop tôt dans l'équipe de France et uses par

Pourtant, Marie Bisachi erul d'une furille 5

Les résultats

Championnet de France de devidème division {1?- journée} GROUPE A	*Amione Class 2. Ange
"Valence b. Sedan	Mort, Be
*Ales b. Bastle	
*Nice b. Annecy4-0	
*Caunes et Créteil	-
Nancy b. Louhans-Cuiseaux	
*Maragues b. latres 3-0 *Epinal et Perpignen 1-1	"Racing !
Epinal et Perpignan 1-1	Dion b.
Charleville b. Mubouse	Limodes
*Ajaccio b. flodez	Pau-Orti
Classement: 1. Martigues, 24 pts;	Gravelin
2. Sedan, 22; 3. Sastia et Cannes, 20;	Montpe
4. latres, Nancy, Ajeccio et Valenca, 19.	*Antibes
GROUPE B	
*Rouen et Mort 1-1	2. Choise
Phone h Constant	
*Angers b. Guingamp 2-0	Orthez e

-Bourges reporté sement: 1. Rouen, 25 pts; ers et Rennes, 23; 4. Le Mans, essveis, 22. BASKET-BALL

Champiognat de France PSG.b. Chillons.... hez b. Le Mans ... 80-74 nes b. "CRO twon... Classament: 1. Limoges, 28 pts;
2. Cholet, 25; 3. Gravelines, Antibes, Pau2-0 Orthaz et Racing-PSG, 24; 7. Villeurbarne,
2-2 20; 8. Levellois et Chélons, 19; 10. Montpellier, Le Mans et Rosane, 18; 13. CRO
Lyon, 17; 14. Dijon, 16.

une compétition précoce.

Samedi, Franck Piccard a terminé 15° du super-géant, Luc Alphand s'est classé 17° et Jean-Luc Crétier a abandonné. Thierry Durini (10-), jeune champion de France de la discipline, et Denis Rey (132) leur ont in la mise. Quatre coureurs dans les dix-sept premiers, cela prouve que les trico-lores commencent à former un wai groupe et non un agrégat d'indivi-dualités », rétouque Michel Vion.

henrent Sain it Maine. Il aniourd'hui l'unique Français I pouvoir espérer une place plus qu'honorable dans cette discipline, comme il l'a montré en terminant & & Sestrières, samedi 28 novem-bre. Et, pourquoi per une championnats au monde, qui disputeront en février Morioka, au Japon. «Les autres? We font d'excellents résultats à l'entraînement mi la ne parvienmeni pas il paurer la rampe ile la compétition», regrette Patrice Bianchi, désappointé. In Marie on demain, en solitaire, témoignent encore un Labri lui 180commodages and sall effectuer l'équipe la France pour tisser la

BÉNÉDICTE MATHIEU

FOOTBALL: avant les coupes d'Europe

Le modèle belge

Les prochaines mirles des d'Europe de football donneront lieu à une triple hillin franco-belge. Mardi 8 décembre, lors de mitrhe esticar de tradition tour de la Coupe de l'UEFA, FAJ Auxerre reçoit le Standard de LUGA en dis que le Park-M en déplace à Anderlecht, le prestigieux club has faubourgs a Inhalia. décembre, la de champions opposera l'Olympique de Marseille un FC Bruges. Malgré moyens le football belge actuellement en man mild

BRIDGELLES

de notre envoyé spécial

C'était en Espagne, un soir de Conpe d'Europe. Le président du puissant FC Barcelone, Josep Nunez, littre visiter un firm Camp homologue d'Ander-iecht, un un har had d'épater son hôte. Vous savez, finit possedons a stade très coquet.

Van De sourit
encore la stupéfaction de la interlocuteur. Augus grand d'Eu-rope ne parviendra l'alle de manplexes bomme soixante-dix-huit ans, qui dissimule mal sa derrière lunettes.

TENNIS : vainqueurs des Saisses Les Etats-Unis reprennent la Coupe Davis

Vainqueurs den 1/100 (3-1), Main-Linia mel repris, allendares | Simulation | Fore-Worth (Texas), le d'argent de la Coupe le qu'ils perdu en 1991 face à l'équipe de France. A égalité vendredi (1-1), les Américains avaient repris l'avantage, samedi, 77-44 grace à la paire John McEnroe-Pete 70-88 Sampras, an terme d'un double marathou de quatre heures et demie enlevé face à Jakob Hlasek et Marc Rosset (6-7, 6-7, 7-5, 6-1, 6-2). Dimanche, Jim Courier marquait le point de la victoire face à Hlasek (6-3, 3-6, 6-3, 6-4). La cin-quième rencontre qui devait opposer Marc Rosset à André Agassi a été annulée. — (AFP.)

l'un tarissimes présidents club à avoir donné,
vivant, son nom i stade,
l'ancien Parc Astrid? Comme footballeur, homme d'afqui fortune
reprenant la son père, avait sceller la brique rouge les liens qui l'missent au Royal Sporting Club d'Anderlaht. Depuis plus vingt constant Van Den Stock

son histoire wer less 5 mm Monsieur le président pas puissance en nombre - avec ses 30 000 places, son ne préespagnols. Il compte match, les « costume-cravate » pré-cèdent les écharpes et les casquettes A six heures précises, milieux la administration bruxelloise, dinent dans l'enceinte

dans l'enceinte

A huit heures, les plus fortunes prennent place dans des loges, payées

l million de belges (environ
200 000 français), trois années a l'avance. Les s'as-soient dans les bussiness seats, soient dans les bussiness seats, mangées de gradina où l'ambiance mondaine est protégée par une vitre. « Nous avons été les plonniers de ce système qui a été copié partout en Europe, explique Constant Van Den Stock. Pour nous, c'était le seul moyen de financer la rénovation du stade, à partir de 1983, et de conserver un budget capable de nous maintenir à notre rang. Car, comme les tenir à notre rang. Car, comme les autres clubs du pays, nous ne tou-chons pas de subventum et nous payons de lourdes taxes sur les spec-tacles. »

En Belgique, l'innovation un moyen de survie pour les clubs de football. Les trois équipes qui vont s'affronter les finations français forment les trois chapitres d'un manuel de débrouillardise d'argent.

Anderlecht, club phare pays, de s'appuyer sur la puissance économique de la région bruxelloise, de transformant en véritable entreprise du football, professionnelle jusqu'moindre détail. Le Standard de Liège, fanion de Mallonie, sorti de nanées de purgatoire où l'avait plongé une affaire de matches truqués, grâce à un groupe d'industriels qui achètent les joueurs pois les louent an club. Au FC Bruges, formation fétiche des Flamands, l'ambiance est restée plus proche de l'amateurisme. Dans plus proche de l'amsteurisme. Dans ce club, fouineur par obligation, on se spécialise dans une gestion de père de famille, agrémentée de quel-comme la d'un certain

Jean-Pierre Papin, ou aujour-d'hui, a l'attaquant nigérian Amo-loschi.

Le secret leur réussite, le l'ensemble du le le belge, d'avoir su transformer leurs handid'avoir su transformer leurs handi-en matages. La catastrophe du Heysel e été mise à profil pour moderniser stades. Les scandales financiers out ont servi d'aifinanciers ont servi d'aiguillon pour et doier de gestions saines. Dans un pays footballeurs étrangers pullulaient, la velle réglementation l'UEFA a le monde à se lancer à la recherche football belge à protéger ses joueurs : avec le système du primes de transfert, les footballeurs, en fin de contrat, ne jamais libres. Ils doivent être tés à leur club précédent. - Con-évite de tomber dans la company des salaires à la française, explique des salaires à la française, expirque
d'Anderlecht. L'argent circule en
circuit fermé clubs, a
motive les financies plus
en tirer profit.»

Loin des excès des voisins

Mini la taille réduite du pays obligés confinés de formation, explique un journaliste du quotidien le Soir. Grâce proximité leur foyer, ils vivent plus longtemps au sein de leur famille. » Et ils en tirent ainsi des personnalités moins nes français. Cette hygiène de atball rejaillit directement sur l'équipe nationale. Depuis plus de dix années, les mi bles rouges » rivalisent de constance au plus haut niveau. Avec cinq cinq cinq rencontres qualification, l'équipe belge est la première du continent à posséder annuelle son continent à pour la Coupe du monde de 1994.

Les départ de la gloires comme Caracia Gerets, ont été com maés par l'arrivée à manrité de le star Enzo Scifo un me Marc Degryse, le l'émergence de footballeurs plus jeunes. Tant es si bien que Paul Van Himst, estrabaux du l'émergence de l'émergence de l'émergence du l'émergence de l départir de son habituelle prudence.

« Avec la jeune génération, dit-il, je
suis persuadé nous pourrons
bien figurer blats-Unis, et
au delà, l'équipe pourra aller
qu'en s'améliorant. D'ici le discret football sera peut-être
définitivement erigé en modèle, loin
des surenchères et des excès de ses
voicins.

JÉROME FENOGLIO

Guerre de succession au Racing Club de France

Le faux dilemme entre compétition et loisirs

Président du Racing Club de France (RCF) depuis 1984, M. Alain Danet a choisi de ne pas briguer un nouveau mandat. La bataille pour sa succession devait se livrer fundi 7 décembre à l'occasion de l'ammilia générale qui doit pourvoir au renouvellement du des membres du comité directeur et mettre un venue i une campagne électorale passionnée autour de la gestion et de la politique sportive du premier club de France.

La nom de baptême, filman Club an France, choisi en 1882, tranissait in un zeste de snobisme, avec la référence aux et l'ambition démesurée des créateurs de cette association. Cent dix ans plu tard, le Racing fait toujours rêver par le caractère exceptionnel de ses installations sportives (tennis et piscines de la Croix-Catelan, golfe de la Boulle ou stade de Colombes), la liste de ses vingt mille membres, váritable « Bottin mont tout-Paris des affaires, de la politique, du « show-biz » et du sport, et son palmaràs inégalé, récemment de sept

« Atteinte à l'éthique»

Pendant près d'un exemplaire, deux piscines et des cinquente-deux courts de tennis de 🗎 Croix-Catelan, payant à prix d'or leurs cotisations (1) plutôt was porter by ciel et blanc, une une de sportifs pour enrichir le paimarès du club. L'inflation fin officielle de l'amateurisme disciplines olympiques au milleu

a rompu ce

est passée à 28 % cinq ans plus tard. La faible perticipation aux assemblées générales, pu farrada un système de coopdeux ans, du na manus du premières contestations. Jusqu'en 1990 orix The campagne The activepen minima en encida de latera la 12 550 membra du Racing et manual pouvoirs, M. Krim M La Courtie, banquier in président in la imp golf, a see all a see fait mum le contestation au min du

Cet hiver, in contestation est encore mante d'in wa Le I novembre, trois Recingmen de longue date ont été sus-pendus pour « atteinte I l'éthique II IIII du club, Le tribunal de grande instance de Paris vient de les débouter de leur demande de réintégration. Dans leurs tracts. III IIII dénonçalent de des manus de rénovation 📠 la Croix-Catelan, passes d'un devis de 24 millions à un coût de millions de france. déré à des emprunts mus finances les dépenses courantes maigré les 102 milfrom the braids pure state and an cotisetions at droits o'admission, rgaspillages » divers, and man la revue birnestricile Recing II lions 🖿 francs pour 🖿 aix 📥 ennées.

A la veille de l'assemblée générale du 7 décembre, la MANTES du Racing quelques «négligences» le contrôle des Editions arcadiennes, rami 🗃 📥 qui 🕍 la revue. Nam injustifiés, l'existence in manual publicitaires William une comptabilité

edéficiente (...) de nature à susciter des risques importants en matière fiscale et sociale ». L'affaire, qui a entraîné la démission du trésorier général du club et le licenclement de l'équipe rédaction-nelle, est désormais aux mains des prud'hommes. Une autre société, la Francaise de financement et d'édition, prend . à sa charge le coût d'una nouvelle revue

Dans une lettre adressée le 27 novembre à tous les membres du club, la direc-tion du Racing réfute les critiques sur sa gestion. Si le devis initial des trevaux de rénovation de la Crob-Catelan, entrepris en 1990, était bien de 24,7 millions de francs, les 16 millions de dépassement ne correspondraient pas à un « déra-page » mais au souci de répondre à de les demandes (hemmam, so sauna pour dames, tollettes pour handi-capés) et de réeliser ces travaux en une seule fois afin d'éviter les désagréments d'un chantier sur plusieurs années.

Un problème momentané de trésorerie

Malgré la vente des valeurs mobilières de placement du club, passées de 33 à 2 millions de francs entre 1990 et 1992, ces investissements expliqueralent la e problème momentané de trésorerie » églé per un emprunt de 6,5 millions de francs sur huit ans, négocié en 1991, et le recours à des lignes de crédits bencaires à hauteur de 18 millions de francs pour les guatre demiers mois de 1992, de 12 milions pour les quatre derniers mois de 1993 et de 6 millions pour les quatre demiers mois de 1994, utilisables en fonction des besoins.

Dans leurs tracts, les contestataires dénoncent aussi des méthodes de fonctionnement du comité directeur, «dignes du Politburo s. L'utilisation des pouvoirs en blanc par ce comité et la limitation à

81,3 T des voix à la disposition du comité directeur et des présidents de section, lors de l'assemblée générale extraordinaire réuale III juin IIII L

membres du club présent a finale 144-

Pour l'aussi du 7 décembre, la du Racing a envoyé, pour la La comité, mas une enveloppe déja affranchie. Il III normal in IIII savoir em qui rem préférarions em la ler», répond-on pour justifier De plus, pour prabdépouillement », le un pour le renouvellement du man annum précédera 🔙 upporta sportifs 💷 🗀 📥 que questions et interpellations

La minimu enjeu alla disciera au comité directeur, appelé à choisir dans le à la présidence, c'est le choix de la politique sportive du Racing eu seuil de l'an 2000. «Nous Recing. A condithe first the Edward Contractions qui ne appel il l'ar-La Courtie, porte-parole

Depuis qualques années, 🖿 direction a pris de l'initer à 25 % du montant des cotisations la part du budget consasportives (26,5 mil-de francs = 1992), le Racing a à figurer plus en volley-ball (6 economisés) et en basket-ball féminin. Pour le rugby, le Racing, champion de France 1 1990, a trouvé de envanore aindicitate auprès de la Maria Francs) al surtout, grâce à a malai d'un

gui apportent quelque 📰 milde maniet de panneaux publicitaires. Moyennant une participation i 1 million de franc, un de l'ordre 🕮 💹 millions, le Racing s'est Plus et la Mairie de Peris pour continuer à jouer im premiers il dans le championnat users all basket-ball. Pour ses le club de la capitale a 时 🖿 Fondation Racing olympique, qui regroupe entreprises qui apportant chacune 350 000 II at a believe was la chambre a l'Institut olympique, qui permet à une vingtaine d'espoirs d'acquérir formation professionnelle.

« Par pour pour pour engagements and Villa L Paris, nous devons continuer I former des jeunes. Or, pour avoir des écoles et rime impression at des morte cer ce 📰 🖦 champions qui remplissent 🔤 écoles, estime M. Jean-Pierre Labro, de la communication d'Elf Aquitaine, président 🖿 🗎 🚾 🗁 rugby et d'Alain Danet. Mill Marin M sport Mills fondamentale. Si COMPANY OF THE PARTY OF THE PARTY OF THE PARTY. at sux inter the benefits of jeunes, if n'y plus ARacing car nous per-🌺 🖿 privilège 🗀 🖺 Croix-Catelan, dont in concession, in jusqu'en 2005 par la VIIII im Paris, am liée II a sportive in a club.

GÉRARD ALBOUY

(I) Pour 1993, le d'entrée (première année) Infixé à 28 III pour la Croix-Catelan et à 115 000 francs pour la Boulie. Les 7 050 13 800 respectivement,

FE COST. A COST.

Sherry and the same State of the state AND THE PROPERTY OF THE PARTY O And States of the 1472

April 198 rental v 124 5 15 Th

A PART OF THE PROPERTY OF THE 1 May 10 31

IB.A. T. with a star of the The second secon

ू *वेन*क्षां के ्र कर क्षेत्रकारण चुटिकाल सम्बद्धाः Section 1 Action 10

Albert Commence San et al. (1) San et al. (2) San et A planter to The second second

不知识。 **



BILLET

La longue campagne de Rhône-Poulenc

committee and the committee do dynamisme, d'équilibre d'avenir, la Mil vous pourrez the same Address of the Depuis les premiers jours il novembre, une musique Lamille Saint-Saens, L campagne M groupe chimique pour attirer le grand public 6 millions in 1999 qui sur le marché. la question III savoir quand III quel prix. Car 🔳 🔚 dirigeants 🚻 firme nationalisée sont I privetisation, ile ont and the premiers, voils use semaine, il émettre ille ille possibilité m lancer une opération. Le ministre 🖷 l'économie 💵 🏬 finances, M. Michel Sapin, vient à sur tour in montrer sceptique. un communiqué Maria s décembre, il confirme que a poération, qui est intervenir man III 1º III III men ferrile year at his brancheste. marché M permettent ». L Transita se répétera-t-elle ? West près d'un 🕶 exactement, 🖘 🖽 même petite ililia ilila permis au ministère 🚛 finances 🐱 reporter de trois mois la mise sur le 2,3 du capital d'Elf Aquitaine, en maim in la meuvaise conjoncture La mauvaise lima 🕍 la Bourse n'est pas le mud amende de la fois, comme y prouve la ser di bref communiqué 🝱 Bercy. «Compte IIII III IIII Manual au cours du CIP Rhône-Poulenc, I nine We que les conditions du d'une opération ne sont aujourd'hui un des termes permettant une acceptable 4

l'action. » Depuis l'annonce, le 29 octobre, la privatisation partielle, le d'investissement privilégié (CIP), coté à la Bourse. n'a d'être attaqué, l'idée d'acquérir du a bas prix d'obliger l'Etat à s'aligner 💵 🕌 du marché, pour profiter the language that come et engranger de L plus-values. Cette mennement =1 l'are plus due re il en circulation, ce qui permet I guelques intervenants, voire il un seul, 🕍 🊃 sur les D'où li mui en garde du président du municipal M. Jan Rami Fourtou, rappelent me l'Etat n'a pas 🖬 droit 🝱 in it ses it is en dessous d'un seuil la per la commission 📠 privatisation. si aucun in n'a did avancé, tous les analystes s'accordent sur un niveauplancher oscillant 500 Tancs. La M. Fourtou eu pour intil de land remarke temporairement le ma au-dessus 500 francs, avant qu'il ne retombe il la du live francs. D'où cette le message III Bercy, Sera-t-il plus entendu par im quelques qui «font»

DOMINIQUE GALLOIS

La Chine veut favoriser l'implantation de sociétés étrangères

La Chine souhaite favoriser l'implantation **s** sociétés étrangères sur son territoire. m particulier celle multinationales et des entreprises limitatechnologies, a déclaré au China Daily, dimanche décembre. M. Tong Yizong, vicedirecteur il bureau des investisseetrangers. Nous prévoyons d'autoriser im groupes il vendre leurs produits de haute technologie Chine I acheter localement certains produits pour l'exporta-tion », a-t-il ajouté.

Le gouvernement chinois envisage aussi d'autoriser les firmes privées chinoises à créer im jointventures. Mais les autorités mui aussi renforcer leur contrôle um le fonctionnement de entreprises sino-étrangères, arguant III nom-fraudes fiscales. - (AFP.)

Selon un rapport de l'ONU pour 1992

La récession se poursuit en Europe de l'Est

L'année 1992 en Europe de l'Est s'achève sur une irm morose. La production s'y partout inscrite en baisse e même dans les pays où, au Mai de l'année, une reprise IVALI été escomptée », IVA ligne la Commission économique pour l'Europe de l'ONU (CEE-ONU) dans wie bulletin économique publié dimanche 6 décembre.

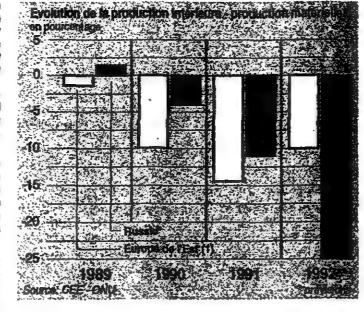
Pour la millimit année consécutive, la production intérieure brute man inscrite en la dans l'ensemble de la région (1), 10 % en moyenne (après - 14 % en 1991 1 - 10 % en 1990).

Little experts de Genève annue qu'en Pologne, Hongrie Tché-coslovaquie, « progrès consi-dèrables réalisés dans la construction des instituconstruction des institutionnelles juridiques. En
Pologne, la production industrielle s'est orientée en hausse
depuis l'été. Le rapport souligne
également que le rôle
privé a augmenté davantage que
statistiques illustiques presses pays, la balance commerciale a elé excédentaire a una de premier manuel,

munauté des Etats indépendants), où l'évaluation et a situation économique et encore plus dramatique qu'en Europe le l'Est, la CEE-ONU et que la production a décliné de 19 % et a l'année, portant la chute 1 30 le depuis deux et cemi.

Forte poussée du chômage

Pour la Russie, le produit matériel net (équivalent de la production)...baisserait – cette année de 25 %, et de 36 % au total depuis 1989. Des chiffres d'Europe centrale d'entale. Selon le rapport, dans la CEI, c'est en Biélorussie que la récescette année, alors qu'à l'inverse l'Arménie aurait souffert d'une



man at 10 % at la production. Presque partout, les deraiers mois un de marqués par une forte poussée de chômage.

Après une période de relative protection le travailleurs – liée u maintien de bud-gétaires et le la leure de budfaillite - le chômage com-mencé augmenter rapidement; il oscille actuellement and % la population active en Rou-manie, 12 % an Bulgarie an Pologne el 19 den Campa

d'un taux il chômage extrêmement bas (0,5 % de la population active). Cependant, note la CEE-ONU, le sous-emploi à l'intérieur In entreprises s'étend largement.

En matière d'inflation, en dépit de rythmes parfois très élevés, la hausses de prix la glocentrale et orientale. En Russie, en revenche plusieurs en revanche, plusieurs and après la l'artifut des prix de détail. flation atteignait II IIII de l'été IIII 10 % III 12 % mois. Ce qui correspond à un rythme annuel de 250 % per an, très préoccupant, largement inférieur, souligne la rapport, aux

una de la quatre chiffres cou-

Une l'un de plus, les experts de Genève rappellent que la processus de transition économique l sus de transition économique l'active l

u La CEI obtient un moratoire de treis mois aux une partie de sa dette.

- La Communauté des Etats indépendants (CEI) a obtenu à la fin de la semaine dernière des banques occidentales un délai de trois mois pour rembourser le principal de sa dette commerciale, soit 33 % de l'ensemble de la dette extérieure de l'ex-Union soviétique, estimée à 65 milliards de dollars (351 milliards de francs). Il s'agit de crédits bancaires non couverts par des garan-ties publiques, dont 7 milliards ont été contractés auprès des seules banques allemandes. - (AFP.)

La réforme de la fiscalité locale

La «council tax» provoque des mouvements de mécontentement en Grande-Bretagne

Le gouvernement a rendu public la landa de la marcil impôt local qui dell remplacer, en avril prochain, l'injuste poll in De like munbreux Britanniques découvrent que la valeur de leur logement : facture

LONDRES

in correspondent

Le gouvernement a amorcé une bombe politique il retardement in rendant public, mardi 1º décembre, le barème la council lax, mimpôt la sur la valeur de chaque La locale en Grande-Bretagne un sujet délicat et politique-ment dangereux : l'ancien premier ministre en a fait l'amère expérience, puisque c'est manuel à la suite de la révolte populaire engendrée par l'application du la révolte populaire engendrée par l'application du la revolte en la council lax -, que Lady Thatcher fut contrainte d'abandonner in pos-

Les émeutes de Londres, en avril 1990, mil encore dans toutes mémoires de gouvernement de M. John Major est cieux de ne un cristalliser la mécontentement, en ratant la pré-sentation d'une qui visc corriger du passé.

La poll tax était en effet un impôt de capitation fondamentaleinjuste : d'un montant iden-tique ur le territoire d'une même il devait il acquitté
par tout plus d'dix-huit
quels que soient niveau
de revenu et la valeur de logement. Bien plus équitable dans

variera mine um grille de huit tranches d'imposition qui d'ablies sur la valeur de logement de la Grande-Bretagne, qui signifie que de l'amme de logements ont été de facto surévalués.

Des disparités régionales

Les propriétaires de logement à été placé de une tranche supérieure de la sa valeur de la coure de la importantes existent.

A Londres and le sud-est in l'Angleterre (fief traditionnel du conservateur), régions parti-culièrement touchées par la déprime marché immobilier, la du nouvel impôt sera plus élevée qui précédemment.

Des situations différentes incapa
incapa
correspondant l'évaluation officielle Faisant preuve de honne cicile. Faisant preuve di bonne foi, les propriétaires vont de d'obtenir une révision de la

Rude Mile: Filmed me estimation indépendante (qui se pourra im entreprise qu'à partir d'avril) coûtera probablement davantage (entre 50 = 150 livres) que le montant du rabais qu'ils

mière estimation officielle, la démonstration paraît aléatoire. D'autre part, le gouvernement a d'ores et IIII prévenu que la randa des prix n'insi pas un critère suffisant, dans la mesure où tout le monde est également frappé.

Ces deux derniers jours, ma milliers 📥 Britanniques se 🖚 rendus au town hall (mairie) de leur pour savoir à quelle «sauce fiscale» ils vont le accommodés. la numéro deux du Parti travailliste, M. Margaret Beckett, a mini que «le mini et l'injustice de la poli en seront passès et le l'injustice el council tax ». Le gouvernement a reconnu que ces dispositions a'étaient irréprochables. Il o al environ en million in propriétaires fassent appel de la dans administrative, prefere ne pas envisager les conséquences politiques de la mobilisation par l'opposition 🖝 tant 🖿 mécon

LAURENT ZECCHINI

(1) Une live vest caviron 8,43 france

Le président argentin, M. l'rum Menem, M. William Rhodes, président la banques du par la signé, dimanche décembre, accord prévoyant la retresurarion de 31 milliards du pays : 23 milliards de dette à terme, il milliards d'insérêts in retard. Cet important accord conclu dans le cadre du plan Brady

Président de la commission de finances du Sénat

M. Lloyd Bentsen serait nommé secrétaire au Trésor de M. Bill Clinton

M. 122 (Comp. 4 - 14 mm) décembre. à Little-Rock (Arkansas) la composition for sa politique économique. Un mand marce composé de personnalités du Congrès, de Wall Street m des milieux universitaires qui devrait sens susciter 🗎 défiance d'affaires.

NEW-YORK

in notre correspondant

M. Lloyd Beatsen, président démocrate la la des per M. Bill pour north en janvin prochain l'actuel secrétaire au Trésor, M. Handland Brady. Ancien avocat, régulièroce Texan a acquis a la tête de la commission de la lancara (où il devrait être remplacé par M. Patrick Moynihan, l'actuel sénateur démocrate = l'Etat de New-York) one réputation di garant des des publics qui devrait permettre le cautionner engagement pris par M. Clinton au de le company de le c

Cette nomination serait conforpar a désignation probable de M. Leon Fart, représentant démocrate de Californic qui préside a commission budgétaire de Californic qui préside a commission budgétaire de Californic qui préside a commission budgétaire de Chambre représentants, su fonctions directeur du bureau de gestion et de budget, actuellement occupé par M. Rham Deman, et, su doute, par ceile de M. Roger Altman, vice-président de la firme de la fir

Ces choix confirment in volonté de M. Clinton de cultiver des relations privilégiées avec le Congrès américain sans délaisser pour autant suffrages des milieux d'affaires. Une politique qui com-mence à porter ses fruits à su croire in commentaires manuallis

ride), à l'occasion in la numera tage de Wall Street et au cours de laquelle financiers, républicur quasi-totalité, encouragés » par les la future la

La priorité A Proposition

M. désigner le futur président des conseillers économiques auprès la Maison Blanche, une qu'occupe M. Michael Conseil de Conomique M. Clinton entend Marin en place, A l'instar du Conseil quer la rationale, pour la quer la priorité qu'il der la questions économiques candidats desi le me m ell évoqué, quatre l'ain les manies en pour occuper l'une on l'au-tre fonction.

L'un issu, fui aussi, de Well Street, il savoir M. Robert Rubin, coprésident la banque
Goldman M. Reich, professeur de politique Harvard, pensée la pensée la pensée la pensée la pensée la président et qui a actuellement de charge la groupe économique sein l'équipe de transition, apparaît lui aussi ham placé. Il ne outsiders cités : insistance dans la presse américaine : Me Alice Rivlin, ancienne directrice in bureau budgétaire du Congrès actuellement économiste 🕯 🖿 Brookings Institution, 🖪 Lawrence Summers, professour Harvard puis la Banque mnedaki

Ces dovraient être 9 décembre, en prévision de la conférence économique convoquée par M. Clinton dans cette même ville pour les 14 et 15 - manuel C'est le ce moment-la que seront les orientations économiques définitives le nouveau président d'assigner au pays dès ses premiers « cent jours » I in IIII Blanche.

Discrètes prud'homales

Suite de la première page

Lors des trois demières consulta-Lors des trois dernières consulta-tions, l'abstention manipassée de 36,7 % en 1979 à 41,39 % ma 1941 et à 54,05 % en 1987 dans le collège des salariés (chez les employeurs, le tiers à peine des inscrits participent au vote). Com désaffection — qui au vote). désaffection — qui n'épargne pas — scrutins politiques — est évidemment liée à la perte d'audience du syndicalisme fi plus faible et le plus divisé — tous les pays industrialisés (1). Le diagnosment est connu : institutionnalisation excessive, grandissante listes — non-syndiqués (30,9 % des voix — des l'imans d'entreprise de 1991), pobles — les choix gouvernementaux, surreprésentés dans le secteur public mais quasi — des petites entreprises (où le 11 — ne les apprécie guère), — syndicats sont — l'impasse.

Test de représentativité

Condamnés i genticulation ou l'impuissance, in parviennent in à man dans l'opinion. Il n'en reste pas moins que ces prad'homales également un représentatimente les partisans d'une forme traditionnelle de syndicalisme qui fait la démonstration étice un dépoussière in acqui sociaux in le principe partenariat in mouvelle organisation du travail.

Principale ion française (36,3 in voix in française (36,3 cat, qui instinibuence par le influence professionnelles.

probable qui l'UT perde sa préèminence, un recul trop marqué ne pourrait que relancer ses querelles internes controlles à manière, les autors controlles à manière, les autors controlles à manière, les autors controlles à manière, les de revenu et la valeur de la logoment. Bien plus équitable dans principe, le nouvel impliant n'est pas exempt la critiques i lorsqu'en avril prochain la contribubles a vivil prochain la contribubles a leur feuille (eller d'impôt local, le montant de leur cunneil local, le montant de leur de local local local local local local local local local

première femme à accéder à une telle responsabilité dans le monde syndical), espère néammoins que son dismondeniste, bien require dépasser le scuil des 23 auquel reate désespérément bloquée depuis ITT Force de profiter tout à la fois du langage son la pratique plus et la pratique plus et la pratique plus et la cFTC (8,30 le en avant le familiales pour de la CFE-CGC entend de dece son de dece CFE-CGC entend de échec (7,4 %) de 1987.

Company représentasont également el par une myriade de prime listes, la non-syndiqués décidés à confirmer leur percée dans les entreprises, de syndicats, catégoriels il secteur ou in la CSL (Confédération des syndicats libres), liče à droite limplantée l'industrie qui a multiplié

Chose, en tout
Quet que
le ces prud'homales, un males, un accentuerait reflux du tyndicalisme, dont les difficultés correspondent plus largement à inres qui
permettent l'expression organisée

conflits fregiement négodysfonctionnements intervenus
l'acheminement l'acheminement d'électeur = in constitution ils listes d'émargement pourront prétexte à personne. Il y fort à parier qu'un recul de la participation aboutirait I retarder une nistration des organismes de sécurité sociale. Un scrutin qui devait initia-lement se tenir fin 1990...

JEAN-MICHEL NORMAND

The state of the s

The second of th

A STATE OF THE STA

And the Real Property of the second

The property of the state of th

Section of the sectio

The second secon

The second

The state of the state of

· 克里斯·西班牙·西西

E #1 114

e marine

المراجعة المواجعة المراجعة ال المراجعة ال and the said the said of the s

a the system

The state of the s

And the second s

Monte de la lange

100 - Marie - 1 -The state of the s and a second of

· 中文學院的語 第二次一次上次

THE STATE LINE SHALL BE A ...

Marking profession

The transfer of the control of the c

en la companya da la

Megaste in Sec. 5

 $\label{eq:constraints} \mathcal{L}_{p,q} = \sum_{i=1}^{n} \mathcal{L}_{p,q} + \sum_{i=1}^$

andrep Process

Discretes prudhow

Marie a marine at description of the

Vers l'adoption d'une « initiative européenne de croissance »

Les Douze veulent relancer l'activité pour sauver la crédibilité du programme d'Union économique et monétaire

Communauté, I 1,1 I en 1992 et qui se traînera encore entre 1 % 🔳 1,5 % 📰 1993, un chômage qui continue 🖟 progresser, atteignant, en moyenne, 11 population active, budgétaires qui s'aggravent ; la phase crise du Golfe, n'en finit pas de s'achever. Le d'Edimbourg des 11 et 12 décembre pourrait m prononcer sur une péenne de manage.

BRUXELLES (Communautés duropéennes)

ant correspondent

Belle ambiance pour fêter, le

depuis on III miroiter
promesses! La Commission
européenne, après avoir
que les incertitudes I propos de la
ratification du III Maastricht ont named à la dégradation au climat, redoute que l'opinion publique européenne, lassée, la stratégie développement developpement auvre par la Communauté, celle-là même qui d'il conduire, grâce à une accrue performances économiques, I l'Union économique de (UEM).

concertées

Et elle invite 🕍 🛮 🖽 membres réagir, les mobiliser sur le court terme, au le relance de l'activité, pour les ambitions plus lointaines.

L' a initiative européenne de

Au Grand jury RTL-le Monde »

M. Delors souhaite une « grande loi d'orientation agricole »

Le prés : in Commission européenne, M. Jacques Delors, invité du « Grand jury MTL-le Monden, décombre, a que la sadopte une nouvelle loi : a solidarité nationale doit du cole. La solidarité nationale doit sur la sationale doit sur la sational jouer. a-t-il propos des agri-culteurs. Il fau qu'il y ait grande agricole mesures M. Bérégovoy déjà nation ____ conserver __ nombre suffisant d'agriculteurs. Actuellement, and compte un peu rappele Mr Delbestond at the stall L réforme 🗷 🖺 politique agricole runpour qu'il si min ble le mégociation n'est pas bon,

la France devait exportaet services de la France. S'il y a un accord au GATT, il y aura une pective d'augmentation de 10 %, all 11 milliards de plus. Un gouvernement de doit prendre,

Poursuivanti set le GATT M Delors | Manual | wast Pensemcontinue politique qu'elle l'agriculture et ce qui été l'agriculture et ce qui été concèdé par les Américains disparaitre. Une ralentissement de l'agriculture alimentaires, I milliards

pourraient approuvées

Lui approuvées

Lui gou

Lui gou

sur une des menées

de façon

Etats membres, en fonction de feurs respectifs: la réduction la caux d'intérêt, qui est pour contenir l'inflation, demeuro-rait l'objectif prioritaire. Il mail suggéré de réorienter la dépense publique davantage vers l'investis-le pays membres dispo-encore d'une marge de budgétaire (est-te le cas de la France?) étant invités à l'utiliser.

Au niveau de la CEE, outre un effort budgétaire accru en faveur la la recherche et de la formation (déjà proposé de la «paquet Delors 2» de la de la Communauté, mais mai accueilli européen d'investissements doté d'un capital de 2 mis 14 milliards de francs, dri par la BEI (Banque européenne

Les réseaux de transports et de télécommunication

Sa mission serait de faciliter, Sa mission serait de faciliter,
par l'octroi de marantie, les investissements des
PME, ainsi que des investissed'infrastructures pris en
charge par le secteur privé, l'ampleur de l'effort ainsi soulenu pouliande d'écne (170 liards d'écus (70 million de

Grâce à memprunt de 5 liards d'écus, soit milliards de francs (mais l'idée ne plaît guère aux Anglais et aux Allemands), la CEE pourrait à accident de la configuration de la configuratio rer la mai en place ma grands réseaux transcuropéens de IIIII et de télécommunication. William d'une telle opération de relance serait renforcée, note la Commission, si voisins' de l'AELE (Association européenne l

PHILIPPE LEMAITRE

SOCIAL

Devant le tribunal administratif de Lyon

Une jurisprudence se dessine sur l'indemnisation du chômage de longue durée

de notre bureau régional

Deux chômeurs de longue durée résidant dans le Rhône, M= Marie-Rose Mathon, quarante-deux ans, et M. Domingos Da Costa, trente-cinq M. Domingos Da Costa, trente-cinq ans, ont introduit un recours devant le tribunal administratif de Lyon, afin d'obtenir l'annulation d'une décision du préfet du département, qui les prive d'un revenu de remplacement, en raison d'un classement dans de nouvelles catégories d'emploi. A propos d'emploi. A propos d'emploi. A propos d'emploi, en raison d'un handicap physique qui ne l'a pas empêchée d'occuper un poste de manufentionnaire en confection, de 1971 à 1984. A l'encontre de M. Da Costa, le préfet du Rhône invoque une insuffisance d'actes de recherche et de démarches du Rhône invoque une insuffisance d'actes de recherche et de démarches auprès des employeurs. Le commissaire du gouvernement, magistrat indépendant, a demandé au tribunal l'annulation des deux décisions contestées, car le préfet du Rhône a seulement évoqué les règles du droit, sans préciser ses motifs de fait; par exemple, il n'a pas apporté la preuve que Machon aurait refusé de se soumettre à une visite médicale ayant pour but d'évaluer son aptitude à un emploi salarié.

Ces deux procédures sevêteat un intérêt particulier, en raison de l'application actuelle de dispositions visant à éclaireir les fichiers de l'ANPE. En outre, l'Union départementale CFDT du Rhône a engagé, dépuis le 25 septembre, une procédure devant la section de la date de la section de la date de la section de la date de la section de production bouclée) et des échéances politiques, l'USPA avoue avoir de mai à se repérer dans les confins qui agitent l'actuelle appropriée par le directeur de l'Agence par le directeur de l' instruction en date du 25 mars 1992, donnée par le directeur de l'Access

en cause de nouveaux principes
de de des demandeurs
d'emploi qui semblent instituer,
les procé d'inscription,
réponse aux convocations qu'elle est sans soupleste». Cette attitude semble se substituer à une logique de protection du travailleur privé
d'emploi. GÉRARD BUÉTAS

COMMUNICATION

Après le règlement du conflit avec Hachette

Les producteurs audiovisuels partent en guerre contre les chaînes publiques

Après l'épuisante bagarre menée contre Hachette dans le but d'obtenir une indemnisation substantielle des créanciers de feu La Cinq, les producteurs audiovisuels ont décidé de ne pas se reposer. MM. Jacques Peskine et Alain Modot, responsables de l'Union syndicale des producteurs audiovisuels (USPA), ont deux autres chantiers sur les bras. Le premier concerne les délais de paiement imposés par les chaînes, notamment celles du service public, et le second, une éventuelle alternance politique qui pourrait bouleverser une nouvelle fois le paysage audiovisuel.

Pour le premier dossier, MM. Jac-

Pour le premier dossier, MM. Jacques Peskine et Alam Modot en veulent surtout aux chaînes du service public. « Nous sammes de pesits four-nisseurs face II de gros clients rares », plaide M. Peskine. Et tous de sc

dernières années, tend à remonter quelque peu. « Mais en échange les diffuseurs veulent accaparer l'ensemble des droits dérisés» (droits vidéo, commercialisation à l'étranger, etc.). En fait, nombre des retarts à la sensture proviennent justement de signature proviennent justement de conflits non réglés sur les droits déri-

AFFAIRES

Désavoué par une partie de son conseil d'administration

Le président d'American Express se cherche un successeur

américains remerciés par leur conseil d'administration ou en passe de l'être (le Monde du 5 novembre) s'allonge. Après l'éviction du PDG de General Motors et la mise sous surveillance de M. Paul Lego, c'est au tour du président d'American Express, M. James Robinson III, de céder bientôt la place, informée de la publication, dans l'édition du 28 décembre de Fortune, d'un 📥 🚃 🎍 la démission de M. Robinson, la direction d'Amex a pris les devants, en faisant savoir, samedi 5 (marin qu'il marin entrepris lui-même de se trouver un successeur 🔳 qu'il lui 🚟 tait la place dès que and aurait été désigné, vraisembleblement par promotion interne, début 1993.

NEW-YORK

de notre correspondent

American Express a démenti toute idée d'un «coup d'Etat interne» avancée par Fortune et dont l'un des initiateurs au sein du conseil d'administration serait M. Rawleigh Warner Jr. l'ex-président de la compagnie pétrolière Mobil. Aujourd'hui, Amex continue à affirmer que le départ de ceini qui, pendant quinze ans, a présidé aux destinées d'un groupe de 146 milliards de dollars d'actifs et de 25,7 milliards de revenus en 1991, aujourd'hui au deuxième rang parmi les entreprises financières américaines (derrière Citicorp), résulte «d'un processus de succession normal dont l'idée et la conduite reviennent à M. Robinson».

«Je suis satisfait du moment choisi pour opérer un changement chez Amex. Nous avons encore beaucoup de travail à accomplir et le temps est venu de modifier le teadership à la

en septembre, discrèteme tenue dans un grand hôtel new-yorkais, il reste que les évènements de ces derniers mois ont certainement contraint le parron d'American Express à pas-ser la main plus tôt qu'il ne l'aurait souhaité. Le cours de l'action Ameri-can Express qui culminait à 40 dol-lars en 1987 est lourdement retombé depuis et il n'est plus aujourd'hui d'environ 20 dollars.

> « Teflou Boss »

Ces demiers temps, la gestion de la convertement critiquée par les financiers et par les groupements d'investisseurs qui lui reprochaient le rapidité et d'efficacité aux pro-librate de l'entreprise confirmés par librate de l'entreprise confirmés par de rapidite et d'entreprise, confirmés par l'annonce d'une perte de 200 mil-lions de dollars pour le troisième tri-mestre 1992. Actuellement, le secteur d'activité le plus chahuté est celui des cartes de crédit et des chèques de voyage, longtemps considéré comme une «vache à lait» du groupe mais qui soufire maintenant d'un discrédit croissant tant auprès du public que des commerçants en raison du coût élevé de ses prestations. Ces difficultés ont contraint la société à suppri-mer 6 500 emplois depuis 1991 sans que l'effet de ces «dégraissages» se fasse encore sentir sur les comptes.

A cinquante-sept ans, M. Robin-son se retire après avoir façonné un groupe financièrement solide mais à la stratégie mal définie. Une société où les carrières d'incontestables talents (MM. Sanford Weill, Louis Gerstner, Peter Cohen, Harry Free-man qui, tons ont quitté l'entreprise) ont été fulgurantes et sans lendemain et dont les dix dernières années ont et dont les dix dernières années ont été jalonnées de coûteuses opérations de sauvetage. Le fiasco de Fireman's,

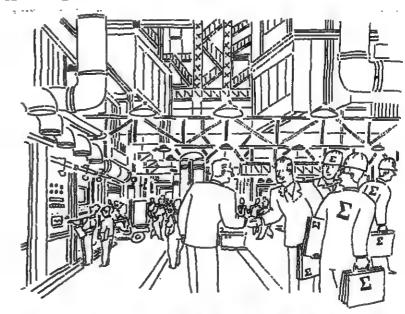
M. Robinson dans l'article incriminé, avant l'arrivée de M. Robinson, puis la remise à flot de Shearson, la banguammé et qui aurait déjà été évoqué à l'occasion d'une réunion du conseil à chaque fois des centaines de mil-

37

Mais l'épisode qui aura le plus terni l'image altière du patron d'Amex reste la Vendetta (selon le titre du livre (!) sur cette affaire d'un journaliste du Wall Street Journal) entreprise par M. Robinson pour se débarrasser de M. Edmond Safra, un benouier libenesis admis au sein du banquier libanais admis au sein du groupe après lui avoir vendu en 1983 sa banque suisse, la Trade Develop-ment Bank et qui, après avoir claqué la porte d'American Express, s'était mis en tête de lui faire concurrence. Pour l'en empêcher, M. Robinson avait organisé une campagne de dénigrement, avec le relais de person-nages troubles, dont la révélation, en 1989, l'obligeait à présenter à M. Safra, par écrit, des excuses accompagnées d'un chèque de 8 mil-lions de dollars. Une première dans l'histoire de la finance.

En dépit de ces déboires, M. Robinson avait jusqu'à présent réussi il souder son conseil d'admi-nistration derrière lui aujoursursomment certains collaborateurs, le patron sur lequel tout glisse suns l'atteindre, doit s'effacer. Son successeur pourrait être M. Harvey Golub le numéro deux du groupe. Agé de cinquante-trois ans, M. Golub a dirigé IDS, la filiale financière d'Amex, avant d'accéder en 1991 au poste de president. Il a pour lui la confiance des milieux financiers. Et alla de M. Poblicere qui voit en lui celle de M. Robinson qui voit en lui le meilleur candidat pour lui succéder à la tête de ce qui reste un

(1) Vendetta. American Express and the Smearing of Edmond Safra. Par Bryan Burrough. Editions Harper-Collins.



DANS UN MONDE OU LES COMPÉTENCES SE BOUSCULENT, **NOUS LES** ORCHESTRONS.

Le Réseau Eurisys constitue un des équipes pluridisciplinaires pour maîtriser un les aspects de la mission que want lui confier. Le Réseau Eurisys accompagne votre projet, depuis l'expression des besoins jusqu'à l'assistance à l'exploitation. Dans le monde, il rassemble cinq mille personnes un sein de six pôles d'activités complémentaires: conseil, ingénierie, informatique, mécanique maintenance, documentation et information, main massistance technique.

C'est parce que nous sommes plusieurs que nous sommes unique.

Avec neuf fermetures d'usine supplémentaires

General Motors durcit encore son plan de restructuration

NEW-YORK

Correspondent

En prenant me fonctions début novembre, le nouveau tandem John Smith-John Smale, placé I la tête de General Motors à l'issue d'un coup d'Etat interne, l'avait clairement laissé entendre : in vingt in une fermetures d'usines in Amérique du Nord et in incenciements annoncés in décembre 1991 par le PDG M l'époque, M. Robert Stempel, n'étaient suffisants. Le I décembre, la direction u done communiqué la liste des neul suppressions d'installa-tions supplémentaires qui

devraient aboutir | la disparition de l'ILLE emplois.

Les usines visées sont Les usines visées sont

Kalamazoo (Michigan), Syracuse
(New-York), Euclid (Ohio), Trenton (New-Jersey), Livonia (Michigan), Sioux-City (Iowa) Flint
(Michigan), lesquelles emploient

1 200 personnes elles scules.
Son usine d'assemblage il voitures
particulières de Wilmington
(Delaware) et installation
d'assemblage de camions de Flint
uni également closes. Il deux
usines comptent environ usines comptent environ ouvriers et cadres. Enfin, l'usine canadienne M General Makim I Saint-Catharines (Ontario).

employant IIII personnes, sera

instifiant = décisions lucille par la la réduire le coûts la d'améliorer la productivité, la firme production 1 5,4 millions d'unités mi-1990, marie 6,7 millions mi-1990, 6,7 millions actuellement. 6,7 millions actuellement. 6 millions livetes, chaque vague 111 000 licenciements permet d'économiser environ 11 millions de 12 millions de 12 millions de 13 millions de 1990, et d'autres suppressions d'emplois, parmi « cols blancs », ne 13 exclare

SERGE MARTI

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTAT

D Club Méditerranée : III mil-lions de francs de bénéfices. - Le Club Mediterrance a enregistre pour l'exercice clos le 31 octobre un résultat net (part du groupe) de 160 millions de francs contre 17 millions de francs III pertes l'année précédente. Cette amélioration s'explique en grande partie par non-renouvellement des charges exceptionnelles enregistrées l'an dernier es les participations du groupe dans le transport acrien, souligné le numéro un mondial le villages de Le Club Med s'est désengagé récemment de la compagnie aérienne AOM conserve plus qu'une participation de 20 % de Air Liberté.

DÉVELOPPEMENT

participera I un pro-jet américano-canadien dans la télé-phonie mobile. — La firme japo-naise Mitsubishi Electric Corp. participera I un projet commun américano-canadien pour le développement d'un nouveau système de télécommunications par satellite pour les téléphones mobiles, a rapporté samedi 5 décembre le quoti-dien .lvahi Shimbun. Le projet. mené par des firmes de télécommunications américaines et canadiennes, prévoit le lancement de deux satellites = 1994 destinés utilisateurs de téléphones mobiles dans les avions, les montes et les voitures dans des régions où des stations se sol estations de des stations se sol en inexis-tantes, indique le quotidien. Selon le journal, quelque 12 millions de téléphones mobiles sont actuellement en service III Amérique du Nord, mais l'absence de stations au sol dans certaines vitam en réduit l'utifisation, En l'an 2000, environ un million de téléphones mobiles compatibles au nouveau système devraient être vendus.

NOMINATIONS

u Volvo VI France: M. Ulf Selvin succède à M. Jean Pouyet. – M. Ulf Selvin succèdera la la jan-vier 1993 l. M. Jean Pouyet à la présidence de Volvo-Véhicules

Le Monde

Edité par la IIIII la Monde

à compter de décembre 1944

tai social : 6 U 000 F

Principaux associés de la milion : « Les rédacteurs du Monde ».

a Association Hubert-Beuve-Méry Societé anonyme lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros,
Membres du comité de direction :
Jacques Guiu. Philippe Dupuis.
Tsaïdí.

15-17, rue du Colouel-Pierre-Avia

Téi. : (1) 46-62-72-72 Telex MONDPUB - 128 F

Triblian : 46-62-98-73. - Junior de la SARL & March et de Média et Rigges Europe

Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 · Tapez LEMONDE ou 36-15 · Tapez LM

industriels France SA. Agé la qua-rante-six M. Selvia a catré dans le Volvo en 1973, où il a dirigé marketing Il a branche poids lourds
Etats-Unis, en Grande-Bretagne
en Australie, Depuis in 1991,
M. Selvin III direction
générale de Volvo-VI au Danemark. M. Jean Pouyet, qui dirigenit l'activité véhicules
III Volvo III France depuis 1978,
reste, selon un communiqué du reste, selon un communiqué du groupe, « disponible le gement de Voho Truck Corporation pour des missions ponctuelles (...) dans le culre du déploiement

péen » du D CNPF I M. Jean-Plarre Desgeorges will vice-président. - M. Jean-Pierre Desgeor président de GEC Alshom NV. nommé vice-président CNPF International charge d'une mission d'évaluation m de d'une mission d'évaluation de réflexion sur mesures soutien public et privé exportations et aux investissements à l'étranger. Selon le Conseil national du patromérançais, mission de CNPF définir action de sensibilisation des PMI régionales une plus grande internationalisation de

Chrysler: M. Robert Eaton prève. M. Lee iacocca. — Comme prève. M. conseil d'aministration a désigné, jeudi 3 décembre, M. Robert Eaton cinquents dess ans, I la tête de Chrysler. M. Eaton, qui la fois les fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général succède ainsi l M. Lee lacocca, qui prendra m retraite à La fin de l'année après dence du constructeur automobile américain. M. Eaton sera secondé nommé directeur de l'ensemble du groupe au niveau mondial. MM. Thomas Denomme, cin-quante-trois pag, et Jerome York, cinquante-quatre me ont égale-té nommés vice-présidents exécutifs du troisième américain. M. avait quitté le constructeur General au

15, RUE FALGUIÈRE 76501 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 11

TARIF

3 mois _

printemps 1992, où il était prési-Europe, pour prendre les fonctions de vice-président de Chrysier (le Monde du 14 novem-

CRISE

Peter Christoffersen,
Le président du groupe
financier d'assurances danois Baltica, M. Peter Christoffersen, a démissionné jeudi 3 décembre de son poste à l'issue d'une réunion extraordinaire du conseil d'admi-nistration. M. Christoffersen, qui quittera officiellement le groupe le décembre, a del jusqu'à l'au-tomne 1992 président pendant cinq and du groupe. Cette démission in la crise que traverse Baltica, sauvé de justesse le 23 octobre par la Den Danske Bank (le premier institut du royaume), qui y a injecté 2,5 mil-liards couronnes (plus de 2 milliards de francs) et a pris le contrôle de 32,46 des actions dans Baltica Forsikring (assurances), l'activité principale du groupe. Le groupe français Victoire 23 % de l'activité principale du groupe.

INVESTISSEMENT

D' Thin-Puine investit dans l'agrachimie en Augleterre. -Rhône-Poulenc a décidé d'investir 115 millions in france sur is site de Norwich en Angleterre pour construire un usine in moderniser unité il fabrication de produits pour l'agrochimie. Il s'agit de construire mu unité de fabrication du Bromuconazole, un fongicide utilisé pour lutter contre les les céréales et le certains arbres fruitiers. Le chiffre d'affaires prévu est millions francs par Cet investissement permettra également de moderniser et d'accroître la capa-cité in production d'une unité de Norwich qui fabrique depuis LYM des herbicides. Le démarrage mi deux usines im prévu pour 1993-1994,

ANNADOMATY

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR : CEDEX Tél. : (1) 40-2-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Commission parital journaus publications, = 57 437 Reproduction de article, sanf accord l'administration PRINTED IN MUNICIPAL ISSN: 0395-2037 Reneelgnements sur las misselles et miss du Marie au (1) ille seus la **ABONNEMENTS** 1, Hubert-Benve-Méry, Tél.: (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 100 SUISSE-BELGIOUE compris ELL III 790 F 1 038 F 1 123 F 1 560 F 1 890 F 2 436 F 2 960 F ÉTRANGER: voie aérienne tarif sur demande. Pour abonner, renvoyez u bulletin accompagné u une règlement I l'adresse ci-dessus par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ANO

Changements formuler leur numéro d'abonné.	provisoires : nos leur départ,	en indiquant leur
BULLET	IN D'ABONNE	MENT
	Durée choisie	
3 mois □	6 mois □	1 an 🗆
Nom :	Prénom :	
Adresse :		
	Code postal : _	
Localité :	Pays:	
Veuillez avoir l'obligeance	d'ècrire 🔤 les 🚃 propres 🕳 cap	ntales d'Imprimerie.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 7 décembre 1

Après l'accès de faibleuse de le fin de la semaine demière, le Bourse de Paris a débuté le semaine sur une note soutenue dans un marché calme, dominé par les achats traditionnels de fin d'année. En repli de 0,19 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affiche en début d'après-mid un gain de 0,65 % à 1 792,88 points.

Malgré le faibleuse persistante du ranc français, les taux d'intérêt ameuraient stables lundi. A le fin du prime franço-allemand les ministres te finances des deux ptys ont réafmé leur détermination à défendre le piré franço-servire.

paux ramané à 7,2 %).

Il n'est donc pas névessaire de diminuer les conditions du crédit aux Etats-Unis comme l'ont rappelé divers membres de la Réserve fédérale. Le enon a des Suisses au référendum sur l'adhásion de ce pays à l'EEE ne provoque pas de résction particulière sur les marchés où l'on s'ettendelt à cette réporse négative.

Parmi les titres en hausse figurales látrologie, Radiotechnique et Dyna

LES INDICES HERDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

ESTITUT NATIONAL DE LA STATISTICO

27-11-92 4-72-9

1991

Base 100 en 1972 Base 100 : 31 décembre 1980 des val. St. 5 rept. Site

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE Sano 106 : 31 dicembre 1981 27-11-92 4-12-92

Spriess Spriiste Standber Spriiste de la teor franc copini-le innegt à l'itemper

TOKYO, 5 décembre Attentisme

La bourse de Tokyo a clôturé en baisse lundi, le Nildes perdent 88,67 points, soit 0,5%, pour terminer le séance à 17.207,12 points. L'Indica avait ouverr en légère hausse, de 20,26 points (+ 0,1%) à 17.316,96 points dans un marché creux où 140 millors d'actions ont été échangées. La plupart des investisseurs sont restés sur le touche à l'approche de l'arrivée à échéance, vendredi, des contrats à terme de décembre. Le marché attend également, le même jour, la publication du rapport trinserait annoncer une baisse du taux d'escompte. Selon les opérateurs, la baisse est due notamment à des ventes d'arbitrages liées à l'Indice, dans un marché calme.

dans un marché calme.						
VALENTS	Count de 4 déc	Conside 5 dic.				
Agincometo Bridgemento Corcon Figi Bank Hondo Michaes Historichia Electric Historichia History Scory Cors. Trayson Michaes	1270 1 150 1 340 1 780 1 300 1 140 546 4 060 1 430	1290 1140 1340 1780 1340 1140 4080 1440				

Le Monde **PUBLICITÉ** FINANCIÈRE

Reaseignements i 46-62-72-67

PARIS

Second marche (selection)						
VALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	Cours préc.	Demier cours	
Alcani Cibin 8.A.C. Boinn [13] Painne (1ym) C.A.L. de fr. C.C.L. Caberna. Cadl CEGEF. CFPJ. CMAIR. Codener Conforma. Creis Depaire Denaty Worse Co. Denaty Device Device	4468 23 70 462 220 803 214 790 158 245 50 950 275 110 188 970 395 985 985 985	4479 482 785 .857 785 .243 990 110 110 147 985 188 80	Insures Companie 1P R.M. Locarrie: Matric Comm. Thermodog H. 419 Linkoy Viel at On. Y. So-Lancant Groupe	140 29 85 128 10 29 570 167 748 391 317 89 50 143 310 250 225 230 112 482	745 387 317 90 140 311 345 80	
Estions Selfond Europ. Propulation Pinacor G.F.F. (group.fon.f.) G.L.M. Gravagagin	200 176 114 48 435 132 20	175 175 112 435	LA BOURSE			
Gentof	720 188	176	36-1) U N	IONDE	

	MAT	r i F	
10 %. No	- Cotation en ==	du 4 ill 104 15	1 992 2
COURS		ÉCHÉANCES	
COOKS.	Déc. 92	Mars 93	Juin 93
	110,22 110,18	111,14 191,14	111,62 111,50

40 60

	Options	sur nodonn	ol .	•
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE
	Déc. 92	Mars 93	Déc. 92	Mars 93
110	1,03	1,92	0,82	0,45
			•	

CAC40 A TERME (MATIF

Volume: 8 147			
COURS	Déc. 92	Jany. 93	Fév. 93
Dersier Précédent	1 799 1 819	1 812 1 835,50	1 850 1 852

CHANGES

Dollar: 5,38 F 1 Le dollar s'inscrivait en

hausse landi 7 décembre tandis que le franc suisse mais musidu référendum sur l'adhésion l'EEE. A Paris, la monnaie américaine 11 5,38 francs contre 5,3650 francs vendredi au cours indicatif de la Banque de France.

THE RESERVE AND THE Dollar (ca DM).... VIII. TOKYO 146 246 Doller (ex yeas). 124,87

MARCHÉ MONÉTAIRE Paris (7 dfc.).... ____ 9 7/E-18 % How-York # dic)... 1588 BOURSES

PARIS (INSEE, been 100 : 31-12-01) 3 déc. 4 déc. ladice gineral CAC =111 (SBF, base 1000 : 31-12-87) indice CAC 40 1 799,43 1 THE

NEW-YORK (Indice Dow Jones) 3 déc. 4 déc. ... ATTIST THEM (Indios a Financial Times s) 2 771 2 759,48 1 2 062,40 11 93,26 FRANCFORT 1 522,16

TOKYO Mikkel Daw Joses... 17 17 207,12 Indice général

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS CO	DMPTANT	COURS TERME TROIS MON		
1 1	Demandé	Offert	Demandé	Offert	
\$ E-U Yen (100)	5,4100 4,3311 6,6867 3,4025 3,7661 3,8640 8,4731 4,7166	5,4130 4,3353 6,6959 3,4035 3,7709 3,8704 8,4849 4,7317	5,4975 4,4023 6,6788 3,4135 3,8021 3,8747 8,5396 4,6479	5,5955 4,4102 6,6952 3,4177 3,8108 3,8351 8,5593 4,6748	

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS	TROIS MOIS		SIX MOIS	
S E-U Yeu (100) Ecu Deotschemmt Fonce unine Lire hallense (1000)	Designedé 3 L3/16 3 S/8 11 1/4 8 15/16 6 L/2 14 1/2	Offert 3 15/16 3 3/4 11 1/2 9 1/8 6 5/8 15	Demandé 3 5/8 3 9/16 10 13/16 8 3/4 6 5/16 14 1/4	Offert 3 3/4 3 11/16 18 15/16 8 15/16 6 7/16 14 5/8	Demandé 3 11/16 3 1/2 10 1/16 8 5/16 6 1/16	Offert 3 13/16 3 5/8 10 3/16 8 1/2 6 3/16 14 3/8	
Peseta (180) FRANC FRANÇAIS	16 9 13/16	7 1/4 16 1/2 9 15/16	7 15 1/4 9 15/16	7 1/8 15 3/4 10 1/16	6 11/16 15 9 15/16	6 13/16 15 MM 10 1/16	

BMW ouvre sa première usine de recyclage de voitures au Royaume-Uni

BMW a quest, mardi le dimensione Le fabricant allemano

à Bolney, au sud Londres, sa première usine de lage et de recyclage de automobiles au Royaume-Uni. L'usine prévue outre-Manche, les trois années pour retraiter 500 voitures au cours qui viennent. BMW a déjà mis en première d'activité. The ce type d'usine dans d'autres Chaque année, quelque 1,4 million de véhicules sont envoyés à la casse anx Etats-Unis.

- DECEM

.......

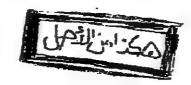
Although the second con-ARTER & 70 サイル・サイン・コー

 $(B_{2}, d_{2}^{2}) \approx_{\mathbb{R}^{2} \times \mathbb{R}^{2}} g_{2}^{2}$ $\Delta \mathcal{G}_{k}$

28,287 (2017) 1 1 28 mg/s 2 *5*.

Court of the party

Air- Paymen



•• Le Monde • Mardi 8 décembre 1992 29

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 7 DÉCEMBRE Comurs relevés à 13 h 30																	
Componing Station VALEURS Cours priced. Cours								minter %									
\$340 C.N.E.3%	\$030 - 040 C	orapen VALEURS		Cours +- sales		ees Pageler dold. comi	Decirie: comes	% Comper-	VALERS	Cours préséd.		mier %	225 24	Ford Motor	. 29 25	232 40 231 30 29	30 + 0 57 30 + 0 17 30 + 1 40
S340 C.N.E. 3% S050 S080 S0	1610 - 0 62 780 + 0 53 598 + 1 62 784 + 0 53 598 + 1 63 1470 - 0 58 1470 - 0 58 1470 - 0 58 1470 - 0 58 1470 - 0 68 1470 - 0 68 1470 - 0 68 1470 - 0 68 1470 - 0 68 1470 - 0 68 1470 - 0 68 1470 - 0 68 1470 - 0 68 1470 - 0 68 1483 60 - 0 68 1483 60 - 0 68 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1483 70 - 0 78 1484 70 - 0 78 1485 10 - 1 78 1890 - 1 183 1890 - 1 183 1890 - 1 183 1890 - 1 183 1890 - 1 183 1890 - 1 189	485 CSEE Dennet Dennet 385 Dessent Arbeite. Dennet 485 Dessent Arbeite. Dennet 586 Dessent Begr 480 Deletch Dessent Begr 480 Deletch Dessent Begr 480 Deletch Dessent Begr 480 Deletch Deletch Deletch Deletch Dessent Begr 580 Deletch Deletc	512 512 513 514 51 515 515 515 515 515 515 515 515	Six -0.22 289 3320 -0.90 3320 -0.90 3320 -0.90 3320 -0.90 1215 -0.90 1215 -0.90 1215 -0.90	Lagand 44 Lagand (PT) Lagand (1500 157 90 270 168 820 575 10 90 10 80 350 10 80 357 415 10	280 129 60 + 725 60 +	0 32 305 555 555 555 555 555 555 555 555 555	Sa. Resspect Science Science Science Science Scodere Sandere UFC 21A Flower UFF 3 Conte, UFF 3	361 10 305 305 305 200 200 200 200 200 200 200 200 200 2	382 36 36 36 37 38 37 38 37 38 37 38 38	4 35 35 35 36 36 36 36 36 37	435 168 300 34 45 19 50 37 30 37 30 37 38 38 38 38 38 38 38 38 38 38 38 38 38	Gen Bacco. Gen Macons Gen Melorge. Gen Melorge. Gel Meropel Guinness. Harson PLC Harmony Gold Harson PLC Harmony Gold Harson HLC Harmony Gold Harson HLC Harmony Gold Harson Harson Honestal Honestal Honestal Honestal Honestal Harson Honestal Harson Honestal Harson Honestal Harson Ha	447 70 4 175 50 1 385 30 4 44 40 19 50 8 8 20 340 31 05 7 57 19 87 35 3 390 31 57 40 3 157 40 3 142 80 325 70 3 125 30 1 165 20 1 165 20 1 165 20 1 175 70 1 185 20 2 125 80 6 125 80 7 125 80 7 125 80 7 125 80 7 125 80 7 125 80 7 125 80 7 125 80 7 125 80 7 125 80 7 125 80 7 125 80 7 125 80 7	150 B0	3
215 Cpt. Satrap	237 20 i+ 0 94 l	OMPTA	III 310 :	780 - 130 - 151 - 151 - 151 - 151 - 153 - 156 - 0 13	SEF.	30 131 80 521 177 434	177 90 +	0 19 168 0 51 122 0 41 335	Freson Com		135 50 13	180 + 245 880 - 029 760 + 325	100	Yamenouchi Earnible Cop		111 110	10 - 081
VALEURS % du nom. coupon	VALEURS	Cours Demier prio. cours	VALEURS .	Cours Demier pric. cours	VALEURG		enier ours	VALEURS	Emission Frais incl	Rechet net	VALEUR	Emis Frais		achat net	VALEURS	Emission Frais incl.	
Obligations	CLT.FLA.M. #8	2607 698 606 2790 - 2700	Promodie (2)	381 534 534 315 176,80	Etrai	ngères	Arr	alico	195 58 7787 25	190 35 7487 74	Francio-Regiona Fracti-Associate Fracti-Capl.:-	ON 3	6 94		oy. Eograd	116 37 30894 93	115 22 30894 83
Bus Risk 9,8% 78. 10,500	Cpr Cpor Alexand. Concords Consords Consords Consords Condo Side Prov. Cridit Side Ind. Cridit Side Ind. Cridit Side Ind. Cridit Social. Carbiny Dalans Vielper. Carbins Side Ind. Erit Mag. Parts. Filed. Final Cridit. Girvalot. Girvalot	298 - 298	Roselo. Roselo	125 128 - 178 - 700 700 700 700 700 700 700 100 100 100	AEG. Also No Soo	493	And	politicia. ancidi. ancid. anc	126 03 107 44 113 54 1147 44 115 32 121 01 115 17 115 17 115 17 115 17 115 18 117 18 117 18 117 18 117 18 117 18 118 1	401 89-4 1197 813 403 141 1685 36 1173 42 6365 36 1173 42 6375 80 1121 30 1104 31 1104 31 1104 31 1104 31 1104 31 1105 01 1105 01 1105 11 1105	Fruction Fructions act Fructinase act Fructinase act Fructinase act Fructinase act SAN Annodama Oscalion Gest. Associate Horzon List Monataire Indust. Fes. Cont Interphis Indust. Fes. Cont Interphis Jestoch Jestoc	2350n C. 88 88 80	9 44 2 8 33 8 8 9 23 8 8 9 23 8 9 23 9 5 1 1 5 2 9 1 1 1 1 1 2 1 2 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	135 90 Court	Tamble and a second of the sec	132 90 5340 82 873 71 882 84 16726 64 1825 39 1834 80 1324 11 670 69 390 01 1069 86 1121 24 308 954 23 883	602 45 129 80 600 40 189 43 135 30 923 58 11721 05 213 77 719 30 666 87 167 67 15663 86 1825 30 13230 70 1459 94 707 84 1834 83 1226 54 852 74 379 57 213 48 413 63 1029 05 1089 25 301 96 935 52 1238 73 2244 08 8616 20 9565 25 8602 07 11022 58 8030 82 1434 75
8 T P 24 50 24 50 Combodge 251 281	Origin/ Describe	\$42 540 465 466	PUBI	LICITÉ	Hors	-cote	60s	r. Montaur r Talsornic r Trimpstool	2549 24 2033 24	1349 57 2549 24	Alpio Aware Nimo Sécural Tárgo-Valens	1	1183	37 03 34 35 1 Tacks 1 acks	no-Gan	997 92 5668 33 692 57	968 85 5441 65 685 81
Case Pochin	Paibel Mermont	170 476 161 185 209 70 201 16 179 180 275 20 275 	Renseigr 46-62	NCIÈRE nements :	Sque Flydre Emega. Calciptos Calciptos Captost Dougt Assestinas. Elactro-Burges Empy System Ind. Garber S.A	11	6 Eps 6 Eps 6 Eps 7 50 Eps	recining and a second and a sec	4531 27 11340 61 1696 81	106 44 250 54 3796 16 4519 97 11228 33 1651 40	Nippon-Gam Nord Sud Divelli Obli-Association Oblice-Régions	1640 1640 1671 1671 1671 1671 1671 1671 1671 17571	068 16: 688 19: 65 28: 25 10: 136 29: 14: 169 14: 12 135:	36 79 Tribob 56 90 Tribob 56 70 Tribob 56 42 Tribob 50 21 UAP 1 15 83 UAP 1 17 61 UAP 1	r Plus	1362 63 1043 32 138666 58 138666 58 138666 58 138666 53 530 09	1348 14 1032 99 138686 58 5200 57 407 27 649 61 584 61 510 93
Marché des cours indicaties COURS préc.		DES BILLETS MO		ours cours	Gay Degresson Cactum de Mondo Nicolas	25 25	Epa Sulfi Sulfi	Cash sap	436 46 8349 32 593 66	8349 82+ 576 37+	Onelor. Paribes Capelle Paribas Opporer	7166 min 1577 nates 122	20 154 20 154	1601 UAP 5380 UAP 1750 UAP	Alto Scav Alto Scav Moyen Terme	208 88 165 75	201 33 159 75 142 32
Ents Unis (1 ust) 6 365 Ect. 6 6 7 6 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7	330 330 292 36 83 83 21 384 44 44	350 Orms 8 17 Orms 8 17 Orms 8 18 1 Napolé 18 1 Piles F 18 2 8 Piles L 384 Souver 384 Souver 387 49 6 Piles 1 5 4 1 Piles 5 4 4 1 Piles 5	dio en berrei	7900 58200 7950 58200 337 334 403 332 342 330 339 435 437 2245 2320 1090 1097 50 600 2165 2175 345 347	Particip Position Conduct Responsive Selection Selection Enthings Selections of the SEPR SMT. Graph SPR. act. B. Wagnana	280 40 282 50 1812 480 .451 1381 0 65 226 10	Gart Gart Gart Gart Gart Fran Fran Fran Fran Fran Fran Fran Fran	to Soldwise	498 84 437 02 197 77	9054 96 111 11 491 92 424 29 94 92	Partus Paruson Patrinome Hara Pervalon Pervalon Pervalon Patrinome A. Placement M. Placement Mond. Patrinome Poste Crossano Pranales Oblig. Colemand Colemand Colemand Colemand Colemand Colemand Colemand Colemand Colemand	617 617 817 8 22885 49179	22 68 52 68 757 703 18 32 228 06 47 1112	29 68 o	rs Actoris	1186 80 564 86 1206 02 246 72 1223 97 1810 29 2147 99 55587 18	10996 83 128 44+ 1157 85 551 09 1176 80 246 72+ 1194 02 1766 14 2145 84 55959 18

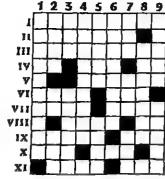
36.

公开基本公司

Bester Victor 1

MOTS CROISES

PROBLÈME № 5927



HORIZONTALEMENT

I. Sortes de quand and sont petites. - II. Qui privée d'un - III. Les gens capables d'enlever le morceau. -IV. I une jolie main. Service ancien. Traditions. - V. - Donna raisons a se plaindre. D'un auxiliaire. -VII. IIII III Allemagne. Qu'on III rencontre per souvent. - VIII. Un poison. Curre -IX. Fonce sur une nappe. Demi, n'est per vraiment un homme. -X. Une tranche. Au pre-mier, tout is monde s'arrête. -XI. Chantait dans is a Pour l'ouverture.

VERTICALEMENT

1. Peut trouver place ume une collection is papillons. - 2. In n'a pas il appelé. Préposition. Il beau parieur. - 3. Très gênant pour calui qui il dans in petits soullers. Peut il il hommes limi trempés. – 4. Un manuscultur naturel is boulanger. - I feel is quand on passe. - II Restent IIIII. le pâté. - 7, Possessif. Fit un

Le Monde

Editó SARL III Monde C de de Jacques Irne, gérant directeur de L publication Bruno Frappat La Jacques Guiu de la gas Manuel Luchert

Rédecteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé

Media directaurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959) Jacques D (1969-1982) (1982-1985) (1988-1991)

RÉDACTION SIÈCE :
15 AUE :
15 AUE :
19 40-65-25-25
Telécopeur :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÈRY :
1 NY-SUR-SEINE CEDEX Tol (1) 40-65-25-23
Telécopeur 49-60-30-10

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SCIENCES III MÉDECINE assortiment m couleurs. Après une citation. - Inspire compositeur. - 9. III pas tout pas-

Solution du problème nº 5926 Horizontalement

I. Massicotons. - II. Tan, Epuça. - III. Classements. Pou. -IV. Rod. Ire. Or. Ahun. - V. Soliflore. - VI, Cb. Ath. - ~ VII. Irian. X. Edenté. Cru. – XI. R.P. gie. – XII. Gousse. Tanières. – XIII. Inn. Allergène. – XIV. II. Ruse. – XV. Surette. Egérie. Version

1. Microchirurgie. - 2. Louberd. Ponts. - 3. Stade. Ri. Unau. -4. Sas. Danaides. Br. -5. Insistante. . - 6. Er. Hi I Annelet. - 7. Ormes. Salto. L.S.T. - 8. Tue, Or, Sieste. - 9. Œnologie Tari. - 10. Tris. An. Angle. -11. Fiel. Plie. - 12. Alevin. Genre. - 13. Euphorie. Cireur. - 14. Course. Orée. - 15. Feune.

GUY BROUTY

JOURNAL OFFICIEL

publics au Journal Officiel DES DÉCRETS

- Nº 92-1258 du III novembre 1992 pris mapplication de 11 loi nº 92-675 du 17 juillet 1992 por-tant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et 11 la formation professionnelle un plus particulière-ment un chapitre II concernant l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel a commercial:

 Nº 92-1259 du 1" décembre
1992 relatif le répartition pour
1992 du concours particulier créé
au sein de la dotation générale de decentralisation III titre III ports mainimes de commune et de

- Nº 92-1264 du 1º décembre 1992 relatif - établissements de santé privés à but lucratif admis à participer à l'exécution du public hospitalier.

Est publié au Journal officiel du dimanche 6 décembre

nº92-1265 du ledécembre 1992 modifiant w décret n-86-1208 du 11 novembre 1986 relatif à w composition et au fonctionnement du comité économique social la la collectivité territoriale Saint-Pierre-et-Miguelon.

o Le métro, la nult... - Le Cercle parisien d'études ferroviaires (COPEF) organise, il la nuit du samedi 12 au dimanche 13 dècem-bre, un circuit sur les lignes du metro parisien dans une ancienne plusieurs raccordements de service. Cette excursion men précédée d'un bref parcours dans la rame proto-type in et d'un trajet in tramway spécial Bobigny à Saint-Denis. Départ de Bobigny (ligne 5) il 20 h 30, arrivée à Gare-du-Nord vers 5 h 30. 320 francs par per-

inscriptions par correspon-auprès du COPEF, 19, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, il mardi 8 décembre. Intra une enveloppe timbrée pour la la de la convocation.

CARNET DU Monde

- Clémence Richard,

le décembre

Et un amis

Eric Lepage, ont la douleur de faire part du décès de

se réuniront en l'église Saint-Saturnin de Nogent-sur-Marne, le mardi

Cut wit tient lieu au faire-part.

ont la douleur de faire part au décès de

Louis MARESCAUX,

chevalier is a d'honneur, ingénieur des is at manufactures,

survenu en ma domicile, à l'âge au quatre-vingt-douze

Lie obsèques ont su lieu dans l'inti-

I, avenue la la Nogent-sur-Maros

- M= Louis Marcacaux.

ode Entremont, Et toute sa famille,

Armemonville.

14, avenue Flirey,

- Mr Lucien Ouakii,

son épouse,

Alice,
cufants et petito-fille,
M. Ma Ma William

et leur fils, M. et M=

Toute Et amis,

Le Sylvain Ouakil, Mad

orifents.

M. M. Notzer

et in film petit-film,
see frères, beau-frère, belles-sen

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Lucien OUAKIL.

sprvenu E 21 - 1992, å 74-

L'inhumation ses la caveau de

Florence MAGIS,

Décès

- Immi apprenons le décès de M. Im BELLOCQ-LATAPIE, ancien général, maire de Saint-Pé-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées)

mercredi 2 décembre 1992,

us le 29 mai 1926 il Pau (Pyrénées-Atlanti-ques), Jean Belloco-Lataple, Ere du CNIP, puis du Parti républicain, a stègé au général des Hautes-Pyrénées de 1955 il 1992, date il laquelle il n'avait pas solliolts il de son mandat. Il était meire de Saint-Pé-de-Bigorre depuis

- La direction générale

Et le personnel du groupe
ont la tristesse le informer de la brutale disparition, le 3

M. Jacques BONTE, président la la SFTC, uncien président du Calbertos

wous prie de rem unir d'intention

- Land Cohen Freddy et familles,

Huguette Naggar sa famille, la douleur de faire part un décès de

Jacques COHEN.

🖴 obsèques 🚃 çu 🔤 dans 🖟 plus

le novembre 1992.

Cet avis | | | | | | | faire-part

72, III PEst,

M⁴ Marie-Victoire Et Ariane Fragonard.
M= Marie-Claire Dubujadoux.
M. = François Dubujadoux.

DUBUJADOUX-FRAGONARD,

savenna le 3 allegantara 1992, il Ber-

bre, en l'église

- M^{o.} Fligelman, Françoise

et in la tristeuse de part du décès de

M* Louise FONTAINE, chevalier la Légion d'honneur.

survenu 🖿 🛘 décembre 1992. 📖 🕳

Une messe sem eélébrée le 12 décam-bre, il 15 houres, en l'église Saint-For-jus, il La Tramma (Isère).

M≈ Françoise Monthonnez.
5. chemin il l'Agnelas.
La Tronche.

LOTO SPORTIF Nº 50 RESULTATS OFFICIELS TO ASSESSED LONG. TO SERVICE OF S 1 1539 700 F 1 1539 700 P "Januaria 172" 1385 F MUMERO PAGFOLE **: 9** MATCH'S DU JOUR The American Company Sections RESIDURE. 673 582 F APPENDED TO SEE THE SE SALVED S DECEMBRE 1992

089999 0000000

son époux, Mª Marie-Noëlle Fontenat, m fille, Toute m famille

ont l'infinie tristesse de faire Mi du

- M.

Marguerite Dien,
proviscur honoraire,
officier and académiques,

chevalier 🐷 l'ordre d'Orange-Na survenu le - Memare 1992, L

Paris-13-, I l'ago de immente de ana.

mercredi 9 décembre, 1 10 m en l'église Notre-Dame-des-Blancs-Man-12, m L Blancs-Mantenux,

L'incinération une lieu la même jour. Il 14 5 15, un crématorium de cimetière un Père-Lachaise.

14, rue Michille 14200 Viete

– 🔚 famille.

Er M. Paul Braudey.

It is tristesse to faire part du messe te

adjoint honoraire I la III.

quatro-vingt-huitième

La more di Teligieuso sea il la la le mercredi T décembre, il 14 heures, il 14 heures, il 15 de la les Seesus.

L'incinération men lieu au climetière de Père-Lachaise, Limi l'intimité,

All fiducial and commencers.

Cet avis and the de faire-part.

- Marie-Jenny, Serge - Sandla, Sophie, Agnès et Christian, - femme - ass onfants, Luca - Jean Senouf, Pierre Guetto et Michèle - Francine Nicole - The - Francine

frères et saturs, SOI THE REAL PROPERTY. Claude, Will et Olivier Senouf, Bernard, Catherine, et et

cimetière de Vanues David Guetta, Gilles Soreni, ses neveus in infere alliées ont la douleur de faire part de la

M= Hearl TAPQNIER.

Claude GUÉTIA.

fleures ne nover. » (Cantique des cantiques, VIII, 5 et 7.)

Jean-Yves, Jacques et Joan-Michel Lemière,

compagnos, Marie, Annie,

Manuel, Anne, Antoine, Pauline,

ma petits-enfants.

LEMIÈRE,

survenu à Caen, la le Merchen 1992,

Barrier 🔳 Fils 129, 🔤 🔳 Vangirard

75015 PARIS

Orfèvrerie

33, rue 14000 Caen.

Horlogerie Velier de réparations

- Georges Lemière,

arraché à leur tendre affection les 3 décembre 1992, à l'âge de cinquanteest entrée dans la paix de Seigneur, le 4 décembre 1992, au William

L'enterrement in lieu, le mardi 8 décembre, à l'amount

■ part de
■ M⁻ Jean Taponier
■ cofants ■ petits-enfants,
■ Robert Taponier,
M⁻ Suzanne Taponier,
sos C'est pommier j'ai éveillé ton amour, l'où ta mère mit au monde, là la mère donna le jour (...). d'eau sauraient éteindre l'amour,

64, rue Cortambert, 75116 Paris, 29, rue Poplacourt, 19011 Paris. 10, avenue Laurent-Vibert, Aix-en-Provence,

Remerciements

Marie-Christine SERVAIS, profondément été témoignées et

Laurest.

remercie toutes 🚞 📨

Anniversaires - En 📟 jour anniversaire 🚢 🖫

Elisabeth BUFNOIR

amis et admirateurs lui 🏎 🚃 leurs pensées émues.

Me Sarah LEIBA,

- Pour le onzième anniversaire du

une très affectueuse pensée qui l'ont aimée et qui gardent aussi souvenir

M. Haim LEIBA.

mort == camp d'Auschwitz. Nul ne disparaît jamais lorsque souvenir ancrè uns les cœurs.

– En souvenir 🗯

Jean-Paul MARTY-LAVANZELLE,

qui quittalt il 🛮 u 📖 ans.

- En mémbire 🐠

Roger NETTER,

ponsée demandée de ceux <u>anniversaires</u>

Contenaire de la cardinal LAVIGERIE

Lim missionnaires d'Afrique (Pères blancs, limin blanches) invitent leurs une mosse d'action in grâces présidée mu le cardinal Lustiger, m l'église Saint-Sulpice, à l'am (mêtro Saint-Sulpice), le jeudi 10 décembre 1992, II II heures.

Exposition IIII le cardinal Lavigerie dans l'église du l'au 10 décembre, de 10 houres le 17

Conférences

- Le sexe m les rence-débat avec des spécialistes du du judgisme, du Avec O. R. Azria, Bui-Mong-g, S. d l'Etolic, 54, avenue i ia Arméo, i i 8 décembre 1992, à 20 h 30. Entrée

CARNET DU MONDE

OU CAN DO LE JOUR MEME s'ile nous perviennent syent 9 h

au siège du journel, 15, rue 75015 Porla 308 808 F Télécopieur : 45-88-77-13

Tarif de la ligne H.T. Abonnés et i Les ignes en cupitales grasses som facurées sur la base de deux ignes. Les ignes en blanc sont obligatoires et facturées, Minimum 10 lignes.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficians d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous com-muniquier teur numéro de référence.

Le Monde NUMÉRO HORS SÉRIE

CLINTON PRÉSIDENT 1980-1992 : l'héritage républicain

ETTE brochure dresse le tableau de l'Amérique d'aujourd'hui telle que va la trouver président, Bill Clinton, après douze années de gestion républicaine. A partir d'articles déjà publiés par la Monde, de

nouvelles synthèses de la publies par la violide, de nouvelles synthèses dégagent : la récit la campagne électorale et les résultats commentés, puis, au plan international, Im grands traits d'une politique étrangère qui u visé à redonner son prestige à l'Amérique. Sur M terrain économique, une politique ultra-libérale qui laisse un lourd bilan. Une société qui doute d'elle-même, une vie culturelle qui bute sur contradictions.

Avec des graphiques, des tableaux, des cartes, photos et les dessins illustrateurs du

Le Monde des Le Monde

LES JAPONAIS

Modernes sans être occidentaux L'analyse de Pierre-François Souyri, historien, et de notre correspondant, Philippe Pons.

U : I : I SAGE SANS PAYSANS

300 000 agriculteurs suffiront-ils à entretenir et f Les réponses de Michel Jacquot, directeur du Fonds euro-péen d'orientation et de garantie agricole, Jean Dupuis, industriel de l'agroalimentaire, Bertrand Hervieu, socio-logue, Armand Frémont, géographe, Olivier Perrier, homme de théâtre. Corrado Barberis, sociologue.

Tel. 47-24-54-85 Avec Le Monde sur Minitel

ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12 ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel

36.15 LE MONDE

Tapez IMP

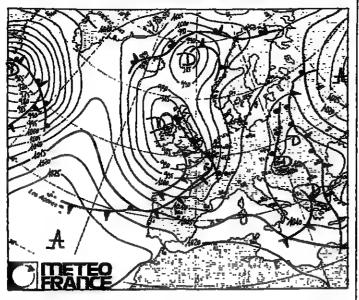
. -5:

100

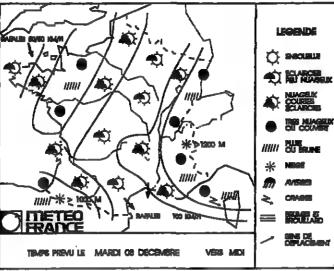
The Market State of the Control of t

THE WARRY OF THE STATE OF

(2) 自然的数据。112,天上985年至世纪1



PRÉVISIONS POUR LE 8 DÉCEMBRE 1982



. 'è

la Normandie et peys Lung, il pieuvie un peu le matin, tandis que queltues écleirales développeront l'eprès-midi.

evec un ciei pertugé entre les nuepes et

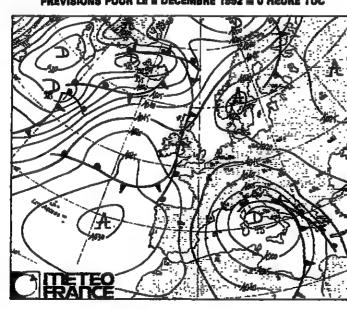
100 km/h, tandis que 🚃 les côtes bratonnes et atlantiques, la vari de nord assez fort, jusqu'è

km/h en pointe. Allieurs, il sera

des normales : les minimales seront généralement comprises entre 2 marin al 5 phartis dans l'imateur La company dans la régions entre et et es régions côtières ; prises entre 7 degrée et #1 degrés sur la install nord, entre 11 degrés su Mistrel a tramontane soufficront vio-lemment, avec atteignant att

PRÉVISIONS POUR LE M DÉCEMBRE 1992 M 0 HEURE TUC

modéré.



TEMPÉRATURES maxima - minima - temps observé Volsurs extrêmes relevées entre - 07-12-92 % 06-12-1992 à 6 heures TUC et le 07-12-1992 à 6 heures TUC									
FRANCE AJACCIO 14 6 C BIARRITZ 15 10 A BORDRAIX 12 10 C BOURGES 10 7 N EREST 12 7 D CASN 8 8 P CLERSONT-FEE 9 8 P CLERSONT-FEE 9 1 C GRESOBLE 10 1 P 1812 4 P 1812 4 P 1813 1 P 1814 1 P 1815 1 P NARTY 7 P NARTY 7 P NARTY 7 P NARTY 7 P PERSENTE 11 7 G PARTS MONTS 13 8 A NCC 17 7 G PARTS MONTS 7 6 P PERSENT 14 8 P PERSENT 15 7 D	STRASBOURG	LUXEMBOGRG							
A B C ciel couver	D N O orage	P T * neige							

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été i heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

40.

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Utile

E prix du jus 📟 pamplemousse s'est équipes de Malana augmentations : interrogeant ses propres gardes, TF 1 illustrait and community prochaine arrivée de manue fait grimper in the capitale agonies. Deux ans 🚚 depuis la peure du liale, et reveni les baroudeurs spéciaux 💵 les 😘 the light man in chemise « directs » cachet querres modernes. France 2 avait même trouvé un

nirs... Manquent, fois, nil/Line : Ini additatorii I mitrailleuse sur littre camionnettes sont can de militar males crédibles in rôle que Saddam Harman

Deux ans après, revoici un ministre de la défense à reculons : devant Paul Amar, Pierre Jan s'mun « sombre ». silim Somalie, il y en a trente à travers le monde, et personne ne sait ce qui s'y manugréa-t-il « Opéra-tion trop médiatique pour honnête, renchérit François Léotard chez Anne Sinclair. Tous les jours, en Bosnie, il y II des Oradour, mais il n'y ■ pas de caméras..... Et cetta

bruit ». R voir Bernard Kouchner décharger son sac de riz devant les objectifs, il est vrai, montait comme une méfiance anticipée à l'égard du reality-show dont plante ainsi m décors m direct. drames ignorés? Comme Téléthon, d'ailleurs, qui III un cafetier lyonnais passer trente heures en haut d'une tour de la Part-Dieu, et les pompiers de Marseille faire grimper une mariée sur un clocher pour una démonstration de sauvetage. Mais si tout cela, après tout,

est utile... «Utile»; c'est le titre du nouvel formula : «Le bruit ne feit pas de album de Julien Clerc, petit futé qui bien, et le bien ne feit pas de confirme il son intuition de l'air du

cences... in frémire in les lycées sur « Utile», comme nous palpitâmes avec «Le cœur volcan». Julien et son comparse Roda-Gil émission de Pivot depuis la rentrée. La conversation volata, légère, de l'aventure des mots avec Alain Rey de Dictionneire historique de la lanque française), à une lettre d'Italie de Bonaparte à Joséphine - «Mille baisers aussi brûlants que tu es froides, - en passant par les chocolats au citron, les chiens et les chevaux. On ne sait si elle fut utile, mais ce fut une soirée bien agrés-

Les programmes complets en radio et de télévision sont publiés chaque sentaine dans notre supplément daté dimenche-lundi. Signification des symboles > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; u Film à éviter ; u On peut voir ; u n Ne pas manquer ; unn Chef-d'œuvre ou classique.

	Lundi 7 décembre
TF 1 20.45 Magazine : Perdu de vue. Présenté par Jacques Predel. 22.35	Temps de voir : le Nu dens le bein, Pierre Bonnard, avec Henri Cusco ; Livres de CANAL PLUS
22.40 Magazine : Comblen ce coûte ? Présenté par Jean-Pierre Pernaut et leabelle in. Invité : Eddie Barciey,	20.35 Cinéma : Coups pour ps. in Film américain de Deran man (1990). 22.00 Fissh d'informations.
23.55 Magazine: Minuft sport. Football: spécial Coupe d'Europe des clubs champions; Boxe that: Mesure (France)-Same (Thellande); Presta (France)-Teanchai (Thellande), à Coubertin.	22.10 Cinéma: Que an Orfèvres. In a Film français d'Hunt-Georges Clouz (1947).
1.05 Journal, Météc et Bourse. FRANCE 2	23.55 Cinéma : Interes 3. In Film américain de Jeff Burr (1989).
20.50 Théâtre : Derting chérie. Pièce de Marc Camoletti, mise en scène de l'auteur, avec Henri Guybet, Michel Beiedi, Juliette Degenne.	1.20 Cinéma : Les Demiers Jours de Pompéi. ☐ Film italo-hispano-ellemand de Mario Bo nerd (1959).
22.35 Sevoir plus. Megazine Pulseence 40. Pré- senté par François de Closets. Les trois vies de Georges Charpel; Le savanturier :	ARTE 20.40 Cinéma : Le Dernier Empereur, sus
Anne-Marie Alayse; Le vrai mystère : la masse manquante de l'univers ; Le faux mystère : l'Atlantide.	Film britannico-Italian de Bernardo IIIIII lucci (1987)(v.o.). 23.20 Court métrage : La Perm.
23.55 Journal, Météo et Visages d'Europe. 0.15 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté per Michel Field.	D'amin Fox. Aven: d'être envoyés su Liben, im jeun recrues ont droit à une demière «perma

FRANCE 3	_
Cinéma : Jumeaux. =	-

20.45 Cinéma 22.35 Journal & Météo. 23.00 Magazine : A la une sur la 3. Présenté per Christine Ockrent.

15.35 Variétés : La Chance aux Emission présentée par Pascal Sevran. Hommage à Félix Marten.
16.25 Jeu : Des chiffres et des lettres.

23.30 Journal des courses, Journal, Météo et Visages d'Europe.
23.50 Magazine : Le Cercle de minuit.
Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

15.35 Séria : La croisière s'amuse.

16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer. 17.55 Magazine : Une pêche d'enfer.

FRANCE 2

16.50 Feuilleton : Beaumanoir. 17.15 Magazine : Giga.

18.30 Le Jeu!

23.35 Océaniques.
Magazine Les Arts, présenté per Alain Jaubert. Entretien avac Helmut Nawton; Sollers chez Fragonard; Les photos de Jean-Loup Trassard; Warhoi : les Polarotts; Le

(1990).

0.05 Court métrace

M 6

20.45 Cinéma : Capricorn One. w Film américain de Peter Hyams (1978). 23.00 Documentaire:
Masculin, féminin, pluriel.
De Jean-Michel Destang.
0.00 Megazine: Culture pub.

0.35 Informations:

Six minutes première he 0.40 Magazine : Jazz 6. Shorty Rogers et the Lighth

1,30 Magazine : Nouba. 2.00 Rediffusions.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'Histoire en invent Le Concile de Veticen II. Avec le cerdinal François Marty, Guitton, le Père Yves Conger, Noël Copin. 21.30 Dramatique.

Hélène Idem, de Catherine Thérouenne.

22.40 La Radio dans les yeux. L'ectuelles du cinéme.

0.05 Du lour au lendernain. IDMO Musique : Cods. Les gnaves du Meroc (jusqu'au 11 décembre).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 (donné le 28 avril 1991 | Roussian et Ludmile, ouverture, de 1 4 ; Concerto pour pisno et orchestre nº 3 en ut mejeur op. Mil de Prokoflev; Symphonie nº 2 en mil mineur op, 27, Rechmeninov, per l'Orchestre philhermonique de BRTN, dir. Alexander Rahbari; Deniel Sturrenthel, pleno.

Ainsi la muit. Per Denise Bahous. Sonate pour violon pieco n 9 en la mejeur op. 47, Besthoven; Gustuor è cordes m 1, de Jenacek; Sonnet de Pétrarque m 104, Sonnet de Pétrarque nº 123, de Liszt ; Ruhe Süssliebchen, Die Meinacht, de Brahms.

0.33 L'Heure bleue. L'actualité internationale du jezz, per Henri Renaud.

Mardi D dágamhra

	margi N decembre
TF 1 15.20 : Hawail, police d'Etat. 11.10 Club Dorothée. 17.15 Jeu : Une famille en or. 17.55 : Hélène et les garçons. 18.55 Geuilleton : Santa Barbara. 18.55 Magazine : Coucou, c'est nous l'invité : Jacques Laffite. Divertissement : Le Bébête Show (et à 1.00). 20.45 Cinéma : Le Cercle noir. Il Film américain de Michael Winner (1973). 22.25 Côté enfants salles. 22.40 Téléfilm : Passeport pour l'enfer. De Robert Collins. 0.25 Magazine : Le Club de l'enjeu.	18.25 Jeu : Questions pour un champion. Un livre, un jour. Histoires pour les enlants. L'Ecole des loisirs. 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région. 20.05 Jeu : Hugodéfire (et à 20.40). 10.11 Dresser : La Uniter de la région de
de Bernard Tapie ; Maurice Guinot, PDG de S.T. Dupont ; Etierne Pfilmin, président du Crédit mutuel ; Robert Gerson, PDG de Mat- tel France ; Régis Mercon, leuréat du prix	16.15 Cinéma : Los Angeles Story. D Film américain de Mick Jackson (1991). 18.00 Canaille peluche.
Brillat Savarin ; François Eysette, directeur général des boutiques Europe de Hagan- Dass.	18.30 Ça cartoon.

18.30 Ça cartoon. 18.50 Le Top. Présenté par Yven Le Bolloc'h. 19.20 Flash d'informations. 19.30 Sport: Football. Anderlecht-PSG. Mental retour de Coupe d'Europe, en direct. A 20.00, coup d'envoi du match.

21.50 Sport: Football. Auxerre-Standard de Liège. Coupe d'Europe en différé.

22.35 Flash d'informations,

0.10 Le Journal du hard. O.15 Criréma : La Chatte 2. Film américain, classé X, de John Lealie (1991). Avec Selena Steele, Reven, Rocco Siffredi.

ARTE :

Sur le câble jusqu'à 19.00 = 17.00 Magazine : Macadam. Check the Changes (rediff.). 19.00 Documentaire : Et pourtant... La via d'Eva Busch, de Crissy Hemming. 19.55 Série : Fawity Towers. 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 ➤ Soirée thématique :

18.30 Le Jeu I
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
20.00 Journal, Journal des courses Météo.
20.50 Cinéma : Le Léopard, a Film français de Jean-Claude Sussfeld (1983).
22.25 Magazine : Bas les masques.
Je n'ai plus confiance en mon médecin. Reportages : Pour l'opération, voyez mon avocat I, de Jérôme Caza ; Affaire de famille, de Martine Lupi et Ariel Piasecki ; Vidéo bistouri, de Claire Ernzen et Pierre Bonneau ; Le retour des guérisseurs, de Martine Lupi et Thierry Acket.
23.30 Journal des courses, Journal, Météo Les mots des maux. Sorée conçue par François Niney. 20.41 Documentaire:

Salle d'attente.
De Plare-Oscar Lévy.

20.45 Cinéma : Ciéo de 5 à 7. ==
Film français d'Agnès Varda (1962). 22.15 Documentaire : Mot(s) à maux. De François Niney et Pierre-Oscar Lévy.

arte e 🙀

23.00 Cinéma : L'Ordre (l'ile maudite). = Film français de Jean-Darriel Poller (1873).
23.40 Court métrage : Nénette.
D'Annie Miller.

M 6

14,15 Magazine : Destination musique. 17.10 Série : L'Heure du orime. 18.00 Série : Equalizer. 19.00 Lab : Les Routes du paradis, 19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Cosby Show. 20.30 Jeu : Le saviez-vous? 20.35 Le Mardi c'est permis.

20.45 Téléfilm :
Lassie, les deux orphelins.
De Don Chaffey.
22.36 Série : Amicalement vôtre.
Le tueur et la princessa. 0.10 informations:

Six minutes première heure. 0.15 Musique : Flashback. 1.30 Magazine : E = M 6.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Les geuchers ou l'envers de la main.
21.30 La question macédonienne vue d'Athènes: Avec Michel Papatamakis, Basila Panayotopoulos, Georges Margarinis, Costas Zeppos, Léonides Embiricos, Angélos Béphandis, Tasos Kostopoulos, Philippe Ilkou, Dimitris.
22.40 Les Nults magnétiques.
Schizophrenis (pagu'au 11 décembre).
0.05 Du jour au lendemain.
Avec Jean Beuchtland (l'illusion de la fin).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 11 juillet)ors du Pestival de musique sacrée de l'inbourgi : Le Caroque des carriques, Lizarles à la Seinte-Vierge, de De Palestrins, per l'Ensemble vocal A Sei Voci.

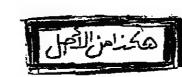
vocal A Sei Voci.

22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goreieb.
Ninon Vellin. Œuvres de Messenet, Gounod, Chespentier, Saint-Saints.

23.09 Ainsi la nuit. Ocenuor pour filtre et cordes
en sol majeur K 285, de Mozart; Sonate
pour clavier en la bémol-mejeur H XVI-46,
de Haydn; Trio pour piano, violon et violoncelle in 1 en si majeur op: 8, de Brahms.

0.33 L'Heure bleue, Par Prilippé Carles, Invités : André Jaume et Jimmy Guiffre.

0



Le gouvernement et l'opposition ont conclu un accord restreignant le droit d'immigration

Un accord sur une modification de la Constitution pour limiter m droit d'immigration en Allemagne . . conclu nuit 🛍 dimanche 6 au lundi 7 Bonn, entre les principaux partis politiques représentés 📰 Parlement. 🖼 accord, dont les détails doivent être fixés dans un projet de loi, revient I entourer l'Allemagne d'un véritable cordon sanitaire.

BONN

de le va correspondant

En théorie, in l'accord conclu entre le principales formations. Le droit d'asile continue d'être manifi qui and «pourxuivis pour des raisons politiques ». Un le négociateurs de formations le la majorité et du Parti socialdémocrate (SPD) and tremb d'accord pour estimer les réfugiés arrivant le p de la Communauté européenne, ou d'autres tiers ayant signé la convention d'enève le réfugiés la convention européenne le droits la l'acceptance de la la convention de droits la l'acceptance de droits la l'acceptance de l'acceptance de la l'acceptance de l'accepta l'homme, peuvent en la Pologne, la Tehécoslovaquie, N Suisse # l'Auen crimo de la Communauté

D SPORTS ÉQUESTRES : Itam Durand met fin I sa carrière. - Le cavalier français Pierre Durand annoncé dimanche 6 décembre Bordeaux qu'il mettait fin à sa carrière. En vinut de compétition. Pierre Durand s'est forgé un palmares impressionnant. Formant brillante paire avec = | Jappeloup, il = remporté le titre champion d'Europe III 1987 avant d'être sacré champion olympique I Sécul en 1988. Après la mort du petit cheval noir, en novembre 1991, Pierre and a retrouver une monture digne de succéder ■ Jappeloup. Il ■ décidé de vendre 💌 actuel, Narcolique avec qui il n'a plus remporté de

Un service Saka-

L'Intervention internationale en

Le Confédération hel-

vétique au trais sur l'Espace éco-

Serbie : politico-juridique

autour il la candidature il

Párou : l'Assemblée constituente

sera entièrement acquise mi prési-

lle spécialistes en le en en

problèmes urbains and bu ban-lieues françaises......10

La mana de la Sonacotra 10

La maria la La Corogne., 13

I contre-

DÉBATS

ETRANGER

romique européen.

POLITIQUE

présidentielle

plus in the same as

SOCIÉTÉ

CULTURE

deurs d'asile arrivés dernières années entrés par la Pologne et la Tchécoslovaquie, pour qui les l'Est; par l'Au-triche pour l'ex-Yougos-

Manifestation contre le racisme

Les personnes arrivant par tous ces pays pourront, comme aujour-d'hui, déposer l'alles ne bénéficie-expulsion, une elles ne bénéficie-pas d'un séjour sur le allemand, l'épui-jusqu'à présent en l'épui-le procédures judiciaires.

L'accord prévoit également la parlementaire de qu'il n'y a persécutions d'or-politique. Des ces la réfu-giés devraient pouvoir la expulsés après procédure accélérée, l' moins qu'ils ne fournissent la preuve des menaces qui pèsent il le peur des menaces qui pèsent il le pour les réfugiés en guerre civile, comme l'ex-Yougoslavie, une disposition spéciale leur donnera un droit di séjour limité menace un droit di séjour limité m attendant Enfin, un quota devrait ètre fixé pour les ressortissants

L'accord me ce week-end met un provisoire le violente polémique qui opposait depuis de mois partis Parti que soient maintenus, in principe, in individuel i be politique un individuel i ribunaux. C'est ce qu'ont fait mégo-ciateurs en déchargeant pays voisins la décision.

Par ailleurs, une manifestation spectaculaire de près de 300 000 personnes a cu lieu, m cours du week-end. à Munich pour protester contre les violences Elle avait HI organisée par des mouvements pour les droits de l'homme qui avaient appelé à une chaîne humaine avec des bourgles au de la capitale bavaroise.

sent 🗷 risque o Les 🚞 garantis

🔤 alpin : 🔤 Français en quête de

Succession - Racing Club de France ou - Racing Club de

Football : le modèle beige

HENRI DE BRESSON

Au Congrès des députés du peuple

M. Eltsine a remporté une manche... mais la partie continue

de notre correspondant

accepte ce principe, il l'on accepte ce principe, il l'on sine a remporté une majeure de la affrontement majeure affrontement affrontement Congrès des députés du peuple. Il a manqué cinq voix seu(sur plus 950 votants) députés Popposition de la députés Popposition d'amendements la Constitution qui auraient contraint le président à soumeti de la manier assez le principe de la responsabilité du gouvernement de président.

L'étonnant pour fant que

L'étonnant en pourtant que M. Ilmm a bien talle trébucher sur un obstacle que à la veille du Congrès, il paraissait devoir fran-chir très aisément. Pour réussir » inscrire deux la Constitution leur droit de regard sur la formation de

m music correspondent

prééminence de président sur la Pariement, devaient rémir les deux Parlement, devalent réunir les deux tiers des inscrits — c'est-à-dire environ les trois quarts des députés présents. Qu'ils n'aient échoué que de si peu peut s'interpréter aussi bien comme une démonstration de force que comme un aven de faiblesse lorsqu'il s'agit de passer ll'acte. M. Rouslan Khasbonlatov, président du Parlement et bête noire des «eltsiniens» radicaux, y ll vu pour sa part «une victoire à la Pyrrhus» et a lancé un avertissement l l'adresse de l'extécutif : «Si ment li l'adresse de l'exécutif : « Si vous persiste: à vouloir un pouvoir autocratique (cette victoire) sera la dernière et conduira à l'effondre-

Nouvelle bataille

Sur quoi, M. Khasboulatov a repris son refrain préféré, celui de la coopération harmonieuse : « Avançons ensemble et coordon-nons nos décisions (...),

Faisant allusion à l'opposition lumino

Le président tunisien Ben Ali dénonce

la présence de «malfaiteurs» en France

An contraire, in nouvelle semblait préparer, M. El ayant la connaître, prosés, intention de demand lundi au Congrès d'apdemande lundi au Congrès d'approuver nomination au poste de premier ministre i M. Egor (l'intéressé exerce de fait cette depuis près d'un an, mais avoir titre). En toute logique, cette entreprise la paraissayant déjà voté résolutiou pour manifester profond mécontentement i manière dont M. Gaïdar conduisait la politique économique du pays. L'exécutif paraissait le le Congrès menace démis sénérale du cabinet en cas d'ou de la manière démis prandie dimanche par plusieurs représentants de l'exécutif.

Lundi matin. nouveau change-

Lundi matin, nouveau change-ment de tectique. Il n'y aucune de démission collective » du gouvernement, a l'an savoir

AFRIQUE DU SUD

tion d'an nouvel allement anne. Blancs. - L'APLA (Armée de libre-

du peuple d'Azanie), branche armée du manufacture noir PAC

(Congrès panafricain), a revendiqué

gine de ces violences 🚛 sont pas en position 🖢 fuire déruiller le processus

pour des élections avant in bin 1993. — Le gouvernement diricain in le Congrès national diricain (ANC) se

fin 🖶 1993, 🗷 annonce, dimanche

que), le président de l'ANC, M. Nel- (AFP)

6 décembre, Maputo (Mozambi-

de paix». — (AFP.)

out mis d'accord

vatisations. Du coup, Il n'était même plan certain du tout que
M. Etsine plan ce jour-là le
combat la nomination de
M. Gallar. Immédiatement, on reparte compromis, de négocia-tions... Bref, de mégocia-tions... Bref, de mesocial conti-nuent, savantes ou désordonnées, au nom de l'intérêt supérieur d'un savoir I quel saint se vouer. A en télévision russe – et pas forcément des fiables –, 40 % du public consent la repvoi gouvernement, 31 % de l'avis opposé 29 % n'a d'opinion. Même incertitude pour qui président : 33 % en faveur du pour M. Eltsine, 35 b contre. C'est peut-être li l'indication la plus temps li grande popularité passé, le président del jouer serré. M manier la

son Mandela. Selon ce demier, il n'y aurait plus aucun désaccord avec le gouvernement du président Frederik De Klerk à propos du calendrier électoral, M. M. ajouté l'ANC femit preuve souplesse pour la fixation de la man précise. L'ANC avait vivement critiqué le président De Klerk pour avoir prève es scrutin en avril IIII (le IIIII du 28 novembre). — (AFP.)

la bombe, jeudi
3 décembre, à Queenstown, un fréquenté par la avait l'un est l'un est l'un dimanche 6 décembre. L'APLA lui à l'origine d'Estentat, commis quelques jours plus tôt, contre un club de golf de King William's Town (quatre morts et dix-sept blessés). Interrogé à ce sujet, M. Mandela, président d'EANC, a estimé que les forces à l'origine de ces violences ma sont pas en a NAMIBIE : large victoire électe rale da parti su pouvoir. - L'Organisation des peuplim du Sud-Ouest (SWAPO) paraît avoir remla victoure premières élec-régionales la la de bie, d'après les premiers l'allien provisoires. Selon le dépouillement de 80 % votes, la Williame de reporté la majorité meuf régionaux, alors que l'Alliance démocratique Turnhalle (DTA), principal parti d'opposition, en revendique trois. La SWAPO a remporté 31 conseils locatix – dont celui de Windhoek, la capitale - IIII uni, parti d'opposition, I. -

Pour la première fois, le président Ben Ali a fait état publiquement, dimanche 6 décembre, de la présence un France d'opposents qui s'emploient Il combattre son régime. « La présence de ces malfalleurs sur le territoire de la démocratique (RCD), le parti au

> L'asile politique accordé en France à plusieurs dirigents du islamiste clarifestia Ennahdha, dont certains ont in condamnés par défaut, cet été, à de lourdes peines de prison, irrite, depuis longtemps, les autorités tunisiennes. Celles-ci m possession preuves que ces eterroristes e continuent, en toute liberté, leur action de déstabilisa-tion qui est en contradiction flagrante avec le statut me ils béné-ficient. Ce laxisme de Paris a fait l'objet de plusieurs démarches diplomatiques, jusqu'alors demen-rées vaines.

Les islamistes et quelques grou-

puscules d'opposants gravitant d'eux sont aussi accusés untitunisienne » dans « certains médias » français, auxquels on reproche surtout, semble-t-il, d'avoir trop largeprésence le france d'opposents qui s'emploient le combattre son régime. «La prèsence de ces malfalleurs sur le territoire de la France, cet Etut ami, n'altère en rien cette amitié et il n'exète aucun différend ni rafacilement entre le contraire, le contraire, le contraire, le contraire, le chef de, l'Etat devant les cadres for resultions bilatérales », a déclaté le chef de, l'Etat devant les cadres for presse, à exploiter tous les moyens, et contes les occasions pour salir la réputation de leur nare a. réputation de leur payers.

Lés ronditions dans lesquelles s'est dépoulé le procès de trafi-quants à Paris a amené l'Associa-les des magistrats tunisiens à demander, vendredi, e la mare sion des manufer [judiciaires] cooperation a avec France. De accordé an quotidien souverne-mental la Presse, M. l'amel, procureur général de la République, a que ce jugement allait « à l'encontre le principes du droit pénal » et l'amenait à « douter de la bonne foi de la justice française, de son indépendance de la communication de la partice française, de son indépendance de la communication de

MICHEL DEURÉ

HORS-SÉRIE

LE GUIDE

- **500 LOGICIELS**
- 600 PÉRIPHÉRIQUES
- **TOUTES LES** UNITÉS CENTRALES

LE MEILLEUR DU MAC

se poursuit en Europe

Les producteurs audiovisuels parguerre and a market L'ÉCONOMIE

refuse ____ primaires » pou M. Bérégovoy

SOMMAIRE

SPORTS

ÉCONOMIE

• La monnaie unique en Tempéte e Les
Vidoco dengereux e Dossier : La chro-M. Maria privilégier les thèmes de la Marcula III de nique 🚾 Paul Febra : «La fin du

Abonnements...

Services

. 28

Annonces classée Loto, Loto sportif, Marchés financiers Mots croisés Radio-télévision Le télématique du Monde : 3615 LEMONDE

Stéphane Grappelli joue II l'Olym-pia avec Michel Legrand............ 14 Cinéma : sept films vietnamiens ., 15 3815 LM Ce numéro comporte un cahier «La Monde-L'Économie» **EPARGNE-PLACEMENTS**

folioté 33 à 40 Le numéro da = Monde » daté 6-7 1992 a été tiré - 517 922 exemplaires

Demain dans « le Monde »

« Sciences-Médecine » :

obligataires talonnent moné-

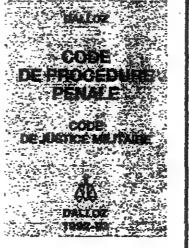
un entretien **ma** le président de l'INRA

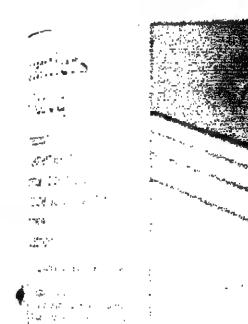
Au lendemain de la réforme de la E.C. et de la convention de Washington de le wordt agricole du GATT, M. Guy Paillotin, président et l'Institut national et la recherche agronomique (INRA), évoque en entretien Monde la contribuer rech agronomique.

Le droit change et tout est transformé

NOUVELLE ÉDITION







(40 mm)

74

Same 4 5 M W 0

The Park of the Pa

W. W. W.

Sec. Co

- Marie

William .

A Property of the Parket of th

3 to 1800 ...

Mrs. 5 - 5" 34

\$5 TO. 1

100

Mason you



La nouvelle législation européenne ne garantit pas tou-jours sécurité qu'offrent les jouets vendus dans l'He surtout lorsqu'il s'agit de copies importées et malheureusement - III conformes aux



Le Conseil supéneur il l'audiovisuei 🔤 en principe une immine indépendante III collégiale. Mais son fonctionnement comme min réel l'exposent in nomcritiques. explique Yves





comme si, pour rendre crédible is passage à l'Union monétaire, les négociateurs du traité de l'ament avaient voulu faire jouer 🗪 SME un rôle pour lequel il n'était mu fait, écrit Paul Fabra dans sa chronique.

page 39

MODE D'EMPLOI ... Humeur, par Josée Doyère : Büchers Financier. Bloc-notes. Lois et décrets ACTUALITÉ

37

PERSPECTIVES OPINIONS ..

La société « branchée » : « L'Utople de la communication », le livre de Philippe Breton décortiqué par Pierre Drouin. Note de lecture. A signaler. Courrier des lecteurs.

CONJONCTURE ... L'emploi : La barre des 10 %. La

France: Incentitudes pour 1993. La

Les héritiers de Vidocq

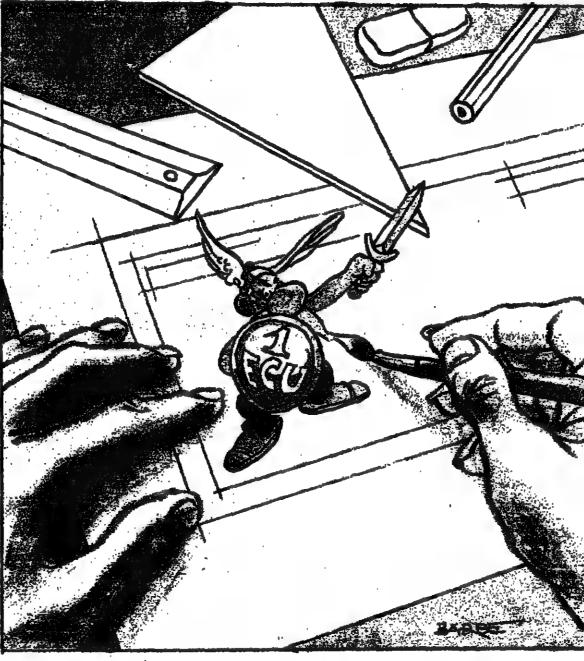
La profession du renseignement commercial, dont Lyon s'est fait une spécialité, en pieine restructuration

- LYON de notre bureau régional

E citoyen Eugène-François Vidocq ne manquait pas de suite dans les idées. In Begnard évadé, il devint espion de la police, puis chef de la sâreté et enfin, sur ses vieux jours, s'en alla «pantoufier» dans le privé, en compagnie de quelques-uns de ses anciens compagnants de détention. Avec le recul, l'ancien forçat apparaît comme le père fondateur de l'honorable profession du renseignement commercial et du recouvrement de créances.

Aujourd'hui encore, Jean Rodriguez, directeur des opérations de Dun et Bradstrect France, l'une des entreprises les plus connues de cette branche d'activaé, montre, svéc quelque amusement, une lettre manuscrite de Vidocq, à en-tête de la société «L'Intermédiaire, bureau de rensel-gnements dans l'intérêt du commerce», dans laquelle le signataire s'enquérait, en 1836, suprès du premier magistrat d'une petite ville de province : « Monsieur le Maire, je prends la liberté de vous importuner pour vous prier d'avoir l'extrême obligeance de me faire connaître si le sieur Lanaspaze, négociant, est domicillé dans votre commune; dans l'affirmative, je vous remercie de bien vouloir me faire parventr quelques renseignements sur sa solvabilité et sa moralité. » On ne fait pas plus civil.

> Gérard Buétas Lire la suite page 37



La monnaie unique en chantier

Un an exactement après le sommet du Maastricht, l'Union monetare prévue pour 1999 paraît blan mal partie. Le SIME (système monétaire européen) est menacé d'éclatement par les récents changements de parités, et partout les responsables politiques, en position de faiblesse, semblent hésiter. Pourtant, les machines administratives sont un marche : un prépare le passage 🛮 l'écu, un débat des conditions optimales et de l'aspect matériel de la future monnaie. Et au-delà des turbulences, les économistes sont moins pessimistes que les marchés. Il suffirait d'un sursaut politique.

Lire page 35 les de Sophie Gherardi et Pascale Krémer

Tempête sur les moulins

La réforme de la PAC et les accords agricoles du GATT menacent aussi la meunerie : 885 moulins, 3 700 salariés, 14 milliards de francs de chiffre d'affaires, un secteur en pleine restructuration où la France est le premier exportateur mondial

A réforme de la politique agricolé commune (PAC), entérinée par les Douze le 21 mai, et le compromis de Washington le la la agricole du GATT approuvé I novembre ont provoqué - on l'a encore vu le 1= décembre à Strasbourg - des flambées de le 1= décembre à Strasbourg - des flambées de dans le monde des lis ont déclenché aussi - l' beaucoup moins connu - des vagues d'inquiétude chez les industriels que le blé fait vivre.

Ecrite en grosses lettres dans la réforme de la PAC, la baisse de 29 % sur trois ans du prix garanti du blé devrait logiquement se traduire par une dimination du prix de la fatine

duire par une diminution du prix de la farine et des sous-produits du blé, tel le son. De même les consommateurs peuvent-ils espérer, en bout de cycle, payer un peu moins cher leur... chère baguette, à moins que, à chaque stade de la collecte, de la fabrication et de la distribution, le jeu des restructurations, de la fiscalité ou tout simplement de la politique commerciale (marges, rabais) de chaque entre-

prise ne perturbe ce schéma idéal. L'antre coup de semonce, à savoir le com-promis de Washington, est encore davantage porteur d'inquiétudes et d'incertitudes. A en croire les responsables du Syndicat français de la meunerie d'exportation, il faudrait s'attendre, il partir de juillet 1994, et sur une période de cinq ans, à une baisse progressive de 35 % croire que ce secteur, qui emploie il 700 personnes il réalise 14 milliards

des volumes de farines européennes exportées

Comme le blé, le lait ou la viande, la farine fait en effet partie des produits agri-coles subventionnés par le mécanisme — restitutions I l'exportation. Un mécanisme im consiste pour Bruxelles à verser à l'exportateur la différence entre le prix intérieur commu-nautaire de le du marché interna-tional bas (de à 100 écus par tonne, en moyenne, depuis le 1992 selon la valeur des monnaies et le cours mondial). Un mécanisme que Washington abhorre, car il permis aux produits européens de grignoter progressivement parts d'un marché mon-dial alimentaire que les Etats-Unis veulent à tout prix dominer.

DROIT DE MOUTURÉ • Et pour la France, deuxième puissance agrille du monde, la farine n'est pas marginale. A partir de 6,8 millions de toanes de blé, elle produit 5,4 millions de de farine, 32 % exportés. Avec 1,72 million tonnes vendu hors des frontières, l'Hexagone est le premier

Au vu de ces performances, tout porte à

chistre d'affaires, est compétitif m rentable. Or l'apparence La meunerie se révèle comme une profession in éclatée, conséquence son

Au début du siècle, il y avait en France 35 000 moulins, presque que munes, Le droit de mouture instauré en l'ingea un peu plus cette profession, chaque meunier ayant une position sur une zone géographique. gnerre, le développement économique a contraint les 10 000 meuniers encore présents

Timide, la s'est accélérée dans les années 60 s'est amplifiée depuis une dizaine d'années avec l'arrivée nouveaux concurrents. Ces acteurs récents, comme les coopératives, attirés par 🖿 possibles gains à l'exportation, ont augmenté la capacités production fragilisé un peu plus profes-

sion où les marges sont faibles. A ce jour, la France reste encore la pays curopéen comptant le plus de moulins en activité (885).

> **Dominique Gallois** et François Grosrichard

Lire la suite page 36



INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - MALLALA

220 Montgomery Street M San Francisco CA 94104

Université à San Francisco. spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

Continued of Business Administration for International Management

Filière d'admission : Diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation 📰 2 ans hors résidence.

MBA Master of Business Administration for International Management

Filière d'admission 3° Cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Programme américain de 12 mois à Lun Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA Management International.

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25 rue M Chaillot, 75116 Paris Tél.: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA Programme associé en Asie . AMA HONG KONG



LE GUIN MACINTO • 500 LOGICIELS • 600 PERIPHERN TOUTES LES UNITES CENTRAL LE MEIL

A STATE OF THE STA

300 alga 10 page 17 7 7

Ber Stand ...

The street is a

Company of the same

 $\# f_{\mathrm{period}} := \iota_{k, t_1 \ldots t_k}$

Bras. Com

or removed by high a a plant of the Brighton Constitution Constitut The standard of the standard o Tarage : 1746

American ... and great and and a 2366-236 Section 1 **建筑 数社** 2

STATE OF

War of the

May 186

Survey of the

200

Commence Williams

Market -TOTAL TOTAL

. We refugation to the

Market Mark Special Control

 $\Phi_{\alpha} = \{ \alpha, \beta \in \mathbb{R}$ THANKS CO.

her Père Noël, je t'écris pour 🜬 demander beaucoup, beaucoup joueis _ très très surs. » Cette letim au Père Noël Mi bien trop prosaïque. Il a fort d parier qu'auctine chère il mi blonde ne 'ccrira. Et c'est dommage, car ir Père Ma ... besoin, lui aussi, d'êt.re informé sur la sécurité qu'offrent les millions de jouets qu'il déverse, le 25 décembre, dans 📺 💾 souliers des enfants de France.

Quand il glisse un jouet de cheminée, il croit - comme und les parents - que l'étiquette « C. E. » (initiales Communauté europ-senne) qui lui obligatoirement apposée protège

risques. Que la cheval à bascule, la petite voiture le nounours (mil mil me un laboratoire et résisteront aux mauvais traitement's que tout enfant normalement constitué m manquera fait E

MARQUAGE • Conformément II une directive européen ne de 1988, transposée dans la réglementation française par un décret paru en septembre 1989 entré vigueur le premier janvier 1990. peuvent être fabriqués, importés, détenus en 🚃 🛋 🖫 vente, mis en 📟 🖛 distribués gratuits fouets:

qui respectent les exigences
essentielles de sécurité [définies en

annexe du décret]; - qui an ntunis du marquage

D'abord, il faut remarquer que ce texte ne de l'aptitude du pouet il l'usage la résistance, par exemple), ce qui est important compte tenu de la dégradation parfois rapide des produits. Il faut savoir mail que le regresse 😑 fait I la man d'un e auto-déclaration par la professionnel, et nom rem le passage systématique de jouet par um laboratoire. Ensuite, que la marque « C.E. » peut att accordée, si m mere ne respectent pas toutes les meses la conformes à un modèle qui lui, baririe a l'attestation « C.E. de type » des conditions réglementées.

« Avant, avions notre législation fran çaise, fortement appuyée pu in actions de contrôle des administrations (douanes, consommation et répression des fraudes, industrie, etc.). Avec le marché unique, il y a mu libre bie comme un frère i un autre, est en il rem-

circulation des produits qui possèdent le me-C.E. Or lorsque nous réalisons des essais III les produits prélevés de le comi la demande d'l'administration, qu'ils sont est les conformes », déclarait Alan Bryden, directeur général du laboratoire national d'essais, dans la dernière lettre documentaire 壁 la commission 📠 la sécurité le consommateurs, « La directive n'apportera donc sécurité équivalente de qui que nous possédions su si l'administra-

DANS L'ENSEMBLE, C'EST LE LABEL

QUI EST PARTICULIEREMENT RÉSISTANT

pli d'un rembourrage qui ne prévient 🛌 (ou moins bien) risques d'étouffement d'un enfant l'ingurgitant, expliquent les professionnels. N'hésitant parler de « concurrence déloyale », leur fédé s'en remet l'all'arbil'acheteur » en avant la garantie que pour lui l'acquisition d'un jouer de marque. Réflexe normal pour professionnels

confrontés la de produits la bas prix, qui déplorent l'inefficacité des comporces effectués a posteriori : le contrôle d'un jouet demande du temps. Lorsque le résultat 🖶 laboratoire arrive, l'objet a déjà été vendu et a disparu du rayon,

> GARANTIE • Reste à savoir si le marques is fabricants constituent garantie suffisante pour le consommateur. Même il bonne qualité de leurs produits joue et leur faveur, ne s'agit-il pas de remplacer une auto-déclaration par une autre? Pourquoi : maginer l'équivalent de la marque « NF » pour le jouet? Connue du grand public, délivrée après des contrilles éprouvés effectués par des spécialistes indépendants, es présenterait-elle une garantie incontestée?

L'enjeu d'importance : outre la sécurité de l'enfant, auquel sés de l'art offert i 706 illeur de jouets en moyenne en 1991, il s'agit l'avenir d'une industrie qui pro-duit 6,6 milliards le france et emploie 10 500 personnes, notamment en Franche-

tion exerce un entire vigilance sur l'emploi à Le problème, souligne la FML par fran-çaise des du jouet, est problème par la raz produi d'importation sans fabrique [mais qui sont la du content du cont Comté m mi la région Rhône-Alpes. L'initiative devrait venir des industriels mu des distributeurs : en Grande-Bretagne, particulièreles jouets et imposent à leur fournisseurs un des charges ent En France, les distributeurs jouent plus

normes et copiant il jouets i marque, [qui] envahit i marché i un rythme sans précédent », en carte des prix : à la fin du mos de novembre, les centres locaux d'information sur les prix de Chine. Elle met donc en garde les parents conla région Nord-Pas-de-Calais montraient que on rencontre fréquemment un écart de prix Non seulement, dit-elle, les producteurs de 50 % à 70 % pour un même jouet. Cette étrangers : font pas l'effort de l'ile étude, qui nu recensait que em produits de margia dame un percei de la int; residentant, se contentant dans le trairer Quand on y ajoute atte des de copier, le font parfois sans même respecter produits sans marque, on imagine wio-

Françoise Vayase

HUMEUR • par Jacks Doyère

ILS ont de chance, les profs du lycée Robert-Schuman de Colombes,

Il w une chose certaine

Pailleron > (c'est pender-qu'on les appelle), on multiple exercices d'évacuation, ne me muuni pas complètement. Entre un exercice, qui d'échapper I un cours, l'évacuation pour N vral, avec Je le vraies et Je vraies flammes, il y a une marge considérable.

Au read depuis La l'actralisation, au ne sait plus situés (parce que ca dépend des généraux des réglonaux). Mals le ministère vient de demander aux ann un l'all exhaustif des actions entreprises dans le domaine de la micronia des lycées ». Voilà qui nous rassure !!! En lie-de-France, il y en m douze; et on a division tous les reconstruire les de ini pueda régions, un full

après l'incendie meurtrier, inquiet l'efficacité et rapidité d'exécution décisions qui seront la suite pré-

Bien sûr, depuls 1973, um a fait des travaux dans un certain nombre - bûchers potentiels, mais pour avoir commod l'efficient toute relative des interventions d'isolation thermique ou phonique entreprises sur les presente à vent » (logements ou autres) Drestrume de 1975... je mela sceptique au la mula efficacité de cus «rénovations ».

Jusqu'lci, a a timb la lycées a collèges à recons-truire en fonction de leur withins at de la hauteur du bâtiment. 🖾 n'est pas du tout problème. Bien sûr, si wifiambe un jour, il l'heure cours, on limite les de la : il v moins de morts, man bahut MM moins grand. A Colombes, il ne faisait que imi étages, celui qui vient 🖦 flamber... C'est parfaltement Alors, vous, las parents

du vont u collège un immeuble per trop récent... je n'ai pas de conseil per l'association des parents d'élèves. Et 🛍 🕍 CES était 🛺 type Bender-Pallieron... je n'importe del pour que mon gosse aille ses études. Depuis 1973, il m'arrive d'y penser pas tous les jours per tout le temps, N vous l'accorde. Et je frémia il l'idée du jour où un de ces i flambers à l'heure de nombre de

qu'on ∢déplorera». Pardon de vous avoir Infligé une humeur » aussi grave, mais wie des gosses, de leurs profe et du personne I de établissements eli.
C'est égal, dix-neuf ans delres», moi, ca ne me donne

LOIS ET DÉCRETS

Chômeurs de plus de 50 ans

■ Un décret prévoit, pour im quante ans privées d'emploi depuis plus d'imma mois, ou e congé a conversion, la retour à l'emploi. Pour favoriser leur insertion, contrats ouvrent droit à une exonération 🗀 cotisations patronales de Sécurité

SOCIAL Décret Nº 92-1222 du Il novembre 1992, Journal offi-cial du 29 novembre 1992,

Travail clandestin

La loi Ni 91-1383 du 31 décembre 1991 renforce la contre le mand clandestin U les séjours irréguliers d'étrangers en France. Une circulaire précise l'ensemble de dispositions. Elle clarifie les constitutifs du délit : exercice du travail clandestin a manufa mak services celui qui mara un mana clandestin. Elle souligne les obliga-

tions des employeurs 📭 📺 recrutement des salariés apporte des précisions concernant le contenu des documents pouvant faire office d'attestation d'embauche. Cette circulaire met enfin l'accent sur l'aggravation des sanc-pénales, de que sur la re-ponsabilité la solidarité pécucione existent creat celui qui effectue le travail clandestin celui qui recourt i services, soit de cadre d'un conuai direct ou de le cadre de sous-

traitance. Circulaire du 9 novembre, Journal offiziel du 18 novembre 1992, pp. 15846 à 15852.

Appareils ménagers

Un précise les normes obligatoires concernant les appareils ménagers : puissances, dimensions, consommation d'énergie, efficacités de lavage (pour les machines à laver), nivezu acoustique (pour a aspirateurs les lave-

vaisselle).
Arrêté du 5 novembre, Jem-nal officiel du 25 novembre

p. 16135.





Bûchers potentiels

que leur bahut ait pleine nuit... Certes, ils se retrouvent land locaux, mais tout is même mieux que d'avoir brûlé vifs, comme les gamins et les quatre adultes piégés au El Edouard-Pailleron, en 1973. Ils ont de la chance, comme en ont eu d'autres gamins et d'autres profs, quand constructions in type ont brûlé, toujours la nuit, in pendant le week-end, av man incendies n's fait de victimes.

ces foutues constructions, qui n'étaient pas littes pour durer, m'a-t-on dit (comme si, al France, on capable de me immeui) : quelle que 🗪 la raison de l'incendie, quand is 👊

1170

242

2:--

War .

1 N. 2 S. C.

A Marie Control

No.

Ref.

and the first the second

TO AND QUARTERSON CONTRACT

2012

LA COTE DES MOTS Financier

Le bienfriteur 🖿 l'humanité qu'est le dessinateur belge in bandes dessinées Peyo vient cle faire paraître, sum l'aide de quelques collaborateurs, un nouvel album, le Schuroumpf Financier (1), dont les héros sont, évidemment, le petits lutins bleus :spparus = 1958.

Si l'intrigue est quelque peu ténue, l'auteur procluit ici une B. D. qui tient du moral et du récit didactique. En effet, im phas jeunes lecteurs y apprendront, au fil im planches, ce qu'est la monnaie quel en mu rôle dans société; ils y accordi qu'on peut proposer aenvelo ppes» pour obtenir imarchés; y retiendront and doute les diffédem arches permettant if faire fructifier un capital...

Même IH plus petits persons que l'argent de contribue pui peu au dévelop-pement de sentiments tels que l'avidité, la cupidité, l'égoïsme... Mais au royaume Schtrou mpfs réalisme n'est pas toujours in muse, in la morale i l'eau in muse, in la morale i l'eau in muse, in l'emportera : le Schtroumpf Financier, enrichi, s'a visera que «l'argent ne fait le bonheur ».

Le nom financier - le substantif féminin mr quasiment in all - a connu plusieurs acceptions au cours de sa déjà longue existence : autrefois, le nom dési-gna un avatar des publicains antiques, soit une personne s'occupant les finances publiques ; par la suite, la signification... s'enrichira, par extension s'appliquera à tout négociant opulent, I mi individu qui 🕍 de muse affaires, I 🔤 spéculateur meniant des opérations importantes ■ Bourse: Ma

Aujorard'hui, définition a été revue à l'econo mie, el le vocable est surtout employé pour qualifier un spécialiste 📷 la gestiori des finances publiques ou privées. Ce s variations de sens font du financier, en quelque sorte, un agent de...

Jean-Pierre Colignon

(1) L.e Schtroumpf Financier est paru aux Editions (In Lombard.

BLOC-NOTES D'une semaine...

L'OPEP LIMITE LA PRODUCTION. L'organisation, réunie à Vienne le 11 novembre, a 1111 un plafond 2 24,583 millions barils par jour par le le trimestre 1993, et a mi sur départ l'Equateur (le novembre).

HAUSSE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Tel nounours qui, a l'extérieur, ressem-

DE 0,3 LEN OCTOBRE. Annoncée France 27 novembre, se suit aug-mentations 40,1 % en sel mas septembre (le la la la novembre et du 1st décembre).

tre cette «

normes de sécurité.

EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE ITALIENNE - octobre - 178 milliards lires (697 millions in francs) contre un Conca de 1 400 milliards de lires en octobre 1991, selon de chiffres annoncés par l'ISTAT, le 28 du le décembre).

IMPORTANTE MANIFESTATION D'AGRICULTEURS EUROPÉENS le 1e décembre l'acceptante de l'acceptante

Strasbourg, pour protester in l'acmission européenne = Etats-Unis (le Monde 1 2 ■ 1 décembre).

UAP-SUEZ. Après la rupture la négociations l'UAP et Suez et le contrôle de Colonia, leur filiale commune, l'UAP a le 2 décembre l'achat 1 37,4 de Nordstern, Colonia, l'assureur disposant deux minorités de blocage, l'une dans Victoire l'autre l'autre l'Autre l'Autre de Monde de 29-30

bre 3 décembre).

TF 1 CONDAMNÉ A PAYER 25 MILLIONS DE FRANCS & FRANCE 2 pour rence déloyale, 2 décembre, propos son émission « Les marches de la gloire » (le Monde du décembre.)

JEAN-MICHEL BLOCH-LAINÉ ANNONCÉ

SA DÉMISSION Présidence la la banque Worms, le décembre (le Monde du 5 décembre).

EN GRANDE-BRETAGNE, 17 500 SUPPRES-SIONS D'EMPLOIS ont M annoncées services postaux britanniques firme d'armement (le Monde du 5 décembre). LE CONSEIL DES MINISTRES EUROPÉENS

DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES a adopté le 3 décembre, à Bruxelles, une résolution sur la lutte minima le chômage (le Monde du 5 décembre).

MARDI 8 DÉCEMBRE. Bong. Manifestation de agriculteurs allemands contre l'ac-Mini conclu par in Cliff at les Etats-Unis

sur le GATT. Nice. Europa 92. Premier euro-péen il l'entreprise, organisé par chambres de commerce d'industrie (jusqu'au 11 décembre). Paris-La Défense. Premières mila du génie Hall organisées par mi profession-des travaux publics (jusqu'au 10

décembre).

MERCREDI 9 DÉCEMBRE. France. Elections prud'homales.
Edimbourg. Conférence dirigeants
socialistes européens (jus-

qu'au III décembre).
Genève. Reprise : négociations : l'adhésion : la Chine au GATT (jusqu'au II décembre).

Transcription : l'adhésion : l'adhésion : l'adhésion : l'achine au GATT (jusqu'au II décembre).

sous a la qualité : rom une certification intelligente », organisé par l'Asso-ciation française II gestion industrielle (AFGI) (salle III l'Espace).

JEUDI 10 DÉCEMIE III Lisboane. Ratification

du traité i Maastricht par le Parlement Nantes. Journées de l'ANVAR mu le thème «Innovation: prévoir c'est

gagner » (jusqu'au 11 décembre). VENDREDI 11 DÉCEMBRE. Edimbourg. Sommet de la CEE. Liechtenstein. Référendum es la ratification du traité de l'espace économique

SAMEDI 12 DÉCEMBRE. Royères-de-Vassivière (Creuse). Assises du monde paysan, organisées par Génération Ecologie (jusqu'au [1 décembre). LUNDI 14 DÉCEMBRE, Braxelles, Conseil des

ministres européens il l'agriculture qui se prononcent sur l'accord du GATT (jusqu'au 🖺 décembre). Stockholm. Réunion ministérielle 🝱 🖹

(CSCE) Conférence sur la sécurité « la coopération w Europe (jusqu'au décembre). Bruxelles. Conseil éco-finances de la

Bruxelles. Conseil Agriculture de la CEE (jusqu'au III décembre). Little-Rock (Etats-Unis). Sommet économique reuni par Bill Clinton.

٠. . .

Company and

a company

10 10 10 mg



Zanika nap

and the same \$ = 6 mg

-M. wise year

F. Lagrange

2005-21

the here's

The State of the Control of the Cont

 $\frac{d h^2 d^2 h^2 d^2 h^2}{2 \pi^2} h^2 d^2 h^2 = \frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} - \frac{1}{2} \right) \left(\frac{1}{2} - \frac{1}{2} \right)$

Serve.

19 3 May 19 1

Profession .

Marine San Commercial

grade the second

the season desired in

40 600

Open state

4-14-15-6

Section 1

Branch Comment

 $\bigvee_{i=1}^{n} f_{i,i-1,n_i} \in \mathcal{F}_{i+1,n_i}$

2,43

Superior :

figgifieter.

A STATE OF S

कुन्द्र स्टब्स् इ.स.च्या

The state of the s

A STATE OF THE STA

-72 g

0.000

一点一点 人名英格兰

1 51527

The second was

and the second

COS EL DECEN

人名西西拉特

-11-1-65

Marin Contract

La monnaie unique en chantier

Un an après le sommet de Maastricht (9 et 10 décembre 1991), l'actualité set aux désordres monétaires et aux dissensions internes à la Communauté. Mais l'union monétaire reste un objectif crédible

slogan - 🕨 «grand marché » - w une date -1993 - Jacques Delors w l'Acte unique avaient réussi il y a a relancer la construction curopéenne. Au sommet m Maastricht, il y a juste un an, 🖦 Douze un nouveau chantier: monnaie unique. A priori, le « coup mi calendrier » pouvait marcher une fois encore : authors - ave la monnaie, un touche au cœur de la souversineté – somme touts moins compliqué s mettre en que celui du marché unique, mus um trois santa directives d'harmonisation fiscale, réglementaire douanière. L'Union économique M

monétaire (UEM) réali-cen trois étapes : la phase l, depuis le juil-1990 (libération minis de capitaux entre pays membres); li phase 2, prévue pour le 1º janvier 1994 (création de l'institut monétaire européen e coordination accrue im politiy monétaires déconomiques); enfin, la phase 3 (Banque centrale européenne et monnaie unique), commençant au plus 🌃 📓 [a janvier 1997, sept Etats satisfont des critères préétable de convergence, sinon, automatiquement au le janvier les si au moins sont prêts.

DOUTE - Un an après Masstricht, force est de constater que la dynamique 👛 🗀 📹 monétaire tarde se manifester. Que s'est-il passé? Le I juin 1992, an maille a sauté dans le min bien temi du Eleville de l'UEM : au premier referendan organisé pour ratifier le traité de Maastricht, la majorité des électeurs danois ont Pierre Valentin, responsable de l'arbitrage à la Compagnie parisienne de marchés all commence do la de l'avenir progressivement les mun d'intérêt on les emprunts in that and deveun supérieurs à mu pratiqués un l'ensemble des douze man

sur la monnaie unique s'est achever le processus de ratificaimmédiatement reporté sur le 🚁 tème monétaire européen luimême. Beaucoup
comportaient du point de changes comme on était déjà en monétaire, Charles
Bozzi, directeur adjoint du vice III études de la Banque de France, Cela donnait Mu surevaluations manifestes, parités fixes jamais l'esprit M SME. Et M 1492, avoit anticipé sur la entren gence, mais an Allani was loin. Le résultat, on wu lors des cra-bre et de novembre : la livre sterling at M livre ont M quitter provisoirement | SME | plus, des | plus | plus | plus, lués, le franc | the attaqué | plus | plus | provises. Et ce | peut-être pas fini.

Dans l'atmosphère actuelle de crise monétaire. le but radieux de iii monnaie unique paraît s'être éloigné plutôt que rapproché.

Dans l'atmosphère minute de la monnaie unique paraît s'être éloigné plutôt que rapproché. Sur-tout si l'on en juge par l'état des dirigeants politiques signataires du traité de Maastricht, tous p-sablement châhutês, ou celui de marchés des changes, profesionent désorientés. Mais de la s enterrer l'UEM, c'est un per qu'i franchir. Car les machines administratives, de la monnale unique. On all clies, sont marche, Sept passé de l'euphorie à la méflance : me alle ont ratifié la france et trois were le feront and à la fin in Farma (Allemagne, Pays-Bas, Portugal) : an resteront en susque M Danemark, qui Mil and qui composent l'écu. M la .organiser un nouveau référenqu'il n'y a pratiquement plus m dum, m la Royaume-Uni, qui

d'émission depuis, Et le doute mand le rimine de child pour danoise depuis IMII e préside monétaire, dit Daniel Cohen, pro-

Les banques centrales européennes préparent activement le à phase de l'UEM et phase 3, celle de la Banque centrale européenne (BCE) de la monnaie unique, profile derrière. Le débat, par feutré, poursuit au l'apparence et même e nom de la future monnaie (lire ci-dessous), ainsi que me le libre de la BCE : plusieurs pays al allemande en faveur de Francfort a Mi chances M myer. Erik Hoffmeyer, in vieux

au qui dirige la Banque Ministre

le comité des de banques comment de la CEE, déclarait récemment au l'al Street Journal que le but restait tout la lan « possible », la condition une la volonté politique 🚾 faire converger les soit là. Mais, ajoutait-il, « sur cette politique, on ne mi rien ...

MAM = A un an de Maastricht, c'est donc l'élan qui manque la plus; c'est le moral qui flanche. Car, les spécialistes s'accordent I le dire, l'union monétaire parfaitement

En fait, techniquement n'est pas grand-cham delle union

Les critères de convergence

Un pays ne pourra entrer dans l'UEM que dans la mesure où :

— son inflation ne dépasse pas de plus de 1,5 point la moyenne des trois meilleurs pays en la matière ;

— son déficit budgétaire ne dépasse pas I de son produit intérieur brut (PIB);

— sa dette publique ne dépasse pas 60 % du PIB;

— ses taux d'intérêt à long terme ne dépassent pas de plus de 2 points les taux moyens des trois pays les meilleurs en la matière;

— monnaie participe dans la bande étroite du SME sans connaître de tensions graves depuis deux ans.

	Inflation s/12 mois (oct. 91- oct. 92)	Solde budgétaire (en % du PIB)	Dette 1991 (en % de PIB)	Taux d'intérêt à 10 ans (en %)	Prét pour l'UEM
Allemagne	3,7	- 2,9	42	7,38	oui
Beigique,	2,2	6,3	130	8,17	non
Danemark	2	- 2	72	8,96	non
Eapagne	5,2	-4,4	46	13,41	non
France	2,4	- 1,7	48	8,20	oui
Grande-Bretagne	3.6	- 2,1-	40	8,28	non
Grèce	15,9	- 16,7	103	n.d.	non '
Irlanda	2,8	- 2,3	100	9,61	non
Italie	4,7	- 10,3	102	11,92	non
Luxembourg	3,2	+ 2	6	8,17	oul
Paya-Bas	3,3	- 3,9	80	7,57	поп

l'Ecole normale supétieut. Faire um monnaie unique, a n'est rien in plus prendre Institutionnel le manuel de fixité 🖛 parités 🔳 donner le pouvoir libératoire. » L'important, c'est ce qui se pre a le jour J en matière de convergence économique. Mais, attention, las in critères (voir tableau) un um pau d'égale signification.

Pour Daniel Cohen, « Daniel la crainte per l'ampleur des déstelts publics an excessive, done négociable, mun le différentiel d'inflation n'est perable». Les dévaluations récentes in plusieurs monnaies européennes, qui ris-quent de relancer l'inflation, représentent un réel danger de

L'Idée de l'UEM a pris corps au Mai des années 80, quand l'Europe w traversée déséquilibres graves et un

"Sur les marchés des changes il n'y a plus de cotation deutschemark/florin néerlandais. Avec le franc, 📭 sera blentôt parell. 55

mumu les chocs pétroliers d'abord, puis 🖟 📥 🛋 la 📟 📥 in deller, explique David Color, unique affron-in the chocs uniques, in sem-Mall Michael Made en 1989 limit richi i riisilizilisi allemande, m un bascule dans un autre reprennent 🌃 dessus 🤋 🗺 difficultés i l'Allemagne font ressurgir les déséquilibres internes des Chacum son boulet: l'Allemagne = l'ex-RDA, | France ■ le chômage, l'Italie ■ sa dette. MAM == schéma, l'union monétaire s'impose moins naturelle-

Philippe With plus optimiste. Economiste 🕯 🖹 Compagnie parisienne 👪 réescompte, il

pense un « la monnaie unique »...
faisable » le noyau dur : Alle-Bénélux, France, Danemark ». Même si una la una ne remplissent um l'ensemble du critères de convergence définis Maastricht : « La dette belge n'a du Mi dans les délais, in les Allemands n'envisagent un irani de in passer Le Li Belgique. Usur cinq and III mêmes man Kent l'incertitude politique, en Belgique, a l'éventualité d'un changement de ligne économique In France si des mu comme Philippe Séguin Charles Pasqua leur and I dire. Je crains plus an arman en France par la thème 🔐 🕍 monnaie nationale qu'en Allemagne où, III fols volé, III urm accepté.

CONFIANCE . «L'union monétaire? Mais www existe déja!», dit Jean Klein, professeur # HEC a Sur les marchés 🌬 changes, il n'y a plus de cotation deuische-mark/ florin néérlandais. Avec in franc, de man bientôt pareil.» La parités fina mum cinq pays (Allemagne, France et Benelux) seraient (Mai pratiquement anticipées par las marchés. Or. l'adage veut que si les marchés se convainquent que quelque chose arrivera dans un an, rums chose arrive tout de suite...

On touche là un aspect monétaire, a plus forte raison quand elle dépend, manuels mostale unique européenne, non pas d'un mais de four Etats : confiance.

Une monnaie qui dévalue comme l'ont fait depuis deux quatre devises du SME de de la associées - mater la

confiance. Mala il 🚾 du pouvoir 🜬 politiques de la rétablir. La preuve : le général de Gaulle, créant le museum franc, l le janvier 1959, s'est livré, contrairement & ce pur mount mandait Jacques Rueff, I was with grosse dévaluation (17,5 🐚 par rapport au mark). Qui s'en sou-

Sophie Gherardi

Les métamorphoses de l'écu

En 1999, de nouvelles pièces et de nouveaux billets devraient remplacer les monnaies nationales, même si, pour l'heure, il semble difficile de concilier des sensibilités monétaires différentes. A quoi ressembleront-ils?

INI le franc argenté e sa naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e réuni pour le naies de la CEE, qui e reuni pour le naies de la cetta de la c Marianne, billets de III III. se détache sur fond brun. En 1997, 1999 an plus tard, de accumula pièces in billing libellés un kam devraient, théoriquement, milipen francs a centimes.

la matérialisation de l'écu, utilisé 🖿 façon immatérielle depuis 1973 pour comptabiliser échanges membres, relève du casso-tête. « Il n'est simple de définir techniquement futures pièces : les milion autoa dimension, les catégories de plèces a circulation...», reconnaît consigny, directeur de la Monnaie de Paris. Difficile en effet de concilier des sensibilités des habitudes fort Certains pays ont France, Portugal a l'Italie, les autres non. » Bien que les p bicolores soient plus difficilement unitables, « on me peut envisager de généraliser mus malana car cela couterait trop cher , poursuit

Latre directours Monnaies des Donze, im négociations rudes. « Certains pays: tiennent absolument à la face nationale, pour conserver leur emblème nal. Sur la face ècu, il se pourrait qu'on trouve les douze étoiles ou l'autre et simplement marif « l même des anneaux, proches des anneaux olympiques. » Selon plus épaisse et légèrement rugueuse, asin que nifive en encore loin d'être prise. même la aveugles puissent la nale, de l'autre un symbole Le Comité des directeurs des mon-reconnaître. Les douze étoiles spécifiquement européen.

projets à pièces auropéen à la fin 1993 », précise le secrétaire général de ce Comité, le Belge Romain Coenen.

SYMBOLE . « Depuis 1991, mm accord a bien IN heard must les Down une pièce 🖿 🗪 une face main et l'autre mispéenne», souligne néanmoins Parint Cahart, ancien Unideir de la Monnaie, Australia delégué général l'AFB : « La Grande-Bretagne l'Espagne ainsi conserver l'effigie de leur verain, la Farm un symbole répu-blicain: point acquis, selon Patrice Cahart, l'absence de conversion and sur im pièces. On ne devrait donc pas trouver sur la pièce in 1 in en France la conversion il mil valeur in francs (6.667 francs...) : « C'est techniquement impossible : comme le conversions ne tombent pas rond, mil obligerait I écrire tout petit pour faire was plusieurs déci-

males sur pièce. »

Le designer Philippe Starck, auquel Patrice Cahart wast confié il y a deux ou trois ans la mission M concevoir un projet d'écu, ∎ imaginé 💵 📥 épuré, sans 👊 ces Immune, ces épis 🖆 👭 qui encombrent les pièces actuelles». D'un côté, la man la l'Europe, la écu». ■ Une pièce en al mate, gravées sur la tranche » décrit-il, damental, pour pays demeure le leader culturel le l'Euqu'il en conçoive la lange

artistique le plus répandu. avoir a moins loin pour l'instant, et le plus grand secret est le rigueur. « Les directeurs de fabricaina des Mien ur real réunis fois, it se in an doute in décembre, finit-on par indiquer à la Banque de France. A la mi-93, ils présenteront premiers projets de Illian aux gouverneurs de banques centrales. Des France à la groupe charge des sur la physionomie générale billets, ce qui hate les Meneroles.

COMPÉTITION : Taille, valeur, écus, tont reste donc I définir. Le traité de Maastricht précise ment que la future banque |-----européenne e respectera possible pratiques en en ce qui concerne et la pré-banque ». Deux solutions sont donc envisageables. Im chaque Im membre reprend, pour les aqu'il émet, images qui figurent actuellement sur un billets : sur 🕍 🔤 émis en Ima figureraient Eugène Delacroix, Richelieu ou Montesquieu; sur les écus émis au Royaume-Uni, la reine d'Angleterre... les billets en me portent d'un côté une image natio-

Afin que im citoyens mune péens memme davantage impliqués de définition de leur future monnaie, une compétition graphique sera organisée in prochain I l'initiative d'une professionnelle in relations publiques. polyglotte 🕍 surcroît, Sylvia Bourdon. La compétition, subventionnée par le gouvernement français 🖬 le Parlement 🍱 Bruxelles, 💵 unimin I tous in designers professionnels européens. officiel aura lieu la la mana de Quai d'Orsay ... de janvier prochain.

non

Les seront par 🗺 jurys d'experts nationaux puis par un jury européen. C'est ensuite un militarium populaire qui départagera les projets prése-: les pièces il billets en compétition rend présentés l fin de l'année de les principaux journaux un de européens; de que citoyen pourra indiquer par Minitel, téléphone ou en renvoyant un bon & découper, le billet et la pièce qu'il préférerait utiliser. Enfin, im prix mant remis lors d'une cérémonie retransmise en Enrovision depuis l'Acropole, au printemps 1994.

La Monnaies nationales banques centrales s'inspireront-De pour autant des six lilles et pièces sorties vainqueurs du concours? # Il serait inconcevable 🖊 🛍 autoritės monėtaires 🜆 Date ne lienes absolument pas d'un référendum populaire organise I l'échelle européenne », plaide Sylvia Bourdon.

Pascale Krémer

Et après?

Au fait, monnais uni-bon ou mauvais? Les demandation donnent des réponses in Normand. « Il y » un mystère in monétaires, Inhail Daniel Cohen, professeur 🛮 🌬 🖦 sup. and qu'on sent set lies PROFILE DAM IN LAW THE CO. OST plus Image au Mar d'un mima pays. C'est une frappant Canada : l'Alema vend de i plus i n'importe quelle autre province qu'à la Californie, un marché infinimanu plus important. . La zone devrait and renforcer échanges intracommunautaires. D'autant que 🛄 📹 AM Immediate de change, qui représentent environ 2.5 % du PNB actuellement, seront

économisés. Bon point.
justement, Communauté n'est et ne pas, 🏿 un horizon prévisible, un même pays. Peut-elle être, alors, une monétaire optimale »? Cette théorie »» vogue dans 4 60 mm que m déséquilibres apparaissant and deux régions ne puissent se manuar que si 🛄 facteurs sont parfaitement mobiles : une crise locale 📟 résoudrait, par exemple, par la déplacement la la main-d'œuvre vers im régions plus dyna-

miques. C'est ce qui se passe aux Etats-Unis, et qui a peu de chances m se produire en Europe, Na serait-ce que pour des questions an langue. Maupoint. Mais see sur? Daniel Cohen. J'estime au contraire que sans mobilité IIII Include de production, autorités peuvent

mieux programmer leur politi-um budgétaire pour résoudre la crise, parce que la lum fiswith any make a L'important, donc, c'est im préserver l'autonomie budgétaire, versant économique de la démocratie : cles which manned tracket aui Manage à la dépense

publique aux Mais, souligne Charles Wyplosz, professeur I I'IN-SEAD, a question qui me profile derrière 🖩 monnaie unique ast calle du little de la Le scénario qui nama la peur l tous, c'est celui d'une crise un pays donné. Abandonnera-t-il nua unique? autres pays l'aident à s'en www tir. Avac quel argent? suppose un embryon de budinternational. Find a petit. une génération, on pourrait voir développer un budget

Les Etats-Unis des ple de l'all localisée : celle qui frappe en 1500 la Texas, mas inte limital prix pétroliers. Impossible Me dévaluer pour atténuer le choc : 🖺 Texas donc forte récession, qui fait augmenter le chômage in inviting l'émigration vers les . États. Mais la Texas a mini bénéficié de la solidarité financière de la Hall ration, par exemple avec le sauvetage d'un grand nombre II was banques, tombées en faillite. Un Etat européen touché par un spécifique par pouvoir compter sur la même solidarité...



Symbole de l'erchitecture industrielle de la fin du dix-neuvième siècle, les Grands Moulins de Corbeil sont aujourd'hui antièrement automatisés.

LA RESTRUCTURATION DE LA MEUNERIE

Tempête sur les moulins

Elle se place juste avant l'ita-lie (818), et nettement devant l'Allemagne (585), sans parlet de la Grande-Bretagne (84). Mais, sur ensemble français, à peine 300 d'entre comptent vraiment, puisqu'ils écrasent chacun plus de 2 000 tonnes de blé par an. Et, sur ces 300, à peine une vingtaine ont une capacité de production dépas-sant les 50 000 tonnes annuelles. A eux seuls, ils assurent plus de la moitié de l'écrasement des blés en

uenté avec, d'un côté, la lais-comme les Granda moulins de Paris (GMP), la Française III Groupe Souffiet ou la coopérative vendus. Et leur proposent de leur Champagne Céréales et, de l'autre, fournir de la limité spéciales, de

Suite de la page 33

myriade de petites entreprises. Si les petits moulins indépendants dégagen des bénéfices
t nettement devant l'Almettement devant l'Algers traditionnels, ils must trad su moment de régler la la la la la l'entreprise familiale, ou lorsqu'il renouveler le Car la meunerie s'appaindustrie lourde, et, po installations, il installations, il fa produire grandes quantides premiers de seriers.

Sur le martie intérieur, les menniers in livrent and concurangers traditionnels, qui produisatt les trois quarts des pains

très rentable. Les marges bon ric industrielle ou dans les grandes surfaces, deux en expansion, en effet plus modestes. Avec l'artisanat, l'expansion de la company de la portation in peu leur «vache lait». Mais ce marché, séduisant par ses tonnages, possibilités de l'III — en jouant sur le cours du er la restitutions de Bruxelles, ciens. Certains groupes l'ont appris l'eurs dépens, l' trictions GATT risquent encore plus a rendre

Dominique Gallois et François Grosrichard

La bataille de l'exportation

Premier port français d'exportation de farine et premier européen pour les céréales, Rouen a engagé d'énormes investissements pour faire face à la concurrence

de notre correspondant

E port de Rouen, qui exporte 500 000 tonnes de farine par an, se situe mi premier ma en France pour ce produit. Le tonaux 8 millions de toanes en moyenne de céréales (blé, orge et mais principalement) (miltés i l'exportation et qui placent le port normand au premier rang en Europe. La farine reste cependant un des meilleurs indicateurs de la bonne and di port, qui a traité

Expédiée sacs, la farine longtemps procuré une charge de importante aux ouvriers dockers, qui mala mi sur lour dos um masses de 50 kilos. Mais. siene avant-coureur des bles mutations intervenues sur 🖢

tivité grâce à l'utilisation de grues capables de charge d'un au jet la secs, oit 14,4 nomme. Accès maritimes, appontement et arine par de transbordement modernisés : a total, la communauté portusire : 100 millions de l'imp pour se de farine, 40 % de plus qu'aujourterminaux de sacs.

ALÉAS . Les Marché mondial improductions agricolim justifient à cux mul l'imme entremana exacerbée, Rouen au peut se permettre d'offrir des prestations portuaires muller L'expérience acquise avec l'allum se litre expédiée dépuis Rouen II chuté ne 12 % (18,5 % à 7,4 millions de tonnes) 📺 raison 📠 la du infic vers la CEI. Une reprise spectaculaire quais, le port autonome a engagé, aux partenaires européens a des 1988, des investissements amorti le de Un accord au aux partenaires européens s pour multiplier par six la produc- GATT, Mile malle pour l'agricul-

ture européenne, se serait pas conséquence pour le port, déjà en bataille le Américains qui arabet raflé, en milieu des années 80, le martiel de la

Des entreprises sont Moulins de Normandie, Mai l'activité mi cesentiellement tournée Pexportation. Pour attirer les deignées de Rouen, le port le prochainement un projet le le hangar à le passe de commentaires. Entre 1991 et 1992, la campagne cérésrente de dans le sectour agro-industriei permettra, de un de difficile, de déceler les plus petites du marché. Il moins l'es-

Etienne Banzet

Bouygues, le « bétonneur-traiteur-pâtissier »

Lorsque le numéro un européen du BTP a racheté en 1909 les Grands Moulina de Paris un a cru la une opération immobilière. Aujourd'hui les GMP, redressés, sont pour le groupe une très belle diversification industrielle

depuis trois ans remarquables, 🔳 🗓 faut continuer... Une entreprise qui gagne pas d'argent xu mu pas progresser ... » L'appréciation, apparemment anodine, sort de la bouche de Martin Bouygues luimême, patron du numéro un européen du bâtiment m 🔤 🖛 vaux publics elle vise sa plus récente la plus inattendue) acqui-sition diversification : la Portune Lorsque, il y a trois moulins de Paris (GMP).

tulée « A la découverte de hande Henten de Paris», - I la fois encourageant m prudent, imain qui peut revêtir un double sens. Car, s'il est vrai que, quand le leader de la farine passe en 1989 des mains 🏜 la famille Vilgrain 🚛 du géant du béton l'entreprise 112 une perte 233 plus vrai que depuis, sous la houapparaît spectaculaire (au prix de « nettoyages » d'envergure). l'année IIII se termine ur une note plutôt décevante.

« Les résultats seront nette-

de il milimin de francs, utimi

40 % immi à l'étranger, les

Errett Moulins en Freid

(GMP), filiate de Bouygues depuis 1989, and le numéro

un M la meunerie française. Sa

part il marché français est

d'environ 15 Le groupe

emploie I and collaborateurs, pays.

ES progrès accomplis explique Michel Crignon, même s'ils demeurent positifs. Nous l'exportation & cause d'une incroyable agressivité américaine, farine, Certaines expéditions ont même été leur destination... Les grèves des dockers n'ont pas plus arrangè les choses.»

> GMP, ou presque, ne croit une sincère stratégie the Death I long terme, parable i min qui avait conduit, deur sur auparavant, le groupe um l'audiovisuel. Le pourquoi de l'opération tombe immédiatement sous E sens : MMF est propriédepuis soixante-dix am d'un superbe terrain 🖿 6 hectares 📖 timi ili ia Schir mila li par d'Austerlitz = E Enterem périphérique, le mai pas lu chantier le Très Que le Bibliothèque. L'agroalimentaire ne amb rina d'autre, aux dires de beaucoup. que l'arbre qui sale la brit immobilière. Un tel terrain Paris, est il fortune

Mali l'homme qui a pris mini moins bons qu'en 1991, the de GMP - Med Crigago,

cheurs. Les GMP exploitent

13 unités de production de

meunerie, une semoularie, 13

une société de négoce, la

Compagnie française commer-

inancière, exporte les

dans une solvantaine

GMP en chiffres

Avec un chiffre d'affaires dont IUI ingénieurs at cher-

Intelle una ille « maison » pour qui unités de production de meunerie, Francis Bouygues « est un une semoulerie, 13 usines de pro-deuxième père » - Limital un duits surgelés pour la boulangerie délai III trois mois pour IIII un inventaire « extra-immobilier ». Et diagnostic, livré Little 1990, sera clair m net : I condition de et aettoyer ici ii là, on

Nous préférons développer indirectement l'intégration. 79

Auerick dit, muchtig fait. Mittel Crignon and a real of l'ali-mentation animale (marque SODEVA) I am coopératives, préand the state of t pian i suppressions d'emplois qui portera um 100 postes, m sépare 🌬 l'ancien siège social 🚻 maine de Pale peur s'installer à lvry. • le un les métiers de Bouygues celui-là est le plus captivant », affirme-t-il apiourd'hui.
Crignon a'cavisage un
instant groupe Challenger enfant.

ENFANT - Daniel plus que depuis trois am la crise immobilière est passée par là. Rien ne revendre aujourdhui Im IIII et leur actif phare, le terrain. Les négociations une la mairie de Para II la marieta d'économie minte la leaner trainent d'ailleurs en longueur.

architecture industrielle = s'en plaindront Les Les

et la plitisserie, dont 6 à l'étranger - sont symbolisés d'abord par un... moulin dont la silhouette massive et grise est devenne familière à tous les Parisiens qui descendent la rue de Tolbiac et iettent an regard vers l'est. Cet èdifice qu'on pourrait appeler un «bâtiment de caractère» est une

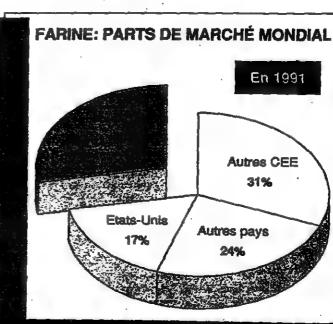
des rares grandes usines encore debout à Paris.

LABEL o Il s'agit en fait du plus grand moulin européen en dépit de son âge respectable. Amorti depuis longtemps, il n'est pourtant ni poussif ni obsolète. Tamis, moteurs, named last vrombir l'édifice parois et l'acceptionnées, triées, séchées, stockées, assemblées en lots, écrasées, tramsformées en farines et en sons, ensachées, expédiées. Au laboratoire, les échantillons de blés sont disséqués, analysés, testés avec autant de soin que des embryons dans un service hospitalier spécialist en génétique. «Le blé est une matière vivante, dans les silos il continue à vivre», note Michel

Au rez-de-chaussée, l'école de longée depuis un an per un lustitut européen de boulangeriepâtisserie limme chaque aunée physicurs (maloca & jeunes afin des mus de reconversion, and falls du comi régional d'lle-de-France. . Le secteur de L boulangerie est en expansion, jeune titulaire trouver un emploi », assure Mini Les amoureux de la vénérable Jocelyne Gantois, directrice

La meunerie dega- sonnalisé», précise Thierry Clavel,

A Commence of the commence of



geant 80 % du chiffire total, et le secteur de la boulangeric représentant 15 4 de la clientèle, la CIMP se unu surdepuis trois ans renforcer le partenariat avec ce de clientèle qui se le inal L'enseigne «La pains at le chim Bouygues appliqué & l'agroalimentaire orne die patrie I EM magasins, essentiellement in le grandes villes. «Les man hamme m the first the party for the modern d'exclusivité an n'acheter que nos farines ou nos preparations. mais par un simple contrat d'approvisionnement minimum. En échange, nous les aidons à rénover leurs magazins, à trouver des farancements.

Ce n'est une mainmise " l'aval mais un partenarlas per-

directeur du marketing. La stratégie du groupe est donc à l'opposé de la formule «faire le plus possible de métiers dans la filière», depuis le champ de blé jusqu'à la baguette. « Nous préférons développer indirectement l'intégration en proposant des proposant très diversi-fiées adaptées aux exigences de riu clients, qu'il s'agisse 🐯 farines - la marque Moul-Bie pro-pose 60 - de farines, produiti préparés pour la pâtisserie comme les mousses des assortiments de petits fours et de canapés comme un vrai traiteur.»

Bonygues, « bétonneur-traiteur-pâtistier», qui l'est eru?

Reportage photographique Laurent Gueneau

Farine et malt

Personal Company of the Company of t

The state of the s The fact of the contract of th

The second secon

A the state of the

The second secon

THE THE PARTY OF T

as a support The State of

The same of the first way was

#15 5 Dec

A Printer

OUS n'avons aucune tuée en 1955 se fait de manière amicale et Pantin prend dans la foulée le contrôle de Corbeil. Dans que parmi les huit premiers de la les années 80, le groupe se lance dans le malt en reprenant successidans les années à venir. Nous nous préparons donc simplement à salsir et les Malteries chevaliers Martin. preparons donc simplement à saisir ces occasions. » Tranquillement, le nouveau président du groupe des Grands Moulins de Pantin assène ses convictions. En juin, l'arrivée de Laurent Haegel, trente-quatre ans, troisième du nom à la tête de cette entreprise, s'est accompagnée d'une refonte des structures. L'objectif est de clarifier l'organisation d'un groupe méconnu opérant dans la meunerie et la malterie afin d'attirer en temps voulu les capitant nécessaires pour financer une acquisition.

SHOW OF TY MECHANIST

क्षेत्रभेद 🖰 🦠 March Sant

THE PARTY OF THE P

Service of the servic

The formation

e sur les moulin

京都 香味 本

Applied the second of the seco

الحالم المتعرب فأعيسمه

Caramina Car

The grant of

market sie

400

100

u-pati-sier»

· 全国中国人 人名巴尔 (2) 经额价证据

1000

1.50

. 14 2年 2年

Cette nonvelle stratégie coîncide avec l'arrivée aux commandes, d'une nouvelle génération, comme ce fut le cas depuis qu'en 1935 cette lignée a été portée au pouvoir, quinze années après la formation du groupe. C'est en effet au début des années 20, que les familles Lévy et Baumann, fonda-trices des Grands Moulins de Strasbourg, décident de se développer un peu partout en France, Elles s'implantent alors à Dijon, Lyon, Montélimar, Marseille, Toulouse, Valenciennes, et aussi dans la région parisienne. Elles prennent un moment une participation dans les Grands Moulins de Paris, achètent les Moulins de Corbeil, et décident en 1921 de construire une usine à Pantin. Peu avant la deuxième guerre mondiale, à la demande des fondateurs, un autre cun à peine plus de 12 % de l'écrastrasbourgeois, Julien Haegel, sement de blé en France et détien-Strasbourgeois, Julien Haegel, grand-père de l'actuel président, prend en main-les destinées de

HOLDING . A la veille de l'été, lorsque Jean Haegel passe le

témoin à son neveu Laurent, la décision est prise de créer un holding baptisé Groupe Pantin, qui repose sur deux pôles bien identifiés avec, d'un côté, la Société française de Meunerie, de l'autre la Malterie franco-belge. Mais sì ces deux pranches prèsent le même. deux branches pesent le même poids (environ 1,6 milliard de francs de chiffre d'affaires chacune), elles évoluent dans des secteurs très différents. Le malt est. une activité très rentable où la réorganisation de la profession est quasi achevée. Le groupe, avec ses sept usines françaises et ses 360 000 tonnes produites annuellement, est le deuxième malteur français et le quatrième européen. L'objectif est d'atteindre les 500 000 tonnes. Si dans ce métier quelques grands controlent la qua-si-totalité de la production francaise, il en va tout autrement pour la farine, où les marges sont aussi moins élevées.

Les producteurs de farine sont encore très nombreux, et les leaders, que se soit Paris, Pantin, Soufflet ou la coopérative Chamnent 8 % du marché national de la



A chacun des six étages, les broyauses et les tamis fonctionnent automatiquement, comme dans de nombreux autres moulins.

groupe (avec Pantin et Orthez dans la longévité de Bouygues les Pyrénées-Atlantiques), choisie dans la meunerie. pour devenir l'unité « phare ».

ODERNISATION . Pour un programme de 60 millions de francs sur cinq ans a été décidé l'an dernier afin d'augmenter la capacité de production du moulin de Corbeil et le hisser an premier rang européen. Une unité de mouture de 600 tonnes par jour s'est ajoutée aux i 200 tonnes produites quotidiennement par l'ancien moulin, dont toutes les machines sont progressivement remplacées. Cette modernisation s'est accompagnée d'une diminution d'effec-tifs sur le site. En dix ans, le nomhre de personnes travaillant sur le site est tombé de 350 à 100, alors que la production dans le même

temps a augmenté de 50 %. Si Corbeil a été préféré à Pantin pour le développement de la meunerie, c'est en grande partie en raison de la taille du terrain : 5 hectares contre 1,5 hectare. De plus, le moulin d'origine, dont le groupe porte le nom, se situe à une encablure du périphérique parisien. Même s'il continue à être modernisé, il pourrait un jour intéresser un promoteur immobilier et pourrait même servir, pourquoi pas. de monnaie d'échange : ter-

rain contre part de marché. Sans l'afficher haut et fort, les dirigeants de Pantin revent de mettre la main dès que possible sur La scission des deux sociétés effec-rée sur un antre site. Ce site sera leur concurrent, les Grands Mon-

Corbeil, l'une des trois usines du lins de Paris, car ils ne croient pas

Rachèteront-ils les Grands prises, toutes annonces légales Moulins de Strasbourg, qui fut leur maison mère? Les deux groupes auxquelles sont astreintes les sociétés françaises, cotées ou non. ont déjà des accords (notamment en ce qui concerne l'exportation) et des participations croisées. Pantin a 20 % dans Strasbourg, et Laurent Haegel en est administrateur. A l'inverse, Bertrand Leary, président des Moulins de Strasbourg, détient 13 % de Pantin et en est administrateur. Il n'aurait pour l'heure pas de successeur à la tête de son affaire. En revanche, les dirigeants

"Nos métiers traversent une petite zone de turbulence. 99

de Pantin rejettent catégoriquement l'idea de reprendre l'un des moulins de la coopérative de la Brie, celui de Verneuil, qui cherche désespérément des acquéreurs depuis plusieurs mois... Ils ont cependant débauché quelques-uns des meilleurs commerciaux.

Si le groupe entend jouer un

rôle majeur dans la restructuration de la meunerie française et renforcer ses liens avec ses clients principaux, les boulangers, en développant la marque Baguepi, il souhaite toujours privilégier l'exportation. Par le jeu des restitu-tions européennes, l'activité peut en effet être très lucrative. Le groupe y consacre 55 % de son volume, ce qu'il estime être un maximum. Il a ainsi exporté l'an dernier, par le biais de sa filiale Sava, 398 000 tonnes sur les 732 000 tonnes de blé écrasé par le groupe. Après un début d'année difficile, du à la chute massive des contrats à l'exportation qui a touché tous les producteurs français, la tendance s'est redressée récem-ment. Les résultats de la Française de Meunerie, la filiale farine, devraient donc être finalement juste équilibrés. « Nas métiers traversent une petité zone de turbu-lence, on a l'habitude de résultats fluctuants, affirme le directeur financier Jacques-Hervé Cassar. A l'exportation, nous sommes confrontés en permanence à des marchés qui s'ouvrent et à d'autres qui se ferment. Il faut savoir s'adapter très rapidement » Donc pas question de faire, dans ce métier imprévisible, de prospective à long et même à moyen terme. Juste le droit pour ce meunier de rêver, et surtout de ne pas s'endormir qui ont intéressé trois des sociétés comme dans la chanson.

Les héritiers de Vidoca

Suite de la page 33

Un siècle plus tard, les buts de la profession n'ont pas varié. Avec une moralité à géométrie moins variable que celle de l'ancêtre, des entreprises commerciales ont proliféré sur un terreau des plus fertiles, c'est-à-dire l'amas des créances donteuses et des impayés. Ni a privés », ni «barbouzes», les professionnels de ce curieux métier - ou métier de curieux, au choix - sont plusieurs centaines, à Lyon, où ils se développèrent, sous le Second Empire.

On trouve, dans la métropole régionale, les sièges sociaux ou des représentations des plus importantes sociétés de la profession, qu'il s'agisse de SCRL, fondée à Lyon en 1893 (500 sala-riés); de S et W, née à Lyon, sous une autre raison sociale, en 1933 (400 salariés); Dun et Bradstreet France, fondée en 1872, à Paris (310 employés dans le pays); Piguet, créée à Lyon en 1895 (235 personnes) et quelques autres.

Les techniques ont changé. On est loin, désormais des char-mantes et désuètes cases-fichiers de bois qui ornaient, du sol au plafond, tous les murs des locaux du contentieux lyonnais. Sans ronds-de-cuir ni manches de lustrine, ces entreprises abreuvent patienment des ordinateurs, dont l'impressionnante puissance

devient un argument de vente. On puise d'abord, chaque jour que Dieu fait, à la plus évi-dente des sources d'information : les huit cents journaux français bourrés de bilans et comptes d'exploitation, de modifications de statuts, de nominations de nouveaux membres de conseils d'administration signalant les évolutions dans l'actionnariat, d'avis de fusions-absorptions, de créations et de défaillances d'entre-

On dépouille aussi la presse locale. Enfin, les professionnels du renseignement les plus recherchés sont ceux qui ont su nouer, parfois, des relations personnelles avec les banquiers de la place, dans laquelle l'usage du téléphone n'est l'objet d'aucune prohibition.

Le reste est une affaire de

«feeling» ou, plus scientifique-ment, de comparaison avec des ratios nationaux, calculés pour chacune des branches d'activité. Il en découle une appréciation sur la solvabilité des entreprises, que chacun peut consulter, moyennant finances, au moment d'ou-vrir un crédit-acheteur. Par les temps qui courent, cette précaution n'est évidemment pas super-flue. On a dénombre 53 252 défaillances d'entreprises en 1991, et, pour l'année en cours, on devrait arriver à un total de 60 000. Le total du crédit interentreprises est estimé, en France, à 2 000 milliards de francs. Dans le bilan de la moitié des sociétés françaises, le poste clients repré-sente plus de 40 % des actifs. Certains professionnels incrimi-nent la loi de 1985 sur les défaillances d'entreprises, en soulignant que le dépôt de bilan est devenu un outil de gestion, une manière

d'obtenir le gel des créances. COEXISTENCE • Quoi qu'il en soit, les entreprises de renseigne-ment commercial affrontent la concurrence accrue d'organismes officiels désireux d'exploiter euxmêmes – personne n'est ennemi de l'argent de poche – la masse des données que fournissent obligatoirement les entreprises. Ces organismes sont légion. Il s'agit de l'Institut national de la pro-priété industrielle, de l'INSEE, de l'Association des greffes de tribunaux de commerce, des chambres de commerce. Ces « poids lourds» s'appuient sur l'aura de neutralité de la puissance publique. C'est leur atout mais aussi leur handicap : ils sont bien en peine de livrer une appréciation claire sur le crédit des entreprises et s'en tiennent souvent aux comptes « bruts », fussent-ils diffusés par des réseaux télémati-

Face a eux, les héritiers d'Eugène-François Vidocq ont deux façons de se distinguer. D'abord, par l'actionnariat. C'est le sens de transactions récentes, D.G. en avril 1991, on a vu SNRC

absorber sa filiale Wys-Muller, de Marne-la-Vallée, et prendre comme raison sociale unique S et W, dont le capital rassemble la Lyonnaise de banque et l'entre-Lyonnaise de banque et l'entre-prise d'affacturage Factofrance-Heller. Puis, en février 1992, le groupe Ecco a cédé sa filiale GRC (80 salariés) au holding Friedland Investissement, qui unit le Crédit agricole, le Crédit national, l'UAP, Elf, Total et IBF. Enfin, voici quelques semaines, le groupe de travail temporaire Bis s'est retiré de la SCRL au profit de la Compagnie SCRL, au profit de la Compagnie française d'assurance du commerce extérieur (Coface), mainte-nant titulaire de 70 % du capital. et de la Compagnie financière Edmond de Rothschild (30 %).

INTÉRÊT . L'adossement du renseignement commercial aux banques et sociétés d'assurances revêt un intérêt évident, pour la limitation de leur propre risque-crédit. Cela n'empêche pas la coexistence avec Dun et Bradstreet, première entreprise mondiale (60 000 collaborateurs dans le monde), qui reste indépendante, comme avec la société familiale Piguet, qui s'apprête à ouvrir son capital.

En second lieu, les descen dants de l'illustre forçat et policier s'efforcent désormais de se distinguer, par la nature même de leurs services, c'est-à-dire la sureté et la prise de risques dans l'appréciation de solvabilité. Celle-ci conserve le caractère d'une correspondance privée ou d'une fort utile compilation de données éparses. Dun et Brad-street met l'accent sur l'historique des délais de paiement qu'elle réalise, depuis 1983. Set W vient de lancer, en collaboration avec Eurostaf, une publication titrée



PME scope, apportant, à propos de cinquante-cinq secteurs d'acti-vité dans lesquels les entreprises moyennes sont prépondérantes. des tableaux de synthèse, les éléments de bilan et de compte d'exploitation de chacune d'entre elles, les principaux indicateurs et ratios, ainsi qu'une batterie de *tests » d'analyse financière. On devient impardonnable si l'on ignore encore la comptabilité de son voisin de palier et tout aussi condamnable si l'on ne figure pas dans ce panthéon de l'économie française. GRC vient de lancer un nouveau service baptisé « objectif zéro retard » visant à

réduire les délais de règlement. Renforcement de l'actionna-riat, services à grande valeur ajoutée, éclatement géographique : malgré tout cela, l'heure est favorable, à nouveau, pour d'as-tucieux indépendants. Transfuge de Dun et Bradstreet, puis de S et W, Michel Besson tente ainsi de développer, à Lyon, sous la raison sociale de Banque européenne d'informations civiles (BEIC), la recherche des adresses personnelles de mauvais payeurs.

Mais attention. Aux antipodes de Vidocq. il agit en conformité avec les recommandations de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) et il s'interdit d'user de méthodes qui le disqualifieraient, y compris à ses propres yeux. Parmi ses clients, au nombre d'une trentaine, on trouve déjà de grandes banques de la place et des sociétés de crédit, complètement désemparées lorsqu'elles voient leurs débiteurs déménager «à la cioche

Gérard Buétas



tin sont devenus le Groupe Pantin, par une décision de l'assemblée générale extraordinaire du 17 novembre demier. Ce changament tient compte de l'évolution de cette affaire familiale présente non seulement dans la farine mais aussi dans le mait. Or ces deux activités pasent désormais sensiblement le même poids. Un holding de tête, Groupe Pantin, contrôle à plus de 80 % la Française de meunerie et à 57 % les Malte-

En 1991, la Française de meunsrie a écresé 732 000 tonnes de blé dans ses unités de Pantin, Corbeil - premier moulin d'Europe par sa capacité d'écrasement - et Orthez. Elle

Pantin. Détruites par un incendie en 1944, les installations sont reconstruites quatre ans plus tard. En 1951, il passe le relais à son fils

Les Grand Moulins de Pan- devrait en moudre 850 000 tonnes cette année. Son chiffre d'affaires s'est élevé en 1991 à 1,867 milliard de francs pour un bénéfice net de 28,4 millions et une marge brute d'autofinancement de 59,5 millions de

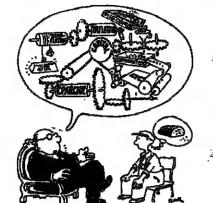
Pour 55 %, la farine produite est exportée par le biais d'une filiale, la Sava. En 1991, 398 000 tonnes ont ainsi été vendues hors des frontières, ce qui correspond à un chiffre d'af-faires supérieur au milliard de francs. Le groupe s'est ainsi classé au deuxième rang mon-dial des exportateurs demière le français GEFAR (584 000 tonnes), un ensemble réunissant essentiellement la SCARM, Champagne céréales et Soufflat.

pour justifier sa stratégie expansionniste. Tout rachat sera donc celui d'une part de marché. Bien souvent, il ne sera pas question de Jean qui entreprend de séparer maintenir en activité le moulin Pantin du groupe de Strasbourg. repris, la production étant transfé-



En ces temps modernes, la présence humaine se fait de plus en plus rare.





Le Conseil supérieur de l'audiovisuel

Crée par la loi du
17 janvier 1989, le Conseil
supérieur de l'audiovisuel
(CSA) est, en principe, « une
autorité indépendante et
collégiale chargée de réguler
le paysage audiovisuel ».
Cette définition de Jacques
Boutet, président du CSA,
prête à exégèse sur chacun
de ses termes.

Le caractère collégial du CSA. A la lettre, le CSA l'est effectivement puisqu'il s'agit d'un collège de neuf membres. Dans les faits, le président du CSA concentre bon nombre de pouvoirs. C'est lui qui réunit le conseil et arrête l'ordre du jour, . lequel est transmis aux conseillers. Si un conseiller veut faire inscrire une question à l'ordre du jour, il en informe le président et donne au secrétariat du collège les éléments nécessaires à la délibération. Enfin, au cours des votes, le président a voix prépondérante en cas de partage égal des voix. Et c'est lui qui est habilité à passer des conventions avec toute personne publique ou privée, et qui ordonne les dépenses et receπes au C5A.

L'indépendance du CSA. C'est surtout un lieu où les pressions politiques sont notoires, et justifiées par le mode de nomination des conseillers. Chacun d'entre eux exerce son mandat pendant six ans. Ils ne peuvent être nommés au delà de soixante-cinq ans. Trois d'entre eux (dont le président) sont nommés par le président de la République, trois autres par le président du Sénat et les trois derniers par le président de l'Assemblée nationale. Le gouvernement actuel dispose donc des deux tiers des voix. Mais de là à prétendre que chaque décision traduit le rapport de forces politiques, il y a une marge.

Le CSA, instance de régulation. Il n'en a guère les moyens. Privé par le Parlement et le Conseil constitutionnel du droit d'élaborer sa propre législation, il est surtout chargé d'appliquer celle qui existe. Au point de créer parfois des situations « kafkaīennes », compte tenu de l'ampleur et du caractère parfois contradictoire de la réglementation audiovisuelle. Sur des sujets mineurs comme l'honnêteté de l'information ou la protection des jeunes, le CSA a pu intervenir à différentes reprises lorsqu'il estimait que la mesure était dépassée.

> Dossier réalisé par Yves Mamou

Les fonctions les plus en vue du CSA sont au nombre de deux. La première a trait aux nominations des présidents de chaînes publiques, radio et télévision. Ainsi le CSA nomme pour trois ans le président commun des deux chaînes de l'audiovisuel public, France 2 et France 3, tandis que ceux de Radio-France et de Radio France internationale sont choisis parmi les administrateurs désignés par le gouvernement. Il choisit aussi le président de Radio France outremer (RFO). Le CSA désigne également quatre membres du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), le président de cette institution étant nommé par le gouverne-

ses attributions?

Quelles sont

Deuxième mission : le CSA gère et attribue fréquences et canaux aux radios et aux télévisions pour qu'elles puissent émettre. Mais surtout, et au-delà de ce considérable travail technique, le CSA délivre les autorisations d'émettre sur ces fréquences et ces canaux. Qu'il s'agisse des 1 800 radios de la bande FM ou des candidats à une chaîne de télévision privée, c'est le CSA qui choisit les personnes morales qui vont alimenter en programmes ces circuits de communication. Pour les bénéficiaires d'une fréquence radio, l'autorisation est de cinq ans. Pour ceux qui s'occupent de télévision privée, elle est de dix ans. Récemment, le CSA a auditionné les candidats à la reprise du canal de la défunte Cinq, pour le créneau horaire diurne avant Arte. Une décision définitive reste à prendre. Précision importante : les radios et télévisions publiques ont, de par la loi, priorité d'accès aux réseaux hertziens. Le CSA reste un intermédiaire obligé – c'est lui qui a attribué le canal de La Cinq à Arte, par exemple, – mais la procédure se passe d'appel d'offres.

En matière de réseaux câblés on d'ex-

En matière de réseaux câblés on d'exploitation de services radios et de télévision par satellite, le CSA délivre des autorisations d'exploitation différentes : vingt ans pour le câble, dix ans pour les satellites après appel de candidatures et audition

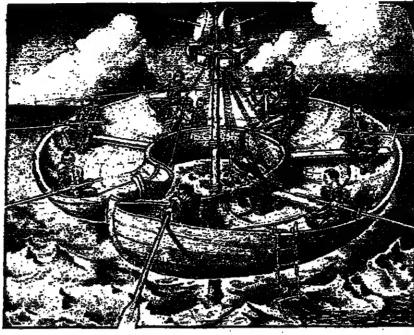
.Quel contrôle exerce-t-il?

■ De nombreuses missions du CSA se regroupent sous un terme unique: le contrôle. Le foisonnement des textes et décrets fait du CSA une entité gardienne de la loi. Instituée par celle-ci, la liberté de communication suppose le respect des règles existantes. Il lui est donc fait obligation d'assurer l'égalité de traitement et le respect du pluralisme des courants de pensée et d'opinion dans les programmes des sociétés nationales d'audiovisuel, notamment lors des émissions d'information politique. Par ailleurs, au moment des campagnes électorales, le CSA adresse des recommandations aux radios et aux télévisions privées, ainsi qu'aux services locaux du câble.

En matière d'expression directe des partis politiques représentés au Sénat ou à l'Assemblée, c'est le CSA qui fixe les modalités de leur apparition au petit écran, principalement le temps d'antenne qui leur est consacré. Les organisations syndicales et professionnelles représentatives à l'échelle nationale sont traitées de la même manière que les partis. Ces émissions sont diffusées tout au long de l'année sur les antennes du service public. Le CSA doit en outre faire respecter l'honnêteté et le pluralisme de l'information, ainsi que le respect par les médias andiovisuels des droits afférents à la dignité de la personne humaine.

Outre l'information, le CSA veille au respect, par les chaînes privées, du régime de diffusion des films (200 par an environ), de leur contribution obligatoire au développement de la production cinématographique et audiovisuelle, mais aussi de la protection de l'enfance et de l'adolescence dans la programmation des sociétés publiques et privées. Il doit en outre assurer la défense de la langue française et le développement de la libre concurrence : il peut adresser des recommandations au gouvernement en ce sens. Il peut aussi saisir et être saisi « pour avis » par le Conseil de la concurrence ou par n'importe quelle autorité administrative et judiciaire compétente. Enfin, il détient le contrôle a posteriori de la publicité, et définit les champs du parrainage et du téléachat.

Toutes ces formes de contrôle obligent le CSA à visionner les quelque 50 000 heures de programmes diffusées par les télévisions nationales. Les 735 000 heures des programmes des télévisions régionales, locales, câblées et les programmes des radios font l'objet d'une observation par sondage. Le CSA dresse chaque année des bilans des sociétés audionismelles.



De quels services techniques dispose-t-il?

■ Les conseillers ne sont que la partie émergée de l' «iceberg» CSA. Ils sont épaulés par les services techniques, qui eux n'apparaissent pas ou peu. Placés sous l'autorité du directeur général, ils préparent et exécutent les délibérations des membres du CSA.

 La direction des autorisations et des études chapeaute ainsi deux services : le service des autorisations et des analyses économiques (13 personnes) et le service des études (4 personnes). Le premier s'oc-

Compte tenu de l'attitude du CSA à l'égard de tous les diffuseurs, de sa partialité, il est évident que l'on ne peut accepter de lui laisser cette liberté supplémentaire de fixer avec les chaînes les quotas aux heures de grande écoute.

Etienne Mougeotte, vice-PDG de TF 1, 14 novembre 1991.

cupe de réaliser toutes les missions d'information en matière de télévision ou de radio. Il est aussi chargé des travaux préparatoires aux appels à candidature pour les attributions de canaux, de l'exploitation des réseaux ou du respect des obligations de l'audiovisuel. Le service des études est chargé, lui, de toutes les recherches prospectives utiles à l'accomplissement des missions du Conseil.

Le service des programmes (53
personnes) analyse tout ce que les chaînes
diffusent en direction du public, veille à
la conformité de ces programmes avec la
réglementation, procède à des enquêtes et
informe le conseil des manquements relevés.

Le service technique (22 personnes) est chargé du suivi de toutes les questions relatives aux fréquences dévolues aux organismes de communication.

- Le service des radios regroupe plusieurs bureaux chargés à la fois des quescontrôle du spectre (29 personnes). Il a la aussi le contrôle des seize comités fectifit ques radiophoniques (159 personnes), les fameux CTR, qui assurent, outre-mer et dans les régions, le suivi des stations de la bande FM.

 Le service des affaires juridiques (10 personnes) étaye la réflexion du Conseil sur tous les dossiers de son ressort et étudie particulièrement les sanctions prononcées par le Conseil et les conseil et les

actions contentienses prévues par la loi.

Le service de la documentation et des publications (9 personnes) veille à la mise à jour du fonds documentaire tant au plan national qu'international et diffuse toutes les publications relatives aux activités du Conseil.

 le service des relations extérieures (6 personnes) enfin entretient avec le Parlement, les institutions et les organes de presse les liens nécessaires à l'accomplissement des actions du CSA.

UN ÉVENTAIL DE CONSEILLERS

Les neuf conseillers du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) sont nommés selon des durées variables – quatre ans, six ans ou huit ans, – ce qui permet un renouvellement par tiers de ses membres. Chacun des conseillers a un domaine d'activité particulier, généralement en liaison avec son ancienne activité professionnelle, ses goûts ou ses travaux.

Le président du CSA, Jacques Boutet, a été nommé pour six ans, à compter de la création de l'organisme par le président de la République. Conseiller d'Etat, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (ENA), il a notamment été PDG de TF 1 en 1981-1982.

Trois conseillers ont été nommés pour quatre ans en 1989. Ils devraient donc être remplacés prochainement. Roger Burnel - désigné par le président de la République - était président de l'Union nationale des associations famililiales (UNAF); il s'occupe du dossier des radios, en association avec Roland Faure. Francis Balle, nommé par le précédent président du Sénat, Alain Poher, est un universitaire, auteur d'ouvrages de référence sur les médias; il a été membre du Haut Conseil de l'audiovisuel de 1977 à 1980 et du Conseil national de la communication en 1987. Il est chargé du dossier des satellites. Monique Dagnaud, elle, nommée en avril 1991, termine le mandat du producteur Igor Barrère, démissionnaire du Conseil après deux ans d'exercice. Désignée par le président de l'Assemblée nationale, Lau-rent Fabius, Mª Dagnaud, chercheur au CNRS, est l'auteur d'un ouvrage sur la programmation des télévisions. Elle se consacre au dossier des télévisions privées, notamment M 6, et de la production et des programmes. Daisy de Galard a été désignée pour six ans par Alain Poher. Journaliste, producteur à la télévision, notamment du célèbre «Dim, Dam, Dom», puis chez Gaumont, Mª de Galard fut membre de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL, qui précéda le CSA de 1986 à 1988). Au sein du CSA, elle suit France 2 et France 3. Pour sa part, André Gauron a remplacé en décembre 1991 Bertrand Labrusse, ancien président de la Société française de production (SFP), qui avait lui aussi décidé de quitter le CSA. Nommé par Laurent Fabius, André Gauron, ingénieur diplômé de Centrale, a travaillé au commissariat au Plan, fut expert au Conseil économique et social au titre de la CFDT puis conseiller auprès de Pierre Bérégovoy, depuis l'entrée de celui-ci au gouvernement, avant d'entrer au CSA où

il est en charge de TF I.

Parmi les trois derniers conseillers, nommés pour huit ans, figurent deux journalistes. Geneviève Guicheney, qui présenta le journal de FR 3 « Soir 3 » de 1982 à 1987, a été désignée par le président de la République. Elle s'occupe au CSA du câble, de la publicité et du parrainage. Autre conseiller issu du sérail journalistique, Roland Faure a été désigné par Alain Poher. L'ancien directeur de la rédaction de l'Aurore, qui fut PDG de Radio-France de 1986 à 1989 après en avoir été directeur de l'information, se consacre aux radios. Monique Augé-Lafont, enfin, nommée par le président de l'Assemblée nationale, agrégée de mathématiques, qui fut recteur d'académie (Orléans-Tours puis Nice), est chargèe des télévisions locales, régionales et cryptées ainsi que de RFO.

Quelles sanctions peut-il prendre?

© C'est à l'épreuve des sanctions que se mesurent à la fois la force du CSA et l'étendue de ses compétences. Première évidence, les sociétés de programmes ne sont pas traitées de la même manière selon qu'elles appartiennent au secteur public ou privé. Au seiu du privé, certains sont même « plus égaux que d'autres ».

Dans le principe, le CSA peut adresser des observations à un diffuseur public. Il dispose également d'un pouvoir d'injonction en cas de manquement grave. Quand, en 1992, les chaînes publiques ont voulu couper les jeux avec des spots publicitaires, le CSA est intervenu vigoureusement pour manifester sa désapprobation. En revanche, ni amendes ni suspension de l'autorisation d'émettre ne frappent radios et chaînes publiques. Vis- à-vis du secteur privé, les sanctions vont de la mise en demeure publique au retrait pur et simple de l'autorisation d'émettre, en passant par différents niveaux de peine : la suspension de l'autorisation pour un mois au plus, la réduction de la durée d'autorisation dans la limite d'une année, l'amende, si le manquement constaté ne relève pas du pénal, et enfin l'amende combinée avec une suspension d'autorisation. Jusqu'ici aucune peine de suspension n'a jamais été prononcée. En revanche, les amendes sont tombées dru : 30 millions de francs infli-gés à TF 1 en 1992 – pour non-respect des quotas de diffusion, – 5 millions infligés à La Cinq en 1989 pour diffusion de téléfilms comportant de nombreuses scènes de violence.

En outre, Canal Plus n'est jamais soumis à l'amende ni au retrait d'autorisation. La chaîne dirigée par André Rousselet n'est pas sous le régime de l'autorisation mais de la concession.

> V otre légitimité est incontestable. Elle ne les pourrait être battue en les brèche que par vous-mêmes. Ce qui est arrivé à d'autres... Entendez-vous, faites équipe! 27

François Mitterrand lors de l'installation du CSA 15 février 1989.

Que lui reproche-t-on?

supérieur de l'audiovisuel ne valent que par les personnes qui le composent. » Ce jugement d'un président de chaîne reflète l'amertume des diffuseurs vis-à-vis du CSA. Trois reproches majeurs sont adressés à l'institution: manquer de courage politique, concentrer ses pouvoirs entre les mains du président, travailler en permanence en decà des pouvoirs réglementaires qui sont les siens. L'arrivée d'ARTE sur le cinquième réseau a ainsi provoqué une de ces crises de crédibilité dont peu d'institutions se relèvent. La décision du gonvernement de « préempter » le réseau de La Cinq en faveur de la chaîne culturelle franco-allemande n'a provoqué que peu de réactions. Pountant, elle empiétait sur les attributions du CSA... qui a laissé faire. De même, après l'attribution de La Cinq au groupe Hachette en 1990 (voulue par le gouvernement pour contrer TF 1), le CSA a laissé le groupe Hachette s'ealiser alors que pièces en main, le Conseil connaissait les contraintes économiques et réglementaires qui faisaient peser sur la chaîne un risque majeur de dépôt de bilan.

Antre reproche : le manque de collégialité du CSA Depuis la nomination surprise de Philippe Guilhaume à la présidence commune d'Antenne 2 et de FR3 en 1989, Jacques Boutet se méfie d'un conseil qu'il n'a pas choisi – et pour canse, vu son mode de recrutement. Résultat : il souverne le plus souvert seul

En outre, il laisse volontiers les «plénières» (séances officielles de travail) s'engluer dans la masse des dossiers techniques, an lieu de les désencombrer pour favoriser un réel travail de réflexion au sein du Conseil. Résultat, selon certains, «aucun débat n'a jamais lieu» et le CSA n'exploite pas à fond les possibilités juridiques qui sont

Le CSA n'a pas su développer une véntable doctrine sur l'audiovisuel. Cette absence de travail prospectif non seulement a privé les politiques de toute base pour une action en matière audiovisuelle, mais a empêché le CSA d'acquérir une réelle autonté morale.



1 to the second

F Address & San

37

La fin du SME?

IEN n'illustre plus concrètement le profond maiaise qui ragine sui la monétaire européenne que les tribulefond malaise qui règne sur la scène tions de l'«écu privé». Pour essayer de rame-ner la confiance sur un marché désemparé, les autorités responsables se voient enfin contraintes de jouer cartes sur table. La pénible prise de conscience qui en résulte chez les opérateurs du monde de la finance contribue à les réveiller du rêve où les avait plongé la signature du traité de Maastricht.

Pendant la courte période qui s'écoula entre cette signature, survenue le 7 février 1992, et le référendum danois du 2 juin, les investisseurs, notamment «institutionneis» (compagnies d'assurance, sicav et fonds mutuels, etc.) furent nombreux à acquérir de gros montants de titres d'emprunt, de toutes échéances, libellés en cette unité de compte. La palette en est très large, depuis les bons à trois mois émis en écus par le Trésor britannique jusqu'aux obligations à trente ans de durée offertes par le Trésor français (OAT, obligations assimilables du Trésor), sans compter les émissions émanant de sociétés industrielles et commerciales ou d'établissements bancaires.

L'idée était qu'en achetant des « instruments» (le mot du jargon moderne pour désigner les reconnaissances de dette) en écus on profitait d'une rémunération avantageuse sans

prendre beaucoup de risques. N'était-il pas de notoriété publique qu'il n'y avait plus eu depuis 1987 d'ajustement important de parités entre les monnaies du SME qui forment le « panier » dont est composé l'écu?

4.2%

....

11

...

1 2 2 2 2

1.0

... . - - 1

 $= \left(1 + \left(\frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} \right) \right) \right) \right)$

274

17 m 1 1 1

- -

15 m 18 4 2 1

...

- .

e, u d

2 44

The second section of

Le sentiment quasi général était celui qu'exprimaient des experts de l'OCDE dans un de leurs « documents de travail > (working paper n° 117, 1992) : «Les changements entre les taux de change fréquents. Les nouveaux progrès vers l'union économique et monétaire finiront par les éliminer totalement. » L'accumulation des avoirs en écus passait en outre pour une judicieuse pratique. La Banque

de France n'encourageait-elle pas discrètement les établissements de la place à anticiper l'avenement de la monnaie unique ? Inscrire à son bilan des actifs en écus vous valait des

compliments. Un phénomène intriguent dont on s'était accommodé tant qu'il était source de profit s'était même produit au cours des mois précédents, entre l'été 1990 et le printemps 1991. Sous l'impulsion d'une forte demande sur les titres en écus, l'écu privé a fait prime sur sa valeur théorique. Théoriquement, le cours de l'écu privé (cours résultant de la cotation des instruments libellés en cette unité) comcide exactement avec celui de l'écu officiel ou écupanier : il suffit d'appliquer aux cours du jour des douze monnaies entrant dans la composition de ce panier les coefficients de pondération correspondent à chacune d'elles. A Paris, par exemple, l'écu vaudra tel jour 0,6242 x 3, 3915 francs (cours du DM) + 1,332 x 1 franc + 0,08784 x 8,216 (cours du sterling) + etc. = 6,642 francs. Demain, il vaudra un peu plus cher si, entre-temps, le cours de la monnaie allemande est passé de 3,3915 à 3,3975 F.

La persistance de l'écart dénotait l'imperfection du mécanisme d'arbitrage. La Banque des règlements internationaux de Bâle, où est organisée une caisse de compensation, a essayé de remédier par des mesures techniques à cette anonalie. Son nouveau système n'a pas résisté au retournement brutal du marché. Présentement, l'écu intéressa beaucoup moins, dans toute la mesure où, avant le 2 juin, il avait intéressé pour des raisons falla-cieuses. Le cours du marché accuse une

décote par rapport à la valeur théorique. Les opérateurs, qui s'en mordent les doigts, s'apercoivent un peu tard qu'il n'y avait aucune raison de considérer la perspective d'une union économique et monétaire comportant à la clef une monnaie unique appelée écu, comme un stimulant pour le marché fondé sur l'écu « monnaie de compte». S'ils avaient lu attentivement le traité de Maastricht, ils se seraient avisés qu'il s'agit de deux sortes d'écus totalement distincts.

Le seul point commun sera le taux de conversion le jour J, s'il arrive jamais, où le nouvel écu sera introduit en Europe comme monnaie à part entière. L'écu nouveau commencera ce jour-là sa carrière avec la valeur de on risque d'en oublier une autre, significativel'ancien. Après quoi, son évolution dépendra ment exclue des fameux € fondamentaux > si de facteurs tout à fait différents. La notion de chers aux analystes en chambre... (A suivre.)

panier aura disparu. La yaleur de l'écu sera uniquement tributaire de la politique d'émission de la future Banque centrale européanne. Cependant, le texte du traité, s'il est clair sur ce point, entretient lui-même la confusion par certaines de ses dispositions. En chargeant le futur institut monétaire européen de 1994, de faciliter l'« usage » de l'écu, il laisse entendre qu'ainsi il préparera l'adoption d'une monnais unique. La vérité est que l'encouragement de l'écu privé intéresse surtout le lobby des ban-ques. Les commissions sur les transactions en écus sont bonnes à prendre.

C'est un langage plus sobre qu'on entend aujourd'hui. A l'occasion de la deuxième conférence de l'écu» organisée récemment à Paris par le MATTF avec la participation du Wall Street Journal Europe, Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, n'y est pas allé per quatre chemins : «L'écu de l'avenir n'a rien à voir avec les données de l'écu tel que nous le connaissons. » On conçoit qu'une telle mise au point, tranchant avec tant de propos ambigus tenus dans un passé récent, pose quelques problèmes aux détenteurs ou candidats éventuels à la détention.

Directeur général de l'Institut de l'écu, Michel Coste a rappelé que, même si le calendrier de Maastricht est respecté, aucune date ne peut être fixée pour l'introduction de l'écu. Le traité se bome à disposer que celle-ci aura

lieu dans un délai « rapide » après la fixation « irrévocable » (au plus tard en 1999) des taux de change entre les pays jugés aptes à participer à l'union économique et monétaire. Cet écu « banque centrale » circulera parallèlement à la monnaie de chaque pays. Les instruments libellés en écus privés seront alors convertis en écus nouveaux selon le principe de la continuité des

Mais qu'en serat-il dans les pays de la CEE non encore entrés dans l'union économique et monétaire? « En conclusion, a dit le conférencier, il faudra gérer au mieux l'ambivalence de l'écu. Si on ne voit en lui que le panier

actuel, on tombera dans l'attentisme : si on s'attache à sa qualité de préfiguration de la monnaie « forte et stable », on risque la déconvenue. »

NICOLAS GUILBERT

A forcer la nature de l'écu privé, on l'a empêché (jusqu'à quand?) de rendre les services très utiles qu'il rend sur certains marchés. Selon Alain Prate, vice-président de la Banque européenne d'investissement, cet établissement a besoin de l'écu pour accorder des prêts aux investisseurs des pays « périphériques » (Espagne, Portugal, Grèce, Irlande), qui sont normalement ses clients les

plus réguliers.

OUT se passe comme si, pour rendre crédible le passage à l'union monétaire en l'absence d'union politique, les négociateurs de Maastricht svaient voulu faire jouer au SME un rôle pour lequel celui-ci n'était pas fait. De même qu'ils ont faint de considérer l'écu privé, unité de compte composite servant à dénommer une variété d'euro-emprunts, comme l'amorce d'une monnaie à part entière, de même ont-ils cherché à faire passer la stabilité des changes de ces dernières années comme l'antichambre d'un régime de monnaies rigidement et irréversiblement soudées entre elles (le franc devenant le parfait substitut du deutschemark et vice-versa, en

attendant feur remplacement par l'écu). L'expérience était d'autant moins probante que cette stabilité était artificiellement acquise pour les seuls besoins de la cause. Ce faisant, c'est la finalité du SME qui était trahie. C'est ainsi qu'on a vu en 1991-1992 le peseta se hisser plus de dix-huit mois durant en tête du peloton à la faveur de taux d'intérêt élevés (supérieurs à 12 %).

Or l'objectif premier du SME, c'était de faire en sorte qu'à l'intérieur du marché commun les courants d'échanges ne soient pas faussés par de grossières distorsions de changes dues, selon le cas, à la surévaluation ou à la sous-évaluation systématique de telle ou telle monnaie. Dans cette perspective, la stabilité des changes n'était justifiée que dans la mesure où elle pouvait s'appuyer sur une évolution convergente des coûts et des prix. Encore cette condition, qu'on redécouvre aujourd'hui slors qu'il est peut-être trop tard pour sauver l'expérience, n'est-elle pas suffisante. A concentrer toute l'attention sur elle,

La société « branchée »

Pour Philippe Breton, la « société de communication » est un mythe aux effets pervers qui sert à combler le vide laissé par l'humanisme et les idéologies

DE LA COMMUNICATION de Philippe Breton La Découverte, 152 pages, 89 F.

Le type même du mot-valise est bien celui de a communication». On y fourre tout : les médias, les ordinateurs, la publicité, des directeurs d'entreprise, des instituts, des sociologues, etc., après en avoir éjecté - et encore! - les transports. Ce qui ne simplifie pas précisément le dialogue - la communication précisément - lorsqu'on met le vocable en avant. En fait, Philippe Breton s'inquiète beaucoup d'autre chose : de la place énorme, quasi monstrueuse occupée dans nos sociétés par le mythe de la communication, devenue une sorte d'utopie depuis que l'homme a perdu les valeurs que sécrétait sa vie intérieure.

Au départ se manifeste la volonté de regarder autrement le reel. Pour la science, l'important aujourd'hui, « ce sont les relations qu'entretiennent les phénomènes entre eux» plutôt que leur contenu. Norbert Wiener est en 1948 au centre de cette révolution intellectuelle qu'il prolonge ensuite vers le champ politique et social. Le père de la cybernétique entend en effet lutter contre l'entropie de nos sociétés, si manifeste dans les horreurs du nazisme et d'Hiroshima, par une régulation sociale qui s'opérerait de façon rationnelle par des réseaux de machines communicantes.

L'homme nouveau tire son énergie de sa capacité, comme individu « branché, connecté à de vastes systèmes de communication, à collecter, à traiter, à analyser l'information dont il a besoin pour rent et il devient un être purement monde des ordinateurs que celui

social, antithèse du « surhomme » de Nietzsche. Se construisant sur le refus de l'exclusion, la société de communication semble apporter une pierre nouvelle à la civilisation. Inutile d'insister sur son influence dans les sciences, la littérature et plus généralement la

Philippe Breton ne se laisse pas emporter par le flot ambiant. Il cite Georges Balandier pour qui « parler de société de communication» est, d'un certain point de vue, une redondance, car, de tous les temps, les hommes ont échangé des informations. Ce qui a été modifié, c'est l'usage massif des techniques dans ce domaine. Est-ce une raison pour saluer la venue d'un nouveau monde?

REDONDANCE . Il est certain que les comportements quotidiens ont été fortement modifiés. Les médias sont devenus « incontournables » selon l'expression à la mode, « le seul lieu où l'on trouve des informations permettant de décoder l'univers dans lequel nous évoluons et le voyeurisme (est une) vertu nécessaire à la survie sociale.. Il faut communiquer, quel que soit le contenu ». Si l'on va plus loin, la nou-

velle représentation de soi tient beaucoup plus à l'idée de ■ machine communicante », et l'espace public s'est élargi parce que « le désir d'être l'objet d'une médiatisation l'emporte largement sur la discrimination qu'appellerait le respect d'un espace privé ».

La nouvelle « utopie » de la communication est grosse d'effets pervers auxquels Philippe Breton consacre la dernière partie de son Les confusions nées de la communication touchent aussi bien

des médias. La croyance en «l'intelligence artificielle », une contradiction dans les termes, perdure, faute de s'entendre sur les mots. De même, l'on croit avoir accès à la signification des événements parce qu'on est informé. On pense supprimer les distances, mais elles résistent beaucoup plus fortement qu'on ne l'imagine . « L'ignorance n'a pas de meilleure alliée que l'illusion du savoir »

DIABOLISER . Et que dire de la croyance dans la toute-puissance libératrice de la communication, des formations « d'épanouissement de soi » par l'accès à des «techni-ques relationnelles »? Leur rôle se limite le plus souvent à réduire un désordre. De même, la « culture du management » tend de façon simpliste à diaboliser le conflit, qui

fait pourtant partie de la vie. Philippe Breton souligne aussi efficacement la contradiction entre le fait que la société exige que l'information soit traitée comme une marchandise et donc soumise aux lois de la propriété privée, là où, pour beaucoup de professionnels, une «bonne» information doit circuler librement pour avoir son effet maximal. Le piratage informatique est un symptôme révélateur de cette contradiction.

Notre auteur, on le voit, a le mérite de ramer à contre-courant, de regarder l'autre côté du miroir aux alouettes de la communication pour dénoncer ses théories utopiques servant d'alternative possible aux idéologies ou à l'humanisme. Le moindre danger n'est pas de priver notre société « branchée » de représentation de son futur. « Une société aui n'a nas d'avenir à ouvrage, sans doute la plus riche. se mettre sous la dent ne peut que se dévorer-elle-même. »

Pierre Drouin

NOTE DE LECTURE

ERREURS ET IMPASSES DE LA CONSTRUCTION de Maurice Allais Editions Clément Juglar, 122 pages, 75 F.

C'est un livre direct qu'a écrit Maurice Allais, Prix Nobel de sciences économiques (1988), pour exponer rapidement les raisons fondamentales pour lesquelles lui, meuropéen de toujours», est ferme-ment opposé au traité de Maas-tricht, Pour l'économiste français, ce texte est inapplicable et il est susceptible de provoquer entre la France et l'Allemagne de graves difficultés: « Ou bien l'Allemagne serait entraînée contre son gré dans une nouvelle inflation ou bien elle serait amenée à faire sècession. Nul doute que l'opinion publique alle-mande en rendrait la France, à l'origine du traité, responsable. Dans les deux cas l'union monétaire, loin de favoriser le rapprochement franco-al-lemand, n'aboutirait qu'à dresser à nouveau l'Allemagne contre la

France » Maurice Allais critique d'un point de vue économique plusieurs dispositions du traité de Maastricht qui pourraient bien entraver, et non pas aider, la construction du grand marché intérieur le 1ª janvier 1993. Selon lui, la Charte communautaire des droits sociaux ne va pas nécessainement dans le sens du développement des pays les plus pauvres de la Communauté. Bien au contraire, en favorisant une hausse prématurée des salaires réels ainsi qu'une augmentation des avantages sociaux, ces dispositions risquent de provoquer dans les pays les moins développés de la Commu-nauté « un chômage massif».

L'intention de l'auteur est bien ésumée par la citation de l'économiste suédois Gunnar Myrdal, en exergue de son ouvrage : « Il est dans une démocratie de l'Intérêt public que les vérités, et surtout les moins confortables, soient établies et diffusées aussi largement que possible; les illusions - et particulièrement celles qui procèdent de l'oppor-tunisme – sont un danger public » Beaucoup de Français doutent. Ce n'est pas le cas de Maurice Allais.

COURRIER DES LECTEURS

Touche pas à mon franc

Depuis quelques mois, l'idée tissements, doit aussi être critiqué d'une dévaluation du franc rassemble quelques adeptes, pour la plupart soudainement convertis. Après avoir bénéficié durant une dizaine d'années d'un quasi-consensus, la politique du «franc fort » apparaît

Il faut bien sûr dévaluer une monnaie si sa parité apparaît surévaluée. A cet égard, ni l'observation des faits au travers de la com-pétitivité des produits français ni l'analyse, par l'examen des fondements de l'économie française, n'incitent à dévaluer le franc. C'est cette année que l'amélioration de la compétitivité des produits français a été la plus manifeste; baisser leurs prix par une dévaluation apparait donc inutile.

Pour l'avenir, la dévaluation n'est pas plus souhaitable. Le schema traditionnel en faveur de la dévaluation - une baisse de la parité améliore le solde extérieur et favorise la croissance en réduisant cette contrainte extérieure - est assez largement infirmé par les faits et par l'analyse. Depuis une vingtaine d'années, ce sont au contraire les pays à monnaie forte, c'est-àdire se réévaluant - l'Allemagne en Europe, - qui ont dégagé les plus forts excédents extérieurs et par là mieux lutté contre le chômage. Au plan financier, le schéma

parfois invoqué d'une baisse des taux, donc d'une relance des inves-

A SIGNALER

GUIDE DU YOYAGEUR PERDU DANS LE DÉDALE DES RELATIONS HUMAINES de Jacques Malarewicz, ESF, 142 pages, 125 F. L'EUROPE DES DOUZE ET LES AUTRES sous la direction de Sophie Mappa. Karthala, 366 pages, 140 F. TOUS CLIENTS. LA NOUVELLE ORGANISATION **DES ENTREPRISES** PERFORMANTES

de Richard Schonberger, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Stéphane Carn, Dunod, 434 pages, 265 F.

La France a longtemps fourni l'exemple d'un pays à monnaie plu-tot faible, ce qui l'a contrainte d'offrir aux placements internationaux une importante «prime de risque» compensatrice. Les taux étaient traditionnellement en France au moins 2 points au-desaus des taux allemands. Depuis le milieu des années 80, avec le maintien du taux de change du franc, cette prime s'est réduite jusqu'à une quasi-dis-

parition actuellement.

Là encore l'internationalisation des économies, en l'occurrence les mouvements de capitaux, explique les effets désormais largement pervers d'une dévaluation. Aujour-d'hui les mouvements sont libres et 1 000 milliards de dollars circulent chaque jour sur les marchés des changes (à comparer avec les 300 milliards de francs de réserves de change de la Banque de France!) Il est pourtant indispensable d'attirer ces capitaux ou de les y maintenir quand ils avoisinent, comme c'est le cas en France quelque 800 milliards de francs. Cet apport considérable d'épargne, s'il venait à quitter les marchés français, nous obligerait à le compenser par une forte réduction de notre consommation intérieure.

Or, pour attirer ces canitaux, il faut soit des taux d'intérêt plus élevés que ses voisins, soit une réputation de «monnaie forte», qui ne laisse pas craindre une baisse de la valeur des placements au travers d'une dévaluation. L'objectif, souhaitable, de taux d'intérêt les plus faibles possible passe donc par un «franc fort». Il est illusoire cependant d'imaginer pouvoir s'affranchir du niveau des taux des autres monnaies fortes dans une économie ouverte.

Aux illusionnistes qui pensent avoir découvert la stratégie de la facilité pour s'affranchir d'un environnement international actuellement déprimé, il faut répondre fermement que le franc et les Français ont déja donné!

> Nicolas Resseguier cadre de direction de banque

DIS ET PECEFFE

March Store **海水 光** " $(g_{i_1}, g_{i_2}) = (g_{i_1}, g_{i_2})$ Section of the section of Signal Paris ----कुर्वासूत्रक राज्यानी 🐬 المعادرة وشالا ميشهوا **建**有一种" A. C. S. S.

Section 1

经产品的 医二克

MA.

Sales and

と こまれ

- Carrier -

-

L STEIN.

عنت عنده

A AMERICAN COMPANY

A 45

-

建筑美洲

1000

ومد ولوجونك

A 3537

En militario anti in a A Section A SECTION AND PROPERTY. A STATE OF अक्र न्या न्या अक्र 😁 The state of the

-

-- THE -PART IN O +0 450 A CHARLES A CHAMME -457

--

ALLEMAGNE

92 mai juin juit, acût sept. OCT.

Rappel octobre 1991: 4,3%

La crise que traverse le sys-

38

17

(C au CO

le C€ Bc pr de

C

ľε

s'.

m

pi

b

С

e1

le

 \boldsymbol{n}

C

matière d'emploi. Il en ressort au moins deux constats :

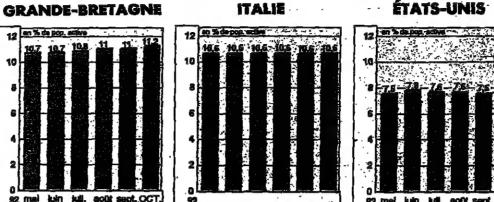
- 1. L'emploi est une variable retardée de l'activité. Ainsi, alors que les restrictions d'effectifs interviennent souvent avec quelques mois de

INDICATEUR . L'emploi La barre des 10 %

décalage par rapport au repli des productions, le retour des embauches se manifeste-t-il, de la même manière, avec retard. l'estimation des besoins à moyen terme déterminant la vigueur du mouvement de

- 2. Ces décalages commandent l'essentiel du cycle de productivité

autour duquel «s'enroule» la conjoncture. Parce qu'il arrive un momen où les baisses d'effectifs sont plus rapides que celles de la production, la productivité s'améliore, les trésoreries se redressent et les perspectives se dégagent peu à peu. Ce processus, qui demande plusieurs mois ou plu-sieurs trimestres, s'avère un préalable indispensable à une reprise durable de l'activité permettant, à terme, une hausse de l'emploi. Or à l'exception de la Grande-Bretagne, les gains de productivité sont encore nuls, voire négatifs, dans la Communauté européenne. En l'absence d'une amélioration des perspectives de production, c'est donc à des baisses supplémentaires d'effectifs qu'il faut s'attendre au cours de la majeure partie de 1993 dans les pays d'Europe continentale.



92 mai juin juli. août sept. OCT. Rappel octobre 1991; 8.8 % Rappel octobre 1991: 10,4 %

Taux de chômage en pourcentage de la population active. Sources: Office statistique des Communautés européennes (sauf Japon: sources nationales).

tème monétaire européen depuis la mi-septembre semble avoir effacé, en l'espace de quelques semaines, les avantages progressi-vement acquis grâce à la stratégie dite de « désinflation compétitive» adoptée par notre pays depuis plusieurs années. En effet, les fortes dévaluations de nombreuses devises - tivre, lire. peseta, escudo, couronne suédoise - se traduisent par une dégradation brutale de notre compétitivité-prix, qui pesera inévitablement

en 1993. Après des gains substantiels de parts de marché en Europe de la mi-1991 à la mi-1992, c'est à des pertes qu'il faut maintenant s'attendre. Le concept de « désinflation compétitive», apparu vers le milieu des années 80, s'est affirmé à partir de 1988. L'idée combine un change « fort » et une trande maitrise des couts, des colits salariaux en particulier : le rythme d'inflation étant plus bas en France que chez nos partenaires, il devait être possible de

gagner de la compétitivité même

avec une parité élevée. Il s'agit au

bêtises » ou « d'être plus ver-

TAUX DE CHANGE RÉEL DU

DEUTSCHEMARK CONTRE FRANC

Base 100 en janvier 1987

sur nos exportations en volume

tueux» que les autres. Du début 1987 à septembre liers ont de fait permis à ce

104

102

PAYS • La France Incertitudes pour 1993

schéma de prendre corps : le mode de fonctionnement, qui s'est révélé intenable, du SME; et les modalités de la réunification Sur cette période, les gouver-

nements des pays européens

Rappel octobre 1991: 9,7 %

juli. août sept. OCT.

FRANCE

connaissant les rythmes de hausse des prix les plus rapides ont voulu utiliser la crédibilité du méca-nisme de change du SME pour asseoir leur politique de lutte contre l'inflation. Dans ces conditions, un seul ajustement des taux pivots, au demeurant mineur, a pris place début 1990, lorsque la lire a rejoint les marges normales de fluctuations de 2,25 % autour de son taux pivot (au lieu des marges élargies de 6 %). Il s'en est ensulvi une dégradation marquée de la compétitivité-prix des produits italiens, britanniques et espagnols, dont les exportateurs français ont largement profité, et qui explique dans une large mesure l'amélioration de notre solde commercial à la fin de 1991 et au début de 1992.

fond, suivant le pays auquel on se compare, « de faire moins de Cette situation était naturellement de plus en plus fragile; à terme, une dévaluation sensible dernier, deux éléments particu- de la livre, de la lire et de la peseta vis-à-vis du deutschemark

et du franc apparaissait inévitable, comme le montraient bien les niveaux élevés de taux d'intérêt à long terme sur ces trois monnaies. Ces dévaluations sont, dans une certaine mesure, un retour à la case départ, permettant d'effacer, et au-delà pour la livre et la lire, les surévaluations peu à peu accu-mulées pendant la période où ces pays faisaient « plus de bêtises » que nous en termes d'inflation, sans que les mouvements de change ne jouent un rôle correcteur. Mais, ces fortes dévaluations, benéfiques dans l'immédiat en termes de compétitivité-prix pour nos partenaires, sont pour

Rappel octobre 1991: 9,8 %

importée. En Allemagne, le finance-ment par l'emprunt d'une réunification beaucoup plus coûteuse que prévu a induit des tensions sur les marchés du travail et des biens et une accélération marquée de l'inflation. Les tendances à l'œuvre - hausse des prix sur douze mois de 2,4 % en France et de 3,7 % en Aliemagne en octobre, - laissent attendre le maintien d'un écart d'inflation favorable à notre pays en 1993. Aussi la compétitivité-prix des produits

TAUX DE CHANGE RÉEL

LIVRE CONTRE FRANC

Base 100 en janvier 1987

eux génératrices d'inflation

français par rapport aux produits aliemands tend à s'améliorer pour s'établic à un niveau voisin de celui, favorable, du début de

Si done la « désinflation compétitive» continue de jouer en notre faveur vis-à-vis de l'Allemagne, le concept semble avoir montré ses limites vis-à-vis des monnaies européennes les plus inflationnistes. Il est clair que la compétitivité-prix des produits français ne pouvait indéfiniment s'améliorer, qui plus est de façon substantielle, au détriment de cer-tains partenaires européens.

Alors que la croissance de

2 % réalisée en moyenne en 1992 est imputable à hauteur de 1,2 % à nos échanges extérieurs, cette contribution sera, du fait de la dégradation de notre compétitivité en Europe ainsi que du fléchissement de la demande, en Allemagne notamment, au mieux nulle en 1993. Les facteurs nég tifs jouant en Europe ne pourront en effet être pleinement contrebalancés par les évolutions positives attendues aux Etats-Unis : accélération de la croissance, et amélioration de notre compétitivité, due à la remontée prévisible du dollar, délà passé de son point bas de 4,80 francs de l'été dernier à 5,40 francs. C'est bien d'une accélération en cours d'année de la demande intérieure que dépendra notre croissance.

La politique de change - dite de «franc fort» - du gouvernement, qui a pour objectif central le maintien du taux pivot de 3,35386 francs pour 1 deutschemark, conserve cependant sa pleine justification. Elle garantit la stabilité des prix. Conjointement elle doit permettre à terme la réduction de l'écart de taux d'intérêt à long terme entre la France et l'Allemagne. Cet écart s'élargit dès que des pressions sur notre monnaie se font jour ou que la pérennité de la politique de « franc fort » semble moins assurée. Or ce sont les taux longs qui jouent principalement dans les décisions d'investissement des entreprises et d'acquisition de logement par les ménages. Il est à cet égard instructif de noter que début décembre, le taux des obli-gations d'Etat à dix ans était sensiblement inférieur en France (8,3 %) à ce qu'il était au Royaume-Uni (8,7 %) et, plus encore, en Italie (13,6 %) et en Espagne (12,8 %). En particulier, si le Royaume-Uni bénéficie maintenant de taux à court terme ramenés à 7 %, soit de 2 à 3 points de moins qu'en France, les taux à long terme y sont cependant toujours plus élevés que dans notre pays, reflétant des craintes inflationnistes à moyen terme.

A quelques mois maintenant d'une détente probable des taux d'intérêt à court terme en Allemagne, qui allégera les contraintes pesant sur notre politique monétaire, c'est bien du renforcement de la crédibilité dans le temps de notre politique de stabilité du franc vis-à-vis du deutschemark que nous avons

> Hervé Monet Economiste d'entreprise

SECTEUR • La charcuterie

Tranche de morosité

POUR la charcuterie-salaison, 1992 restera une année très maussade, tant en volume de production qu'en chiffre d'affaires ou en bénéfices. Ce secteur devrait enregistrer une stagnation, voire une légère baisse, alors qu'il pro-gressait jusque là de 3 % à 4 % per an. En trois années, la production globale a augmenté régulièrement, passant de 865 367 tonnes en 1989 à 929 743 tonnes l'an dernier; mais, au cours des dix derniers mois, la crise économique a modifié le comportement des consommateurs, qui, les statistiques le montrent clairement, se tournent maintenant vers des produits moins

Ainsi, pour la première fois, les ventes de jambon stagnent alors que celles d'épaule cuite, moins coûteuse, progressent fortement. Selon le baromètre de la Fédération française des industries charcutières (FIC), établi à partir des ventes de quarante-huit entreprises, le tonnage de jambon cuit est demeuré quasi stable au cours des dix der-niers mois de 1992 (+ 0,25 %) alors que l'épaule a gagné plus de 10 %. Pâtissent aussi de la conjoncture les pâtés (- 2 %) et les saucisses (- 2,5 %), tandis que les saucissons secs et les plats cuisinés frais continuent de progresser de près de 4 %, comme, dans une moindre mesure, la poitrine fumée et les lardons (+1,5 %) - marchés au tonnage

beaucoup plus modeste que celui du jambon, Confrontés cette année à une hausse des prix des matières premières durant tout le premier semestre et à ce transfert de la consommation vers des produits dits « de base », les industriels ont va leurs marges se réduire. Les marques nationales sont tombées de 55 % du marché de la charcuterie en 1989 à 32 % cette année. alors que celles des distributeurs, moins chères, ont atteint 32 % en 1991 (et cette année) contre 23 % en 1989, et que les produits d'ap-pel, dits « premiers prix », ont fait un bond, passant de 20 % à 34 % jamais eru que j'y parviendrais».

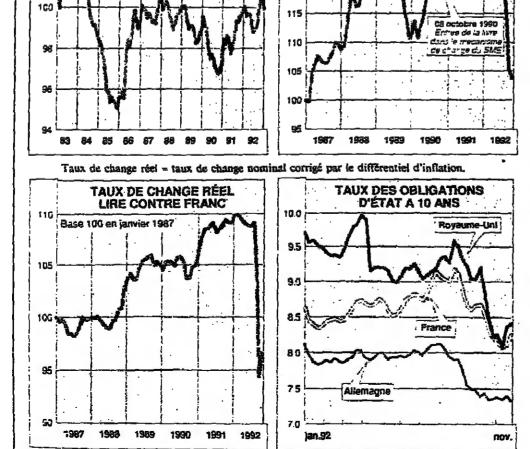
Conscients de cette évolution,

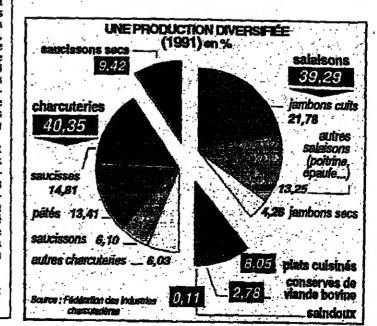
beaucoup de producteurs sont désormais présents sur les deux marchés, même ai ceiui qui progresse reste beaucoup moins profi-table que l'autre. Ainsi, l'an dernier, Paul Prédault a acquis Germanaud un spécialiste du jambon préemballé vendu en fibre-service. Même les distributeurs s'y intéressent : Intermarché a repris successivement deux entreprises fabriquant

du pâte ou du jambon, Onno en 1991, puis, cette année, Rannou. Dans ce contexte de rentabilité décroissante, la restructuration de la profession, qui compte parmi ses 400 entreprises des artisans comme de grands groupes (Reybler, Fleury Michon, Géo, IFM (Bongrain), Herta et Paul Prédault), amorcée depuis plusieurs années, devrait donc continuer et pent-être s'accélérer. Les rachats continuent, et chacun tente de se spécialiser sur quelques familles de produits pour y

acquérir une position dominante. La plus spectaculaire acquisi-tion restera celle d'Olida par Fleury Michon en mars dernier. La firme vendéenne a fait un pari : absorber une société de même taille (1,6 mil-liard de chiffre d'affaires), en grande difficulté. Cette reprise lui permet surtout de conforter ses parts de marché sur deux secteurs rentables : le saucisson et la charcuterie préemballée. Dans le premier, avec le Cochonou d'Olida (13 % du marché), elle se hisse à plus de 20 % du marché. Elle talonne le Justin Bridou de Reybier (22 %). Dans la charcuterie préemballée, doublant sa part, elle arrive aussi au deuxième rang, avec 14 %, mais loin encore derrière Herta, filiale de

Nestlé (22 %). « Nous ne souffrons pas plus que les autres secteurs, note Hubert Foucault, président de Géo. Mais les affaires moyennes et peu spéciali-sées ont des difficultés. » Dans ce contexte morose, il enregistre avec satisfaction un succès de sa firme : « Nous venons de signer un contrat de cinq ans pour vendre des saucisses... en Allemagne. Je n'aurais





Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde et l'agence de presse Idé.

A STATE OF THE STATE OF

The second was

a commence

amendmental gar

The street of the street

- Harida

 $\frac{1}{2} \frac{\left(\frac{1}{2} + \frac{1}{2} + \frac{$

一个"如白鹭鱼

The Partie was

 $= \left(\left(\left(\left(\mathbf{x}_{i} - \mathbf{y}_{i} \right) \right) \right) + \left(\left(\left(\mathbf{x}_{i} - \mathbf{y}_{i} \right) \right) \right) + \left(\left(\left(\mathbf{x}_{i} - \mathbf{y}_{i} \right) \right) \right)$

Commence of the second

كالأحالاج والج 3: 22 40 1444 A Section of Property 金属 医一面形态 Bill the Part of च केला व प्रकार 157 1 A 100 PM 1 क्षा का 'केंद्र अ

DER PAGESA 通報流 医混乱症 Marie Marie Paris de la companya de TE STEETE PROFITE CAN IN tu tautagt. -A Property of the Boston tan 11. The Market \$ \$ bloggy over FOR: 31 1400 A Wald by

guille beriebent eine

Carterior than last

September 1

g # 5"61#1

AND COLUMN TO ---

Sa Fran

a prestra 🕟 3.2 10 120° F 140 - TERROR 1 (18 A) Same arrange A CONTRACT FOR P 'programme 201 Port 17:4 22 17 1 1 1 1 1 EEE An . THE PROPERTY. SE BETTER !

G 224 14. 1 35.451 4 = 100 E . 5.4 Sections of - 1 mm | 1 mm A KING IN A total Transplan 3835 M 1/4 3 Sec 2 24 A 24 14.14.54.3 194 5.2.3.4

THE THE STATE OF T See See See S. Parker As Philippe N TON

" Sanda

AND DECK

OF NEW P

AND PARTY

Transe .

ad i king

(P. 9) 1.

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

Section 1

翻:

Y ... Charles and a

Dominique Gallois